

**PROJET DE POLE AGRO-INDUSTRIEL
DANS LE NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE
(2PAI-NORD CI)**

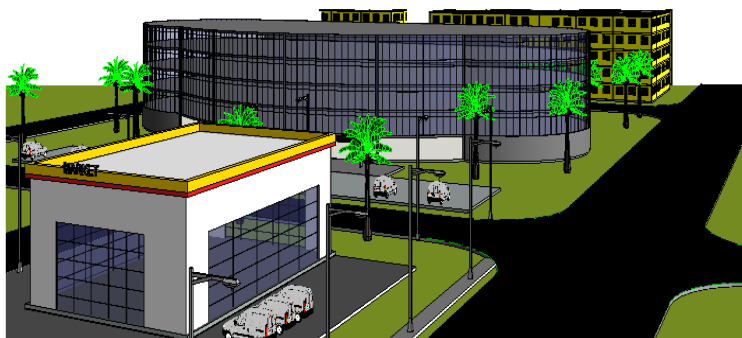


Cellule d'Exécution du Projet

**ETUDE DE FAISABILITE POUR LA MISE EN PLACE DE PARCS AGRO-
INDUSTRIELS ET DE CENTRES D'AGREGATION ET DE SERVICES DU
PROJET DE DEVELOPPEMENT DU PÔLE AGRO INDUSTRIEL DANS LE
NORD DE LA COTE D'IVOIRE-(2 PAI-NORD CI)**

**PROJET DE CREATION D'UN CENTRE D'AGREGATION ET DE
SERVICES A BOUNDIALI (Département de Boundiali, Région de la
Bagoué, République de côte d'ivoire)**

ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL



Version Définitive

Groupement		
 ADA Consulting Africa		

Août 2021

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SCHEMAS	9
RESUME NON TECHNIQUE DE L'EIES du cas de boundiali EN FRANÇAIS	11
NON-TECHNICAL SUMMARY OF THE EIES OF THE BOUNDIALI CASE (ENGLISH VERSION)	21
INTRODUCTION GENERALE	29
I. DESCRIPTION DU PROJET	31
1.1 Présentation du Promoteur : le MINADER	31
1.1.1 LES DIRECTIONS ET SERVICES RATTACHES AU CABINET	31
1.1.2 LES DIRECTIONS GENERALES	33
1.1.3 LES SERVICES EXTERIEURS	37
1.2 Localisation géographique et caractéristiques du projet	38
II. SOLUTIONS DE RECHANGE	53
2.1 comparaison entre la situation « sans projet » et la situation « avec projet »	53
2.2 Comparaison entre les variantes dans l'option avec Projet	56
III. CADRE BIOPHYSIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE	61
3.1 Contexte global de la côte d'ivoire	61
3.2 Cadre biophysique et socio-économique de la region de la bagoue	62
3.2.1. Cadre biophysique	62
3.2.1.1 Climat	62
3.2.1.2 Hydrographie et hydrologie	63
3.2.1.3 Hydrogéologie	63
3.2.1.4 Relief	64
3.2.1.5 Faune	64
3.2.1.6 Flore	64
3.2.2 Activités socioéconomiques de la zone du projet	64
3.3 CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE LA COMMUNE OU SERA IMPLANTE par LE CAS DE BOUNDIALI	65
3.3.1 Localisation et superficie du site	65
3.3.2 Caractéristiques socio-démographiques des groupes de personnes potentiellement touchés	65
3.3.3 Aspects socio-économiques et enjeux de la commune de Boundiali	65
3.3.4 FONCIER	65
3.3.5 EQUITE ENTRE LES SEXES	66
3.3.6 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL	66
3.3.7 SERVICES URBAINS DE BASE	66
3.3.8 GENRE, DÉVELOPPEMENT SOCIETE ET EQUITE ENTRE LES SEXES	68
3.3.9 ETAT DES LIEUX DES DIFFERENTS SECTEURS D'ACTIVITE	69

3.3.10 ETAT DES LIEUX DES SERVICES URBAINS DE BASE	69
3.4 Régimes / statuts / contraintes foncières dans le département de Boundiali	70
3.5Etat initial du site du CAS de Boundiali	70
IV. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL	72
4.1Cadre politique	72
4.1.1 Au plan national	72
4.1.2 Au plan international	74
4.1.2.1 Système de sauvegardes intégré de la Banque Africaine de Développement (BAD)	74
4.1.2.2 Politique en matière de durabilité sociale et environnementale de la Société financière internationale (SFI)	75
4.2Cadre juridique	75
4.2.1 Au plan national	75
4.2.1.1 Les lois	75
4.2.1.2 LES DECRETS	82
4.2.2 Au plan international	86
4.2.3 Politiques de sauvegarde de la BAD	88
4.3Cadre institutionnel	93
4.3.1 Ministère de l’agriculture et du developpement rural	96
4.3.2 Ministère de l’équipement et de l’entretien routier	96
4.3.3 Ministère de l’Environnement et du Développement Durable	97
4.3.4 Ministère des Transports	98
4.3.5 Ministère de l’Economie et des Finances	99
4.3.6 Ministère de l’Environnement et du Développement Durable	99
4.3.7 Ministère des Eaux et Forêts	101
4.3.8 Ministère de la Construction, du Logement, de l’Assainissement et de l’Urbanisme	102
4.3.9 Ministère du commerce et de l’industrie	102
4.3.10 Ministère de l’Emploi et de la Protection Sociale	104
4.3.11 Ministère de la Santé et de l’Hygiène Publique	104
4.3.12 Ministère du Plan et du Développement	104
4.3.13 Ministère de l’Intérieur et de la Sécurité	104
4.3.14. Ministère de l’Assainissement et de la salubrité (MINAS)	104
4.3.15 ONG et Associations communautaires	105
4.3.16 Analyse des capacités environnementales et sociales des acteurs impliqués dans le projet	105
V. DELIMITATION DES ZONES HOMOGENES ET DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX	106
5.1Description des différentes zones d’étude	106
5.2 Enjeux environnementaux et sociaux associés à chaque zone d’étude	107

VI. IDENTIFICATION ET EVALUATION DES RISQUES ET IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DU PROJET	108
6.1. Méthodologie d'identification des impacts du projet	108
6.2. Méthodologie d'évaluation des impacts	109
6.2.1 Phase acquisition des terres	114
6.2.2 Phase d'exploitation	118
VII. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	123
7.1. Mesures de gestion des risques a la phase d'acquisition des terres	123
7.2. Mesures de gestion des risques et impacts a la phase de construction	123
7.3. Mesures de gestion des risques et impacts a la phase d'exploitation	140
7.4. Suivi et surveillance environnementale et sociale	148
7.5. Actions de renforcement des capacités	151
7.6. Mécanisme de Gestion des Plaintes et recours	152
7.7. CONSULTATION PUBLIQUE	159
7.8. BUDGET DU PGES	160
CONCLUSION GENERALE	161
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	163
ANNEXES	165
ANNEXE 1: MESURES D'ATTENUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX A INTEGRER DANS LES CLAUSES CONTRACTUELLES DES ENTREPRISES	166
Annexe 2: termes de références de la mission	175
Annexe 3: fiche d'enregistrement des plaintes	192
Annexe 5 : modèle de registre de plaintes	193
Annexe 7: organigramme du ministere de l'environnement et du developpement durable	195
Annexe 8: organigramme du ministere de la construction, du logement et de l'urbanisme	196
Annexe 9: Liste des structures rencontrées	197
Annexe 10 : liste de presences a la rencontre du 23 octobre 2020 avec les jeunes de boundiali	200
Annexe 11: rencontre du 26 octobre avec les femmes de boundiali	200
Annexe 12 : Entretien avec la Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable du Poro (Korhogo)(DREDD)	202
AnnexE 13: Entretien avec l'Agence Nationale de Gestion des Déchets	203
Annexe 14: Entretien avec le gestionnaire et visite de la station pilote de traitement des boues de vidange de Korhogo (Office National d'Assainissement et de Drainage)	204
Annexe 15 : Entretien avec la cooperative agricole gninnangnon de korhogo(unite de transformation agro-alimentaire).	206
Annexe 16 : Entretien avec la COTRAF-SA	206

Annexe 17 : Entretien avec l'Unité de transformation agro-alimentaire visitée : MAJOTA SCFEL (Unité de transformation agro-alimentaire).	207
Annexe 18 : Entretien avec l'Unité de transformation agro-alimentaire visitée : Coopérative tchérégnimin de Petit Paris (Korhogo).	208
Annexe 19 : Gestion des déchets urbains	209
Annexe 20 : Gestion des déchets et des eaux usées des unités de transformation agro alimentaire de la region du poro	210
Annexe 21 : Points discutés : sante/ securite des travailleurs des unites de transformation agro alimentaire de la region du poro	214

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ANDE	Agence Nationale De l'Environnement
2 PAI-NORD CI	Projet de Développement du Pôle Agro Industriel dans la Région Nord de la Côte d'Ivoire
ANADER	Agence Nationale de Développement Rural
BAD	Banque Africaine de Développement
CAS	Centres d'Agrégation et de Services
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEFCOD	Centre d'Étude, de Formation et de Conseil en Développement
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CEPICI	Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire
CGFR	Comités de Gestion Foncière Rurale
CIE	Compagnie Ivoirienne d'Électricité
CIRAD	Centre International de Recherche Agricole pour le Développement
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
COVID-19	Corona Virus Disease 2019 (maladie à coronavirus 2019)
EES	Evaluation Environnementale Stratégique
EIE	Etude d'Impact Environnemental
EIES	Étude d'Impact Environnemental et Social
EPI	Équipement de Protection Individuelle
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIRCA	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole
GIZ	Agence allemande de coopération internationale

GPS	Global Positioning System
Ha	Hectare
HT	Hors Taxe
HTA	Haute Tension A
IDE	Investissements Direct étrangers
KG	Kilogramme
Km	Kilomètre
Kwh	Kilowatt-heure
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MEF	Ministère des Eaux et forêts
MENUP	Ministère de l'Économie Numérique et de la Poste
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Professionnelle
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PGES	Plan de Gestion de l'Environnement et Social
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PND	Plan National de Développement
PNI	Plan National D'Investissement
PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
PVC	Polychlorure de Vinyle
RCI	République de Côte d'Ivoire
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquis
TdR	Termes de références
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VIH/SIDA	Virus de l'Immunodéficience humaine / Syndrome d'Immunodéficience Acquis

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Coordonnées du site du projet du Centre d'agrégation et de services de Boundiali	38
Tableau 2 : Tendances évolutives globales des composantes environnementales et sociales « sans projet » et « avec le projet » dans la zone du projet	53
Tableau 3 : Analyse des variantes du facteur « approvisionnement en eau »	57
Tableau 4 : Analyse des variantes du facteur « approvisionnement en énergie électrique »	58
Tableau 5 : Analyse des variantes du facteur « gestion des eaux usées »	59
Tableau 6 : Analyse des variantes du facteur « gestion des déchets solides »	60
Tableau 7: Pluie mensuelle à BOUNDIALI de 2011 à 2020	63
Tableau 8 : Conventions, protocoles, traités et accords internationaux ratifiés par la Cote d'Ivoire en lien avec le Projet	86
Tableau 9 : Ministères ayant un rôle dans le projet 2PAI NORD CI	93
Tableau 10 : Enjeux environnementaux et sociaux selon les zones d'études et la phase du projet	107
Tableau 11: Matrice d'identification des impacts du projet.....	109
Tableau 12 : Qualification des critères d'évaluation des impacts	110
Tableau 13 : Matrice d'analyse des impacts	111
Tableau 14: Risques environnementaux et sociaux du projet à la phase d'acquisition des terres..	114
Tableau 15: Impacts environnementaux et sociaux du projet à la phase de construction	115
Tableau 16: Risques environnementaux et sociaux du projet à la phase de construction	116
Tableau 17: Impacts environnementaux et sociaux du projet à la phase d'exploitation.....	118
Tableau 18: Risques environnementaux et sociaux du projet à la phase d'exploitation	121
Tableau 19: Matrice de gestion des risques liés à la phase d'acquisition des terres	123
Tableau 20: Gestion des nuisances sonores à la phase de construction	130
Tableau 21: Gestion des risques d'infections pulmonaires des populations riveraines dues aux poussières soulevées par les déplacements des camions et des engins a la phase de construction	130
Tableau 22: gestion des risques de pollution environnementale liée aux déchets de chantier, aux eaux usées, aux huiles usées, aux substances chimiques à la phase de construction	131
Tableau 23: gestion des risques liés au transport des produits dangereux à la phase de construction	132
Tableau 24: Gestion des risques de prolifération des sachets plastiques autour des chantiers à la phase de construction.....	133

Tableau 25: Matrice de gestion des risques de pollution de l'air par les émissions de polluants atmosphériques à la phase de construction	133
Tableau 26: mesures de gestion relatives au décapage de la terre arable à la phase de construction	134
Tableau 27: Gestion des risques d'accidents de la circulation impliquant les populations locales à la phase de construction.....	135
Tableau 28: Gestion des risques d'accidents du travail.....	137
Tableau 29: Gestion des risques de dépravaion des moeurs au sein des communautés riveraines à la phase de construction	137
Tableau 30: Gestion des risques de propagation des IST, du VIH SIDA et des grossesses précoces à la phase de construction	138
Tableau 31: mesures d'atténuation des impacts liés à la destruction de la végétation du site du projet à la phase de construction	138
Tableau 32: Mesure de gestion des arbres abattus lors de la préparation du chantier	139
Tableau 33: gestion des risques liés au déploiement d'agents de sécurité à la phase d'exploitation	140
Tableau 34: Matrice de gestion des risques de pollution de l'environnement liés aux déchets solides produits à la phase d'exploitation.....	141
Tableau 35: Matrice de gestion des risques de pollution liés aux eaux usées produites à la phase d'exploitation	141
Tableau 36: Gestion des risques de pollution des sols et des eaux liés aux huiles usagées à la phase d'exploitation	142
Tableau 37: Matrice de gestion des risques liés au transport des produits dangereux à la phase d'exploitation	142
Tableau 38: Matrice de gestion des risques liés à l'exposition des travailleurs au bruit des machines à la phase d'exploitation	143
Tableau 39: Mesures d'atténuation de la pollution de l'air par les poussières à la phase d'exploitation	144
Tableau 40 : Mesures d'atténuation de la pollution de l'air par les polluants atmosphériques à la phase d'exploitation.....	145
Tableau 41: Matrice de gestion des risques de propagation des IST et du VIH SIDA au sein des travailleurs et de la population riveraine à la phase d'exploitation	146

Tableau 42: Matrice de gestion des risques de dépravation des mœurs au sein des communautés riveraines à la phase d'exploitation	146
Tableau 43 : Mesures de réduction des risques d'accident du travail à la phase d'exploitation.....	147
Tableau 44: Mesures d'atténuation de l'accroissement de la pression sur les services sociaux de base des communautés riveraines à la phase d'exploitation	148
Tableau 45: Tâches des comités de suivi du projet	149
Tableau 46: Liste des indicateurs et des acteurs de suivi du projet	150
Tableau 47 : Actions de renforcement des capacités et indicateurs de suivi.....	151
Tableau 48 : Budget du Plan de Gestion Environnemental et Social.....	160

LISTE DES SCHEMAS

Schéma 1 : Plan du Centre d'Agrégation et de Service (CAS) de Boundiali.....	39
Schéma 2 : Plan de modélisation 3D du CAS de Boundiali	39
Schéma 3 : Plan de modélisation 3D du pont bascule + guérite + parking.....	40
Schéma 4 : Plan de détails de pont bascule + guérite + parking.....	41
Schéma 5 : Plan de modélisation 3D de la zone de sécurité des collectivités.....	41
Schéma 6 : Plan de détails de la zone de sécurité des collectivités.....	42
Schéma 7 : Plan de modélisation 3D de l'entrepôt Conditionnement mangues / anacarde	43
Schéma 8 : Plan de détails de l'entrepôt Conditionnement mangues / anacarde.....	43
Schéma 9: Plan de modélisation 3D de l'entrepôt de conditionnement / Séchage des produits maraichers.....	44
Schéma 10 : Plan de détails l'entrepôt de conditionnement / Séchage des produits maraichers.....	45
Schéma 11 : Plan de modélisation 3D de la zone logistique.....	45
Schéma 12 : Plan de détails de la zone logistique	46
Schéma 13 : Plan de modélisation 3D du Centre commercial - Banking.....	47
Schéma 14 : Plan de détails du Centre commercial – Banking.....	47
Schéma 15 : Plan de modélisation 3D de la station services	48
Schéma 16 : Plan de détails de la station services.....	48
Schéma 17 : Plan de modélisation 3D de la zone administrative	49
Schéma 18 : Plans de détails de la zone administrative	49
Schéma 19 : Plan de modélisation 3D du Centre médical / assistance sociale / pharmacie.....	50
Schéma 20 : Plans de détails du Centre médical / assistance sociale / pharmacie.....	50
Schéma 21 : Plan de modélisation 3D de la Zone de formation éducative	51

Schéma 22 : Plans de détails de la Zone de formation éducative	52
Schéma 23 : Plan de modélisation 3D de la zone d'hébergement	52
Schéma 24 : Plans de détails de la zone d'hébergement.....	53

RESUME NON TECHNIQUE DE L'EIES DU CAS DE BOUNDIALI EN FRANÇAIS

1. Description sommaire du projet

Afin de développer le potentiel agro-industriel du pays, le gouvernement de la Côte d'Ivoire est entrain d'élaborer un projet dénommé « 2PAI NORD Côte d'Ivoire » qui comprend une composante « Construction d'un Parc agro industriel à Sinematiali » et une composante « création de quatre Centres d'Agrégation et de Services » (CAS) dans quatre localités du Nord de la Côte d'Ivoire : un CAS à Ganon dans la commune de Dassoungbo, un CAS à Panagana dans la commune de Dabakala, un CAS à Boundiali et un CAS à Ferkessedougou. Cette étude concerne le CAS de Boundiali dans la commune urbaine de Boundiali (Région de la Bagoué).

L'objectif de cette étude est d'évaluer les impacts environnementaux et sociaux du sous projet de création d'un CAS à Boundiali et de proposer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale. La réalisation de ce CAS va nécessiter l'acquisition d'un terrain de 25 hectares. Ce qui nécessite la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation.

Les principaux investissements à réaliser dans le CAS de Boundiali sont : Entrepôt sec ; Entrepôt froid ; Guichet Automatique de Banque ; Boutiques d'intrants (semence, engrais, pesticide...) ; Centres de formation techniques et en entrepreneuriat ; Boutiques de vente de pièces de rechanges des équipements agricoles et industriels ; Supermarché ; Services de logistiques, expédition et de sureté (camions-remorques...) ; Services administratifs (agriculture, élevage, Industrie, Commerce) ; Prestataires de services agricoles (labour, récolte, nettoyage, épandage de pesticide, épandage d'engrais...) ; Hôtels ; Habitations ; Centres de sport ; Ecoles et universités ; Centres de santé et pharmacies ; Sites touristiques.

2. Brève description du site du CAS de Boundiali

Le tableau ci-dessous donne les coordonnées géographiques en UTM du site du centre d'agrégation et de services de Boundiali

Tableau 1 : Coordonnées du site du projet du Centre d'agrégation et de services de Boundiali

Site	Nature	Région	Département	Coordonnées géographiques (UTM)	Superficie (ha)
Boundiali	Centre d'agrégation et de services	Bagoué	Boundiali	Zone 29P X (UTM) = 77 45 65 Y (UTM) = 10 57 200	25

Source : Résultats des enquêtes de terrain du Consortium, Octobre – Décembre 2020 et Janvier 2021

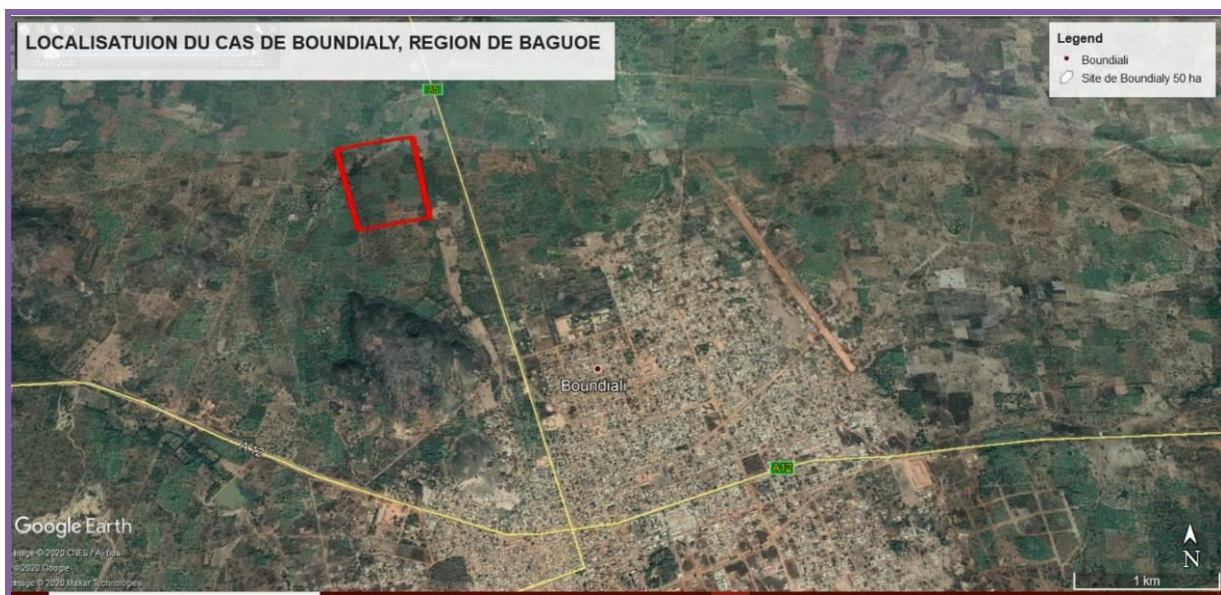
Le site du CAS de Boundiali est situé à 2km à l'ouest de la ville de Boundiali sur la route nationale A5 qui va vers le Mali. Une colline rocheuse se trouve au sud du site. Le terrain est occupé principalement par des plantations d'anacardiers.

Du point de vue accessibilité en eau potable, la proximité du site à la ville offre une bonne perspective de raccordement au réseau de distribution de la SODECI dont l'usine de traitement est repérée à moins d'un (1) km du site. La production en eau potable annuelle est estimée à 2 007 500 m³ par an avec un volume facturé de 574 002 m³ par an. Le fleuve Bagoué est localisé vers le côté nord du site sur une distance estimée à 3,5 km. Le site est couvert par un pylône IHS_SVN_064M haut de 64 mètres, situé à 2,27 kilomètres. Ce pylône assure une bonne couverture réseau de la zone. Quant à la fibre optique, elle est fournie par l'ANSUT et est à environ 400 m du site retenu.



Photo : Végétation du site du CAS de Boundiali

Source : Consortium ADA Consulting Africa /CEFCOD/– CAFEXI, juin 2021



Carte : Situation du site du CAS de Boundiali

Source : Google Eath, octobre 2020

3.Cadre légal et institutionnel de mise en œuvre du projet

Les textes juridiques pertinents applicables dans le cadre du présent projet sont présentés ci-dessous :

- La loi n° 2016-886 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, la loi-Cadre n°96-766 du 3 octobre 1996, portant Code de l'Environnement ;
- Loi n° 98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau
- Loi n° 95-15 du 12 janvier 1995, portant Code du Travail, modifiée par la loi n° 97-400 du 11 Juillet 1997
- Loi n° 99-477 du 2 août 1999 Portant Code de Prévoyance Sociale
- Loi n° 2016-886 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire (remonter pour remplacer celle de 2000)
- La loi n° 88-651 du 07 juillet 1988 portant Protection de la Santé Publique et de l'Environnement contre les effets des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances toxiques nocives interdit sur toute l'étendue du territoire, tous actes relatifs à l'achat, à la vente, à l'importation, au transit, au transport, au dépôt et au stockage des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances nocives.
- Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement (à fondre avec ce qui a été développé plus haut relatif au Code de l'Environnement)
- Loi n° 98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau (idem que supra en rouge)
- Loi n°2001-476 du 9 août 2001 portant Organisation générale de l'Administration territoriale
- La loi n° 95-892 du 27 octobre 1995 relative à l'orientation de l'organisation générale de l'administration territoriale ;
- La loi n° 2001-476 du 09 août 2001 relative à l'orientation sur l'organisation générale de l'administration territoriale ;
- La loi n° 2001-477 du 09 août 2001 relative aux départements ;
- La loi n° 2014-453 du 05 août 2014 portant statut du district autonome d'abidjan.
- La loi n° 2014-454 du 05 août 2014 portant statut du district de Yamoussoukro.
- Loi n°2003-208 du 07 juillet 2003 portant Transfert et Répartition des compétences de l'Etat aux Collectivités territoriales
- La Loi n°2003-2008 du 07 juillet 2003 portant Transfert et Répartition de compétences de l'Etat aux Collectivités territoriales régit les compétences attribuées aux régions, départements, districts, villes et communes. Loi n° 99-477 du 02 août 1999 telle que modifiée par l'Ordonnance n° 2012-03 du 11 janvier 2012 portant Code de Prévoyance Sociale
- La loi n° 99-477 du 02 août 1999 portant Code de Prévoyance Sociale régit les dispositions du service public de prévoyance sociale.
- Loi n° 2014-138 du 24 mars 2014 portant Code Minier
- Loi n° 2014-390 du 20 juin 2014 portant Orientation sur le Développement Durable
- Loi n°2014- 427 du 14 juillet 2014 portant Code Forestier

- Décret du 25 novembre 1930 portant expropriation pour cause d'utilité publique
- Décret n° 96-206 du 07 mars 1996 relatif au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
- Décret n° 96-894 du 08 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement
- Décret n° 98-40 du 28 janvier 1998 relatif au comité Technique consultatif pour l'étude des questions intéressant l'hygiène et la sécurité des travailleurs
- Décret n° 2012-1047 du 24 octobre 2012 fixant les modalités d'application du principe pollueur payeur tel que défini par la Loi n° 96-766 du 03 octobre 1996 portant Code de l'Environnement
- Décret n° 2013-224 du 22 mars 2013 tel que modifié par le Décret n° 2014-25 du 22 janvier 2014 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général
- Arrêté n° 247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites.

Au plan international, La Côte d'Ivoire a signé et ratifié depuis 1938 plusieurs conventions, protocoles, traités et accords internationaux relatifs à l'environnement.

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural est le maître d'ouvrage du Projet 2 PAI Nord CI.

Le Ministère de l'équipement et de l'entretien routier est chargé de la mise en oeuvre et du suivi de la politique du gouvernement ivoirien en matière d'équipement du pays en infrastructures dans les domaines des travaux publics. Dans le cadre de ce projet, l'AGEROUTE interviendra dans la conception des voies d'accès aux différents sites du projet. Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable interviendra dans ce projet par le biais de L'ANDE dans la validation des présentes EIES, la certification environnementale du projet et le suivi de la mise en oeuvre du PGES pour le compte de son ministère de tutelle.

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) contribue au financement des activités de divers projets en Côte d'Ivoire et assure la sécurisation de fonds. A ce titre, il assurera la tutelle financière pour la mise en oeuvre du projet.

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable , le CIAPOL interviendra dans la gestion des polluants issus de la phase de réalisation et de la phase d'exploitation du projet.

L'ANDE interviendra dans la validation des présentes EIES, la certification environnementale du projet et le suivi de la mise en oeuvre du PGES pour le compte de son ministère de tutelle.

Le Ministère des Eaux et Forêts (MINEF) est chargé de la mise en oeuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de protection des eaux et forêts. A travers sa Direction des Ressources en Eau (DRE), le MINEF interviendra dans la protection de la ressource en eau située dans la zone du projet (Bagoué, Bandama, etc.) pendant la mise en oeuvre du projet. Par ailleurs, il interviendra dans le cadre de la coupe d'arbres.

4. Risques et Impacts environnementaux majeurs

L'analyse des risques et des impacts a permis d'identifier les risques et impacts suivants du sous projet :

Risques environnementaux et sociaux du projet liés à l'acquisition des terres

- Risques de conflits entre le projet et les propriétaires des terres ayant fait l'objet d'expropriation
- Risques de conflits entre le projet et les exploitants agricoles des terres ayant fait l'objet d'expropriation

Risques environnementaux et sociaux du projet à la phase de construction

- Risque lié à l'exposition au bruit de chantier des populations riveraines et des ouvriers du chantier (engins de terrassement, d'excavation, de transport, etc.)
- Risque d'infections pulmonaires des populations riveraines dues aux poussières soulevées par les déplacements des camions et des engins
- Risque de propagation des IST et du VIH SIDA auprès des ouvriers, des travailleurs, de la population riveraine
- Risque d'accidents de la circulation à la phase de construction : La prévention et la limitation des accidents de la route doivent comprendre l'adoption de mesures de sécurité assurant la protection du personnel du projet et des usagers de la route, y compris les personnes les plus vulnérables aux accidents de la route. Les risques d'accidents de la circulation dus à l'accroissement du trafic peuvent être observés : Sur les voies d'accès aux sites par les travailleurs, Sur les voies empruntées par les camions de chantier.
- Risque d'accident du travail
- Risque de prolifération des sachets plastiques autour des chantiers en rapport avec le petit commerce (vente de nourriture, d'eau conditionnée dans les sachets plastiques, etc.)
- Risques liés aux déchets de chantier, aux eaux usées de chantier et aux déversements accidentels de produits chimiques : pollution des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines ; risques d'altération du cadre de vie
- Risques de pollution de l'air par les émissions de particules dans l'atmosphère par les moteurs à combustion interne des véhicules de chantier, les machines, le trafic de camions de transport et les groupes électrogènes (éventuellement) pendant les travaux, notamment les polluants organiques persistants (POPs).
- Risque de pollution de l'air par les poussières provenant des voies
- Risques de pollution des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines par les huiles usagées. Les huiles usagées proviennent principalement des garages, du transport en commun, des ateliers d'engins à deux roues motorisées, des stations d'essence avec fosse, et ont des impacts importants sur l'environnement. En effet, non récupérées, elles sont rejetées dans la nature et sont sources de contamination des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines. Brûlées à ciel ouvert, elles dégagent des dioxines très dangereuses pour l'homme.

- Risques de Grossesses précoces des jeunes filles
- Risque de dépravation des mœurs au sein des communautés riveraines

Risques environnementaux et sociaux du projet à la phase d'exploitation

- Risques liés à l'exposition des travailleurs au bruit des véhicules et machines
- Risques de propagation des IST et du VIH SIDA auprès des travailleurs et de la population riveraine
- Risques de Grossesses précoces des jeunes filles
- Risques sociaux associés au déploiement d'agents de sécurité : violences faites aux personnes vulnérables
- Risque de dépravation des mœurs au sein des communautés riveraines lié aux ouvriers
- Risques d'accroissement de la pression sur les services sociaux de base dans les zones riveraines des installations
- Risques d'accidents de la circulation :
- Risques d'accident du travail à la phase d'exploitation
- Risques environnementaux liés aux eaux usées produites en phase d'exploitation (pollution des sols et des eaux)
- Risques environnementaux liés aux déchets produits à la phase d'exploitation : pollution des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines et risques d'altération du cadre de vie
- Risques de pollution des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines par les huiles usagées
- Risques de pollution de l'air par les émissions de polluants atmosphériques du projet par les moteurs notamment les polluants organiques persistants (POPs) : engins à deux roues, camions de transport.

5.Consultations

Une consultation des parties prenantes a été conduite dans le cadre global du projet de création de l'agropole mais aussi dans le cadre de la création du CAS de Boundiali à l'occasion de la réalisation de cette EIES. Il ressort que la population attend impatiemment que le projet voit le jour car elle espère qu'elle va contribuer à développer la Région de la Bagoué. Les attentes des jeunes se situe au niveau des possibilités d'emploi. Les femmes souhaitent également que le projet voit le jour afin de contribuer à créer des emplois pour leurs enfants. Elles espèrent en plus exercer leur petit commerce au niveau du site du projet. Les acteurs actuels de la transformation agro alimentaires craignent cependant que le nouveau projet contribue à leur faillite. Les principales recommandations sont les suivantes :

- Impliquer les autorités administratives, les services techniques, les communes à toutes les phases du projet ;
- Conduire des campagnes d'information et de sensibilisation de la population
- Indemniser de façon équitable les propriétaires terriens et les exploitants des terres expropriées ;
- Indemniser, de manière juste et équitable, toutes personnes affectées par le projet ;

- Veiller à renforcer les capacités des acteurs de la transformation agro alimentaire actuellement présents sur le terrain.

6. Plan de gestion environnementale et sociale

Le tableau ci-dessous contient l'ensemble des activités du PGES. Il s'agit d'activités visant l'atténuation des impacts négatifs, les activités liées au Mécanisme de gestion des plaintes, les activités de suivi environnemental et social du projet.

✓ Suivi environnemental et social

Le suivi environnemental et social du projet doit être intégré dans le dispositif de suivi-évaluation du projet. Cependant, il serait pertinent de mettre en place au niveau de chaque échelle d'observation un comité de suivi environnemental et social. Il s'agit plus précisément de mettre en place un comité de suivi environnemental et social au niveau de l'emprise (au niveau des installations), un autre comité au niveau de la zone riveraine et un autre comité au niveau régional. La composition du comité de suivi doit être le plus inclusif possible.

✓ Mécanisme de gestion des plaintes

Dans les différentes phases du projet (acquisition des terres, aménagement et construction, exploitation) des plaintes de nature diverse peuvent apparaître. Il y a donc nécessité de mettre en place un mécanisme spécifique de gestion de ces plaintes. Dans le cadre du projet de création de ce Centre d'Agrégation et de services, un mécanisme de gestion des plaintes liées à l'acquisition des terres (en lien avec le PAR) a été mis en place pour gérer les différentes réclamations des personnes affectées par le projet. Le coût de fonctionnement de ce mécanisme a été intégré dans le coût global du PGES.

✓ Budget global estimé du PGES

Le tableau ci-dessous présente le coût estimatif des actions du plan de gestion environnementale et sociale en phase d'exploitation. Le coût total du PGES y compris le PAR s'élève à **1 055 110 264 FCFA**.

Tableau : Budget du Plan de Gestion Environnementale et Sociale du CAS de Boundiali

MESURES		COÛT EN FCFA
1	Réaliser des plantations de compensation dans le village	10 000 000
2	<p><u>Violences faites aux personnes vulnérables en relation avec le déploiement d'agents de sécurité a la phase d'exploitation :</u></p>	éviter le recours à la force sauf à des fins préventives ou défensives proportionnées à la nature et à la gravité de la menace
3		Informers la population sur l'existence d'un mécanisme de règlement des griefs permettant aux personnes affectées d'exprimer leurs préoccupations quant aux mesures de sécurité et aux actions du personnel de sécurité
4		Evaluer les risques posés par les dispositifs de sécurité aux personnes sur le site du projet ou à l'extérieur de ce dernier
5		Réaliser des enquêtes pour s'assurer que les agents chargés d'assurer la sécurité ne sont pas soupçonnés d'avoir participé à des actions abusives
5		Réaliser une formation adéquate aux agents de sécurité dans l'utilisation de la force (et le cas échéant, l'utilisation des armes à feu) et à une conduite appropriée envers les employés et les communautés affectées
7		Mener une enquête pour toute allégation crédible d'actes illicites ou de violations du personnel de sécurité et prendre des mesures pour empêcher que ces actions ne se reproduisent et informer les pouvoirs publics des actes illicites et abusifs
8		Construire un centre de traitement et de valorisation des déchets
9	valoriser des boues de la station de recyclage des eaux usées en foresterie	PM
10	Construire une station de traitement des eaux usées	PM
11	Mettre en place un plan de gestion des huiles usées.	PM
12	Eviter ou réduire l'emploi de matières dangereuses	PM
13	Elaborer un plan de gestion des matières dangereuses	2 000 000
14	Elaborer un Plan de préparation et d'intervention en cas d'urgence	2 000 000
15	Réaliser des formations des opérateurs dans le domaine de la prévention des déversements	1 500 000
16	Réaliser des inspections pour maintenir l'intégrité mécanique des infrastructures de confinement	2 000 000
17	Acquérir les équipements d'intervention en cas de déversement, qui permettent de faire face aux besoins au moins aux stades initiaux d'un déversement	3 000 000
18	Elaborer une liste des ressources extérieures en équipements et en personnel auxquelles il est possible d'avoir recours, si nécessaire, pour compléter les ressources internes	PM
19	Respecter les horaires de travail	PM
20	Choisir des équipements de travail et des engins les moins bruyants	PM
21	Doter les travailleurs exposés d'équipements de protection individuel	PM
22	Faire respecter les limitations de vitesse des véhicules	PM
23	Veiller à arroser les pistes non bitumées empruntées par les camions du projet	5 500 000
24	Assurer la couverture des chargements des camions de transport	2 500 000

25	Utiliser des équipements de protection personnelle comme les masques à poussière pour les chauffeurs	2 500 000
26	Suivre un programme d'entretien des moteurs conformément aux recommandations du fabricant : camions comme engins à deux roues	PM
27	Remplacer les véhicules les plus anciens par des véhicules plus récents, plus économes en carburant	PM
28	Encourager le transport en commun des travailleurs	PM
29	Favoriser les recrutements des résidents (pour éviter des familles séparées)	PM
30	Organiser des campagnes de sensibilisation des jeunes et des travailleurs sur les IST et le VIH/SIDA	5 000 000
31	animer des campagnes de sensibilisation des jeunes filles pour la prévention des grossesses précoces	3 000 000
32	Conduire des campagnes de sensibilisation des jeunes sur le respect des valeurs culturelles locales	1 000 000
33	Respecter la réglementation en vigueur concernant la sécurité	PM
34	Assurer la présence sur le chantier ou au niveau du service d'au moins une personne formée aux premiers secours	PM
35	Veiller au respect strict des consignes de sécurité	PM
36	Veiller à l'affichage des coordonnées téléphoniques des centres de secours	PM
37	Mettre en œuvre un programme de formation et d'information permanente des travailleurs sur la sécurité du travail	3 000 000
38	Assurer la vérification technique préventive du matériel, des engins, des machines	2 500 000
39	Mettre à la disposition des travailleurs des moyens d'intervention en cas de blessure (trousse de premier secours)	1 500 000
40	Assurer un dégagement permanent de l'accès du site aux secours	1 500 000
41	Réaliser des infrastructures sociales de base pour améliorer l'accès des population aux services sociaux de base (forages et bornes fontaine, dispensaire, écoles)	400 000 000
42	Organiser des formations des éleveurs sur les cultures fourragères	15 000 000
43	Organiser des formations des agriculteurs sur la gestion intégrée de la fertilité des sols et l'utilisation rationnelle des engrais chimiques	10 000 000
44	Organiser des formations à l'intention des producteurs de la zone du projet sur la gestion intégrée des maladies et des ravageurs et l'utilisation rationnelle des pesticides chimiques	10 000 000
45	Organiser des formations des agriculteurs sur les pratiques agro-écologiques	15 000 000
46	Suivi de la Qualité de l'air intérieur	2 000 000
47	Suivi de la Qualité de l'air au niveau local	1 000 000
48	Suivi de la fertilité des sols dans la Région	5 000 000
49	Suivi du Niveau de pollution des sols autour du CAS	2 000 000
50	Suivi de la Qualité des eaux souterraines autour du CAS	1 000 000
51	Suivi de La végétation (taux de couverture)	2 000 000
52	Suivi de La biodiversité	10 000 000
53	Suivi de La faune (diversité, effectif)	10 000 000
54	Suivi de la prévalence des IST-VIH SIDA	1 000 000
55	Suivi de la santé et la sécurité au travail	1 000 000
56	Suivi des revenus des ménages	1 000 000
57	Suivi des conditions de vie des menages	1 000 000
58	Suivi des conditions des femmes	1 000 000

59	Suivi des conditions des jeunes filles	1 000 000
60	Suivi des grossesses non désirées	1 000 000
61	Suivi du flux migratoire	1 000 000
	PAR	
62	Purge des droits coutumiers	250 000 000
63	Indemnisations pour destruction des cultures	15 620 264
64	Frais de restauration des moyens de subsistance	50 010 000
65	Frais de réalisation de l'Audit d'achèvement de la mise en œuvre du PAR	15 000 000
66	Frais de fonctionnement du MGP lié au PAR	5 980 000
67	Frais de Suivi dur PAR par l'Expert en sauvegarde sociale du projet	2 500 000
68	Frais de suivi local de la mise en œuvre du PAR	10 000 000
	GESTION DU PLAN	
69	Evaluation de la mise en œuvre du PGES	30 000 000
70	Audit environnemental	20 000 000
71	Inspection par l'ANDE	20 000 000
72	Campagne de communication et de sensibilisation des parties prenantes	20 000 000
73	Salaire d'un responsable de sauvegarde environnementale et sociale	35 000 000
74	Salaire d'un spécialiste en sauvegarde sociale	35 000 000
75	TOTAL PGES avec PAR	1 055 110 264

Source : Calcul des experts du Consortium à partir des données des enquêtes, Août 2021

NON-TECHNICAL SUMMARY OF THE EIES OF THE BOUNDIALI ASC

1. Summary description of the Project

In order to develop the agro-industrial potential of the country, the government of Côte d'Ivoire is developing a project called "2PAI NORTH Côte d'Ivoire" which includes a component "Construction of an Agro-Industrial Park in Sinematiali" and a component "Creation of four Aggregation and Service Centres" (CSC) in four localities in the North of Côte d'Ivoire: A CAS in Ganon in the commune of Dassoungbo, a CAS in Panagana in the commune of Dabakala, a CAS in Boundiali and a CAS in Ferkessédougou. This study concerns the CAS of Boundiali in the urban commune of Boundiali (Bagoué Region).

The objective of this study is to evaluate the environmental and social impacts of the sub-project for the creation of a SAC in Boundiali and to propose an Environmental and Social Management Plan. The creation of this SAC will require the acquisition of 25 hectares of land. This will require a Resettlement Action Plan.

The main investments to be made in the CAS of Boundiali are Dry warehouse; Cold warehouse; Automatic bank machine; Input shops (seeds, fertilisers, pesticides, etc.); Technical and entrepreneurial training centres; Shops selling spare parts for agricultural and industrial equipment; Supermarket; Logistics, shipping and security services (trailer trucks, etc.); Administrative services (agriculture, animal husbandry, etc.); Administrative services (agriculture, livestock, industry, trade); Agricultural service providers (ploughing, harvesting, cleaning, pesticide spreading, fertiliser spreading, etc.); Hotels; Dwellings; Sports centres; Schools and universities; Health centres and pharmacies; Tourist sites.

2. Brief description of the CAS site in Boundiali

The table below gives the geographical coordinates in UTM of the Boundiali aggregation and service centre site

Table 1: Coordinates of the Boundiali Aggregation and Service Center project site

Site	Nature	Region	Departement	Geographic coordinates (UTM)	Area (ha)
Boundiali	Aggregation and service center	Bagoué	Boundiali	Zone 29P X (UTM) = 77 45 65 Y (UTM) = 10 57 200	25

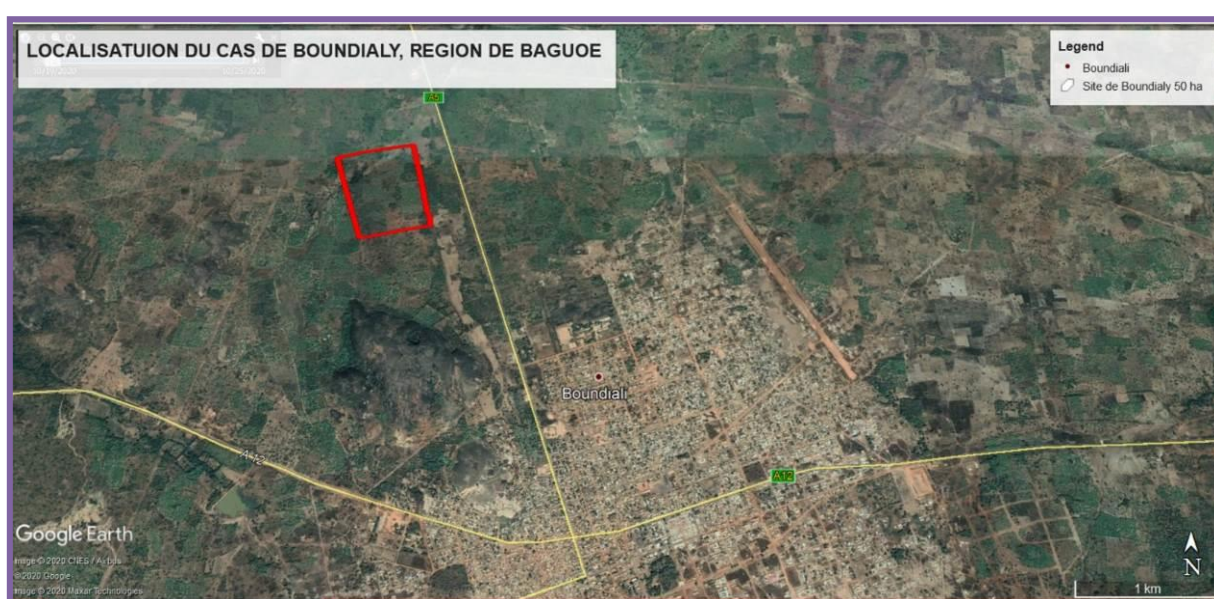
Source: Consortium field survey results, October - December 2020 and January 2021

The CAS site of Boundiali is located 2km west of the town of Boundiali on the A5 national road to Mali. A rocky hill lies to the south of the site. The land is mainly occupied by cashew plantations.

From the point of view of accessibility to drinking water, the proximity of the site to the town offers a good prospect of connection to the SODECI distribution network, whose treatment plant is located less than one (1) km from the site. The annual production of drinking water is estimated at 2, 007,500 m³ per year with a billed volume of 574,002 m³ per year. The Bagoué River is located on the northern side of the site for an estimated distance of 3.5 km. The site is covered by an IHS_SVN_064M tower, 64 metres high, located 2.27 kilometres away. This tower provides good network coverage of the area. The optical fibre is provided by ANSUT and is approximately 400 m from the selected site.



Photo: Vegetation at the CAS site in Boundiali
Source : Consortium ADA Consulting Africa /CEFCOD/- CAFEXI, juin 2021



Map: Location of the CAS site in Boundiali
Source: Google Earth, October 2020

3. Legal and institutional framework for the implementation of the project

The relevant legal texts applicable to this project are presented below:

- Law No. 2016-886 of 08 November 2016 on the Constitution of the Republic of Côte d'Ivoire, Framework Law No. 96-766 of 3 October 1996, on the Environmental Code;
- Law n° 98-755 of 23 December 1998 on the Water Code
- Law No. 95-15 of 12 January 1995, on the Labour Code, amended by Law No. 97-400 of 11 July 1997
- Law n° 99-477 of 2 August 1999 on the Social Security Code
- Law n° 2016-886 of 08 November 2016 on the Constitution of the Republic of Côte d'Ivoire (to be brought up to replace that of 2000)
- Law n° 88-651 of 07 July 1988 on the Protection of Public Health and the Environment against the effects of toxic and nuclear industrial waste and noxious toxic substances prohibits, throughout the country, all acts relating to the purchase, sale, import, transit, transport, deposit and storage of toxic and nuclear industrial waste and noxious substances.
- Law No. 96-766 of 3 October 1996 on the Environment Code (to be merged with what was developed above on the Environment Code)
- Law n° 98-755 of 23 December 1998 on the Water Code (same as above in red)

- Law No. 2001-476 of 9 August 2001 on the general organisation of territorial administration
- Law n° 95-892 of 27 October 1995 on the orientation of the general organisation of territorial administration;
- Law No. 2001-476 of 9 August 2001 on the orientation of the general organisation of territorial administration;
- Law n° 2001-477 of 09 August 2001 relating to the departments;
- Law n° 2014-453 of 05 August 2014 on the status of the autonomous district of Abidjan.
- Law n° 2014-454 of 05 August 2014 on the status of the district of Yamoussoukro.
- Law n°2003-208 of 07 July 2003 on the transfer and distribution of State competences to territorial authorities
- Law n°2003-2008 of 07 July 2003 on the Transfer and Distribution of Competences from the State to the Territorial Collectivities governs the competences attributed to regions, departments, districts, towns and communes. Law n° 99-477 of 02 August 1999 as amended by Ordinance n° 2012-03 of 11 January 2012 on the Social Security Code
- Law No. 99-477 of 2 August 1999 on the Social Security Code governs the provisions of the public social security service.
- Law n° 2014-138 of 24 March 2014 on the Mining Code
- Law n° 2014-390 of 20 June 2014 on the Orientation of Sustainable Development
- Law n°2014- 427 of 14 July 2014 on the Forestry Code
- Decree of 25 November 1930 on expropriation for public utility
- Decree No. 96-206 of 7 March 1996 on the health, safety and working conditions committee
- Decree n° 96-894 of 08 November 1996 determining the rules and procedures applicable to studies relating to the environmental impact of development projects
- Decree No. 98-40 of 28 January 1998 on the technical advisory committee for the study of issues relating to the health and safety of workers
- Decree No. 2012-1047 of 24 October 2012 fixing the modalities of application of the polluter pays principle as defined by Law No. 96-766 of 3 October 1996 on the Environment Code
- Decree No. 2013-224 of 22 March 2013 as amended by Decree No. 2014-25 of 22 January 2014 to regulate the purging of customary land rights for public interest
- Order No. 247/MINAGRI/MPMEF/MPMB of 17 June 2014 to set the compensation scale for destroyed crops.

At the international level, Côte d'Ivoire has signed and ratified several international conventions, protocols, treaties and agreements relating to the environment since 1938.

The Ministry of Agriculture and Rural Development is the project manager of the 2 PAI Nord CI Project.

The Ministry of Equipment and Road Maintenance is responsible for the implementation and monitoring of the Ivorian government's policy on equipping the country with public works infrastructure. Within the framework of this project, AGEROUTE will be involved in the design of access roads to the various project sites. The Ministry of Environment and Sustainable Development will intervene in this project through ANDE in the validation of the present ESIA, the environmental certification of the project and the monitoring of the implementation of the ESMP on behalf of its supervisory ministry.

The Ministry of Economy and Finance (MEF) contributes to the financing of various project activities in Côte d'Ivoire and ensures the security of funds. As such, it will provide financial supervision for the implementation of the project. The Ministry of the Environment and Sustainable Development, CIAPOL will be involved in the management of pollutants from the project's implementation and operation phases.

ANDE will intervene in the validation of the present ESIA, the environmental certification of the project and the monitoring of the implementation of the ESMP on behalf of its supervisory ministry.

The Ministry of Water and Forests (MINEF) is in charge of the implementation and monitoring of the Government's policy on water and forest protection. Through its Directorate of Water Resources (DRE), MINEF

will intervene in the protection of water resources located in the project area (Bagoue, Bandama, etc.) during the implementation of the project. In addition, it will intervene in the framework of tree cutting.

4. Major environmental risks and impacts

The risk and impact analysis identified the following risks and impacts of the sub-project:

Environmental and social risks of the project related to land acquisition

- Potential for conflict between the project and the owners of expropriated land
- Potential for conflict between the project and farmers of expropriated land

Environmental and social risks of the project in the construction phase

- Risk of exposure to construction site noise for local residents and workers (earthmoving, excavation and transport equipment, etc.)
- Risk of lung infections in the local population due to the dust raised by the movement of trucks and machinery
- Risk of spreading STIs and HIV AIDS among workers and the local population
- Risk of traffic accidents during the construction phase: The prevention and mitigation of traffic accidents should include the adoption of safety measures to protect project staff and road users, including those most vulnerable to traffic accidents. The risk of traffic accidents due to increased traffic can be observed: On the access roads to the sites by workers, On the roads used by construction trucks.
- Risk of work-related accidents
- Risk of proliferation of plastic bags around the sites in connection with petty trade (sale of food, water packaged in plastic bags, etc.).
- Risks related to construction site waste, construction site wastewater and accidental chemical spills: pollution of soil, surface water and groundwater; risks of altering the living environment
- Risks of air pollution by the emission of particles into the atmosphere by the internal combustion engines of the construction vehicles, the machines, the traffic of transport trucks and the generators (possibly) during the works, in particular the persistent organic pollutants (POPs).
- Risk of air pollution by dust from the tracks
- Risk of soil, surface water and groundwater pollution from used oil. Waste oils come mainly from garages, public transport, motorised two-wheeler workshops and petrol stations with pits, and have significant impacts on the environment. Indeed, if not recovered, they are released into the environment and are a source of soil, surface water and groundwater contamination. When burned in the open air, they release dioxins that are very dangerous for humans.
- Risks of early pregnancies in young girls
- Risk of depravation of morals within the local communities

Environmental and social risks of the project in the operational phase

- Risks related to workers' exposure to noise from vehicles and machinery
- Risks of spreading STIs and HIV AIDS among workers and the surrounding population
- Risks of early pregnancy among young girls
- Social risks associated with the deployment of security guards: violence against vulnerable people
- Risk of depravation of morals within the local communities linked to the workers
- Risks of increased pressure on basic social services in the areas surrounding the installations
- Risk of traffic accidents:
- Risk of occupational accidents during the operation phase
- Environmental risks related to wastewater produced during the operation phase (soil and water pollution)

- Environmental risks related to waste produced during the operation phase: pollution of soil, surface water and groundwater and risks of alteration of the living environment
- Risks of soil, surface water and groundwater pollution from used oils
- Risks of air pollution by emissions of atmospheric pollutants from the project by engines, in particular persistent organic pollutants (POPs): two-wheeled machines, transport trucks.

5. Consultations

A consultation of the interested parties was carried out within the overall framework of the agropolis creation project, but also within the framework of the creation of the Boundiali SAC on the occasion of this ESIA. It emerged that the population is impatiently waiting for the project to see the light of day because they hope that it will contribute to the development of the Bagoue Region. The expectations of young people are in terms of employment opportunities. The women also want the project to be implemented in order to help create jobs for their children. They also hope to carry out their small business at the project site. However, the current agro-processing actors fear that the new project will contribute to their bankruptcy. The main recommendations are as follows

- Involve the administrative authorities, technical services and communes in all phases of the project;
- Conduct information and awareness campaigns for the population
- Compensate landowners and farmers of expropriated land in a fair manner;
- Fair and equitable compensation for all persons affected by the project;
- Ensure capacity building of agro-processing actors currently present in the field.

6. Environmental and social management plan

The table below contains all the activities of the ESMP. These include activities aimed at mitigating negative impacts, activities related to the Complaints Mechanism, environmental and social monitoring activities of the project.

✓ Environmental and social monitoring

The environmental and social monitoring of the project must be integrated into the project's monitoring and evaluation system. However, it would be appropriate to set up an environmental and social monitoring committee at each observation scale. More specifically, it is a question of setting up an environmental and social monitoring committee at the level of the right-of-way (at the level of the installations), another committee at the level of the riparian zone and another committee at the regional level. The composition of the monitoring committee should be as inclusive as possible.

✓ Complaints management mechanism

During the different phases of the project (land acquisition, development and construction, operation) complaints of various kinds may arise. There is therefore a need to establish a specific mechanism to manage these complaints. As part of the project to create this Aggregation and Service Centre, a mechanism for managing complaints related to land acquisition (in connection with the RAP) was set up to manage the various complaints of people affected by the project. The cost of running this mechanism has been included in the overall cost of the ESMP.

✓ Overall estimated budget of the ESMP

The table below shows the estimated cost of the actions of the ESMP in the operational phase. The total cost of the ESMP including the RAP is **1,055,110,264 FCFA**.

Table 2: Budget of the Environmental and Social Management Plan of the Boundiali ASC

	MESURES	COST (FCFA)
1	Carry out compensatory planting in the village	10 000 000
2	<p><u>Violence against vulnerable persons in relation to the deployment of security guards in the operational phase :</u></p>	avoid the use of force except for preventive or defensive purposes proportionate to the nature and severity of the threat
3		Inform the public of the existence of a grievance mechanism to allow affected people to voice their concerns about security measures and the actions of security personnel
4		Assess the risks posed by security arrangements to people on or off the project site
5		Conducting investigations to ensure that security personnel are not suspected of involvement in abusive actions
5		Conduct adequate training for security guards in the use of force (and where appropriate, the use of firearms) and appropriate conduct towards employees and affected communities
7	Investigate any credible allegations of unlawful acts or violations by security personnel and take steps to prevent their recurrence and inform the authorities of unlawful and abusive acts	
8	Building a waste treatment and recovery centre	PM
9	reuse of sludge from the wastewater recycling plant in forestry	PM
10	Build a wastewater treatment plant	PM
11	Implement a waste oil management plan.	PM
12	Avoid or reduce the use of hazardous materials	PM
13	Develop a hazardous materials management plan	2 000 000
14	Develop an emergency preparedness and response plan	2 000 000
15	Conduct operator training in spill prevention	1 500 000
16	Carry out inspections to maintain the mechanical integrity of the containment infrastructure	2 000 000
17	Acquire spill response equipment to meet the needs of at least the initial stages of a spill	3 000 000
18	Develop a list of external equipment and personnel resources that can be called upon, if necessary, to supplement internal resources	PM
19	Respect work schedules	PM
20	Choose the least noisy work equipment and machinery	PM
21	Provide exposed workers with personal protective equipment	PM
22	Enforce vehicle speed limits	PM
23	Ensure that unpaved tracks used by project trucks are watered	5 500 000
24	Ensure loads on transport trucks are covered	2 500 000
25	Use personal protective equipment such as dust masks for drivers	2 500 000
26	Follow an engine maintenance programme according to the manufacturer's recommendations: both trucks and two-wheelers	PM
27	Replace older vehicles with newer, more fuel-efficient ones	PM
28	Encourage public transport for workers	PM
29	Promote recruitment of residents (to avoid separated families)	PM
30	Organise awareness campaigns for youth and workers on STIs and HIV/AIDS	5 000 000

31	Conduct awareness campaigns for young girls on prevention of early pregnancy	3 000 000
32	Conduct awareness campaigns for young people on respect for local cultural values	1 000 000
33	Respect the regulations in force concerning safety	PM
34	Ensure the presence of at least one person trained in first aid on the site or in the department	PM
35	Ensure strict compliance with safety instructions	PM
36	Ensure that the telephone numbers of emergency centres are posted	PM
37	Implement a training and permanent information programme for workers on work safety	3 000 000
38	Ensure the preventive technical verification of equipment, machinery and machines	2 500 000
39	Provide workers with the means to intervene in case of injury (first aid kit)	1 500 000
40	Ensure permanent access to the site for emergency services	1 500 000
41	Build basic social infrastructure to improve the population's access to basic social services (boreholes and standpipes, dispensaries, schools)	400 000 000
42	Organise training for livestock farmers on fodder crops	15 000 000
43	Organise training for farmers on integrated soil fertility management and the rational use of chemical fertilisers	10 000 000
44	Organise training for producers in the project area on integrated disease and pest management and the rational use of chemical pesticides	10 000 000
45	Organise training for farmers on agroecological practices	15 000 000
46	Monitoring of Indoor Air Quality	2 000 000
47	Monitoring Air Quality at local level	1 000 000
48	Monitoring of soil fertility in the Region	5 000 000
49	Monitoring of the level of soil pollution around the CAS	2 000 000
50	Monitoring of groundwater quality around the SAC	1 000 000
51	Monitoring of vegetation (cover rate)	2 000 000
52	Monitoring of biodiversity	10 000 000
53	Monitoring of fauna (diversity, numbers)	10 000 000
54	Monitoring of STI-HIV/AIDS prevalence	1 000 000
55	Monitoring of occupational health and safety	1 000 000
56	Monitoring of household income	1 000 000
57	Monitoring household living conditions	1 000 000
58	Monitoring women's conditions	1 000 000
59	Monitoring the conditions of young girls	1 000 000
60	Monitoring unwanted pregnancies	1 000 000
61	Monitoring of migration flows	1 000 000
	RAP	
62	Purge of Customary Rights	250 000 000
63	Cost of implementing the MGP	15 980 000
64	Livelihood restoration costs	50 010 000
65	Costs of conducting the RAP Implementation Completion Audit	15 000 000
66	Operating costs of the PMM related to the RAP	5 980 000
67	RAP monitoring costs by the project's social safeguard expert	2 500 000
68	Costs of local monitoring of RAP implementation	10 000 000
	PLAN MANAGEMENT	

69	Evaluation of the implementation of the ESMP	30 000 000
70	Environmental audit	20 000 000
71	Inspection by ANDE	20 000 000
72	Communication and awareness campaign for stakeholders	20 000 000
73	Salary of an environmental and social safeguard officer	35 000 000
74	Salary of an social safeguard specialist	35 000 000
75	TOTAL ESMP with RAP	1 055 110 264

Source: Calculation by Consortium experts based on survey data, August 2021

INTRODUCTION GENERALE

✓ Contexte et justification du projet

La Côte d'Ivoire a fait le choix stratégique d'axer son développement économique sur le secteur agricole, dès son accession à l'indépendance. Ainsi, les priorités d'investissements ont été accordées à l'agriculture, ce qui a permis d'asseoir une performance économique accrue au cours des années 70. La chute brutale des prix mondiaux de ses principaux produits d'exportation et la détérioration des termes de l'échange ont entraîné une situation conjoncturelle à partir de 1980. Au cours des deux décennies, l'économie s'est encore détériorée à cause des crises sociopolitiques et militaires de 1999 à 2011. Les infrastructures matérielles et immatérielles dans tous les secteurs productifs ont subi une forte dégradation causant un ralentissement de la croissance économique du pays et l'aggravation de la pauvreté.

Pour inverser les tendances et stimuler un développement à long terme basé sur les sources de croissance et tirant les leçons des décennies passées, la Côte d'Ivoire a adopté un Plan National de Développement (PND 2016-2020). Dans le domaine agricole, le Gouvernement s'est doté en 2015 d'une Loi portant orientation agricole et en 2012 d'un Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) pour la période 2012-2015 (prorogé à 2016).

Le PNIA durant cette période a posé avec succès le cadre institutionnel nécessaire à la relance post-crise du secteur agricole, que ce soit en termes de réglementation du secteur, de définition de politiques sectorielles, ou d'appui à la structuration des filières. Aussi, la relance de la croissance agricole a été effective par un accroissement des productions. La valeur ajoutée des produits agricoles demeure au bas niveau. Ainsi, le potentiel agro-industriel du pays reste à développer. C'est pourquoi, en novembre 2017, le Gouvernement a adopté la deuxième génération du PNIA (2018-2025) qui vise la transformation structurelle du secteur agricole. En plus de ces investissements, des mesures ou réformes spécifiques sont identifiées selon les besoins propres de la zone et filières associées, telles que des incitations spécifiques pour les sociétés de transformation et pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME). Ces mesures peuvent être axées sur les formalités d'enregistrement des entreprises, l'accès aux terrains industriels et de toutes autres mesures susceptibles de promouvoir l'investissement privé. Dans cette dynamique, L'Etat de la Côte d'Ivoire envisage la création d'un pôle agroindustriel dans le nord de la Côte (projet 2PAI Nord CI) comprenant deux parcs agroindustriels de transformation agroalimentaire et quatre Centres d'Agrégation et de Service.

Ce rapport d'Etude d'impact environnemental et social concerne le projet de création d'un Centre d'Agrégation et de Services à Boundiali, Région de la Bagoué.

✓ Objectifs de l'étude

Cette étude vise les objectifs suivants :

- décrire le cadre politique, juridique et institutionnel du projet ;
- décrire le contexte biophysique et humain de la zone couverte par le projet ;
- identifier et évaluer les impacts du projet sur les différentes composantes environnementales et sociales ;
- proposer des mesures d'atténuation des impacts négatifs et des mesures de bonification des impacts positifs ;
- proposer un plan de gestion environnementale et sociale du projet.

✓ Démarche méthodologique

La démarche méthodologique adoptée comprend l'analyse documentaire, la consultation de la population et des autres parties prenantes, les observations de terrain ainsi que la collecte de données de terrain pour l'établissement de la situation de référence sur le milieu biophysique et sur le milieu humain. Un nombre important de documents a été collecté auprès des ministères, des services techniques présents dans la zone du projet et sur INTERNET pour exploitation. Des entretiens ont été réalisés avec les responsables des collectivités territoriales, les responsables administratifs de la zone du projet, les populations locales environnantes du site d'implantation des installations, les services techniques déconcentrés de l'Etat, les acteurs de la transformation alimentaire.



Photo 1: Rencontre avec le Directeur Régional de l'Agriculture de Boundiali
Source : Données de terrain du Consortium, octobre 2020

I. DESCRIPTION DU PROJET

1.1 PRESENTATION DU PROMOTEUR : LE MINADER

Le promoteur du projet 2PAI Nord-CI est le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). Pour l'exercice de ses attributions, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural dispose, outre le Cabinet, de Directions et Services rattachés au Cabinet, de Directions Générales, de Directions Centrales et de Services Extérieurs.

1.1.1 LES DIRECTIONS ET SERVICES RATTACHES AU CABINET

Les Directions et Services rattachés au Cabinet sont : l'Inspection Générale, la Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération Internationale la Direction de la Communication et de la Promotion Agricole , la Direction des Affaires Financières et du Patrimoine , la Direction des Ressources Humaines et de la Formation, la Direction du Développement Local et des Services Extérieurs , la Cellule de Passation des Marchés Publics.

L'Inspection Générale est chargée de contrôler le fonctionnement des structures du Ministère et sous tutelle, et notamment de s'assurer que l'ensemble des tâches confiées aux différentes structures sont complètement et correctement effectuées et que les liaisons fonctionnelles jouent leur rôle de veiller à l'application des textes législatifs et réglementaires dans les services du Ministère d'effectuer, sur instruction du Ministre ou à sa demande, toutes missions d'inspection de promouvoir l'éthique et la déontologie de régler les litiges internes du Ministère de coordonner les activités des Directions Régionales, en liaison avec la Direction chargée du Développement Local. L'Inspection Générale est dirigée par un Inspecteur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur Général d'Administration Centrale. L'Inspecteur Général est assisté de huit Inspecteurs Techniques nommés par décret pris en Conseil des Ministres. Ils ont rang de Directeur d'Administration Centrale.

La Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération Internationale est chargée d'assurer l'assistance et le conseil en matière juridique de gérer tous les litiges du Ministère, en liaison avec les services concernés , d'assurer le suivi des Accords de Coopération; de rechercher et de suivre les informations sur les produits agricoles de base, de participer aux négociations ayant trait aux produits de base de participer au suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les Organisations Internationales et Intergouvernementales opérant dans le domaine des produits agricoles de base. La Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération Internationale est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale. La Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération Internationale comprend trois Sous-Directions : la Sous-direction de la Coopération et des Accords Internationaux ; la Sous-direction de la Législation et de la Réglementation la Sous-direction des Contrats et du Contentieux. Les Sous-Directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction de la Communication et de la Promotion Agricole est chargée de gérer les relations du Ministère avec les médias, de traiter et de diffuser l'information agricole, de rendre compte des activités du Ministère , de promouvoir et de vulgariser la politique agricole, de concevoir les actions de promotion du monde rural, notamment à travers l'organisation de concours agricoles , de promouvoir les produits agricoles internationaux. La Direction de la Communication et de la

Promotion Agricole est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale. La Direction de la Communication et de la Promotion Agricole comprend quatre Sous-directions. la Sous-direction de l'Information Agricole et Agro-Economique , la Sous-direction des Relations Publiques et de la Communication la Sous-direction des Concours Agricoles la Sous-direction des Activités Promotionnelles. Les Sous-Directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction des Affaires Financières et du Patrimoine est chargée d'assurer le suivi de tous les marchés du Ministère, de participer à l'élaboration des Conventions et d'en suivre l'exécution, en liaison avec le Service Juridique, de participer à la sélection des Bureaux d'études, de procéder à la validation des marchés relevant des Conventions , de participer, en collaboration avec la Cellule de Passation des Marchés Publics et la Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets, à l'élaboration du plan annuel de passation des marchés publics, de préparer le Budget et d'en suivre l'exécution, de gérer les moyens généraux et le patrimoine du Ministère, de participer à l'élaboration de tout texte relatif à la réglementation relevant de son domaine de compétence.

La Direction des Affaires Financières et du Patrimoine est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale. La Direction des Affaires Financières et du Patrimoine comprend trois Sous Directions: la Sous-direction du Budget et des Finances , la Sous-direction du Patrimoine et des Moyens Généraux , la Sous-direction des Marchés et Conventions. Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction des Ressources Humaines et de la Formation est chargée de gérer les Ressources Humaines, d'identifier les besoins en Ressources Humaines et d'en assurer la programmation de veiller à la formation et à la valorisation des Ressources Humaines , de définir les stratégies et les programmes d'enseignement et de formation des agents et d'en assurer la mise en œuvre, d'assurer les relations fonctionnelles avec les services techniques des Ministères chargés de la Formation et des Enseignements; d'assurer le suivi des programmes de formation au sein de l'Institut National de Formation Professionnelle Agricole et des Centres des Métiers Ruraux, de participer à l'élaboration de tout texte relatif à la réglementation relevant de son domaine de compétence. La Direction des Ressources Humaines et de la Formation est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale. La Direction des Ressources Humaines et de la Formation comprend deux Sous-directions : la Sous-direction des Ressources Humaines, la Sous-direction de la Formation et des Enseignements Agricoles. Ces Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction du Développement Local et des Services Extérieurs est chargée de veiller à l'élaboration du cadre réglementaire du transfert des compétences du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural aux Collectivités Territoriales, en liaison avec les services compétents d'identifier les projets agricoles à transférer aux collectivités territoriales d'apporter un appui aux Collectivités Territoriales dans la programmation et la mise en oeuvre des projets agricoles et le développement rural ; d'apporter un appui aux collectivités territoriales dans la recherche de financements, la conception et la mise en oeuvre de système de suiviévaluation des projets d'assurer les relations avec les Structures Déconcentrées d'assurer le suivi et l'évaluation des activités des structures déconcentrées , de contribuer au renforcement des capacités des agents de participer à l'élaboration de tout texte relatif à la réglementation relevant de son domaine de compétence. La Direction du Développement Local et des Services Extérieurs est dirigée par un

Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale. La Direction du Développement Local et des Services Extérieurs comprend deux Sous-directions la Sous-direction de l'Appui aux Collectivités Décentralisées la Sous-direction du Suivi des Services Extérieurs. Ces Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Cellule de Passation des Marchés Publics est chargée, notamment :

d'élaborer, en collaboration avec la Direction des Affaires Financières et du Patrimoine et la Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets, un plan annuel de passation des marchés publics et de le communiquer à la Direction des Marchés Publics de s'assurer de la disponibilité du financement et de la réservation des crédits destinés à financer les opérations de coordonner l'élaboration des documents de passation des marchés (dossiers d'appel d'offres, demandes de proposition, rapport d'évaluation des offres, procès-verbaux d'ouverture et de jugement des offres, marchés et contrats) en collaboration avec les services techniques compétents, conformément aux dossiers types en vigueur ; de veiller au lancement des appels à la concurrence , de veiller au bon fonctionnement de la commission d'ouverture des plis et de jugement des offres d'examiner les demandes de procédures dérogatoires avant la transmission à la Directions des Marchés Publics d'assurer le contrôle des dossiers d'approbation de faire le suivi de l'exécution des marchés publics et des conventions de délégation de service public de rédiger les rapports sur la passation et l'état d'exécution des marchés et des conventions de délégation de service public et les transmettre à la Direction des Marchés Publics et aux Ministères techniques ou aux autorités auxquelles elles sont rattachées, ainsi qu'à l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics , de renseigner et de gérer le système d'information des marchés publics. La Cellule de Passation des Marchés Publics est dirigée par un Chef de Cellule, nommé par arrêté du Ministre chargé de l'Agriculture, après avis du Ministre chargé des Marchés Publics. Il a rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

1.1.2 LES DIRECTIONS GENERALES

Les Directions Générales sont :

- la Direction Générale des Productions et de la Sécurité Alimentaire
- la Direction Générale du Développement Rural et de la Maîtrise de l'Eau dans le Domaine Agricole
- la Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets.

Les Directions Générales sont dirigées par des Directeurs Généraux nommés par décret pris en Conseil des Ministres. Ils ont rang de Directeur Général d'Administration Centrale.

La Direction Générale des Productions et de la Sécurité Alimentaire est chargée d'élaborer et de suivre les programmes et projets en matière de productions agricoles, de sécurité alimentaire et de protection des végétaux de coordonner les activités des directions centrales. La Direction Générale des Productions et de la Sécurité Alimentaire comprend trois Directions. la Direction des Productions Vivrières et de la Sécurité Alimentaire , la Direction des Cultures de Rente; la Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité. Les Directions sont dirigées par des Directeurs nommés par décret pris en Conseil des Ministres. Ils ont rang de Directeur d'Administration Centrale.

La Direction des Productions Vivrières et de la Sécurité Alimentaire est chargée de coordonner l'ensemble des actions publiques et privées destinées à l'amélioration qualitative et quantitative des productions alimentaires, de coordonner les différentes actions, y compris en matière d'information, menées en faveur d'une alimentation équilibrée pour toutes les couches de la population, de concevoir des actions de sensibilisation des populations aux problèmes de la nutrition et de veiller à leur mise en œuvre ; d'assurer la liaison avec l'organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et toute organisation internationale pour toutes questions liées à l'alimentation de participer à l'élaboration de la réglementation en matière de productions végétales et d'en assurer le suivi, de promouvoir les actions visant à assurer l'autosuffisance et la sécurité alimentaires, de contribuer à la recherche de financements des programmes relatifs à l'alimentation, de coordonner les études prospectives pour la promotion des cultures nouvelles.

La Direction des Productions Vivrières et de la Sécurité Alimentaire comprend trois Sous-directions la Sous-direction de la Sécurité Alimentaire, la Sous-direction des Semences et Intrants, la Sous-direction de la Recherche Agricole.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction des Cultures de Rente est chargée de suivre les activités de productions d'exportation ; de coordonner les actions publiques et privées destinées au développement des productions agricoles de coordonner les politiques de régénération ou d'extension des vergers de suivre l'évolution des marchés locaux et internationaux ainsi que les mécanismes de prix, de suivre le déroulement des campagnes agricoles.

La Direction des Cultures de Rente comprend deux Sous-directions la Sous-direction des Cultures Pérennes et la Sous-direction des Cultures non Pérennes. Ces Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité est chargée de participer à l'élaboration de la réglementation en matière de protection des productions végétales et d'en assurer l'application, d'assurer la protection des ressources végétales et d'exécuter les programmes de lutte contre les maladies des végétaux ; de veiller à l'application des accords et conventions phytosanitaires de procéder à l'inspection sanitaire des végétaux et dérivés importés ou exportés ; d'assurer la coordination des actions destinées à l'amélioration qualitative et à l'intensification des productions végétales d'assurer le contrôle de la qualité et du conditionnement des produits agricoles, d'assurer le contrôle des professions de la filière des denrées végétales d'organiser et de coordonner le contrôle et l'inspection sanitaire ainsi que la qualité des denrées alimentaires destinées à la consommation ; de participer à l'élaboration et de veiller à l'application des règles, des normes d'hygiène et de salubrité, de veiller à l'application et à l'adaptation des textes régissant le commerce international en matière de qualité et d'éthique, en liaison avec la Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération Internationale.

La Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité comprend trois Sous-directions : la Sous-direction de la Protection des Cultures, la Sous-direction de l'Inspection Phytosanitaire et la Sous-direction de la Qualité et de l'Éthique. Ces Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction Générale du Développement Rural et de la Maîtrise de l'Eau dans le domaine agricole est chargée d'élaborer des programmes et des projets relatifs à la sécurisation foncière, à la modernisation des exploitations, à la valorisation des produits agricoles et à la lutte contre la pauvreté du monde rural en harmonie avec la protection de l'environnement ; de contribuer à la professionnalisation du monde paysan, de coordonner les activités des Directions Centrales, de concevoir les stratégies d'utilisation rationnelle des ressources en eau, en matière agricole. La Direction Générale du Développement Rural et de la Maîtrise de l'Eau dans le domaine agricole comprend quatre Directions :

- La Direction des Organisations Professionnelles Agricoles,
- la Direction de la Maîtrise de l'Eau et de la Modernisation des Exploitations,
- la Direction du Foncier Rural ;
- la Direction de la Valorisation des Produits Agricoles.

Ces Directions sont dirigées par des Directeurs nommés par décret pris en Conseil des Ministres. Ils ont rang de Directeur d'Administration Centrale.

La Direction des Organisations Professionnelles Agricoles est chargée de délivrer les agréments de création des coopératives, de promouvoir le développement des organisations professionnelles agricoles, d'assister et d'encadrer les organisations professionnelles agricoles dans la recherche de financement, de définir les stratégies de formation professionnelle des producteurs et d'en assurer la mise en œuvre, de participer à l'élaboration d'un système de protection sociale en milieu agricole, de favoriser les relations fonctionnelles entre l'Administration et les Chambres Consulaires, de promouvoir les services aux agriculteurs en matière de conseils techniques de gestion, de coordonner et de promouvoir, en concertation avec les différents acteurs concernés, le conseil de gestion aux agriculteurs, de contribuer à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. La Direction des Organisations Professionnelles Agricoles comprend trois Sous directions : la Sous-direction de la Promotion du Mouvement Coopératif, la Sous-direction des Chambres Consulaires et de la Professionnalisation et la Sous-direction de la Protection Sociale. Ces Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction de la Maîtrise de l'Eau dans le Domaine Agricole et de la Modernisation des Exploitations est chargée de promouvoir la modernisation de l'agriculture , de contribuer à l'aménagement et à l'équipement du milieu rural , de promouvoir la gestion des aménagements ruraux par les exploitants agricoles individuels ou organisés , d'élaborer des stratégies d'aménagement de l'espace rural et d'utilisation rationnelle des ressources en eau et en terres cultivables, de veiller à la pérennisation des exploitations dans le cadre du développement durable et de la préservation de l'environnement. La Direction de la Maîtrise de l'Eau dans le Domaine Agricole et de la Modernisation des Exploitations comprend deux Sous-directions : la Sous-direction de l'Environnement et des Aménagements Ruraux ; la Sous-direction des Equipements et de la Modernisation des Exploitations. Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction du Foncier Rural est chargée de gérer le domaine foncier rural de l'Etat ; de mettre en œuvre le Code Foncier Rural, notamment par des actions de sensibilisation des populations et de formation des différents acteurs, en liaison avec la Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération Internationale , de contribuer et de participer à la réalisation d'un système

d'information géographique pour soutenir la réforme de l'agriculture d'élaborer un Code Domania Rural ; de participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre des stratégies de gestion foncière de l'espace rural en veillant à la pérennité des exploitations et à l'utilisation rationnelle de l'espace rural de participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre du cadastre rural ; d'assurer le suivi du cadastre rural. La Direction du Foncier Rural comprend deux Sous-directions : la Sous-direction de la Sécurisation Foncière la Sous-direction du Suivi du Cadastre Rural. Ces Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction de la Valorisation des Produits Agricoles est chargée de promouvoir la transformation primaire des produits agricoles de susciter les initiatives publiques et privées concourant à la promotion de l'agro-industrie ; de promouvoir la transformation locale des produits de promouvoir les actions de conservation des produits de contribuer aux études prospectives sur la transformation de produits agricoles. La Direction de la Valorisation des Produits Agricoles comprend deux Sous directions : la Sous-direction de la Transformation des Produits Agricoles la Sous-direction de la Conservation des produits agricoles. Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets est chargée de planifier et d'élaborer les programmes et les projets agricoles et de procéder à leur évaluation , d'établir les statistiques agricoles et de procéder à l'archivage de la documentation de rechercher les financements des projets agricoles , de coordonner les activités des Directions Centrales. La Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets comprend trois Directions Centrales : La Direction de la Planification, de la Programmation et du Financement ; la Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique, la la Direction de l'Evaluation des Projets. Ces Directions sont dirigées par des Directeurs nommés par décret pris en Conseil des Ministres. Ils ont rang de Directeur d'Administration Centrale.

La Direction de la Planification, de la Programmation et du Financement est chargée d'élaborer les stratégies de développement rural ; d'harmoniser la planification et la mise en oeuvre des projets et programmes de développement, de participer à la préparation du programme d'investissement public et d'en assurer le suivi de l'exécution de participer à la recherche de financement. La Direction de la Planification, de la Programmation et du Financement comprend deux Sous-directions la Sous-direction des Etudes et de la Planification la Sous-direction de la Programmation et de la Budgétisation. Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique est chargée de constituer la documentation du Ministère et d'en assurer l'archivage , d'actualiser la base d'informations documentaires et réglementaires , de concevoir et de réaliser les enquêtes rurales d'établir les statistiques et d'en assurer la diffusion de collecter et de traiter les données relatives aux filières agricoles, de réaliser des études de prévision sur les productions agricoles, de procéder à des analyses économiques et de déterminer la part des activités agricoles dans l'économie nationale. La Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique comprend quatre Sous-directions. La Sous-direction des Statistiques et de la Prévision, la Sous-direction de la Documentation la Sous-direction de l'Informatique et du Système d'Information la Sous-direction des Etudes Economiques Agricoles. Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

La Direction de l'Evaluation des Projets est chargée d'assurer le suivi et l'évaluation de l'exécution des projets agricoles, d'assurer le contrôle de gestion et d'analyser les rapports d'audits des projets et des structures sous tutelle. La Direction de l'Evaluation des Projets comprend deux Sous-directions : la Sous-direction de l'Evaluation, la Sous-direction du Contrôle. Ces Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

1.1.3 LES SERVICES EXTERIEURS

Les Services Extérieurs du Ministère de l'Agriculture sont constitués par les Directions Régionales et Directions Départementales de l'Agriculture et du Développement Rural ainsi que les postes de Conseiller Agricole et de Représentant Permanent Adjoint de la Côte d'Ivoire près les ambassades, l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Fonds International pour le Développement Agricole (FDA). Les postes de Conseiller Agricole sont créés auprès des Ambassades de Côte d'Ivoire à l'étranger. Les Conseillers Agricoles et les Représentants Permanents Adjointes sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres. Ils ont rang de Directeur d'Administration Centrale.

1.2 LOCALISATION GEOGRAPHIQUE ET CARACTERISTIQUES DU PROJET

Le tableau ci-dessous donne les coordonnées géographiques en UTM du site du centre d'agrégation et de services de Boundiali

Tableau 1 : Coordonnées du site du projet du Centre d'agrégation et de services de Boundiali

Site	Nature	Région	Département	Coordonnées géographiques (UTM)	Superficie (ha)
Boundiali	Centre d'agrégation et de services	Bagoué	Boundiali	Zone 29P X (UTM) = 77 45 65 Y (UTM) = 10 57 200	25

Source : Résultats des enquêtes de terrain du Consortium, Octobre – Décembre 2020 et Janvier 2021

Le Centre d'agrégation et de service (CAS) de Boundiali est situé dans la commune de Boundiali dans la Région de la Bagoué. Au niveau d'un CAS, les principaux investissements à réaliser sont :

- Entrepôt sec ;
- Entrepôt froid ;
- GAB ;
- Boutiques d'intrants (semence, engrais, pesticide...) ;
- Centres de formation techniques et en entrepreneuriat ;
- Boutiques de vente de pièces de rechanges des équipements agricoles et industriels ;
- Supermarché ;
- Services de logistiques, expédition et de sureté (camions-remorques...) ;
- Services administratifs (agriculture, élevage, Industrie, Commerce, CEPICI) ;
- Prestataires de services agricoles (labour, récolte, nettoyage, épandage de pesticide, épandage d'engrais...) ;
- Etc.

Les besoins additionnels en infrastructures sont les suivants :

- Hôtels ;
- Habitations ;
- Centres de sports ;
- Ecoles et universités ;
- Centres de santé et pharmacies ;
- Sites touristiques ;

Etc.

Les figures ci-dessous présentent les illustrations des infrastructures prévues sur le site :

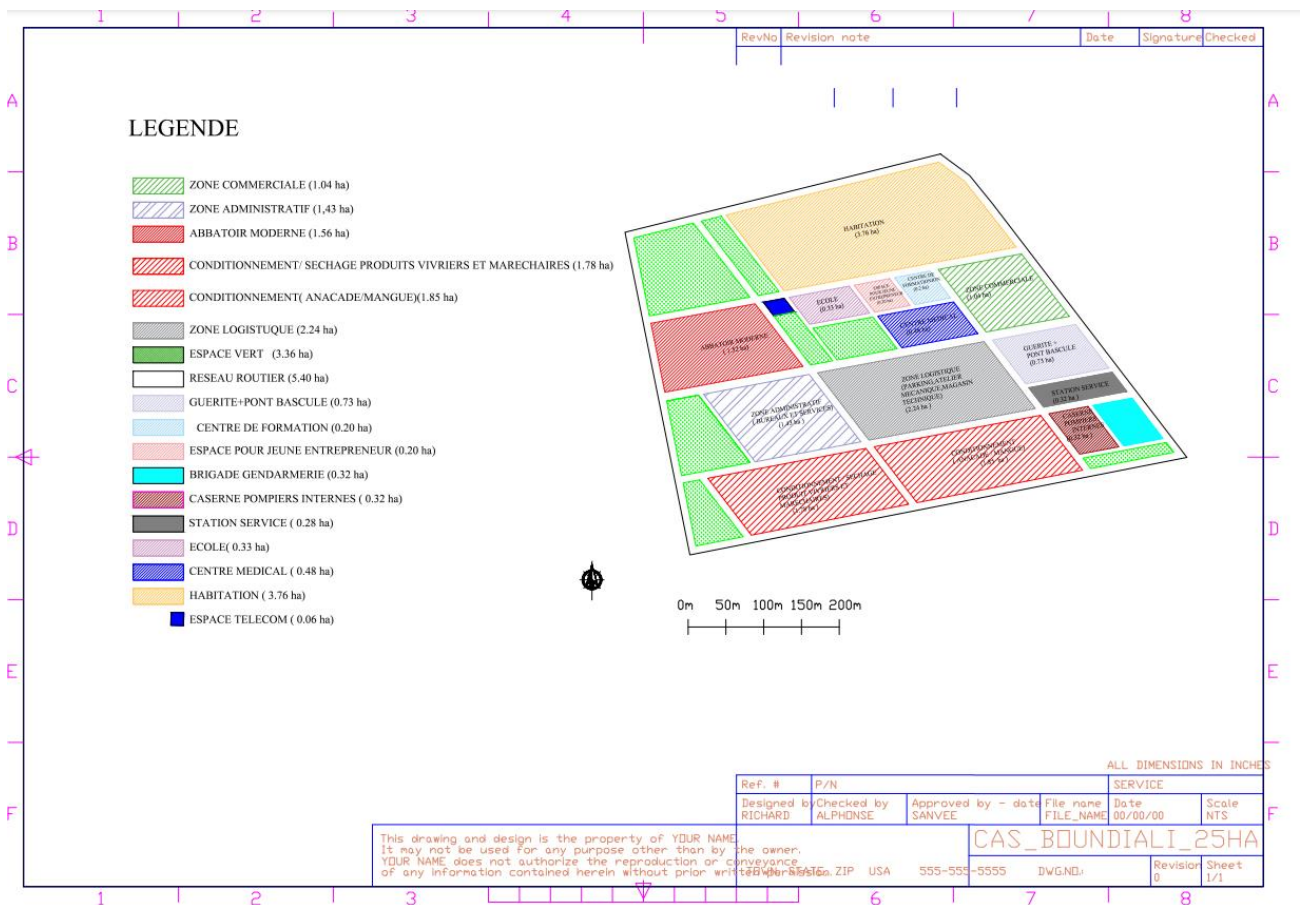


Schéma 1 : Plan du Centre d’Agrégation et de Service (CAS) de Boundiali



Schéma 2 : Plan de modélisation 3D du CAS de Boundiali

Pont bascule + Guérite + Parking

Généralités

Il est composé de :

- Un bureau open space de supervision des pesées ;
- Des toilettes ;
- Une guérite de surveillance ;
- Pont bascule hors sol ;
- Parking de station camions ;
- Parking de contenaires.

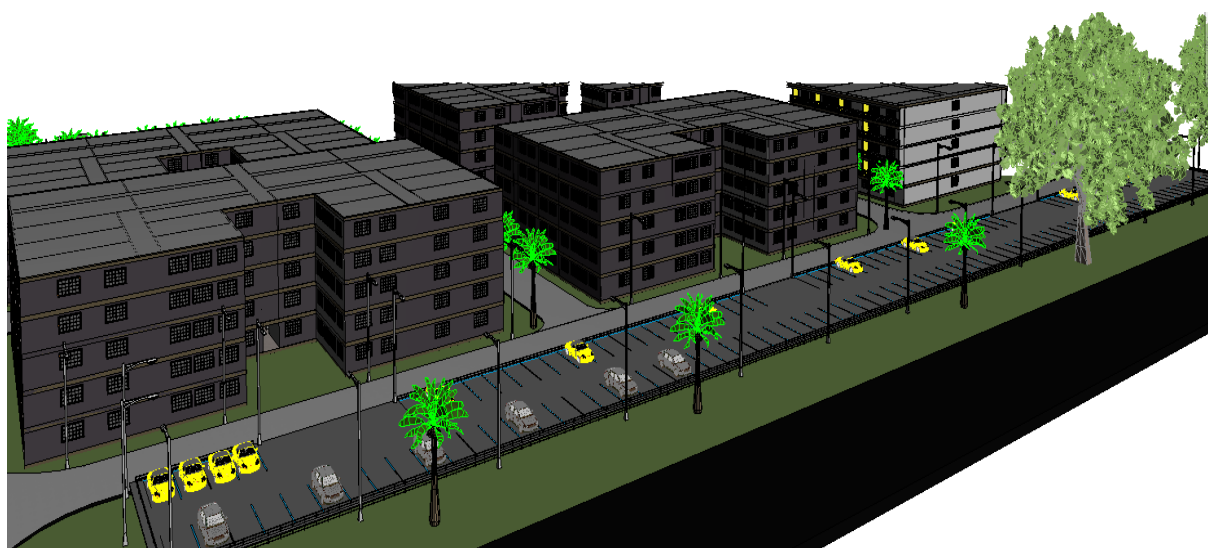


Schéma 3 : Plan de modélisation 3D du pont bascule + guérite + parking

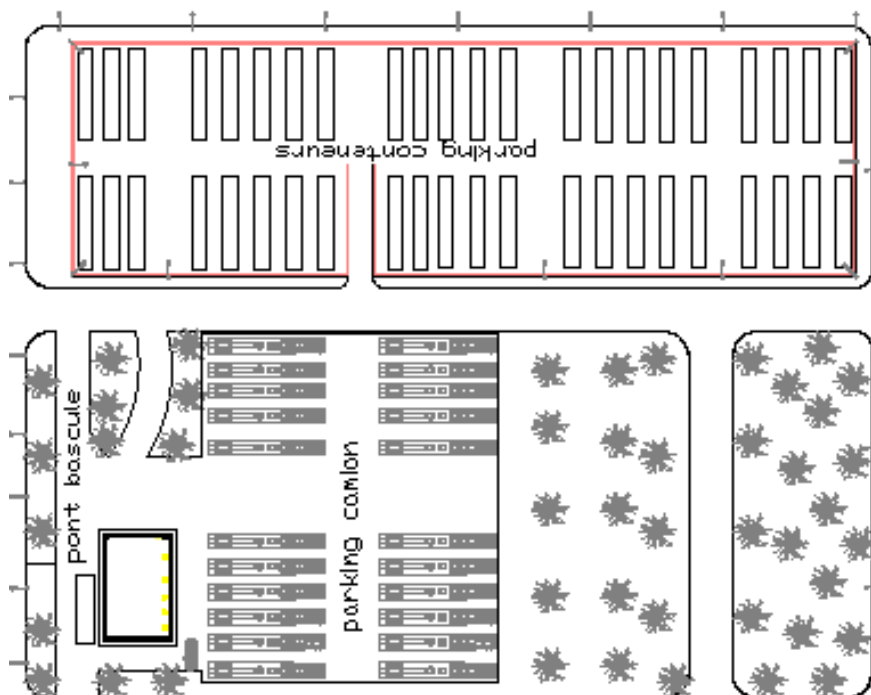


Schéma 4 : Plan de détails de pont bascule + guérite + parking

Zone de sécurité des collectivités

Généralités

Sur une Superficie Totale de 0.87 ha dont 0.87 ha de surface utile, la zone de sécurité des collectivités du CAS de Boundiali est composée de :

- Brigade de gendarmerie ;
- Station de GSPM ;
- Parking de pompier ;
- Parking de la brigade de gendarmerie.



5 : Plan de modélisation 3D de la zone de sécurité des collectivités

Schéma

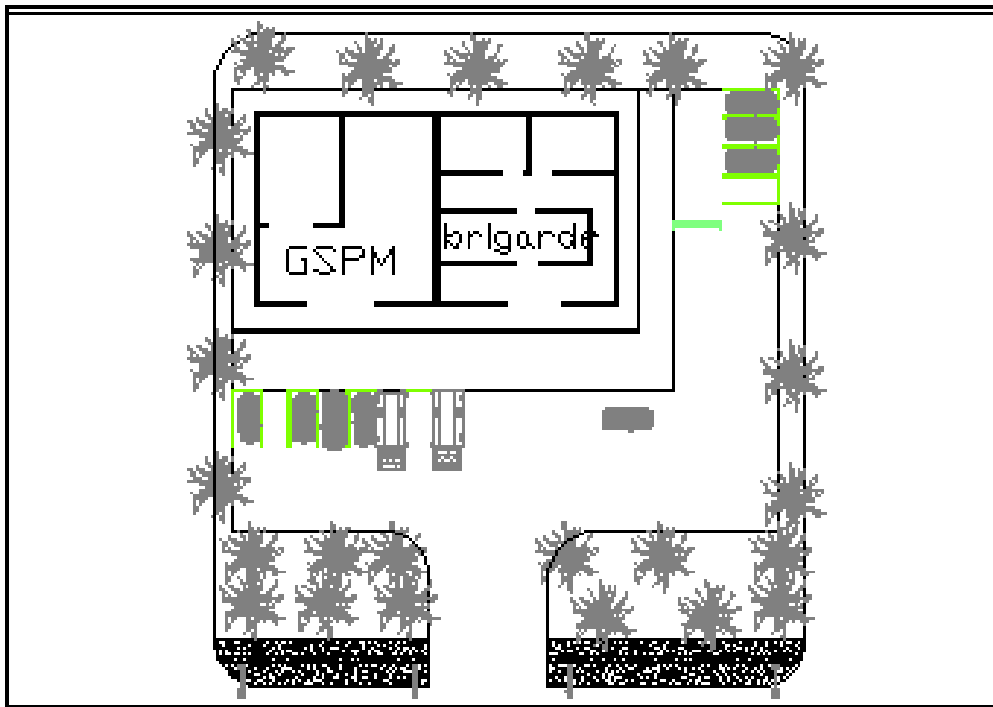


Schéma 6 : Plan de détails de la zone de sécurité des collectivités

Entrepôt Conditionnement mangues / anacarde

Généralités

Sur une superficie totale de 1.93 ha dont 0.85ha de surface utile, l'entrepôt Conditionnement mangues / anacarde du CAS de Boundiali est composé de :

- Un bureau open space de supervision ;
- Des toilettes ;
- Une zone de chambres froides ;
- 6 Chambres Froides négative ;
- 4 Chambres froides positives (en atmosphère contrôlé) ;
- Un magasin technique équipé de pièces de rechanges ;
- Une salle électrique alimentée par le TGBT de l'Agro parc ;
- Une salle technique génératrice d'azote ;
- Une salle de lavage, de pré-calibration, de lustrage avec unité de filtration des eaux ;
- Hall d'expédition ;
- Un parking véhicule léger pour la zone.

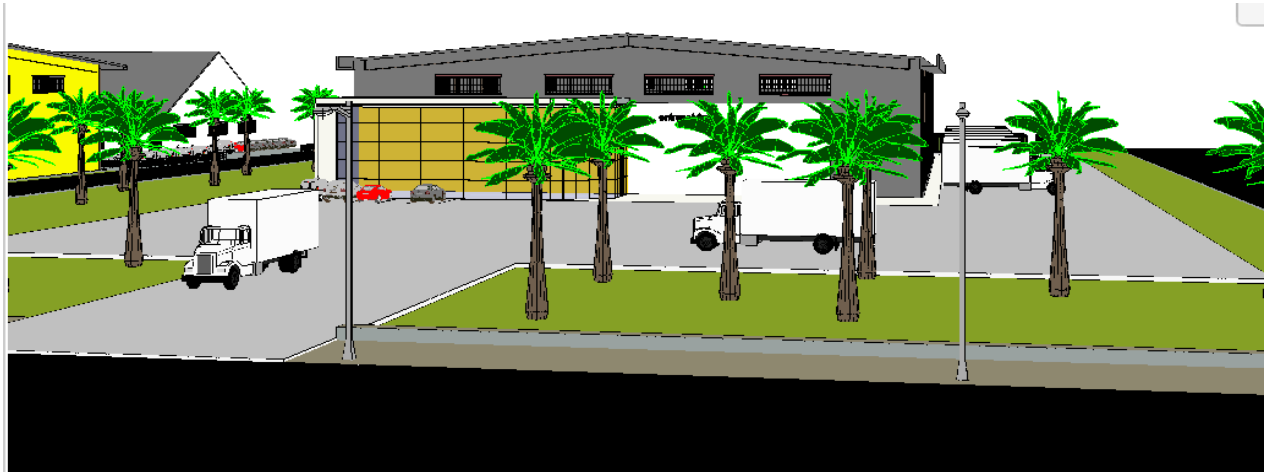


Schéma 7 : Plan de modélisation 3D de l'entrepôt Conditionnement mangues / anacarde

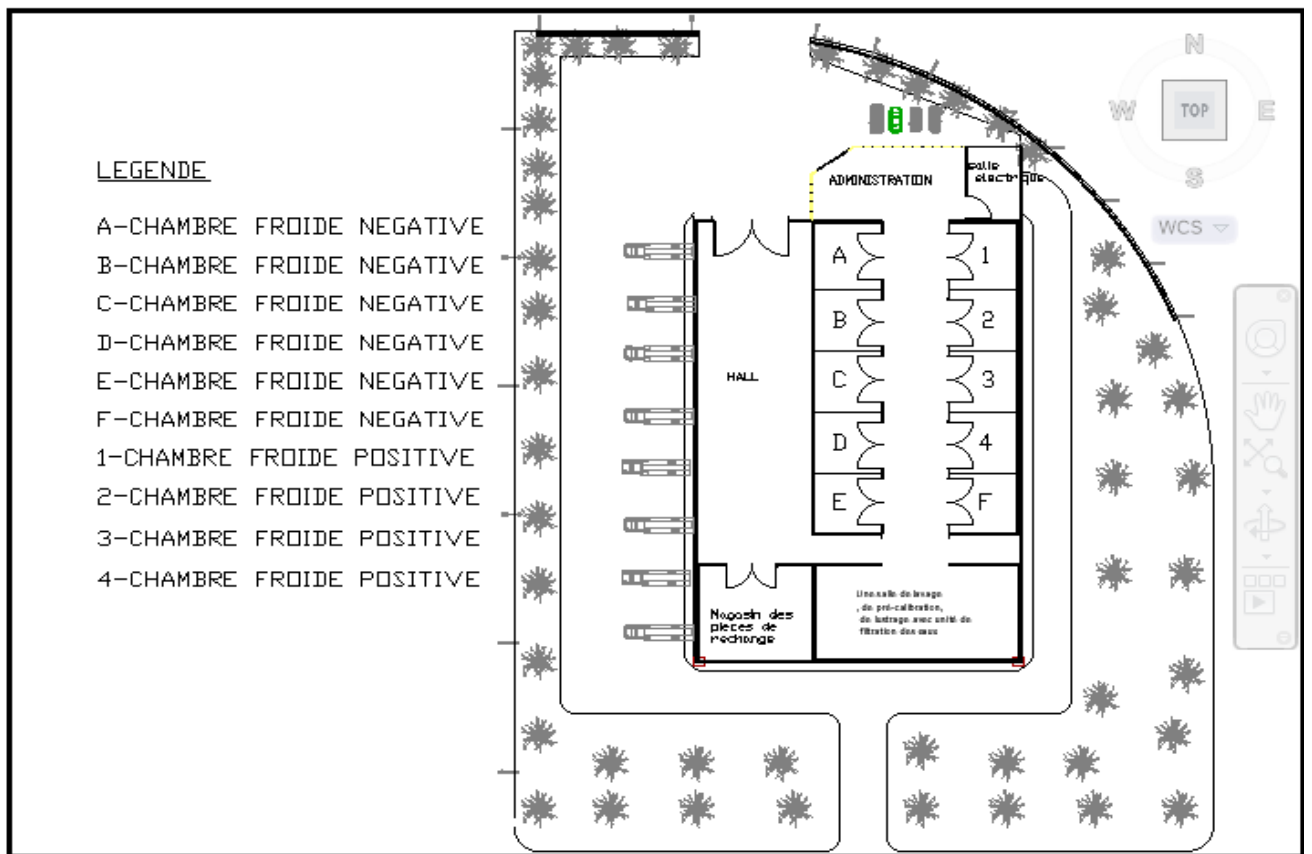


Schéma 8 : Plan de détails de l'entrepôt Conditionnement mangues / anacarde

Entrepôt de conditionnement / séchage des produits maraichères

Généralités

Sur une Superficie Totale de 1.72 ha dont 1ha de surface utile, Entrepôt de conditionnement / séchage des produits maraichères du CAS de Boundiali est composé de :

- Un bureau open space de supervision ;
- Des toilettes ;
- Une zone de stockage de matière première et de matière d'emballage ;
- Une zone de parage ;
- Une zone de dénoyautage ;
- Une zone de découpage ;
- Un bureau du Manager ;
- Un bureau de supervision ;
- Un bureau contrôle qualité de ligne ;
- Une zone de conditionnement avec des machines ;
- Une zone d'emballage ;
- Une zone de séchage avec des fours ;
- Une salle électrique alimentée par le TGBT de l'Agro parc.

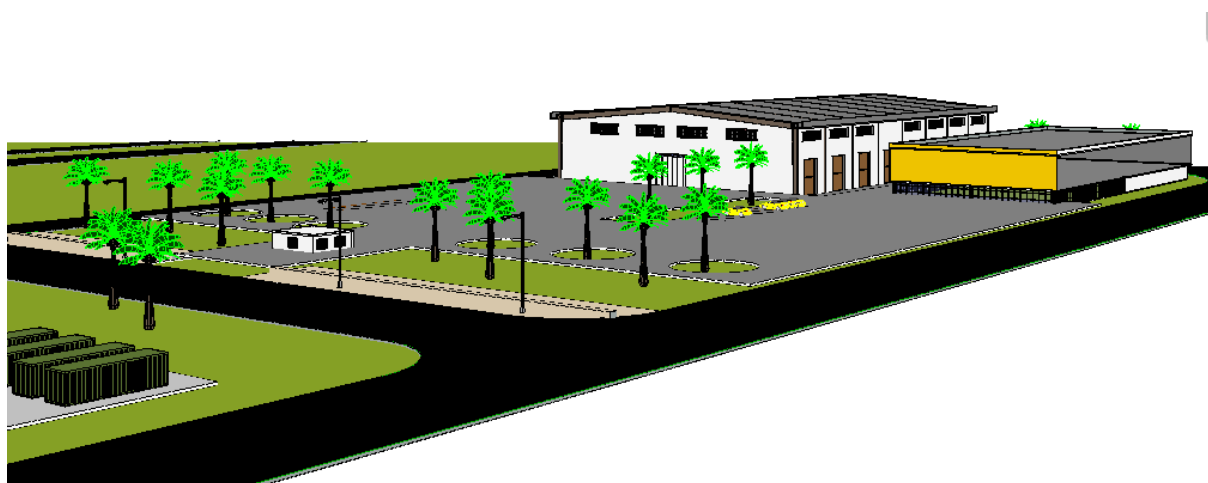


Schéma 9 : Plan de modélisation 3D de l'entrepôt de conditionnement / Séchage des produits maraichers

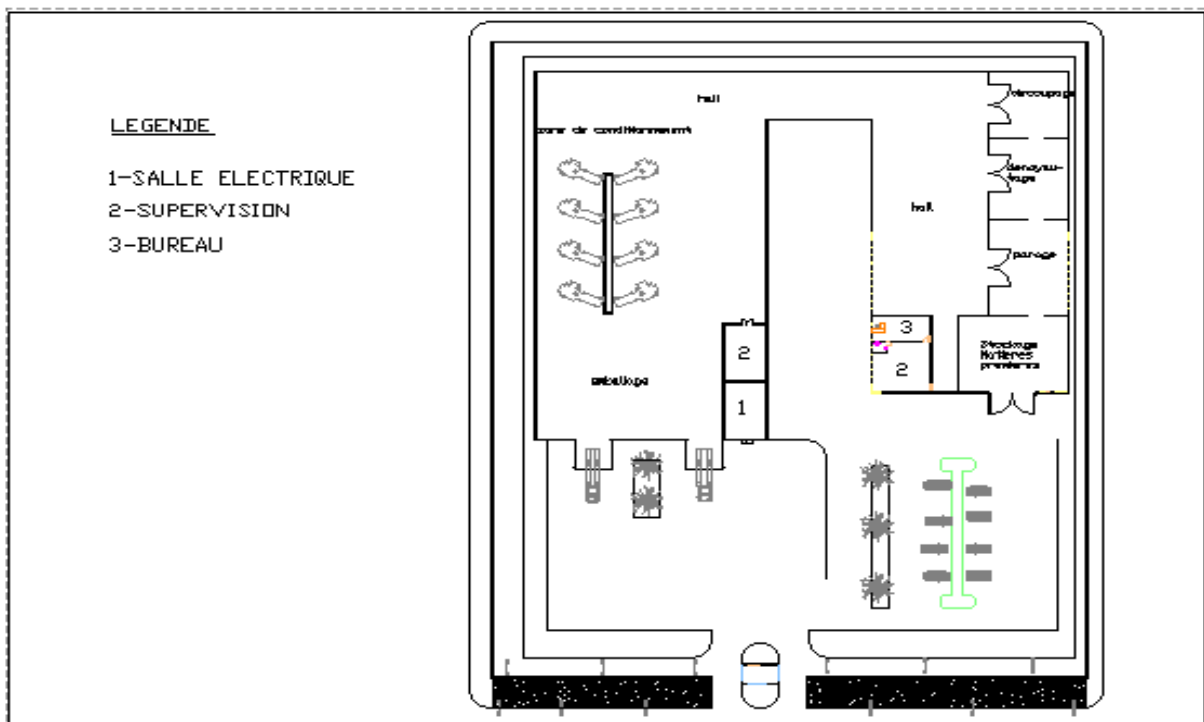


Schéma 10 : Plan de détails l'entrepôt de conditionnement / Séchage des produits maraichers

Zone logistique

Généralités

Sur une superficie totale de 1.94 ha dont 1.94ha de surface utile, la zone logistique du CAS de Boundiali est composé de :

- Un magasin technique de pièces de rechange ;
- Des toilettes ;
- Atelier mécanique ;
- Atelier électrique et instrumentation ;
- Parking à conteneurs ;
- Une salle électrique alimentée par le TGBT du CAS.

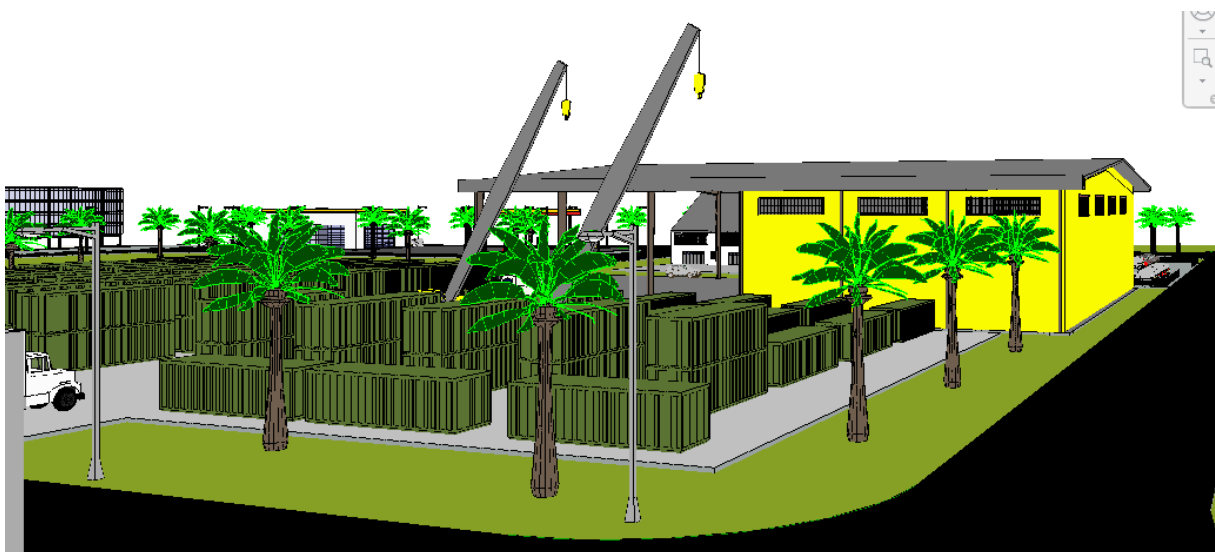


Schéma 11 : Plan de modélisation 3D de la zone logistique

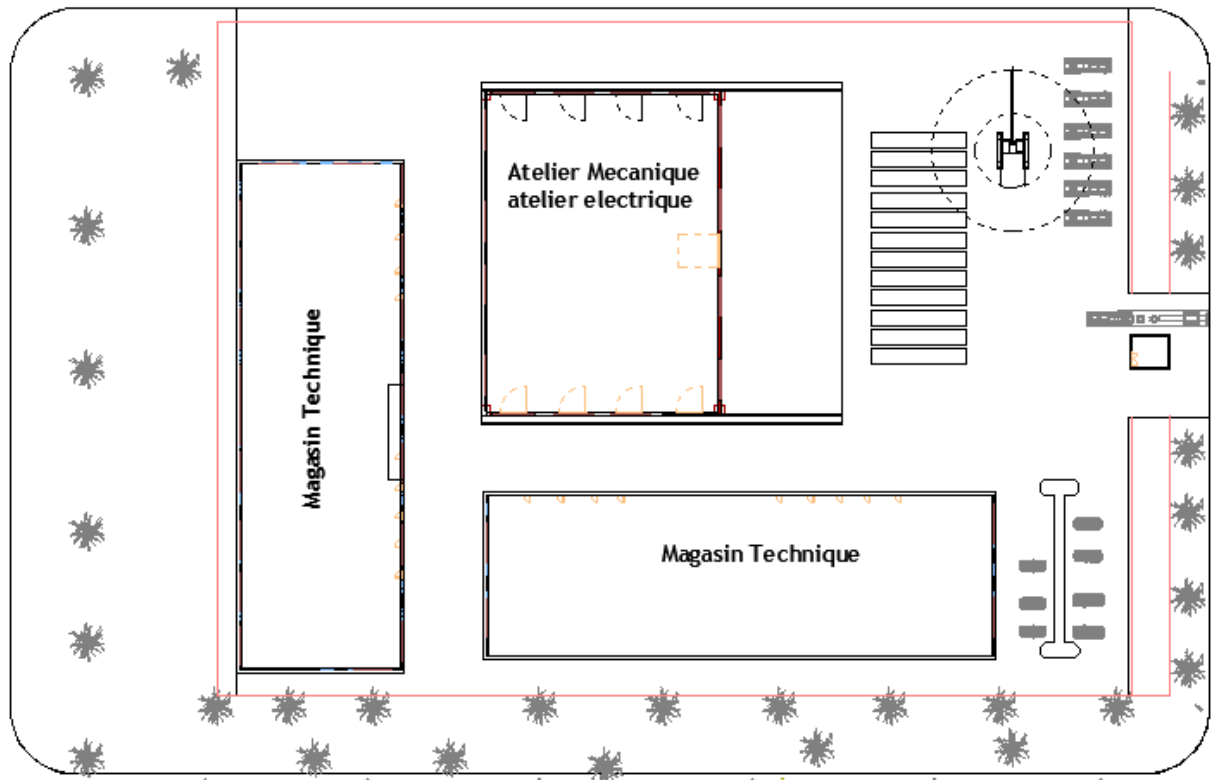


Schéma 12 : Plan de détails de la zone logistique

Centre commercial - Banking

Généralités

Sur une superficie totale de 0.96 ha dont 0.96 ha de surface utile, on note l'implantation d'un centre commercial - Banking du CAS de Boundiali est composé de :

- Magasins
- Banques
- Un supermarché

Laboratoire

- Services administratifs contenant un guichet unique,
- Centre de formation
- Parking de véhicules

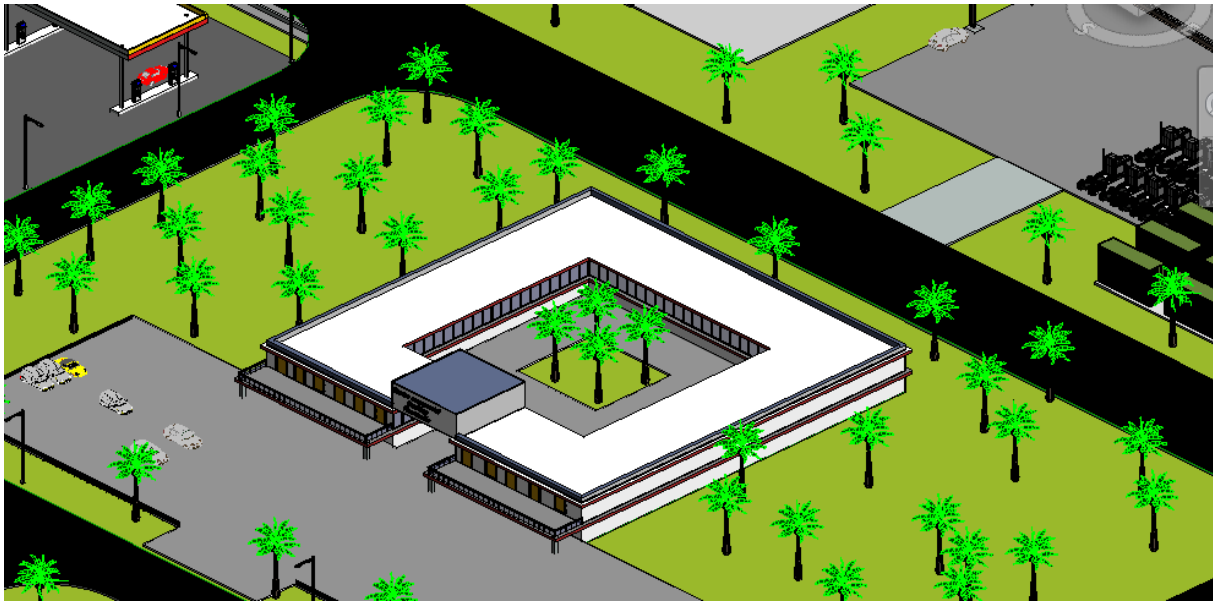


Schéma 13 : Plan de modélisation 3D du Centre commercial - Banking

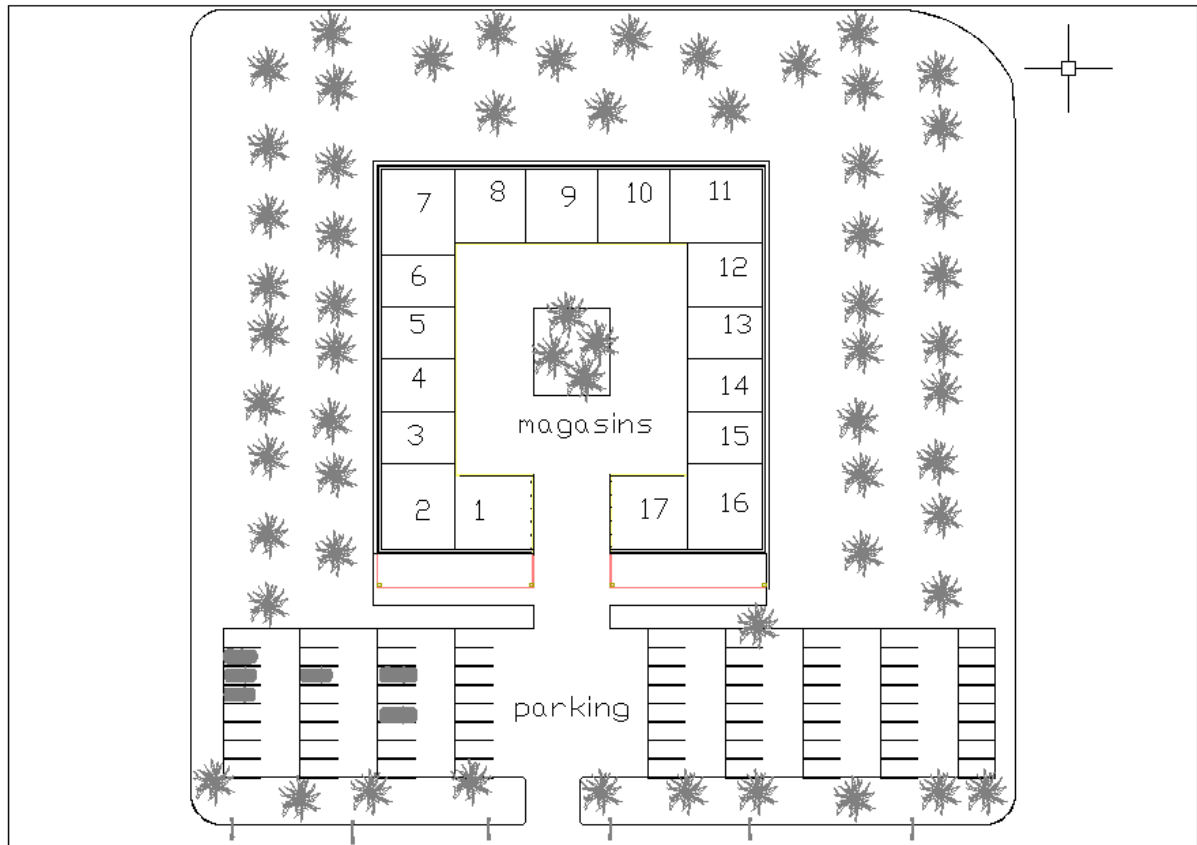


Schéma 14 : Plan de détails du Centre commercial – Banking

Station services

Généralités

Sur une Superficie totale de 0.40 ha dont 0.40ha de surface utile, la station services du CAS de Boundiali est composé de :

Magasin (Superette, toilettes et bureau)

Zone de maintenance

Système de pompage carburant ;

Zone d'approvisionnement eau et air.



Schéma 15 : Plan de modélisation 3D de la station services

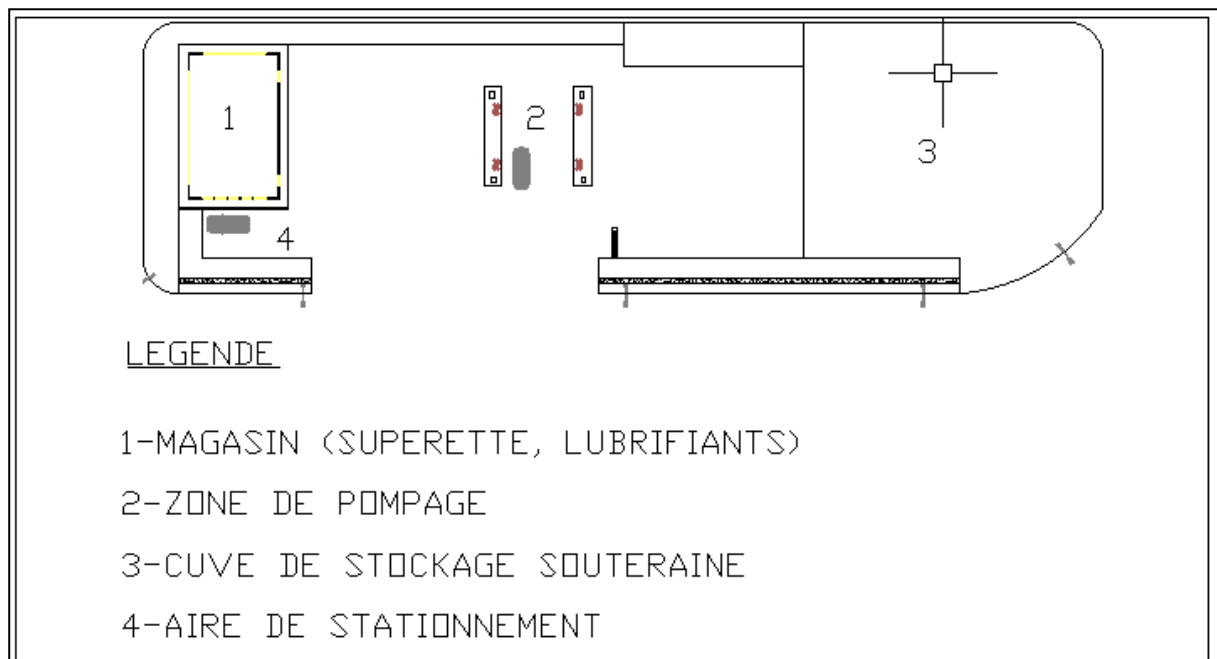


Schéma 16 : Plan de détails de la station services

Zone Administrative

Généralités

Sur une Superficie totale de 1.38 ha dont 0.38 ha de surface utile, la zone administrative du CAS de Boundiali est composée de :

Bureaux des services publics

Laboratoires

Supermarché

Parking de véhicules

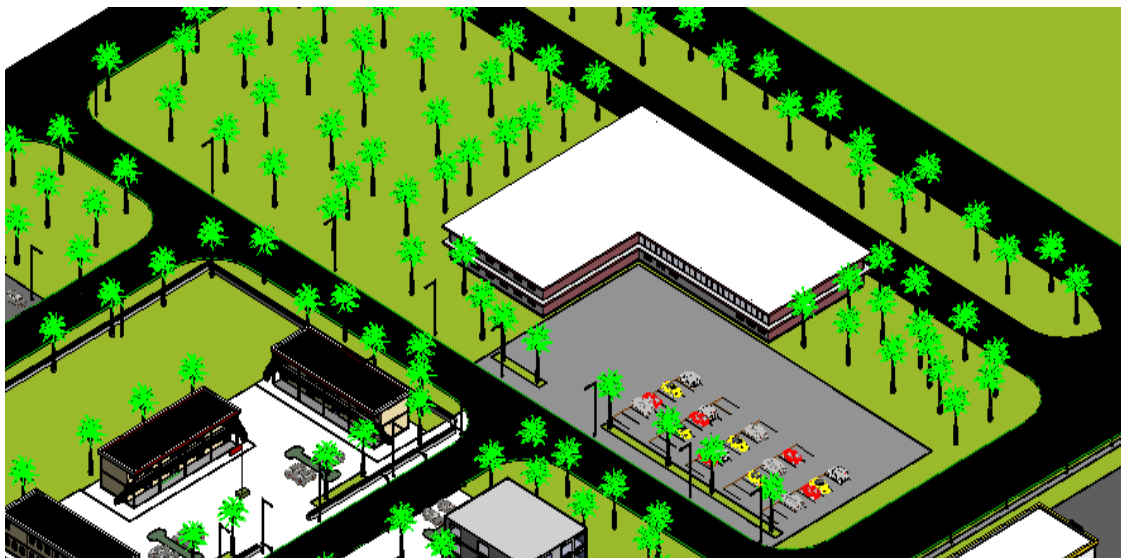


Schéma 17 : Plan de modélisation 3D de la zone administrative

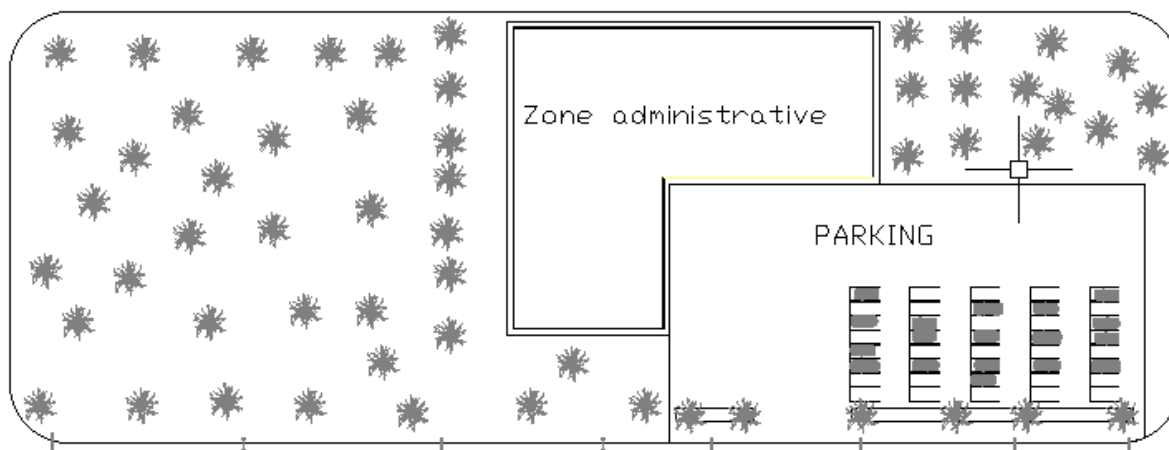


Schéma 18 : Plans de détails de la zone administrative

Centre médical / Assistance sociale / Pharmacie

Généralités

Sur une Superficie totale de 1.38 ha dont 0.38 ha de surface utile, la zone administrative du CAS de Boundiali est composée de :

- Centre médical
- Laboratoires
- Pharmacies
- Assistance sociale
- Parking de véhicules

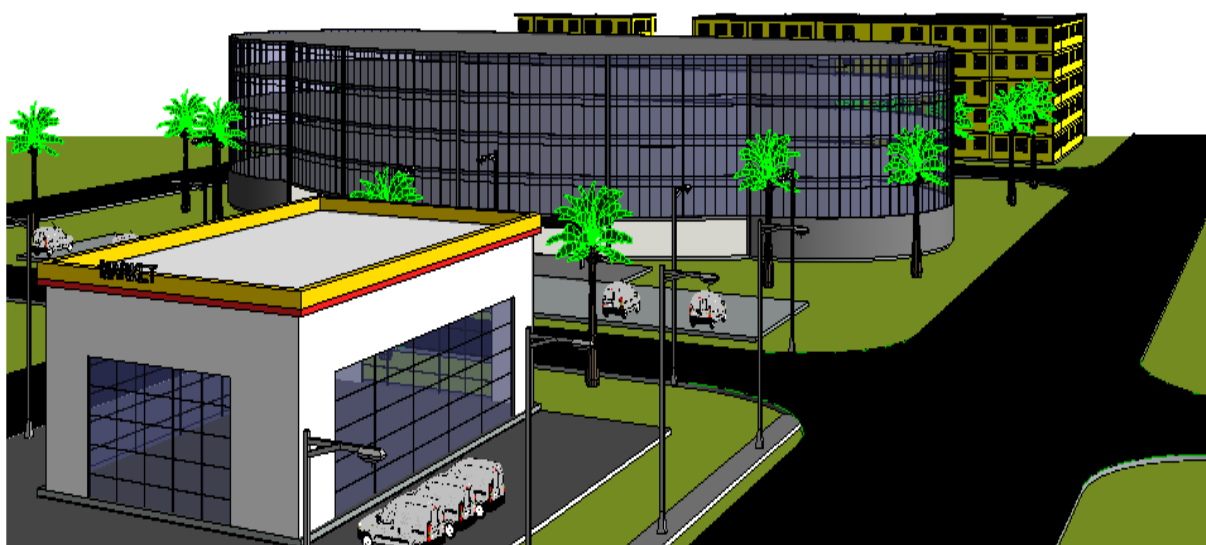


Schéma 19 : Plan de modélisation 3D du Centre médical / assistance sociale / pharmacie

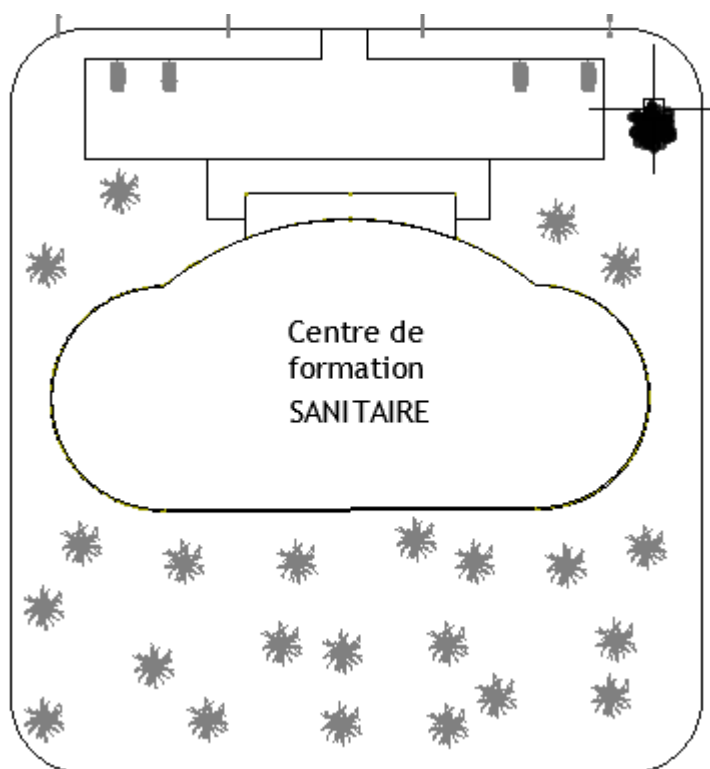


Schéma 20 : Plans de détails du Centre médical / assistance sociale / pharmacie

Zone de formation éducative

Généralités

Sur une Superficie totale de 1.61 ha dont 1.61 ha de surface utile, la zone de formation éducative du CAS de Boundiali est composée de :

Ecole primaire et secondaire ;

Espace pour jeunes entrepreneurs ;

Centre de formation professionnel

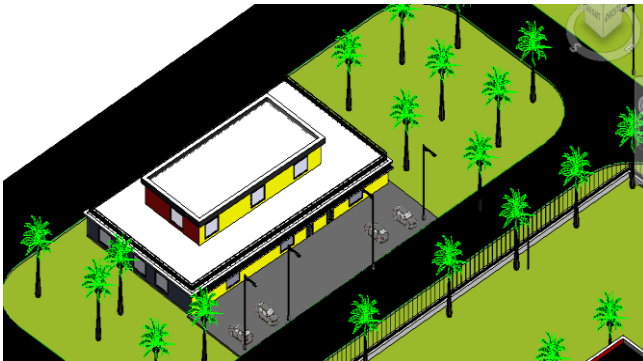


Schéma 21 : Plan de modélisation 3D de la Zone de formation éducative

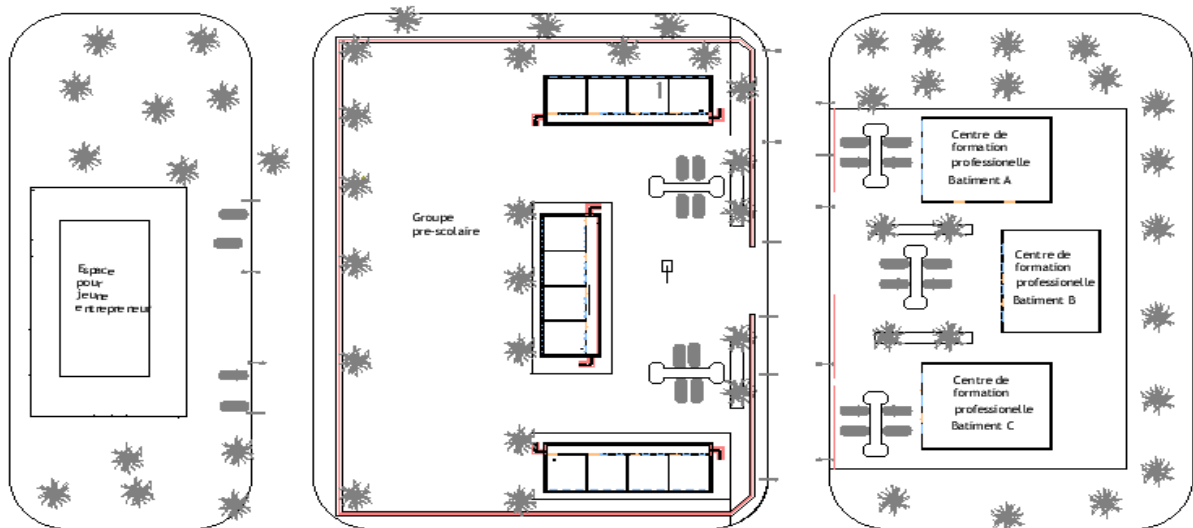


Schéma 22 : Plans de détails de la Zone de formation éducative

Zone d'hébergement

Généralités

Sur une superficie totale de 2.40 ha dont 2.40 ha de surface utile, la zone d'hébergement du CAS de Boundiali est composée de : Immeuble en R+4 (standing moyen) ; Parking véhicules ; Aire de jeu.



Schéma 23 : Plan de modélisation 3D de la zone d'hébergement

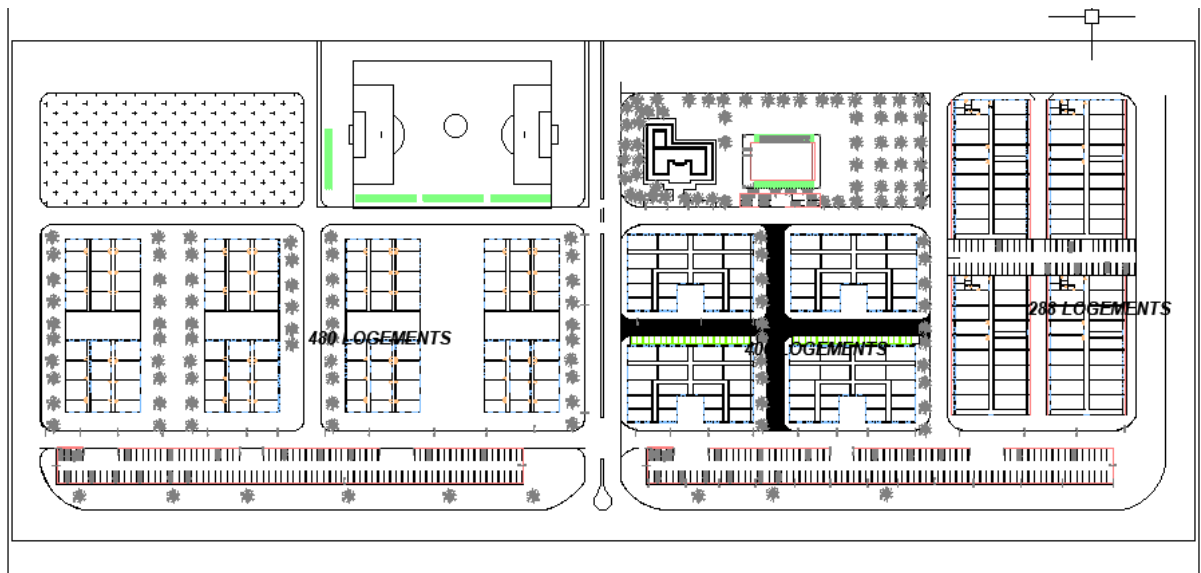


Schéma 24 : Plans de détails de la zone d'hébergement

II. SOLUTIONS DE RECHANGE

Il s'agira dans un premier temps de comparer l'option « sans projet » à l'option « avec projet ». On compare les tendances évolutives des composantes environnementales et sociales pertinentes **sans projet et avec projet**. Dans un deuxième temps, dans l'option « avec projet » on compare les variantes d'un certain nombre de facteurs :

- source d'approvisionnement en eau ;
- source d'approvisionnement en électricité,
- mode de traitement des eaux usées,
- mode de traitement des déchets solides.

Les critères de comparaison sont des critères : environnementaux, sociaux, économiques et techniques.

2.1 COMPARAISON ENTRE LA SITUATION « SANS PROJET » ET LA SITUATION « AVEC PROJET »

Le tableau ci-dessous rassemble les éléments de comparaison entre la situation sans projet et la situation avec projet.

Tableau 2 : Tendances évolutives globales des composantes environnementales et sociales « sans projet » et « avec le projet » dans la zone du projet

Indicateurs	Situation sans projet	Situation avec projet
EVOLUTION DU MILIEU PHYSIQUE		
Qualité des sols de la zone du projet	Il y a risque de dégradation de la fertilité des sols compte tenu des systèmes de production extensifs actuels	Il y aura un risque d'accroissement de la pression sur les sols et risques de dégradation accélérée de la fertilité des sols si des mesures ne sont pas prises pour une gestion rationnelle de la fertilité des sols. En effet l'agroparc va inciter les producteurs à produire davantage le maïs, le coton et la mangue . Ceci aura pour conséquence l'extension des terres mises en culture et le déboisement des terres en jachère, la dégradation de la fertilité des sols

Indicateurs	Situation sans projet	Situation avec projet
Evolution de La qualité des eaux de surface et des eaux souterraines de la zone du projet	La qualité des eaux ne va pas changer de façon sensible	les risques de dégradation de la qualité des eaux peuvent s'accroître à cause de l'accroissement certain de l'utilisation des pesticides (notamment les insecticides sur le coton et les herbicides) et leur impact sur les eaux de surface et les eaux souterraines si des mesures fortes ne sont pas prises pour une utilisation plus rationnelle des pesticides et un contrôle rigoureux de leur qualité
EVOLUTION DU MILIEU BIOLOGIQUE		
Evolution de la densité de la couverture végétale	La pression sur les ressources forestières est en augmentation	La tendance à la dégradation va s'accroître du fait d'un accroissement certain de la demande en matière première et son impact sur les nouveaux défrichements. Les nouveaux défrichements seront faits sur les terres en jachère. Par conséquent, les surfaces en culture vont s'accroître au détriment des terres en jachère
Evolution de la biodiversité	La baisse de la biodiversité est la tendance actuelle	La tendance à la baisse de la biodiversité va s'accroître du fait de l'accroissement de la déforestation
Evolution de la faune sauvage dans la zone du projet	La tendance de l'effectif de la faune sauvage dans la Région est à la baisse selon les services forestiers	Le projet va entraîner une réduction de l'effectif de la faune sauvage à cause de la destruction des biotopes par les défrichements et de la demande pour les besoins alimentaires qui va augmenter grâce à l'afflux possible des migrants
EVOLUTION DU MILIEU HUMAIN		
Le chômage des jeunes	Le chômage des jeunes aura tendance à s'accroître	Le chômage des jeunes va connaître une réduction sensible. De nombreux jeunes pourront s'investir dans le secteur agricole en raison des améliorations des conditions de production et des revenus des producteurs notamment ceux de maïs, de coton et de mangue
La prévalence des maladies sexuellement transmissibles	La prévalence des maladies sexuellement transmissibles et le VIH sera peu élevée	La prévalence des MST et le VIH risque de connaître une augmentation du fait de l'augmentation du flux migratoire et de l'amélioration des revenus des jeunes
La qualité du paysage	Le paysage va connaître un faible changement	Le paysage aura tendance à l'uniformisation compte tenu de la spécificité de la demande en matière première brute. Les systèmes de production vont s'orienter principalement sur les cultures sollicitées qui seront promues par le projet notamment le maïs, le coton et la mangue
Le patrimoine culturel de la zone du projet	Le patrimoine culturel sera préservé	Le patrimoine culturel risque de connaître une tendance à la dégradation liée au développement socio-économique induit par le projet et à l'afflux probable des migrants

Indicateurs	Situation sans projet	Situation avec projet
L'afflux des migrants dans la zone du projet	Le flux migratoire dans la zone étudiée est assez important	Le flux migratoire vers la zone risque de s'accélérer
La fréquence des conflits fonciers	Les conflits fonciers sont fréquents	Les conflits fonciers auront tendance à augmenter si les mesures préventives ne sont pas observées.
La pression des populations sur les forêts classées	La pression des populations sur les forêts classées demeurera faible	La pression des populations sur les forêts classées risquent de prendre des proportions plus importantes compte tenu des besoins croissants de terre suscités par le projet
la disponibilité du pâturage pour les animaux d'élevage	Le pâturage pour les animaux d'élevage sera disponible	la disponibilité du pâturage pour les animaux d'élevage va se compliquer avec le projet à cause de l'extension possible des surfaces cultivées au détriment des paturages
L'accès aux intrants zootechniques pour les éleveurs	L'accès aux intrants zootechniques pour les éleveurs connaîtra une évolution lente	L'accès aux intrants zootechniques pour les éleveurs va connaître une amélioration rapide et nette
L'accès aux services d'appui conseil aux agriculteurs et aux éleveurs	L'accès aux services d'appui conseil aux agriculteurs et aux éleveurs va demeurer faible	L'accès aux services d'appui conseil aux agriculteurs et aux éleveurs va connaître une amélioration importante
Le volume de la production agricole de la zone du projet (les filières retenues)	La production végétale dans la zone du projet connaîtra une croissance lente	La production végétale connaîtra un accroissement sensible
Le volume de la production animale de la zone du projet (les filières retenues)	La production animale dans la zone du projet connaîtra une croissance lente	La production animale connaîtra un accroissement sensible
La stabilité des prix des produits agricoles	Les prix au producteur des produits agricoles resteront toujours instables et bas	Les prix au producteur des produits agricoles vont connaître une amélioration sensible
Les revenus des populations	Les revenus de la population de la zone du projet vont demeurer bas	Les revenus des populations de la zone d'étude vont s'accroître
La sécurité alimentaire de la population de la zone du projet	L'atteinte de la sécurité alimentaire dans la zone étudiée restera longtemps hypothétique	La sécurité alimentaire va s'améliorer dans la zone du projet
Contribution de la Région à l'économie nationale	La contribution de la Région à l'économie de la Côte d'Ivoire demeurera très faible	La contribution de la Région à l'économie de la Côte d'Ivoire va s'améliorer

Source : Consortium ADA Consulting Africa /CEFCOD/– CAFEXI, juin 2021

On peut retenir que la situation sans projet n'est pas la meilleure option compte tenu de la tendance actuelle des ressources naturelles et des conditions socio économiques des populations.

2.2 COMPARAISON ENTRE LES VARIANTES DANS L'OPTION AVEC PROJET

Dans l'option « avec projet» une comparaison des variantes a été réalisée en s'appuyant sur des critères techniques, environnementaux, économiques et sociaux autour des des facteurs suivants :

- L'approvisionnement en eau
- L'approvisionnement en énergie électrique
- La gestion des eaux usées
- La gestion des déchets solides

Tableau 3 : Analyse des variantes du facteur « approvisionnement en eau »

Variantes		Critères environnementaux		Sociaux		Economiques		Techniques		Variante proposée
		Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients	
variante 1 :	Branchement au réseau de la SODECI	Sauvegarde des eaux souterraines	Nécessite plus d'effort à la SODECI	Aucun	Aucun	Coût maîtrisé	Coût élevé de l'eau et donc des productions	Eau déjà traitée	Aucun	
variante 2 :	Forages	Aucun	Epuisement de la nappe phréatique	Aucun	Aucun	Faible coût d'eau	Il n y a que les Coûts de maintenance à supporter		Nécessité de traitement	
variante 3	combinaison des deux	La pression sur les deux ressources est modérée					Coût maîtrisé	Approvisionnement sécurisé		Variante 3

Source : Consortium ADA Consulting Africa – CEFOD - CAFEXI, juin 2021

Tableau 4 : Analyse des variantes du facteur « approvisionnement en énergie électrique »

Variantes		environnementaux		Sociaux		Economiques		Techniques		
		Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients	Variante proposée
variante 1 :	CIE	Pas de pollution sur le site	Pollution en cas de production avec du fuel ou mazout	Aucun	Détérioration du réseau en cas de faible puissance	Aucun	Coût élevé	Le coût de maintenance est faible	Réseau non stable	
variante 2 :	Groupes électrogènes	Aucun	Pollution sur site	Aucun	Bruit sonore en cas d'absence de l'insonorisation	Augmentation de la productivité en évitant les arrêts de production	Coût très élevé d'acquisition et d'exploitation	Permet d'éviter les arrêts de production	Besoin de maintenance régulière	
variante 3 :	Energie solaire	Pas de pollution sur le site	Aucun	Création d'emploi	Aucun	Faible coût d'exploitation	Coût élevé à l'installation	Transfert de technologie et du savoir-faire	Faible niveau d'ensoleillement	
Variante 4	Mix energy : EECI est retenue comme source principale ; les groupes électrogènes retenus pour le back up (secours) , l'énergie solaire Retenue pour l'éclairage		Pollution moindre					Transfert de technologie et du savoir-faire		Variante 4

Source : Consortium ADA Consulting Africa – CEFOD - CAFEXI, juin 2021

Tableau 5 : Analyse des variantes du facteur « gestion des eaux usées »

Variantes		environnementaux		Sociaux		Economiques		Techniques		Variante proposée
		Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients	
variante 1 :	Traitement et recyclage des eaux usées	Economie d'eau Pas de pollution de la nappe phréatique	Odeurs souvent nauséabondes		Risque de conflits avec le voisinage	Economie d'eau	Coût élevé de l'eau	Transfert de technologie et du savoir faire	Risque en cas de non maîtrise de la technologie	Variante 1
variante 2 :	Puits perdus et fosses septiques		Pollution de la nappe phréatique			Aucun	Pas d'économie d'eau Coût des vidanges élevés	Aucun	Vidange régulière	

Source : Consortium ADA Consulting Africa – CEF COD - CAFEXI, juin 2021

Tableau 6 : Analyse des variantes du facteur « gestion des déchets solides »

		environnementaux		Sociaux		Economiques		Techniques		Option proposée
variantes		Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients	
variante 1 :	Traitement in situ	Assurance de bien traiter les déchets	Risque en cas de non maîtrise	Bon voisinage Amélioration du climat de travail ; Création de l'emploi Possibilités de valorisation de déchets	Aucun	Aucun	Le coût des équipements sont élevés			La variante 1
variante 2 :	Collecte, transport et dépôt au Centre de valorisation des déchets de la ville de Korhogo	Possibilités de valorisation de déchets	Risque du mauvais traitement de certains déchets	Création d'emplois			Coût du transport à supporter seulement	Plus simple à mettre en oeuvre	La zone d'accueil des deux parcs agro industriels n'abritent pas des centres modernes de traitement des déchets solides	

Source : Consortium ADA Consulting Africa – CEFOD - CAFEXI, juin 2021

III. CADRE BIOPHYSIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE

3.1 CONTEXTE GLOBAL DE LA COTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire est un pays situé en Afrique de l'Ouest avec une superficie de 322 462 km² pour une population de 26 453 542 d'habitants (INS, 2020). Elle est limitée au sud-ouest par le Liberia, au nord-ouest par la Guinée, au nord par le Mali, au nord-est par le Burkina Faso, à l'est par le Ghana et est ouvert au sud sur le golfe de Guinée (Océan Atlantique). Le taux de croissance démographique est de 2,5% avec une densité de 82,16 habitants au km², le PIB en 2018 était de 23 899,8 milliards F CFA soit 948 572 FCFA par habitant, le taux de croissance réelle du PIB est de 7,7%. Les activités économiques du quatrième trimestre de l'année 2019 se sont accrues de 5,0% par rapport au même trimestre de 2018 (INS, 2020).

Le pays présente un potentiel agricole considérable mais faiblement exploité sur plusieurs filières. Les ressources totales en eau du pays se montent annuellement à 81,14 kilomètres cubes (81,14 milliards de m³).

L'agriculture occupe une place importante dans l'économie ivoirienne mais reste faiblement industrialisée. L'objectif du gouvernement est de créer de la valeur ajoutée afin que ce secteur prenne une part importante au PIB avec une vision de transformer au moins 50% des produits agricoles localement. C'est dans ce contexte que la Côte d'Ivoire s'est dotée d'un Programme National d'Investissement Agricole (PNIA). Après la réussite du PNIA1, les plus hautes autorités du pays ont lancé sa deuxième génération pour la période 2018-2025 d'un coût total estimé à 11.905 milliards de FCFA.

Ce programme ambitieux compte parmi ses objectifs, la répartition de la Côte d'Ivoire en 9 zones d'agropoles basées sur des critères agroécologiques, administratifs, sociaux et économiques d'une part et les réseaux d'infrastructures d'autre part. La vision des agropoles ivoiriens consiste en « des investissements agro-sylvo-pastoraux et halieutiques respectueux de l'environnement, fondés sur le potentiel des territoires et les besoins des populations, et bénéficiant à l'ensemble des acteurs ». Elle vise à mettre en œuvre les programmes du PNIA II de manière intégrée, tout en tenant compte des réalités locales.

La notion d'Agropole repose sur cinq axes clés :

- ✓ Une stratégie de transformation agro-sylvo-pastorale et halieutique localisée, qui tient compte des réalités des territoires ;
- ✓ La définition de zones focalisées sur des filières priorisées au niveau national et local,
- ✓ Une concentration de facilités et de services pertinents pour ces filières, dans chacune des zones définies ;
- ✓ Une forte implication du secteur privé et des communautés locales ;
- ✓ Une approche cohérente avec celle définie pour les pôles économiques compétitifs à l'échelle nationale.

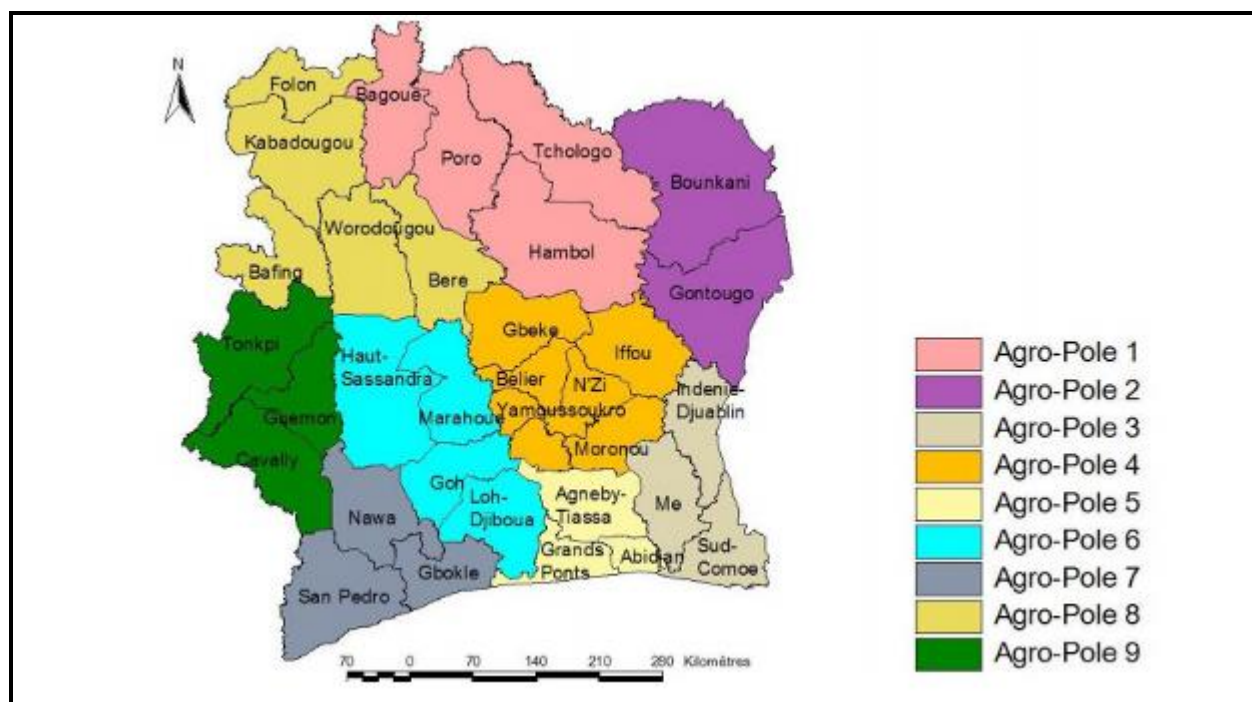
D'une manière générale, les populations rurales du Nord de la Côte d'Ivoire pratiquent essentiellement l'agriculture et/ou l'élevage. Les spéculations pratiquées sont :

- les cultures vivrières (igname, maïs, riz, arachide, mil, sorgho, patate douce, niébé, fonio) ;
- les cultures annuelles de rente (coton, tabac, soja, cultures maraîchères, canne à sucre) ;
- les cultures pérennes de rente (mangues, avocats, agrumes, anacarde) ;
- l'élevage de bovins, caprins, porcins, ovins, volailles ainsi que la pisciculture et l'apiculture.

3.2 CADRE BIOPHYSIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE DE LA REGION DE LA BAGOUE

3.2.1.CADRE BIOPHYSIQUE

Le Centre d'Agrégation et de Service de Boundiali est situé dans la Région de la Bagoué à l'instar des trois autres régions couvertes par l'agropole du Nord Côte d'Ivoire. Ces trois régions administratives sont : Poro, Tchologo, Hambol.



Carte 1 : Carte de répartition de la Côte d'Ivoire en neuf zones d'agropoles

Source : PNIA 2018-2025

La région de la Bagoué forme avec celle du Poro et Tchologo le District des Savanes. Elle est située au Nord de la Côte d'Ivoire et s'étend sur une superficie de 10.668 km² pour plus de 342.000 habitants. Elle est limitée à l'Est par la région du Poro, à l'Ouest par les régions du Kabadougou et du Folon, au Sud par les régions du Béré et du Worodougou et au Nord par la République du Mali. Elle a pour chef-lieu Boundiali et comprend trois départements: Boundiali (4302 km²); Kouto (4164 km²) et Tengrela (2202 km²). Elle compte également quatorze (14) sous-préfectures que sont: Boundiali, Ganaoni, Siempurgo, Kasséré, Baya, Kouto, Gbon, Kolia, Sianhala, Blessegué, Tengrela, Kanakono, Débètè et Papara

3.2.1.1 CLIMAT

Le climat de la région de la Bagoué est de type soudanais. Il est chaud et se caractérise par une très longue saison sèche d'octobre à mai et une saison des pluies marquée par deux maxima pluviométriques, l'un en juin et l'autre en septembre. Pendant la saison des pluies, les précipitations peuvent se prolonger pendant une semaine sans interruption, ou tomber violemment pendant quelques heures avant que le soleil ne réapparaisse. On compte en moyenne 77 jours de pluies par an dans le département de Boundiali par exemple. Le total des précipitations annuelles se situent autour des 1 300 à 1 500 mm dans cette région du nord de la Côte d'Ivoire.

Dans la région de la Bagoué, les températures varient peu, allant de 21 à 35 °C. En mai, la température de l'air avoisine les 32 °C. En janvier et février, les mois les plus froids, l'harmattan, un vent puissant venu du sahara abaisse considérablement la température qui se situe toutefois toujours aux alentours de 20 °C. Il arrive parfois que des vents de sable, issus du désert malien, atteignent la région et la recouvrent d'une couleur ocre.

Tableau 7: Pluie mensuelle à BOUNDIALI de 2011 à 2020

ANNEE	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Octobre	Nov	Déc	Total
2011	0,0	19,5	75,0	53,0	131,0	142,0	252,5	198,0	184,0	174,0	0,0	0,0	1229,0
2012	0,0	8,6	42,8	140,1	165,8	136,7	180,1	319,0	211,6	108,4	46,7	41,1	1400,9
2013	0,0	37,2	91,7	97,9	210,0	161,7	109,2	199,2	240,3	127,0	21,4	14,6	1310,2
2014	0,0	30,8	66,0	257,1	168,4	227,9	87,9	358,9	255,0	123,1	134,4	0,0	1709,5
2015	0,0	0,0	13,3	11,0	154,4	132,5	127,4	404,8	269,2	239,4	45,7	0,0	1397,7
2016	31,6	10,2	18,4	142,9	126,0	99,6	290,5	277,3	186,4	21,9	27,1	0,0	1231,9
2017	0	0	21,2	112,7	87,6	153,8	396,81	176,7	126,7	34,8	4,8	0	1115,1
2018	0,8	30,2	52,6	85,3	145,5	265,9	474,5	236,5	425,4	180,3	45,7	0,0	1942,8
2019	0	0,1	49,2	95,5	95,1	137	108,5	623,7	333,0	167,9	69,1	0,0	1679,1
2020	0,0	0,5	95,8	70,9	121,9	180,6	300,7	261,3	133,6	1,3	0	0	1166,6

Source : SODEXAM, mars 2021

3.2.1.2 HYDROGRAPHIE ET HYDROLOGIE

Dans la région de la Bagoué, la rivière Bagoué, à mi-chemin de la ville de Boundiali et du village de Ponondougou, coule vers le nord avant de confluer avec le Baoulé pour former le flueve Bani en territoire malien, à une centaine de kilomètres à l'est de Bougouni et à une centaine de kilomètres également à l'ouest de Sikasso. Elle prend sa source vers Madinani, près des villages de Kébi et Niempurgué. Son principal affluent dans sa partie ivoirienne est le Niangboué et elle est aussi alimentée, un peu au nord-est de Boundiali, près du village de Fahani, par une autre rivière, La Palée, qui prend sa source dans la forêt du même nom. Son cours mesure 230 km avant de quitter le territoire de Côte d'Ivoire et son bassin versant couvre une superficie d'environ 4 740 km² au niveau de la sous-préfecture de Kouto. Dans la région de la Bagoué prennent aussi leur source le Bandama blanc et le Bandama rouge.

3.2.1.3 HYDROGEOLOGIE

L'hydrogéologie de la bagoué est marquée par deux types d'aquifère: Les aquifères des niveaux supérieurs (aquifères d'altérites) et ceux de niveaux inférieurs (aquifères de fissures (horizon fissuré) et de failles). Le profil d'altération est variable selon la nature lithologique de la roche encaissante. La fracturation de la région est importante à l'instar des autres régions de socle de la Côte d'Ivoire. Les aquifères d'altérites sont généralement captés par les puits villageois, tandis que les aquifères plus inférieurs (fissure et fracture) sont capté par les forages réalisés dans le cadre de programme d'hydraulique villageoise (HV) ou d'hydraulique villageoise amélioré (HVA). La région de la Bagoué est caractérisée au niveau de son sous-sol par des épaisseurs d'altération majoritairement moyennes. A la base de ces altérites se rencontrent des arrivées d'eau dans l'horizon fissuré dont la dernière est enregistrée à 63m à partir du toit du socle. Le débit spécifique

est d'une manière générale faible dans la région.

3.2.1.4 RELIEF

Dans la région de la Bagoué, sur un relief plat parsemé d'inselbergs (421 m d'altitude) on peut observer des plateaux. En direction d'Odienné, près de Madinani, à une trentaine de kilomètres de Boundiali, s'élève un massif montagneux dont le point culminant atteint 894 m et qui fait partie du « Massif du Denguélé ».

3.2.1.5 FAUNE

La rivière Bagoué abrite quelques hippopotames. Dans la région, on croise de nombreux babouins, des cercopithèques, des civettes, des phacochères, des potamochères, des hylochères, des perdrix et des francolins, des bubales ainsi que des antilopes, essentiellement des cobes de Buffon, des guib harmachés et des céphalophes. Les forêts abritent aussi des panthères. On y trouve également beaucoup de rongeurs comme les agoutis, des serpents (boas, des pythons et les gekkos). Dans la région vivent des corbeaux, des aigles, des éperviers et de nombreux hérons garde-boeufs, ainsi que les calaos. On trouve aussi des caméléons, des mygales, des scorpions et des termites, et les fourmis magnans.

3.2.1.6 FLORE

La flore de la Bagoué est celle de la savane de type ouest soudanienne, selon la. Elle se caractérise par des arbres d'une hauteur comprise entre 8 et 12 m, et arbustes, disséminés avec une densité de couvert de l'ordre de 25 à 35 %. Cette région abrite quatre forêts classées : celle de Niangboué, d'une superficie de 14 800 ha, celle de la Palée, d'une superficie de 200 000 ha, celle de Fengolo, située entre Kolia et Madinani, d'une superficie de 188 ha et celle du Nyangbou, d'une superficie de 62 ha. On y trouve notamment du bois d'iroko, ainsi que du teck. Les flamboyants et les hibiscus sont nombreux dans cette région de la Bagoué.

3.2.2 ACTIVITES SOCIOECONOMIQUES DE LA ZONE DU PROJET

L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités socio-économiques de la Région de la Bagoué. Les spéculations pratiquées sont généralement des cultures vivrières : riz, maïs, arachide, mil, fonio, manioc, patate, igname. A ces cultures, sont associées les légumes et autres cultures maraîchères généralement le fait des femmes: oignon, piment, aubergine, carotte, concombre. Mais on y rencontre aussi les cultures de rente telles que: coton, anacarde, vergers de manguiers, en particulier la variété kent. La culture du coton est la culture principale de la zone de l'étude. L'élevage est pratiqué dans la région de la Bagoué. Les principaux types d'élevage rencontrés sont l'élevage de bétails et de la volaille.

Le système éducatif se compose de deux types d'enseignement qui sont d'une part, l'enseignement général et d'autre part l'enseignement technique et la formation professionnelle. La loi n°95-695 du 7 septembre 1995 relative à l'enseignement dispose que l'enseignement général comprend trois degrés : (i) le degré de l'enseignement préscolaire et primaire; (ii) le degré de l'enseignement secondaire général et (iii) le degré de l'enseignement supérieur. L'enseignement technique et la formation professionnelle débutent au secondaire.

3.3 CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE LA COMMUNE OU SERA IMPLANTE PAR LE CAS DE BOUNDIALI

3.3.1 LOCALISATION ET SUPERFICIE DU SITE

Le site du CAS de Boundiali est localisé à 2km à l'ouest de la ville de Boundiali sur la route nationale A5 qui va vers le Mali. La superficie du site est 25ha. Une colline rocheuse se trouve au sud du site. Le terrain est occupé principalement par des champs d'anacardiens. Le fleuve Bagoué est localisé vers le côté nord du site à environ 3500 m.

3.3.2 CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES GROUPES DE PERSONNES POTENTIELLEMENT TOUCHES

Les groupes de personnes potentiellement touchés par l'acquisition des terres pour la réalisation du CAS de Boundiali sont la famille du Propriétaire terrien d'une part, et les quatorze (14) exploitants agricoles du site. Ils sont en majorité (71 %) de sexe masculin, mariés (64%). Il y a aussi des célibataires (2) et des veuves (3). Ils sont de religion musulmane pour la plupart. 71% des PAPs appartiennent à l'ethnie Malinké. Le reste (29%) à l'ethnie sénoufo. La grande majorité sait lire et écrire (64%). Les PAP se répartissent entre deux groupes de même effectif (6PAP) : un groupe dont le nombre de membres du ménage est compris entre 6 et 10 et le groupe dont le nombre de membres du ménage est supérieur à 10.

3.3.3 ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES ET ENJEUX DE LA COMMUNE DE BOUNDIALI

La commune de Boundiali est le chef-lieu du département de Boundiali. Elle est située dans la région de la Bagoué. Le cours d'eau le plus important de la commue passe à environ 4km de la ville.



**Figure 1 : Fleuve Bagoué à environ 4km de Boundiali
(source : Résultats des enquêtes de terrain, Consortium, Octobre 2020)**

Le sénoufo est la langue parlée par tous, mais la langue du commerce est le malinké. La commune de Boundiali réunit une population de 59 586 habitants selon le RGPH 2014 de la Côte d'Ivoire.

3.3.4 FONCIER

Une grande part de la population (59,1 %) habite dans des cours communes. Les logements sont dans un mauvais état.¹

Les conflits fonciers sont rares, ce sont les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs qui sont les

¹ Programme des Nations unies pour les établissements humains, 2012. Côte d'Ivoire : profil urbain de Boundiali programme des nations unies pour les établissements humains, 30Pages

plus fréquents. Ils sont généralement réglés à l'amiable auprès des chefs traditionnels. Dans l'attribution des terrains urbains, des problèmes de coordination existent entre la mairie, la préfecture, la direction départementale du ministère de la Construction et les chefs traditionnels. La demande de terres cultivables est adressée aux chefs traditionnels.

3.3.5 EQUITE ENTRE LES SEXES

Les femmes contribuent à la gestion de la commune à travers les cultures maraîchères, le commerce et l'artisanat. La commune ne dispose pas de politique sur l'équité entre les sexes. Elle aide les femmes à travers des microprojets. Aucune aide n'est apportée aux ménages dirigés par des femmes. en outre, une faible attention est accordée aux personnes handicapées. Au niveau de l'éducation, le taux de scolarisation des filles reste faible.

3.3.6 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

le bon état de l'axe Boundiali-Abidjan constitue le seul facteur de compétitivité pour la commune. par ailleurs, Boundiali accumule les handicaps dans son développement économique : le chômage, l'importation de produits manufacturés et de denrées alimentaires non produites localement (bananes, avocats, etc.), l'absence d'aide disponible pour les chômeurs et d'une manière générale, le manque d'activités de développement économique. L'élevage est en bonne voie dans son développement, il inclut les ovins, les bovins, l'aviculture traditionnelle et le porc.

Au niveau de l'agriculture, les cultures dominantes sont la mangue, l'anacarde pour les cultures pérennes, le maïs, l'arachide et le riz pour les cultures vivrières, et l'igname pour l'exportation vers les villes ivoiriennes et maliennes. De plus, le succès de la culture du coton a donné à Boundiali le surnom de « Koronidougou », la « terre du coton ». En effet, à elle seule, cette culture couvre 26 % de la surface cultivée. Sa riche production a permis la création d'une usine d'égrenage dont le rendement, de près de 30 000 tonnes par an, offre de nombreuses opportunités d'emplois à la commune¹.

3.3.7 SERVICES URBAINS DE BASE

L'accès à l'eau potable est compliqué, surtout en période de saison sèche. Le mode d'assainissement général de la ville est individuel et autonome. Aucun service n'est offert au niveau des déchets. Boundiali fait, en outre, face à un gros problème d'éclairage public. Les déplacements sont personnels, il n'existe, en effet, aucun système de transport public urbain, ni même de taxis.

Les acteurs de la gouvernance urbaine peuvent être répartis comme suit :

- Les acteurs étatiques : les services déconcentrés de l'État, la mairie et la préfecture ;
- Les ONG :
- Les acteurs privés : les structures bancaires (la Banque nationale d'investissement et la Banque atlantique de Côte d'ivoire) ; les institutions de microfinance (le Crédit du Nord, la Première agence de microfinance et la Coopérative d'épargne et de crédit de Côte d'ivoire) ; les assurances ; les structures d'encadrement des commerçants, des transporteurs et des artisans (la chambre des métiers et de l'artisanat, le syndicat des transporteurs et l'association des commerçantes) ;
- Les acteurs « périphériques » : notables, chefs de quartiers, chefs religieux et chefs coutumiers ;
- Les acteurs communautaires : associations de jeunes et de femmes (l'Union de la jeunesse communale de Boundiali, l'Association nationale des handicapés de Côte d'ivoire section Boundiali, l'Union des femmes de la commune de Boundiali et l'Union des femmes

agricultrices de Boundiali)

Le maire de Boundiali est élu par les habitants de la commune. L'adoption du principe de la proportionnelle fait que tous les grands partis politiques sont représentés au sein du conseil municipal. Le maire de la commune de Boundiali, agissant en sa qualité d'autorité de la commune :

- représente la commune de Boundiali ;
- publie les délibérations du conseil de la commune ;
- préside le conseil de la municipalité ;
- exécute les règlements de police du conseil de la commune ;
- signe et exécute les décisions de la municipalité et de la commune ;
- ordonne le budget de la commune ;
- contrôle la comptabilité de la commune, conformément aux lois et aux règlements ;
- dirige l'administration de la commune et exerce l'autorité sur son personnel ;
- exerce le pouvoir judiciaire.

Le maire peut, sous son contrôle et sa responsabilité, déléguer ses attributions et sa signature à un ou plusieurs adjoints. En cas d'absence ou d'empêchement des 4 adjoints, la délégation peut être accordée à un ou plusieurs membres du conseil de la commune. Il peut également déléguer ses attributions à un ou plusieurs agents de l'administration de la commune, âgés de vingt et un ans minimum.

La commune de Boundiali compte 6 quartiers (Loworo, Bele, Haidara, Nabanga, tiogona et Fangayogo) et englobe les villages qui sont dans un périmètre de 10 km.

Les types de conflits fonciers recensés dans la commune de Boundiali sont les conflits entre propriétaires fonciers et acquéreurs, et les conflits entre administration, comités de quartier, propriétaires fonciers et acquéreurs. Plus spécifiquement, il s'agit des conflits entre la municipalité et les occupants des espaces non lotis lors du lotissement, et les conflits entre le préfet, la direction du ministère de la Construction et la mairie (problème de coordination). Les conflits les plus fréquents sont entre éleveurs et agriculteurs, ils sont généralement réglés à l'amiable par des négociations avec les chefs traditionnels. Ils aboutissent rarement à une action en justice. Le système du cadastre ou du foncier n'est ni à jour, ni complété. Les registres fonciers et domaniaux ne sont pas efficaces. L'ignorance des textes fonciers par les chefs traditionnels et l'absence de formation des services techniques constituent l'essentiel des lacunes du secteur foncier.

La situation de l'habitat est caractérisée par :

- la précarité des logements ;
- la prédominance des locataires par rapport aux propriétaires des logements ;
- l'habitat traditionnel côtoie l'habitat moderne.

Les zones non loties sont régies par le régime traditionnel et celles loties par le régime moderne. Pour la mairie, les besoins en terrains urbains sont énormes mais il y a peu de réalisations du fait de la pauvreté. Pourtant, il y a une grande disponibilité de terrains et d'espaces constructibles. Dans les zones hors lotissement, l'autorisation de construire est donnée par les chefs traditionnels et dans les zones loties, elle est donnée par les autorités municipales. Avant la crise, l'attribution de terrains était faite par une commission d'attribution des lots, mise en place suite à l'arrêté N° 006/P-BLi/SG/d1 du 27 juin 2011, qui désigne les membres de la commission d'attribution et de retrait des lots urbains de la commune de Boundiali. Elle est composée du préfet de Boundiali, du directeur départemental de la construction, de l'urbanisme et de l'assainissement, du maire de la

commune de Boundiali ou de son représentant, du commandant de brigade de la gendarmerie, du directeur départemental de l'agriculture, du directeur départemental des infrastructures économiques, du chef de canton, du chef de village et du chef de terre.

3.3.8 GENRE, DÉVELOPPEMENT SOCIÉTÉ ET ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES

Certains métiers sont dominés par les femmes : la poterie, exercée exclusivement par les femmes, la coiffure et la couture où elles sont majoritairement représentées. Les femmes de Boundiali sont très actives dans les cultures vivrières, les cultures maraîchères (elles sont à l'origine de 91,62 % de la production en 2010) et le commerce. Les familles dépendent de l'activité des femmes, le chômage des hommes demeurant très élevé.

Accès à la terre

Lorsque les femmes désirent demander des terres cultivables aux chefs traditionnels, elles doivent le faire en présence de leurs époux. Pour ce qui est de la jouissance des droits fonciers, aucune distinction n'est en revanche faite entre les hommes et les femmes, ni entre les pauvres et les riches.

Accès au crédit

L'accès au crédit est plus facile pour les femmes du fait de leur solvabilité. Une fois organisée en groupement et avec l'ouverture d'un compte, le crédit leur est généralement accordé.

Accès à l'éducation

Au niveau de l'éducation, le taux de scolarisation des filles est plus faible que celui des garçons. L'écart entre le nombre d'élèves filles et garçons est faible au primaire contrairement au secondaire où l'écart se creuse. Les filles ont du mal à terminer leurs études secondaires. Elles sont très peu représentées au second cycle.

Violences à l'encontre des femmes

Les violences faites aux femmes sont plutôt rares. Quelques agressions (vols de porte-monnaie, de chaussures), viols et harcèlement en brousse sont perpétrés par les Peuls durant la période de ramassage des noix de karité. Pour éviter ces agressions, des mesures ont été prises par les chefs traditionnels à l'encontre des Peuls et les femmes ont été sommées de ne plus se rendre seules en brousse.

Environnement

L'assainissement de la commune est mal assuré. Les eaux usées circulent sur les routes et les déchets s'accumulent à certains endroits. Les insecticides et les produits phytosanitaires détruisent l'environnement. La vente de carburants de mauvaise qualité pour l'usage de nombreuses motos contribue à l'augmentation du taux de dioxyde de carbone dans l'air. La commune a pour responsabilité le ramassage, la collecte et l'élimination des déchets liquides et solides, l'entretien des caniveaux, le nettoyage des voies publiques et des lieux publics.

3.3.9 ETAT DES LIEUX DES DIFFERENTS SECTEURS D'ACTIVITE

Artisanat

Toutes les activités artisanales sont présentes : l'artisanat d'articles en cuir, du bois, du textile, de la céramique et du verre, etc. Les artisans ivoiriens sont les plus nombreux, ensuite viennent les autres nationalités (les Maliens, les Ghanéens, les Guinéens, les Sénégalais et les Burkinabés). Les potières sont généralement Maliennes et ivoiriennes, les sculpteurs et les forgerons sont uniquement ivoiriens. La couture est généralement exercée par les ivoiriens et les Maliens et la mécanique par les ivoiriens, les Burkinabés et les Maliens. Les activités artisanales jouent un rôle très important dans l'économie locale. en effet, elles fournissent le matériel aux cultivateurs et aux éleveurs. Les acteurs du secteur sont généralement analphabètes et manquent de formation professionnelle. en effet, il n'existe pas de centre de formation professionnelle à Boundiali.

Industrie

Le succès de la culture du coton a donné à Boundiali le surnom de « Koronidougou », la « terre du coton ». en effet, à elle seule, cette culture couvre 26 % de la surface cultivée. Sa riche production a permis la création d'une usine d'égrenage dont le rendement de près de 30 000 tonnes par an offre de nombreuses opportunités d'emplois à la commune.

Agriculture

Les cultures dominantes sont la mangue, la noix de cajou, le maïs, l'arachide, l'igname, le riz et le maraîchage. L'igname a le rendement moyen le plus élevé, de l'ordre de 27 tonnes par hectare en 2010. Les cultures vivrières occupent la plus grande superficie de la surface cultivée, soit 65,83 % de la surface cultivée.

Élevage

L'élevage à Boundiali inclut les ovins, les bovins, les volailles et le porc.

3.3.10 ETAT DES LIEUX DES SERVICES URBAINS DE BASE

Accès à l'eau potable

La Société de distribution d'eau de la Côte d'ivoire est en charge de la fourniture de l'eau potable sur toute l'étendue du territoire. Elle a pour mission de traiter l'eau, de la redistribuer et de veiller à sa potabilité. À Boundiali, un seul château d'eau approvisionne la ville. Le seul château d'eau de la commune n'assure pas un approvisionnement en eau de manière permanente. La difficulté pour obtenir l'eau augmente pour les ménages situés loin du château d'eau ou en hauteur.

Collecte des déchets solides

La production annuelle d'ordure ménagère est de 36 500 tonnes et le tonnage enlevé atteignait 22 000 tonnes avant la guerre, selon le service technique de la mairie. La production annuelle d'ordures ménagères par habitant est de 0,94 tonnes.

Le déplacement est personnel, il se fait généralement en deux-roues et en voitures pour ceux qui en possède.

3.3.11 RISQUES- VULNERABILITE

Les principaux risques de catastrophes urbaines au niveau de la commune sont les inondations, les feux de brousse, les secousses sismiques dans les montagnes, les incendies, les accidents industriels et les épidémies. Mais ces risques restent faibles et rares. La commune fait de la sensibilisation de la population et de la prévention. Elle est aidée dans sa tâche par les ONG comme la Croix-Rouge.

3.4 REGIMES / STATUTS / CONTRAINTES FONCIERES DANS LE DEPARTEMENT DE BOUNDIALI

La population de la zone projet est composée en majorité de Sénoufo qui constitue les autochtones. La terre fait partie du patrimoine de lignage de ces populations. Chaque famille possède sa terre dont le responsable est le chef de famille. Selon le rapport annuel de 2019 de la Direction Régionale de L'Agriculture de la Bagoué, le domaine foncier rural est dominé dans son ensemble par des conflits. Les motifs de ces conflits sont de divers ordres. L'enjeu économique de la terre avec l'orpaillage clandestin qui sévit dans toute la région de la Bagoué, la pression démographique autour des terres cultivables, l'anacarde qui occupe de plus en plus de terre depuis sa structuration sont autant de facteurs déclencheurs de ces conflits. Une lueur d'espoir demeure toutefois avec l'avènement des projets de délimitations des territoires dans toute la région même si cette délimitation semble être perçue par la population comme un facteur déclencheur de litige.

3.5 ETAT INITIAL DU SITE DU CAS DE BOUNDIALI

Le site du CAS de Boundiali est situé à 2km à l'ouest de la ville de Boundiali sur la route nationale A5 qui va vers le Mali. Une colline rocheuse se trouve au sud du site. Le terrain est occupé principalement par une jachère composée et dominée par des arbustes qui sont : *Anona senegalensis*, *Khaya senegalensis*, *Parkia biglobosa*, *Nauclea latifolia*, *Vitellaria paradoxa*, *Ximenia americana*, *Lanea acida*). On peut retenir que la situation sans projet n'est pas la meilleure option compte tenu de la tendance actuelle des ressources naturelles et des conditions socio économiques des populations.



Photo 2 : Végétation du site du CAS de Boundiali

Source : Consortium ADA Consulting Africa /CEFCOD/– CAFEXI, juin 2021

Du point de vue accessibilité en eau potable, la proximité du site à la ville offre une bonne perspective de raccordement au réseau de distribution de la SODECI dont l'usine de traitement est repérée à moins d'un (1) km du site. La production en eau potable annuelle est estimée à 2 007 500

m³ par an avec un volume facturé de 574 002 m³ par an. Le fleuve Bagoué est localisé vers le côté nord du site sur une distance estimée à 3,5 km. Il y a une très bonne disponibilité de l'énergie électrique pour le CAS de Boundiali. Le site est couvert par un pylône IHS_SVN_064M haut de 64 mètres, situé à 2,27 kilomètres. Ce pylône assure une bonne couverture réseau de la zone. Quant à la fibre optique, elle est fournie par l'ANSUT et est à environ 400 m du site retenu.



Carte 2 : Situation du site du CAS de Boundiali
Source : Google Eath, octobre 2020

IV. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

Ce chapitre présente le cadre politique, juridique et institutionnel du projet

4.1 CADRE POLITIQUE

4.1.1 AU PLAN NATIONAL

➤ Politique environnementale

La participation de la Côte d'Ivoire à la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humain tenue à Stockholm en 1972 en Suède marque un tournant important dans la prise en charge de la question environnementale par le Gouvernement. Au plan institutionnel, il a été créé, de 1981 à 1983, le premier Ministère de l'Environnement portant exclusivement sur les questions relatives à l'environnement. Mais c'est surtout après la Conférence de Rio de 1992 que les premières initiatives concrètes ont été prises à travers l'élaboration en 1996 du Plan National d'Actions pour l'Environnement (PNAE). Celui-ci a permis d'identifier dix (10) programmes portant sur (i) le développement agricole durable, (ii) la préservation de la diversité biologique, (iii) la gestion des établissements humains (iv) la gestion de la zone littorale, (v) la lutte contre les pollutions et les autres nuisances industrielles, (vi) la gestion intégrée de l'eau, (vii) l'amélioration de la gestion des ressources énergétiques, (viii) la recherche, l'éducation, la formation, (ix) la gestion intégrée et coordonnée de l'information environnementale, enfin sur (x) l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire.

Pour promouvoir une politique respectueuse de l'environnement, la Côte d'Ivoire s'est dotée également au plan juridique respectivement en octobre et novembre 1996 d'une loi portant Code de l'Environnement (Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996) et d'un décret (décret n° 96-894 du 8 novembre 1996) déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement. La politique environnementale en République de Côte d'Ivoire est placée sous l'égide du Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable (MINSIEDD).

➤ Plan National d'Actions pour l'Environnement (PNAE)

Le PNAE qui est la traduction nationale de l'Agenda 21 adopté à Rio en 1992, a été conçu dans le souci d'une mise en cohérence et d'une harmonisation de ses objectifs avec ceux des politiques sectorielles et les priorités du développement national, inventoriées dans le Livre Blanc (1994). En effet, le Livre Blanc est le résultat de consultations de toutes les parties prenantes, notamment au niveau de toutes les régions du pays qui a abouti à l'élaboration du PNAE.

➤ Plan National de Développement (PND)

Le PND 2016-2020 traite de la question de la préservation de l'environnement à son axe 4 intitulé « **le Développement des infrastructures harmonieusement réparties sur le territoire national et préservation de l'environnement.** » Le PND accorde une attention majeure à la question de la protection de l'environnement, du développement d'une économie verte et la réduction de la déforestation. C'est pourquoi, dans son impact 2 visant la préservation de l'environnement et un cadre de vie assaini, l'axe stratégique 4 vise à assurer une gestion durable des ressources naturelles et des capacités d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique (Effet 4).

➤ Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durable de la Diversité Biologique

La Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durable de la Diversité Biologique adoptée en 2003 a été le résultat de plusieurs travaux et analyses menés au cours d'ateliers régionaux et

nationaux qui ont eu lieu en 2000, 2001 et 2002. La vision globale est qu'à l'horizon 2025 la diversité biologique de la Côte d'Ivoire soit gérée de manière durable en vue de l'équilibre des écosystèmes, de l'amélioration de la qualité de vie des populations actuelles et de la préservation de l'héritage des générations futures.

➤ **Stratégie Nationale de Gestion des Ressources Naturelles Vivantes**

Bâtie autour de la vision suivante : « A l'horizon 2020, la gestion des ressources naturelles vivantes en Côte d'Ivoire est assurée de manière intégrée et durable », la Stratégie Nationale de gestion des Ressources Naturelles Vivantes a pour objectif général de réduire de manière significative la perte continue et alarmante des ressources naturelles vivantes à travers leur gestion rationnelle et durable, en vue de préserver les intérêts socio-économiques et assurer leur conservation pour les générations futures.

➤ **Politique d'assainissement**

La politique d'assainissement est placée sous la responsabilité du Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme (MCLAU), à travers la Direction de l'Assainissement Urbain et du Drainage (DAUD) qui élabore et mène sur le terrain la politique et les stratégies nationales en matière de drainage et d'assainissement avec pour objectif global de contribuer au développement durable en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l'assainissement. En matière d'assainissement, les stratégies en milieu urbain sont les suivantes :

- Elaborer un plan stratégique d'assainissement à travers un schéma directeur d'assainissement ;
- Encourager la politique d'urbanisation des villes ;
- Ouvrir les grands collecteurs pour le drainage des eaux pluviales ;
- Développer les infrastructures d'eaux usées domestiques ;
- Veiller aux traitements des effluents des usines, des hôpitaux avant leur rejet dans la nature ;
- Développer l'assainissement autonome dans les zones dépourvues de réseaux collectifs.

➤ **Politique sanitaire et d'hygiène du milieu**

La politique de santé en Côte d'Ivoire est fondée sur les Soins de Santé Primaires (SSP). Elle est mise en œuvre par le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP). Dans les régions, cette politique est mise en œuvre par des Directions Régionales et leurs structures décentralisées. Dans le domaine de la Santé et de l'Hygiène, le Ministère met un accent particulier sur : l'élimination des excréta et autres déchets y compris les déchets biomédicaux ; la sensibilisation des communautés sur les bienfaits de l'hygiène du milieu ; la vulgarisation d'ouvrages d'assainissement à moindre coût ; la vulgarisation et l'application des règles d'hygiène ; etc.

➤ **Politique de lutte contre la pauvreté**

Le Plan National de Développement (PND) 2016-2020 intègre, l'amélioration des conditions de vie des populations par l'assainissement du milieu, l'accélération de la croissance économique et de la transformation de l'économie ivoirienne, le capital humain, l'équilibre économique et social et l'équilibre budgétaire dans les priorités du Gouvernement. Les objectifs de croissance du PND étaient d'atteindre un taux de croissance de 8,1% en 2012, de 9% en 2013, 10,1% en 2014 et 10% en 2015. Soit un taux de croissance d'environ 10% en moyenne sur la période 2012-2015. D'un coût de 30 000 milliards de F CFA, le PND devait aider la Côte d'Ivoire à atteindre l'émergence en 2020.

4.1.2 AU PLAN INTERNATIONAL

4.1.2.1 SYSTEME DE SAUVEGARDES INTEGRE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD)

La durabilité environnementale et sociale est la pierre angulaire de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté en Afrique. La stratégie à long terme (2013-2022) de la BAD met l'accent sur la nécessité d'aider les pays membres régionaux (PMR) dans leurs efforts visant à réaliser une croissance inclusive et à assurer la transition vers l'économie verte. En outre, la BAD s'est engagée à assurer la viabilité sociale et environnementale des projets qu'elle appuie. Le nouveau Système de Sauvegardes Intégré (SSI) de la BAD est conçu pour promouvoir la durabilité des résultats des projets par la protection de l'environnement et des personnes contre les éventuels impacts négatifs des projets. La déclaration de politique de sauvegardes intégrée établit les principes essentiels qui fondent l'approche de la Banque en matière de sauvegarde. Par conséquent, la Banque a adopté cinq Sauvegardes Opérationnelles (SO), limitant ainsi leur nombre au minimum nécessaire pour atteindre ses objectifs et assurer le fonctionnement optimal du SSI.

La Sauvegarde opérationnelle 1 relative à l'évaluation environnementale et sociale régit le processus de détermination de la catégorie environnementale et sociale d'un projet et les exigences de l'évaluation environnementale et sociale qui en découlent.

La Sauvegarde opérationnelle 2 relative à la réinstallation involontaire, acquisition de terres-déplacement et indemnisation des populations consolide les conditions et engagements politiques énoncés dans la politique de la Banque sur la réinstallation involontaire et intègre un certain nombre d'améliorations destinées à accroître l'efficacité opérationnelle de ces conditions.

La Sauvegarde opérationnelle 3 sur la Biodiversité et services écosystémiques fixe les objectifs pour conserver la diversité biologique et promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles. Elle traduit également les engagements politiques contenus dans la politique de la Banque en matière de gestion intégrée des ressources en eau et en exigences opérationnelles.

La Sauvegarde opérationnelle 4 concernant la Prévention et le contrôle de la pollution, gaz à effet de serre, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources couvre toute la gamme d'impacts liés à la pollution, aux déchets et aux substances dangereuses clés, pour lesquels il existe des conventions internationales en vigueur, ainsi que des normes complètes spécifiques à l'industrie ou régionales, qui sont appliquées par d'autres banques multilatérales de développement, notamment pour l'inventaire des gaz à effet de serre.

Enfin la Sauvegarde opérationnelle 5 relative aux Conditions de travail, santé et sécurité définit les exigences de la Banque envers ses emprunteurs ou ses clients concernant les conditions des travailleurs, les droits et la protection contre les mauvais traitements ou l'exploitation. Elle assure également une meilleure harmonisation avec la plupart des autres banques multilatérales de développement.

Outre son Système de Sauvegardes Intégré (SSI), la BAD a également élaboré une stratégie pour l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques visant à favoriser l'élimination de la pauvreté et à contribuer à améliorer durablement les moyens de subsistance des populations. Cette stratégie ambitionne de (i) réduire la vulnérabilité des Pays-Membres Régionaux (PMR) à la variabilité climatique et de favoriser la capacité d'adaptation au climat dans le cadre des projets de développement ; (ii) renforcer les capacités et les connaissances des PMR pour relever les défis du changement climatique et assurer la durabilité par le biais de réformes des politiques et des cadres réglementaires. Elle porte sur trois grands domaines d'intervention : (1) les investissements dans des projets à l'épreuve du climat, (2) les réformes des politiques et du cadre juridique et (3) la production de connaissances et le renforcement des capacités.

4.1.2.2 POLITIQUE EN MATIERE DE DURABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DE LA SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (SFI)

La SFI s'efforce d'assurer des résultats positifs en termes de développement dans les projets du secteur privé qu'elle finance sur les marchés émergents. Une part importante des résultats positifs pour le développement est constituée par la durabilité sociale et environnementale des projets, que la SFI entend réaliser par l'application d'un ensemble complet de Critères ou de normes de performance sociale et environnementale.

Les normes de l'IFC applicables à ce projet sont: **(NP 1)** évaluation et gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux;**(NP2)** main-d'œuvre et conditions de travail;**(NP 3)** utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution;**(NP 4)** santé, sécurité et sûreté des communautés;**(NP 5)** acquisition de terre et réinstallation involontaire;**(NP 6)** conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes ;**(NP 7)** peuples autochtones ; **(NP 8)** patrimoine culturel. Les critères ou Normes de Performance constituent des documents essentiels destinés à aider la SFI et ses clients à gérer et améliorer leur performance sociale et environnementale par une approche axée sur les résultats. Le projet ZPAI Nord CI est classé dans la « catégorie A » selon les normes de la Banque mondiale et nécessite une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES).

4.2 CADRE JURIDIQUE

4.2.1 AU PLAN NATIONAL

4.2.1.1 LES LOIS

Afin de se doter d'un cadre juridique approprié de protection et de gestion durable de l'environnement, la Côte d'Ivoire a élaboré plusieurs textes. Les textes juridiques pertinents applicables dans le cadre du présent projet sont présentés ci-dessous par ordre chronologiques

- **Loi n° 88-651 du 07 juillet 1988** portant Protection de la Santé Publique et de l'Environnement contre les effets des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances toxiques nocives
- **La loi n° 88-651 du 07 juillet 1988 portant Protection de la Santé Publique et de l'Environnement** contre les effets des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances toxiques nocives interdit sur toute l'étendue du territoire, tous actes relatifs à l'achat, à la vente, à l'importation, au transit, au transport, au dépôt et au stockage des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances nocives.

Elle réglementera l'utilisation des matières dangereuses pendant la mise en oeuvre du projet. Pendant la phase de construction et d'exploitation, il sera produit des déchets tels que les boues de peinture, les huiles de vidange, les liants, les chiffons souillés de produit hydrocarbure, des cartouches d'imprimantes et de photocopieurs, les batteries usagées, etc. Le projet devra veiller à ce que ces différents déchets soient collectés et traités par des firmes spécialisées et agréées.

- **Loi n° 96-669 du 29 août 1996 portant Code Pétrolier**

Ce Code est le texte spécifique qui encadre le secteur des hydrocarbures. Ce texte impose à la charge des personnes impliquées dans l'exploration et/ou l'exploitation des hydrocarbures des obligations de protection de l'environnement en laissant toutefois le soin au Code de l'environnement d'imposer les peines pénales et les amendes pécuniaires. Ainsi, dans le cadre du transport des hydrocarbures, le tracé et les caractéristiques des canalisations et installations doivent être établis de manière à assurer la collecte, le transport et l'évacuation des produits

hydrocarbures dans les meilleures conditions techniques, écologiques et économiques (Cf. article 42). Le titulaire d'un contrat pétrolier ne doit en aucun cas se soustraire à l'obligation de tenir compte de la protection de l'environnement. Aux termes de son article 49, le titulaire d'un contrat pétrolier doit réaliser les opérations pétrolières de telle manière que soit assurée, en toutes circonstances, la conservation des ressources naturelles, notamment des gisements d'hydrocarbures, et que soient dûment protégées les caractéristiques essentielles de l'environnement. A ce titre, il doit effectuer tous les travaux et opérations en utilisant les techniques confirmées en usage dans l'industrie pétrolière internationale et prendre notamment toutes les mesures destinées à préserver et à protéger les milieux et écosystèmes naturels, ainsi que la sécurité des personnes et des biens. Mais les obligations de protection englobent aussi l'application de normes d'hygiène et de sécurité conformément à l'usage de l'industrie pétrolière internationale, tant pour leur propre compte que pour celui de ses sous-traitants. Et si un accident grave survient, les autorités compétentes doivent être immédiatement saisies. (Cf. Article 54).

➤ **Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement (à fondre avec ce qui a été développé plus haut relatif au Code de l'Environnement)**

La Côte d'Ivoire dispose d'une réglementation cohérente et complète dont l'esprit général est de permettre l'exécution de grands projets d'infrastructures dans de bonnes conditions, de protéger l'environnement sans dénaturer les projets, de protéger et assurer le bien-être des populations tout en préservant les acquis des projets. Cette réglementation est illustrée par la Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement. Le Code de l'Environnement est composé de l'ensemble des définitions et des principes généraux applicables à la préservation de l'environnement en République de Côte d'Ivoire. Il stipule notamment que l'autorité compétente peut refuser la délivrance d'un permis de construire si le projet peut affecter le caractère ou l'intégrité des zones voisines (article 22). Il préconise, en son article 35, l'application des principes de précaution, de substitution, de préservation de la diversité biologique, la non dégradation des ressources naturelles, du pollueur payeur, le droit de participation du public à toutes les procédures et décisions qui pourraient avoir un effet négatif sur l'environnement. Il précise que l'Etat fixe les seuils critiques des polluants atmosphériques (article 57). Il interdit toutes les activités susceptibles de nuire à la qualité de l'air, des eaux tant de surface que souterraines (article 75). Le Code de l'Environnement définit également, de façon plus précise, certaines modalités, en particulier l'obligation de réaliser une étude d'impact environnemental : tout projet susceptible d'avoir un impact sur l'environnement doit faire l'objet d'une étude d'impact préalable (article 39) et l'examen des études d'impact environnemental, par l'ANDE. Le code de l'environnement vise les objectifs suivants :

- Protéger les sols, sous-sols, sites, paysages et monuments nationaux, les formations végétales, la faune et la flore et particulièrement les domaines classés, les parcs nationaux et réserves existantes ;
- Etablir les principes fondamentaux destinés à gérer, à protéger l'environnement contre toutes les formes de dégradation afin de valoriser les ressources naturelles, de lutter contre toutes sortes de pollutions et nuisances ;
- Améliorer les conditions de vie des différents types de population dans le respect de l'équilibre avec le milieu ambiant ;
- Créer les conditions d'une utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures ;
- Garantir à tous les citoyens, un cadre de vie écologiquement sain et équilibré ;
- Veiller à la restauration des milieux endommagés.

En son article 22, il est stipulé que « L'autorité compétente, aux termes des règlements en vigueur, peut refuser le permis de construire si les constructions sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intégrité des lieux avoisinants ». Les principes généraux consacrés par la loi- cadre sont :

Le Principe de précaution : « Lors de la planification ou de l'exécution de toute action, des mesures préliminaires sont prises de manière à éviter ou réduire tout risque, tout danger pour l'environnement. Toute personne dont les activités sont susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement doit, avant d'agir, prendre en considération les intérêts des tiers ainsi que la nécessité de protéger l'environnement. Si, à la lumière de l'expérience ou des connaissances scientifiques, une action est jugée susceptible de causer un risque ou un danger pour l'environnement, cette action n'est entreprise qu'après une évaluation préalable indiquant qu'elle n'aura pas d'impact préjudiciable à l'environnement ».

Le Principe de Substitution : « Si à une action susceptible d'avoir un impact préjudiciable à l'environnement, peut être substituée une autre action qui présente un risque ou un danger moindre, cette dernière action est choisie même si elle entraîne des coûts plus élevés en rapport avec les valeurs à protéger ».

Le Principe de Préservation de la diversité biologique : « Toute action doit éviter d'avoir un effet préjudiciable notable sur la diversité biologique ».

Le Principe de Non-dégradation des ressources naturelles : « Pour réaliser un développement durable, il y a lieu d'éviter de porter atteinte aux ressources naturelles telles que l'eau, l'air et les sols qui, en tout état de cause, font partie intégrante du processus de développement et ne doivent pas être prises en considération isolément. Les effets irréversibles sur les terres doivent être évités dans toute la mesure du possible ».

Le Principe "Pollueur-Payeur" : « Toute personne physique ou morale dont les agissements et/ou les activités causent ou sont susceptibles de causer des dommages à l'environnement est soumise à une taxe et/ou à une redevance. Elle assume en outre toutes les mesures de remise en état ».

Le Principe d'Information : « Toute personne a le droit d'être informée de l'état de l'environnement et de participer aux procédures préalables à la prise de décisions susceptibles d'avoir des effets préjudiciables à l'environnement ».

Le Principe de Coopération : « Les autorités publiques, les institutions internationales, les associations de défense et les particuliers concourent à protéger l'environnement à tous les niveaux possibles ». L'article 39 stipule que : « Tout projet important susceptible d'avoir un impact sur l'environnement doit faire l'objet d'une étude d'impact préalable. Tout projet fait l'objet d'un contrôle et d'un suivi pour vérifier la pertinence des prévisions et adopter les mesures correctives nécessaires ». L'article 40 décrit le contenu d'une Etude d'impact Environnemental :

- Une description de l'activité proposée ;
- Une description de l'environnement susceptible d'être affecté y compris les renseignements spécifiques nécessaires pour identifier ou évaluer les effets de l'activité proposée sur l'environnement ;
- Une liste des produits utilisés le cas échéant ;
- Une description des solutions alternatives, le cas échéant ;
- Une évaluation des effets probables ou potentiels de l'activité proposée et des autres solutions possibles sur l'environnement, y compris les effets directs, indirects, cumulatifs à court, à moyen et long terme ;

- L'identification et la description des mesures visant à atténuer les effets de l'activité proposée et les autres solutions possibles sur l'environnement, et une évaluation de ces mesures ;
 - Une indication des lacunes en matière de connaissance et des incertitudes rencontrées dans la mise au point de l'information nécessaire ;
 - Une indication sur les risques pour l'environnement d'un état voisin dus à l'activité proposée ou aux autres solutions possibles ;
 - Un bref résumé de l'information fournie au titre des rubriques précédentes ;
 - La définition des modalités de contrôle et de suivi réguliers d'indicateurs environnementaux avant (état initial), pendant le chantier, durant l'exploitation de l'ouvrage ou de l'aménagement et le cas échéant, après la fin de l'exploitation (remise en état ou réaménagement des lieux) ;
 - Une estimation financière des mesures préconisées pour prévenir, réduire ou compenser les effets négatifs du projet sur l'environnement ainsi que des mesures de suivi et contrôle réguliers d'indicateur environnementaux pertinents.
- Dans l'article 41, il est stipulé : « L'examen des études d'impact environnemental par le Bureau d'Etude d'Impact Environnemental, donnera lieu au versement d'une taxe au Fonds National de l'Environnement dont l'assiette sera précisée par décret ». L'article 75 stipule que : « Sont interdits : les déversements, les rejets de tous corps solides, de toutes substances liquides, gazeuses, dans les cours et plans d'eaux et leurs abords ; toute activité susceptible de nuire à la qualité de l'air et des eaux tant de surface que souterraines ».
- **Loi n° 95-15 du 12 janvier 1995, portant Code du Travail, modifiée par la loi n° 97-400 du 11 Juillet 1997**

Dans son Article 1, il est stipulé : "le présent Code du Travail est applicable sur tout le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Il régit les relations entre employeurs et travailleurs résultant de contrats conclus pour être exécutés sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Il régit également l'exécution occasionnelle, sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire, d'un contrat de travail conclu pour être exécuté dans un autre Etat. Toutefois, cette dernière disposition n'est pas applicable aux travailleurs déplacés pour une mission temporaire n'excédant pas trois mois".

- **Loi n° 98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau (idem que supra en rouge)**

La Loi n° 98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau renvoie au Code de l'Environnement sur plusieurs points. Elle dispose des principes généraux applicables à la gestion intégrée des ressources en eau et à la protection du domaine de l'eau en Côte d'Ivoire, notamment :

- Les déversements, dépôts de déchets de toute nature ou d'effluent radioactifs, susceptibles de provoquer ou d'accroître la pollution des ressources en eau sont interdits (article 48) ;
- Les installations, aménagements, ouvrages, travaux et activités, susceptibles d'entraver la navigation, de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de dégrader la qualité et/ ou influencer la quantité des ressources en eau, d'accroître notamment le risque d'inondation, de porter gravement atteinte à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique (article 31) sont soumis à une autorisation préalable avant toute mise en œuvre ;
- Tout aménagement ou ouvrage de déviation ou de dérivation de la ressource en eau qui prive les autres usagers de la jouissance normale est interdit (article 32)

- Tout rejet d'eaux usées dans le milieu récepteur doit respecter les normes en vigueur (article 49);

Il est interdit de déverser dans la mer, les cours d'eau, les lacs, les lagunes, les étangs, les canaux, les eaux souterraines, sur leur rive et dans les nappes alluviales, toute matière usée, tout résidu fermentescible d'origine végétale ou animale, toute substance solide ou liquide, toxique ou inflammable susceptibles de constituer un danger ou une cause d'insalubrité, de provoquer un incendie ou une explosion (article 51).

➤ **Loi n° 98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau**

Il définit les mécanismes destinés à une gestion durable de cette ressource renouvelable. Il institue la notion de gestion par bassin versant hydrographique, renforce le cadre institutionnel du secteur de l'eau et met un accent particulier sur la planification et la coopération en matière de gestion de la ressource. Les objectifs de ce Code sont entre autres :

- La préservation des écosystèmes aquatiques ;
- La protection contre toute forme de pollution ;
- La protection, la mobilisation et la gestion des ressources en eau ;
- La valorisation de l'eau comme ressource économique et sa répartition de manière à satisfaire ou à concilier tous les différents usages, activités ou travaux ;
- La planification cohérente de l'utilisation des ressources en eau tant à l'échelle du bassin versant hydrologique qu'à l'échelle nationale.

➤ Dans son article 1, il est stipulé : " Les déversements, dépôts de déchets de toute nature ou d'effluent radioactifs, susceptibles de provoquer ou d'accroître la pollution des ressources en eau sont interdits". Dans son article 49, il est stipulé : " Tout rejet d'eaux usées dans le milieu récepteur doit respecter les normes en vigueur ". Dans son article 50, il est stipulé : "L'usage d'explosifs, de drogues, de produits toxiques comme appât dans les eaux de surface et susceptible de nuire à la qualité du milieu aquatique est interdit". Dans son article 51, il est stipulé : "Il est interdit de déverser dans la mer, les cours d'eau, les lacs, les lagunes, les étangs, les canaux, les eaux souterraines, sur leur rive et dans les nappes alluviales, toute matière usée, tout résidu fermentescible d'origine végétale ou animale, toute substance solide ou liquide, toxique ou inflammable susceptibles de constituer un danger ou une cause d'insalubrité, de provoquer un incendie ou une explosion".

➤ **La loi n° 99-477 du 02 août 1999 portant Code de Prévoyance Sociale régit les dispositions du service public de prévoyance sociale.**

➤ Ce service a pour but de fournir des prestations à l'effet de pallier les conséquences financières de certains risques ou de certaines situations, en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, de retraite, d'invalidité et de décès et d'allocations familiales. L'Ordonnance n° 2012-03 du 11 janvier 2012 en modifie les articles 22, 50, 95, 149 à 163 et complète l'Article 168. Dans le cadre de ce projet, tous les employeurs doivent être obligatoirement affiliés à la Caisse de Prévoyance Sociale. L'affiliation prend effet à compter du premier embauchage d'un travailleur salarié. Ce qui consacre la responsabilité sociétale des entreprises.

➤ **Loi n° 99-477 du 2 août 1999 Portant Code de Prévoyance Sociale**

Dans son article 1, il est stipulé : « Le service public de la Prévoyance Sociale a pour but de fournir des prestations à l'effet de pallier les conséquences financières de certains risques ou de certaines situations, en matière :

- D'accidents du travail et de maladies professionnelles ;
 - De retraite, d'invalidité et de décès ;
 - D'allocations familiales. »
- Est obligatoirement affilié à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale tout employeur occupant des travailleurs salariés tels que définis à l'Article 2 du Code du Travail. L'affiliation prend effet à compter du premier embauchage d'un travailleur salarié.
- **Loi n°2001-476 du 9 août 2001 portant Organisation générale de l'Administration territoriale**

Au lendemain de son indépendance, la Côte d'Ivoire, à l'instar de nombreux pays africains, a opté en 1960, pour une politique de centralisation calquée sur le modèle français. C'est seulement dans les années 80 qu'elle amorcera son processus de décentralisation avec la concrétisation d'un certain nombre de principes. Ce processus de la décentralisation couplé avec celui de la démocratisation que connaît le pays dans les années 90, accentueront le besoin de faire participer la population dans les prises de décision ; et de rapprocher l'administration des administrés. Ainsi, la Constitution de 2016, confirme le « principe de la libre administration » des collectivités locales et consacre le statut constitutionnel de la commune et de la région.

Plusieurs textes de loi verront le jour pour concrétiser cette politique. Ce sont, entre autres :

- La loi n° 95-892 du 27 octobre 1995 relative à l'orientation de l'organisation générale de l'administration territoriale ;
- La loi n° 2001-476 du 09 août 2001 relative à l'orientation sur l'organisation générale de l'administration territoriale ;
- La loi n° 2001-477 du 09 août 2001 relative aux départements ;
- La loi n° 2014-453 du 05 août 2014 portant statut du district autonome d'Abidjan.
- La loi n° 2014-454 du 05 août 2014 portant statut du district de Yamoussoukro.

Ces textes juridiques viennent booster ainsi le processus de décentralisation ainsi que l'organisation administrative et territoriale. Depuis l'avènement des Conseils Généraux en 2002, la politique de décentralisation en Côte-d'Ivoire a connu une évolution significative. En effet, désormais l'initiative et la mise en oeuvre des actions de développement local sont transférées aux collectivités territoriales décentralisées. Ces actions de développement local doivent répondre aux aspirations profondes des populations à la base par une planification participative.

- **La Loi n°2003-2008 du 07 juillet 2003 portant Transfert et Répartition de compétences de l'Etat aux Collectivités territoriales régit les compétences attribuées aux régions, départements, districts, villes et communes.** Ce transfert de compétences a pour but le développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et scientifique des populations et, de manière générale, l'amélioration constante du cadre de vie.

Conformément à cette loi, tout projet national de développement ou d'aménagement du territoire implique nécessairement le concours de la collectivité territoriale concernée par la réalisation de ce projet. Le projet 2PAI Nord CI devra prendre en compte les préoccupations des

communes où sont implantés les différents parcs agro industriels et les centres d'agrégation et de services.

➤ **Loi n° 2014-138 du 24 mars 2014 portant Code Minier**

La loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant Code Minier consacrent des définitions (Titre premier) et principes généraux applicables à tout prélèvement de substances minérales contenues en République de Côte d'Ivoire. Le Code Minier fixe les dispositions générales pour la conduite des activités minières dans le domaine public ou privé (Chapitre 2). Il définit la classification des gîtes naturels en carrières et mines (articles 2, 3, 4, du Chapitre 2) et en fixe les modalités d'exploitation. Il détermine également les grands objectifs de protection de l'environnement et définit, de façon plus précise certaines modalités, en particulier l'obligation de réhabilitation des sites exploités et la conservation du patrimoine forestier (chapitre premier : dispositions préliminaires) et conditionne toute activité d'exploitation à l'obtention d'un permis et à la présentation d'un programme de gestion de l'environnement comprenant un plan de réhabilitation des sites et leurs coûts prévisionnels (article 5). L'autorisation d'exploitation des carrières et toutes les conditionnalités sont spécifiées dans l'article 7 du code minier. Les activités envisagées dans le cadre du projet nécessiteront l'exploitation des carrières et des zones d'emprunts. L'exploitation des sites de carrières devra donc respecter la réglementation définie par le code minier.

➤ **Loi n° 2014-390 du 20 juin 2014 portant Orientation sur le Développement Durable**

Cette loi définit les objectifs fondamentaux des actions des acteurs du développement durable. Elle s'applique à divers domaines dont l'aménagement durable du territoire, la biodiversité, la biosécurité, les changements climatiques, les énergies et les ressources en eau, et vise à :

- Préciser les outils de politique en matière de développement durable ;
- Intégrer les principes du développement durable dans les activités des acteurs publics et privés ;
- Elaborer les outils de politique en matière de changement climatique ;
- Encadrer les impacts économiques, sociaux et environnementaux liés à la biosécurité ;
- Définir les engagements en matière de développement durable des acteurs du développement durable
- Concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, du développement économique et du progrès social ; - créer les conditions de l'utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures ;
- Encadrer l'utilisation des organismes vivants modifiés.

Le projet veillera à l'utilisation rationnelle des ressources, à la réduction de la pauvreté par le recrutement de la main d'oeuvre locale et l'indemnisation juste et préalable des personnes impactées, à la gestion saine et efficace des déchets produits par le chantier. Il veillera également à l'application du Plan de Gestion Environnementale et Sociale de la présente étude.

➤ **Loi n°2014- 427 du 14 juillet 2014 portant Code Forestier**

Selon l'article 3, cette loi s'applique aux forêts et aux arbres hors forêts sur le territoire national mais ne s'applique pas à la faune, aux parcs nationaux et réserves naturelles. Les articles 6 et 7 de cette loi stipulent que la protection et la reconstitution des ressources forestières incombent à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux communautés rurales, aux personnes physiques et personnes morales de droit privé, notamment les concessionnaires et exploitants des ressources forestières. L'Etat prend toutes mesures nécessaires en vue de fixer les sols, de protéger les terres, les berges et ouvrages contre les risques d'érosion et d'inondation, et de

conserver les espèces naturelles menacées d'extinction. (article 7). Conformément aux articles 42, 47, 51 et 52, les prélèvements au titre des droits d'usage forestier doivent se faire dans le respect des principes de gestion durable des forêts et les défrichements qu'ils soient manuels ou mécanisés, y sont formellement interdits sauf sur autorisation de l'Administration forestière. Aussi, les articles 56 et 59 indiquent-ils les interdits concernant les substances et les espèces dangereuses. L'article 61 quant à lui, prévoit que tout déboisement sur une distance de vingt-cinq mètres de large de part et d'autre de la limite supérieure des crues des cours d'eau est également interdit sauf si l'autorisation est accordée par l'administration forestière locale. Dans le contexte de notre projet, la végétation sera certainement détruite et elle devra se faire en se conformant aux dispositions contenues dans la présente loi.

➤ **Loi n° 2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail**

Cette loi est applicable sur tout le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Dans le contexte de notre projet, la végétation sera certainement détruite et ce en se conformant aux dispositions de la loi. Cette loi régit les relations entre employeurs et travailleurs résultant de contrats conclus pour être exécutés sur le territoire ivoirien. Elle régit également l'exécution occasionnelle, sur ce territoire, d'un contrat de travail conclu pour être exécuté dans un autre Etat (article 1). La nouvelle loi actualise un peu plus le dispositif réglementaire ivoirien du travail. Notable est, à cet effet, son inclination à endiguer la précarisation de l'emploi et améliorer les conditions de vie et de travail des salariés (Titres II et III). Elle réglera les conditions de travail des employés pendant la mise en oeuvre du projet par la signature d'un contrat entre employeur et employé afin d'éviter la précarisation de l'emploi.

➤ **La Loi n° 2016-886 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, adoptée par référendum le 30 octobre 2016**

Cette loi stipule que le droit à un environnement sain est reconnu à tous (Titre I, Chapitre I, article 27) et que la protection de l'environnement et la promotion de la qualité de vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique ou morale (Titre I, Chapitre II, article 40) ;

4.2.1.2 LES DECRETS

➤ **Décret du 25 novembre 1930 portant expropriation pour cause d'utilité publique**

La Constitution de la République de Côte d'Ivoire dispose en son article 4 que « le domicile est inviolable. Les atteintes ou restrictions ne peuvent y être apportées que par la loi », puis en son article 15 que « le droit de propriété est garanti à tous. Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation ».

L'expropriation pour cause d'utilité publique est régie en Côte d'Ivoire par le Décret du 25 novembre 1930 qui dispose en son article premier : « l'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère en Afrique Occidentale Française par Autorité de justice ». Il appartient donc au tribunal de prononcer un jugement d'expropriation et non à la seule Administration. Le décret du 25 novembre 1930 précise l'ensemble de la procédure applicable à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Les règles relatives à la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général sont fixées par le décret n° 2013-224 du 22 mars 2013 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général. L'utilité publique doit être légalement constatée : c'est la vocation de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) que de constater légalement cette utilité, l'indemnisation est une condition de l'expropriation ; elle doit être juste et préalable. La procédure ivoirienne en matière d'expropriation est consacrée par les actes suivants :

- "Acte qui autorise les opérations", Art. 3, al 1 ;

- "Acte qui déclare expressément l'utilité publique", Art. 3, al. 2 ;
 - "Enquête de commodo et in commodo", Art. 6 ;
 - Arrêté de cessibilité, Art. 5. Cet arrêté désigne les propriétés auxquelles l'expropriation est applicable. La publication et le délai sont définis par les articles 7 et 8 ;
 - Comparution des intéressés devant la Commission Administrative d'Expropriation (Art. 9) pour s'entendre à l'amiable sur l'indemnisation. L'entente fait l'objet d'un procès-verbal d'indemnisation ;
 - Paiement de l'indemnité (Art. 9) si entente amiable. Ce paiement vaut droit d'entrée en possession du bien par l'Administration, Art 24 ;
 - Si pas d'entente amiable, communication du dossier au Tribunal d'Instance qui établit l'indemnité d'expropriation sur la base d'une expertise, Art. 12 à 16 ;
 - Prononcé du jugement : celui-ci est exécutoire par provision nonobstant appel et moyennant consignation de l'indemnité, Art. 17. Ce texte et les diverses lois de la République de Côte d'Ivoire constituent le fondement de l'ensemble des devoirs de l'Etat en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Cette procédure ne s'applique qu'aux personnes bénéficiant de droits légaux de propriété, notamment un titre foncier. Cette loi régit la réinstallation involontaire pour cause d'utilité publique.
- **Décret n° 96-206 du 07 mars 1996 relatif au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail**

Conformément aux dispositions prévues à l'Article 42.1 du Code du Travail, dans tous les établissements ou entreprises occupant habituellement plus de cinquante salariés, l'employeur doit créer un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Le Décret n° 96-206 du 07 mars 1996 relatif au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail précise les attributions (Article 2), la composition (Articles 4 à 6) et le fonctionnement (Articles 7 à 13) dudit comité.

Ce décret régit la sécurité et la santé des employés pendant la mise en oeuvre du projet. A cet effet, le projet devra veiller à l'application des dispositions sécuritaires et sanitaires aux employés sur le chantier et contribuer à leur formation dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité.

- **Décret n° 96-894 du 08 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement**

Le décret n° 96-894 du 08 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement définit les dispositions relatives à la réalisation des études relatives à l'impact d'un projet sur l'environnement :

- Sont soumis à Etude d'Impact Environnemental (EIE), les projets énumérés à l'Annexe 1 et ceux situés sur ou à proximité de zones à risques ou écologiquement sensibles (Annexe III, Article 2) ; - Annexe IV. L'article 12 décrit le contenu d'une EIE, et un modèle d'EIE ;
- Le projet à l'étude en matière d'EIE est soumis à une enquête publique. L'EIE est rendue publique dans le cadre de ce processus et fait partie du dossier constitué dans ce but. Dans ses annexes, ce décret spécifie également les particularités liées aux études relatives à l'environnement (Article 16). Par ailleurs, la participation du public est également consacrée par ce cadre réglementaire. Elle comprend deux (02) phases :

- La séance d'information et de consultation du public : réunion au cours de laquelle les partenaires au projet échangent avec les autorités locales et les populations riveraines afin d'obtenir leur adhésion à la réalisation du projet. Une stratégie commune sera définie pour la mise en œuvre du projet, dans le souci de protéger l'environnement naturel et humain ;
- L'enquête publique : elle consiste à mettre à la disposition du public le rapport de l'Etude d'Impact Environnemental sous la supervision d'un Commissaire Enquêteur nommé par arrêté municipal et chargé de recueillir les observations du public.

Ainsi, ce décret régira l'application de la loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement, en matière d'EIES et de participation du public selon une démarche participative.

➤ **Décret n° 98-40 du 28 janvier 1998 relatif au comité Technique consultatif pour l'étude des questions intéressant l'hygiène et la sécurité des travailleurs**

En son article 1, il est stipulé que : « Le Comité technique consultatif pour l'étude des questions intéressant l'Hygiène et la Sécurité des travailleurs institué à l'Article 91-15 du Nouveau Code du Travail (Loi n°2015-532 du 20 juillet 2015) a pour mission d'émettre des avis, de formuler des propositions et des résolutions sur toutes les questions concernant la santé et la sécurité des travailleurs. ». Puis, l'Article 6 stipule que : « Le Secrétariat du Comité technique consultatif est assuré par un fonctionnaire de la direction de l'Inspection médicale du Travail devenue dans le nouveau Code du Travail l'Inspection de la Santé et de la Sécurité au Travail. ». Chaque séance du Comité ou du sous-comité donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal. Tout membre du Comité ou du sous-comité peut demander l'insertion au procès-verbal des déclarations faites par lui et l'annexion audit procès-verbal des notes établies et déposées avant la fin de la séance. Les procès-verbaux sont communiqués aux membres du Comité technique consultatif dans un délai maximum d'un mois. Ces procès-verbaux sont conservés dans les archives de l'Inspection de la Santé et de la Sécurité au Travail.

Ce décret régira aussi les conditions de travail pendant les différentes phases d'exécution du projet par la dotation d'un service sanitaire ou médical de la base chantier et la réalisation d'un examen médical des employés.

➤ **Décret n° 2012-1047 du 24 octobre 2012 fixant les modalités d'application du principe pollueur payeur tel que défini par la Loi n° 96-766 du 03 octobre 1996 portant Code de l'Environnement**

Le décret n° 2012-1047 du 24 octobre 2012 fixant les modalités d'application du principe pollueur payeur précise que toute personne physique ou morale dont les agissements ou les activités causent ou sont susceptibles de causer des dommages à l'environnement, doit recourir aux technologies propres pour la remise en état de l'environnement. Par ailleurs, ce principe s'applique lorsque l'installation est à l'origine de la production de rejets industriels, déchets non biodégradables ou dangereux. Ce décret régira l'application de la Loi n° 96-766 du 03 octobre 1996 portant Code de l'Environnement. Les activités envisagées dans le cadre du 2PAI NORD CI vont générer des déchets. Le projet sera frappé de pénalité si les déchets produits par ces installations sont rejetés dans l'environnement sans traitement préalable.

➤ **Décret n° 2013-224 du 22 mars 2013 tel que modifié par le Décret n° 2014-25 du 22 janvier 2014 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général**

Dans le cadre de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, le décret n° 2013-224 du 22 mars 2013 tel que modifié par le décret n° 2014-25 du 22 janvier 2014 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général, permet de limiter les impacts négatifs sur les droits des populations autochtones. Il s'applique aux terres détenues sur la base des droits coutumiers, mises en valeur ou non et comprises dans les périmètres de plans d'urbanisme ou d'opérations d'aménagement d'intérêt général dont la délimitation aura fait l'objet d'un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme (Article 2). Aux termes de l'Article 6 de ce décret, la purge des droits coutumiers sur les sols donne lieu, pour les détenteurs de ces droits, à compensation, notamment à une indemnisation en numéraire ou en nature. L'article 7 (nouveau) fixe le coût maximal de la purge pour la perte des droits liés à l'usage du sol, comme suit :

- 2000 FCFA le mètre carré pour le District Autonome d'Abidjan ;
- 1000 FCFA le mètre carré pour le District Autonome de Yamoussoukro ;
- 1000 FCFA le mètre carré pour le Chef-lieu de Région ;
- 700 FCFA le mètre carré pour le Département ;
- 600 FCFA le mètre carré pour la Sous-Préfecture.

Des coûts en deçà des maxima ainsi fixés peuvent être négociés par les parties pour la purge des droits liés à la perte du sol. L'Article 9 indique qu'une commission administrative, constituée pour l'opération, est chargée d'identifier les terres concernées et leurs détenteurs, et de proposer la compensation (à partir du barème fixé à l'Article 7) au Ministère en charge de l'Urbanisme et au Ministère en charge de l'Économie et des Finances. Cette commission comprend les représentants des ministères techniques (Urbanisme, Économie et Finances, Infrastructures Économiques, Agriculture, Intérieur), les Maires des Communes concernées et les représentants désignés des communautés concernées (Article 10). Selon l'Article 11 (nouveau), la commission a pour rôle de :

- Procéder, après enquête contradictoire à l'identification des terres comprises dans le périmètre ;
- De l'opération projetée qui est soumise au droit coutumier et au recensement des détenteurs de ces droits ;
- Proposer la compensation selon la parcelle concernée à partir du barème fixé aux articles 7 (nouveau) et 8 (nouveau) ;
- Dresser, enfin un état comprenant la liste des terres devant faire l'objet de purge, des détenteurs des droits coutumiers sur ces terres, des indemnités et compensations proposées à partir du barème fixé aux articles 7 (nouveau) et 8 (nouveau). Cet état fait l'objet d'un procès-verbal dressé par le secrétaire de la Commission et signé par chacun des membres de celle-ci.

Ce décret constituera la base légale pour l'indemnisation des propriétaires terriens affectés par le projet.

➤ **Arrêté n° 247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites.**

Au niveau agricole, l'Etat ivoirien a créé les conditions d'indemnisation des populations dans le cadre de projets d'utilité publique, lesquelles conditions sont régies actuellement par l'Arrêté n° 247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites. Cet arrêté précise les modalités d'indemnisation des cultures détruites, notamment :

- Article 2 : lorsque la destruction porte sur des constructions ou autres aménagements de génie civil ou génie rural, l'évaluation de ces biens est établie sur la base des barèmes des ministères techniques compétents ;
- Article 4 : les calculs d'indemnités sont établis par les services compétents du Ministère en charge de l'Agriculture, sur la base dudit arrêté et après constats effectués par ceux-ci ;
- Article 6 : les critères à retenir pour le calcul de la valeur de l'indemnisation pour chaque type de culture sont : la superficie détruite, le coût de mise en place de l'hectare, la densité recommandée, le coût d'entretien à l'hectare de culture, le rendement à l'hectare, le prix bord champ en vigueur au moment de la destruction, l'âge de la plantation, le nombre d'années d'immaturation nécessaire avant l'entrée en production et le préjudice moral subi par la victime ;
- Article 7 : le paiement de l'indemnité est à la charge de la personne physique ou morale civilement responsable de la destruction ;
- Article 9 : sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment l'Arrêté n° 028 du 12 mars 1996 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites.

Ce texte juridique constituera la base légale pour l'indemnisation des cultures affectées par le projet.

4.2.2 AU PLAN INTERNATIONAL

La Côte d'Ivoire a signé et ratifié depuis 1938 plusieurs conventions, protocoles, traités et accords internationaux relatifs à l'environnement. Un inventaire des obligations et engagements les plus pertinents et en relation avec le projet est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 8 : Conventions, protocoles, traités et accords internationaux ratifiés par la Cote d'Ivoire en lien avec le Projet

CONVENTION	Date de signature	Objectif	Commentaire
Convention sur le Patrimoine mondial (UNESCO)	09/01/81	La Convention a pour objectif de promouvoir la coopération entre les nations afin de protéger le patrimoine naturel mondial et les biens culturels ayant une valeur universelle exceptionnelle faisant que leur conservation est importante pour les générations actuelles et futures. En signant la Convention, chaque pays s'engage à conserver non seulement les sites du	Dans l'exécution du projet 2PAI Nord CI le Maître d'ouvrage (MINADER) respectera l'intégrité des sites culturels des communautés. Le PGES de la présente EIES intègre les objectifs de protection du patrimoine culturel et naturel à travers l'élaboration des orientations pour la protection des ressources culturelles.

CONVENTION	Date de signature	Objectif	Commentaire
		patrimoine mondial situés sur son territoire mais aussi à protéger son patrimoine national.	
Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone / 1985 ; Amendement de Londres (1990)	30/11/92	Cette convention établit un cadre pour la coopération et la formulation des mesures convenues pour protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes résultant des modifications de la couche d'ozone par les activités humaines. Les obligations spécifiques relatives au contrôle et à l'élimination des Substances Appauvrissant la Couche d'Ozone (SACO) sont stipulées dans le Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone.	Durant la réalisation du projet, les émissions de gaz produits par les engins, les véhicules et la centrale d'enrobage auront des effets néfastes sur l'environnement et la santé humaine. Le projet 2PAI NORD CI est interpellé par cette convention. Le PGES du présent EIES intègre des mesures de protection de la santé humaine et de l'environnement.
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC) / 1992	29/11/1994	Cette convention établit un accord-cadre global concernant les efforts intergouvernementaux permettant de relever le défi présenté par les changements climatiques. Elle reconnaît que le système climatique est une ressource commune dont la stabilité peut être affectée par des émissions industrielles et d'autres émissions de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre. La Côte d'Ivoire ne figure pas en Annexe I de la Convention ; par conséquent, certaines des exigences de la Convention ne s'appliquent pas. Dites quelles sont les exigences contenues dans l'annexe I de cette Convention	Les activités du projet entraîneront l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre surtout dans sa phase d'exploitation. Le projet est interpellé par la convention et devra veiller à une exploitation durable en phase de travaux et une réhabilitation des zones d'emprunt
Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone(1987)	30/11/92	Protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes résultant ou susceptibles de résulter des activités humaines qui modifient ou sont susceptibles de modifier la couche d'ozone.	Réglementation des rejets de gaz à effet de serre (CO2). Les activités du projet entraîneront l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre surtout dans sa phase d'exploitation.

CONVENTION	Date de signature	Objectif	Commentaire
Convention-Cadre des Nations Unies sur la Diversité Biologique (CBD) / 1992	21/11/94	Engagement à conserver la diversité biologique, à utiliser les ressources biologiques de manière durable et à partager équitablement les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.	Les constructions sur l'emprise du projet et l'exploitation de la zone d'emprunt ou de carrière pour les travaux d'aménagement et de construction peut conduire à la destruction d'espèces biologiques. Le projet est interpellé par la convention et devra veiller à une exploitation durable en phase de travaux et une réhabilitation des zones d'emprunt et de carrière.
Accord international à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (Protocole de Kyoto) / 1997	23/04/97	La reconnaissance que les pays développés sont essentiellement responsables des hauts niveaux actuels d'émissions de GES dans l'atmosphère, résultant de plus de 150 ans d'activités industrielles, le Protocole impose une charge plus lourde sur les nations développées, conformément au principe des « responsabilités communes mais différenciées ». En vertu du traité, les pays doivent réaliser leurs objectifs, essentiellement par le biais de mesures nationales. L'Autorité Nationale du Mécanisme de Développement Propre (ANMDP), point focal au sein de l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) est chargée de conduire le processus du MDP en Côte d'Ivoire.	Présence dans le cadre du projet d'activités susceptibles (bitumage, production de l'enrobé, circulation d'engins, etc.) de générer des gaz à effet de serre (CO2) mis en cause dans le cadre des changements climatiques.

Source : Synthèse faite par le consortium ADA Consulting Africa – CEF COD – CAFEXI

4.2.3 POLITIQUES DE SAUVEGARDE DE LA BAD

La Banque africaine de développement (BAD) s'est engagée à rendre la croissance inclusive, en élargissant l'accès aux opportunités économiques pour un plus grand nombre de personnes, de pays et de régions, tout en protégeant les plus vulnérables. La Banque est en outre consciente du fait que le bien-être en Afrique est particulièrement tributaire de la qualité de l'environnement et de l'utilisation durable des ressources naturelles. C'est la raison pour laquelle elle s'efforce d'assurer que ses opérations n'aient aucun impact négatif imprévu, direct ou indirect, environnemental ou social, sur les communautés d'où ses engagements suivants :

1.Évaluation systématique des impacts et des risques :

La Banque s'engage à veiller à ce que ses opérations des secteurs public et privé se conforment aux SO, en évaluant, le plus tôt possible dans le cycle de projet, les impacts et les risques environnementaux, sociaux et du changement climatique, et en veillant, dans la phase de mise en œuvre, au contrôle, à l'audit et à la supervision des mesures de gestion environnementale et sociale convenues. Si les impacts environnementaux et/ou sociaux de tout investissement de la Banque ne sont pas susceptibles d'être pris en compte de manière adéquate, la Banque peut décider de ne pas donner une suite favorable à l'investissement en question.

2. Application des sauvegardes sur l'ensemble du portefeuille :

La Banque reconnaît la nécessité d'appliquer les types et niveaux appropriés d'évaluation de l'impact environnemental et social (EIES) à sa gamme d'opérations. En plus de l'EIES des projets d'investissement, la Banque appliquera l'évaluation stratégique environnementale et sociale (EESS) pour ses propres stratégies régionales, nationales et sectorielles ainsi que pour ses opérations de prêts basés sur les programmes, dans les cas où il y existe des niveaux élevés de risques environnementaux et sociaux.

3. Soutien aux clients et aux pays :

La Banque reconnaît que les PMR sont très divers dans leur capacité à gérer durablement les questions environnementales et sociales liées aux investissements. La Banque soutient les efforts des pays membres régionaux visant à améliorer leurs systèmes et politiques nationaux de sauvegarde et à les aligner sur les bonnes pratiques internationales telles que décrites dans le SSI. Elle s'est donc engagée à donner à ses clients ou emprunteurs des orientations techniques de grande qualité et un soutien pratique pour mener à bien les étapes nécessaires d'analyse et de procédures requises par les sauvegardes opérationnelles. Dans le même temps, la Banque met l'accent sur l'importance pour l'emprunteur ou le client de se conformer à la législation nationale.

4. Proportionnalité et gestion adaptative :

La Banque reconnaît l'importance d'adopter une approche proportionnée et adaptative par rapport aux Plans de gestion environnementale et sociale (PGES) qui sont convenus avec les emprunteurs ou les clients comme condition de financement du projet – conformément au processus de diligence et de revue des questions environnementales et sociales actuellement en cours à la Banque. Les mesures de gestion convenues doivent être proportionnées par rapport à l'importance des risques environnementaux et sociaux et doivent être capables de s'adapter à l'évolution des circonstances au cours de la mise en œuvre d'un projet. Pour bien utiliser et appliquer ces principes, la Banque collaborera avec l'emprunteur ou le client si nécessaire pendant la préparation du projet et la diligence pour assurer la réussite de l'exécution et la conformité. La Banque accordera une attention particulière aux décisions clés (par exemple, la portée de l'évaluation, la catégorisation, la

désignation de l'habitat), et les domaines où l'emprunteur ou le client peut avoir besoin d'assistance ou dans lesquels les questions sont de nature complexe.

5. Transparence, bonne gouvernance et inclusivité :

Tout au long du processus d'évaluation environnementale et sociale, la Banque s'engage à veiller à ce que l'emprunteur ou le client organise des consultations sérieuses et transparentes avec les communautés touchées, en particulier avec les groupes vulnérables, afin de leur permettre de participer de manière libre, préalable et informée aux décisions concernant la prévention ou la gestion des impacts environnementaux et sociaux. Depuis 2006, la Banque a également intégré dans ses propres opérations sectorielles l'Initiative pour la transparence dans l'industrie extractive (ITEI) et a soutenu la participation des PMR dans le processus de l'ITIE afin de sécuriser la prise en compte des bonnes pratiques de l'industrie extractive et du développement durable. La Banque continuera à catalyser la participation multiple des intervenants dans le processus de l'ITIE, tout en fournissant une assistance juridique aux PMR pour négocier les contrats complexes de ressources extractives par le biais de la Facilité africaine de soutien juridique abritée par la Banque.

6. Protection des plus vulnérables :

Conformément à sa Stratégie (2013- 2022), la Banque s'engage à protéger les Africains les plus vulnérables et à leur offrir des opportunités de bénéficier de ses opérations. La Banque est tout particulièrement attentive aux groupes de personnes dont l'existence et les conditions de vie sont, ou peuvent être, sévèrement impactées par un projet financé par la Banque, et qui ont moins de possibilités que d'autres de s'adapter aux nouvelles circonstances économiques et sociales attenantes au projet. Selon le contexte spécifique du projet, les groupes vulnérables peuvent inclure, par exemple : les sans-terres, ceux qui n'ont pas de permis légaux d'accès aux ressources, les minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, certaines catégories d'enfants – les orphelins, les sans-abri –, les groupes sociaux marginalisés et les groupes parfois qualifiés de peuples autochtones. Lorsque des groupes seront identifiés comme vulnérables, l'emprunteur ou le client mettra en œuvre des mesures différenciées visant à ce que les impacts négatifs inévitables ne pèsent pas de façon disproportionnée sur ces groupes vulnérables et qu'ils ne soient pas désavantagés dans le partage des bénéfices et des opportunités du développement, tels que les routes, les écoles, les centres de santé.

7. Promotion de l'égalité des genres et de la réduction de la pauvreté :

La Banque reconnaît que la pauvreté, la dégradation des ressources écologiques et les inégalités de genre sont souvent étroitement liées. C'est la raison pour laquelle la Banque accorde une attention particulière à la réduction de l'inégalité entre les genres et de la pauvreté, en évaluant les questions de genre pour chaque projet. Elle utilise les données recueillies comme base de conception des projets et des plans de compensation qui visent à un meilleur équilibre des genres.

8. Harmonisation et facilitation de la coordination des bailleurs de fonds :

La Banque est pleinement engagée à maximiser l'efficacité et à minimiser les coûts pour les emprunteurs et les clients en ce qui concerne le respect des sauvegardes environnementales et sociales. Par conséquent, la Banque soutient activement l'harmonisation de l'application des sauvegardes dans le cadre du cofinancement. Lorsque la Banque participe à des opérations menées par d'autres institutions financières de développement ou d'autres partenaires financiers, l'emprunteur ou le client doit faire preuve de diligence supplémentaire nécessaire pour se conformer aux conditions du SSI. Lorsque la Banque mène l'opération, elle appuiera l'emprunteur en facilitant la coordination nécessaire pour réduire les coûts de transaction.

9. Surveillance de la conformité et supervision des sauvegardes :

La Banque reconnaît l'importance de travailler en étroite collaboration avec ses emprunteurs et clients dans la mise en œuvre des sauvegardes opérationnelles, dans le but de renforcer la capacité des systèmes nationaux dans la gestion des processus d'évaluation environnementale et sociale. La Banque devra surveiller la mise en œuvre, au moyen des rapports trimestriels produits par les emprunteurs et les clients, et au cours de ses propres missions de supervision, en utilisant les principes de gestion proportionnelle et adaptative pour différencier les projets, en fonction de la nature et de la catégorie des risques. Pour les projets présentant des risques environnementaux et sociaux élevés, la Banque devra – à sa seule discrétion – effectuer des vérifications de conformité. L'entité/groupe de la conformité et des sauvegardes³ de la Banque surveille la performance environnementale et sociale des projets, en concertation avec les emprunteurs ou les clients. Pour les projets complexes ou lorsque des conflits avec les communautés d'accueil se présentent, dans le but de veiller au respect de la conformité, la Banque devra faire appel à des tierces parties considérées indépendantes – comme des conseillers environnementaux et sociaux. La Banque devra veiller à ce que les rapports de ces exercices de suivi soient publiquement accessibles à toutes les parties, conformément à la politique de la Banque en matière de divulgation et d'accès à l'information. Les délibérations et recommandations sur ces rapports devront déboucher sur un plan d'action réalisable, doté d'indicateurs mesurables. Les efforts de la Banque pour le renforcement des capacités des systèmes pays n'altèrent pas le rôle et la fonction des mécanismes de responsabilité de la Banque.

Intégration du changement climatique

La variabilité et le changement climatiques sont un défi majeur aux efforts de développement, avec un risque assez élevé d'annihiler les efforts de développement, d'augmenter les problèmes sociaux et de menacer la durabilité environnementale. L'interaction des activités de développement avec l'environnement physique et écologique peut avoir des conséquences non intentionnelles telles que la perte ou la dégradation de ressources naturelles et culturelles, de biens et de biodiversité, à cause des modes de production et de consommation non durable, en particulier de l'énergie et l'augmentation de la vulnérabilité au changement climatique et de la variabilité du climat. Par conséquent, la Banque exige une évaluation de la vulnérabilité au changement climatique dans le cadre du processus d'évaluation environnementale et sociale pour ses opérations des secteurs

public et privé; toute mesure d'atténuation qui découle de cette évaluation est incorporée dans l'opération au même titre que les mesures environnementales et sociales.

Le système de sauvegardes intégré

La durabilité environnementale et sociale est la pierre angulaire de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté en Afrique. La stratégie à long terme (2013-2022) de la BAD met l'accent sur la nécessité d'aider les PMR dans leurs efforts visant à réaliser une croissance inclusive et à assurer la transition vers l'économie verte. Par conséquent la Banque a adopté cinq SO, limitant ainsi leur nombre au minimum nécessaire pour atteindre ses objectifs et assurer le fonctionnement optimal du SSI :

- **Sauvegarde opérationnelle (SO) 1 : Évaluation environnementale et sociale – Évaluation environnementale et sociale.**

Cette SO primordiale régit le processus de détermination de la catégorie environnementale et sociale d'un projet et les exigences de l'évaluation environnementale et sociale qui en découlent.

- **Sauvegarde opérationnelle 2 : Réinstallation involontaire – acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations – Réinstallation involontaire : acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations.**

Cette SO consolide les conditions et engagements politiques énoncés dans la politique de la Banque sur la réinstallation involontaire et intègre un certain nombre d'améliorations destinées à accroître l'efficacité opérationnelle de ces conditions.

- **Sauvegarde opérationnelle 3 : Biodiversité et services écosystémiques**

Cette SO fixe les objectifs pour conserver la diversité biologique et promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles. Elle traduit également les engagements politiques contenus dans la politique de la Banque en matière de gestion intégrée des ressources en eau et en exigences opérationnelles.

- **Sauvegarde opérationnelle 4 : Prévention et contrôle de la pollution, gaz à effet de serre, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources**

Cette SO couvre toute la gamme d'impacts liés à la pollution, aux déchets et aux substances dangereuses clés, pour lesquels il existe des conventions internationales en vigueur, ainsi que des normes complètes spécifiques à l'industrie ou régionales, qui sont appliquées par d'autres BMD, notamment pour l'inventaire des gaz à effet de serre.

- **Sauvegarde opérationnelle 5 : Conditions de travail, santé et sécurité – Conditions de travail, santé et sécurité.**

Cette sauvegarde opérationnelle définit les exigences de la Banque envers ses emprunteurs ou ses clients concernant les conditions des travailleurs, les droits et la protection contre les mauvais traitements ou l'exploitation. Elle assure également une meilleure harmonisation avec la plupart des autres banques multilatérales de développement multilatérales de développement.

En conformité avec les procédures du Groupe de la Banque Africaine de Développement en matière de gestion environnementale, le projet a été classé en catégorie 2, nécessitant l'élaboration et la mise en œuvre d'une EIES et d'un PGES. L'ensemble des 5 sauvegardes sont enclenchées dans le cadre de ce projet.

L'objectif du PGES est de définir les impacts prévisibles (positifs et négatifs) dus à la mise en œuvre du projet et de prévoir/promouvoir des mesures environnementales et sociales de renforcement des impacts positifs potentiels, de prévention et/ou d'atténuation des impacts négatifs potentiels. L'élaboration du PGES a respecté les directives visant à impliquer les parties prenantes. Elle s'est appuyée sur un large processus de consultation et d'échanges avec les différents acteurs et bénéficiaires potentiels, rencontrés aux différents niveaux: national, régional et local. Il s'agit principalement :

- des représentants de Bagrépôle ;
- des représentants des services techniques des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement au niveau central et déconcentré ;
- des bénéficiaires potentiels du projet : des groupements d'agriculteurs et agro-éleveurs, groupements de femmes.
- des autorités communales de la zone du projet
- des élus locaux, etc.

4.3 CADRE INSTITUTIONNEL

Le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire est composé de 37 ministères. Le tableau ci-dessous indique le rôle joué par certains ministères dans le projet.

Tableau 9 : Ministères ayant un rôle dans le projet 2PAI NORD CI

	Ministère	Rôle dans le projet 2PAI Nord CI
1	Ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Diaspora	Mobiliser la diaspora pour les investissements en PPP
2	Ministre d'État, ministre de la Défense	Assurer la sécurité de la zone du projet
3	Ministre d'État, ministre de l'Agriculture et du Développement rural	Maître d'ouvrage du projet
4	Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme	Assurer le respect des droits de l'homme. Recours des Personnes affectées si pas de solutions amiables
5	Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité :	Dans le cadre de ce projet, le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité sera impliqué dans la sensibilisation et les consultations des populations situées dans la zone d'influence du projet. Elle pourra même exercer ses compétences en matière de protection de l'environnement dans le cadre de la réalisation de ce projet. En outre, le MIS pourrait mettre à disposition du projet, les services des forces de l'ordre et de sécurité pour assurer la sécurité du personnel de chantier et les riverains par la régulation de la circulation.

6	Ministre des Eaux et Forêts	A travers sa Direction des Ressources en Eau (DRE), le MINEF interviendra dans la protection de la ressource en eau située dans la zone du projet (Bagoué, Bandama, etc.) pendant la mise en oeuvre du projet. Par ailleurs, il interviendra dans le cadre de la coupe d'arbres.
7	Ministre du Plan et de Développement	Suivi évaluation du projet
8	Ministre des Transports	L'OSER interviendra dans la mise en oeuvre de mesures destinées à assurer la sécurité des usagers des voies de la zone du projet en raison de l'accroissement du trafic et des risques accrus d'accidents de la circulation.
9	Ministre de l'Économie et Finances	il assurera la tutelle financière pour la mise en oeuvre du projet.
10	Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration	Mettre les ressources humaines qualifiées à la disposition du projet selon la législation du travail
11	Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	Le MCLAU sera chargé de la gestion de la compensation des bâtis qui seront détruits pendant la mise en oeuvre du projet et la construction des ouvrages d'assainissement.
12	Ministre du Budget et du Portefeuille de l'État	Faciliter la mise à disposition des fonds
13	Ministre de l'Hydraulique	Assurer l'approvisionnement régulier en eau des unités industrielles
14	Ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier	Dans le cadre de ce projet, l'AGEROUTE interviendra dans la conception des voies d'accès aux différents sites du projet.
15	Ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation	Renforcer les capacités des zones abritant les installations du projet en infrastructures éducatives compte tenu du risque d'accroissement de la population dans ces localités
16	Ministre de la Réconciliation et de la Cohésion nationale :	Veiller au bon fonctionnement des mécanismes de gestion des conflits mis en place dans le cadre des agropoles
17	Ministre du Commerce et de l'Industrie	Promotion des produits issus des unités industrielles du projet
18	Ministre de la Promotion des sports et du Développement de l'économie sportive	Appuyer le projet dans sa phase d'exploitation avec du personnel pour l'encadrement sportif des travailleurs du parc industriel
19	Ministre de la Communication, des Médias et de la Francophonie, Porte-parole du Gouvernement	Appuyer le projet dans la communication pour un soutien des acteurs et des populations au projet
20	Ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique, Porte-parole adjoint du Gouvernement	Promotion de l'emploi des jeunes dans le projet
21	Ministre de la Promotion de l'investissement et du Développement	Incitation du secteur privé à investir dans les agropoles

	du secteur privé	
22	Ministre de la Promotion des PME, de l'Artisanat et de la Transformation du secteur informel	Veiller à protéger les PME contre l'éventuelle concurrence des unités industrielles des agropoles
23	Ministre des Ressources animales et halieutiques	Créer des opportunités pour une meilleure contribution des seteurs de l'élevage au developpement des agropoles
24	Ministre du Tourisme et des Loisirs	Promouvoir le tourisme dans la zone d'intervention du projet
25	Ministre de la Promotion de la bonne gouvernance, du Renforcement des capacités et de la lutte contre la corruption	Renforcement des capacités des acteurs pour une bonne participation à l'agropole
26	Ministre de l'Économie numérique, des Télécommunications et de l'Innovation	Doter les différents sites d'infrastructures de télécommunication performantes
27	Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifiques	Accompagner l'agropole avec des technologies innovantes dans le domaine agricole
28	Ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle	Appuyer les populations riveraines des différents sites en infrastructures de santé
29	Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie :	Faciliter l'accès des unités industrielles à une énergie stable
30	Ministre de l'Assainissement et de la Salubrité	Appuyer les agroparc dans la gestion des déchets et des eaux usées industrielles
31	Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté	Apporter un appui à l'identification des couches vulnérables des populations de la zone du projet
32	Ministre de l'Emploi et de la Protection sociale	Il veillera au respect de la réglementation en vigueur en République de Côte d'Ivoire, sur le plan des conditions salariales et sociales des employés, pendant les différentes phases du projet.
33	Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	Veiller à la prise en compte du genre dans le projet
34	Ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage	Veiller à favoriser la formation des jeunes dans les filières de transformation agro alimentaires
35	Ministre de la Culture et de l'Industrie des Arts et du spectacle	Veiller à ce que le projet préserve le patrimoine culturel de la zone du projet
36	Ministre de l'Environnement et du Développement durable	L'ANDE interviendra dans la validation des présentes EIES, la certification environnementale du projet et le suivi de la mise en oeuvre du PGES pour le compte de son ministère de tutelle.

Les institutions nationales concernées par le projet intégré 2 PAI Nord CI sont :

4.3.1 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural est le maître d'ouvrage du Projet 2 PAI Nord CI. Pour l'exercice de ses attributions, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural dispose, outre le Cabinet, de Directions et Services rattachés au Cabinet, de Directions Générales, de Directions Centrales et de Services Extérieurs. Les Directions et Services rattachés au Cabinet sont :

- l'Inspection Générale
- la Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération Internationale
- la Direction de la Communication et de la Promotion Agricole ,
- la Direction des Affaires Financières et du Patrimoine ,
- la Direction des Ressources Humaines et de la Formation la Direction du Développement Local et des Services Extérieurs
- la Cellule de Passation des Marchés Publics.

La description détaillée du MINADER a été faite dans la présentation du promoteur du projet.

4.3.2 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

Le Ministère de l'équipement et de l'entretien routier est chargé de la mise en oeuvre et du suivi de la politique du gouvernement ivoirien en matière d'équipement du pays en infrastructures dans les domaines des travaux publics. A ce titre, il est en liaison avec les différents départements ministériels intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- En matière de routes et d'ouvrages d'art : la maîtrise d'ouvrage, le suivi de la conception et de la réalisation des infrastructures du réseau routier, ainsi que leur entretien, et la réglementation de leur gestion ;
- En matière d'infrastructures hydrauliques humaines : la maîtrise d'ouvrage, le suivi de la conception et la réalisation des adductions d'eau publiques, des points d'eau villageois et des systèmes d'hydraulique villageoise améliorée ainsi que, leur entretien et la réglementation de leur gestion.

Le ministère exerce la tutelle et le contrôle technique des établissements et organismes dont la mission entre dans le cadre de ses attributions, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur. Ce sont ; le Projet de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (PRI-CI), l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE), le Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP) et le Fonds d'Entretien Routier (FER).

L'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE) est une société sous tutelle du Ministère de l'équipement et de l'entretien routier. Elle est donc une société d'Etat, régie par la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997 portant définition et organisation des sociétés d'Etat. Elle a été créée par le décret 2001-592 du 19 septembre 2001 portant création de l'AGEROUTE. L'AGEROUTE a pour objet d'apporter à l'Etat, son assistance pour la réalisation des missions de gestion du réseau routier dont il a la charge. A cet effet, l'agence est chargée de/du :

- L'exécution des missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'ouvrage déléguée qui lui sont confiées par l'Etat ;
- La préparation et l'exécution des tâches de programmation ;
- La passation des marchés ;
- Suivi des travaux ;
- La surveillance du réseau ;
- La constitution et l'exploitation des bases de données routières.

Dans le cadre de ce projet, l'AGEROUTE interviendra dans la conception des voies d'accès aux différents sites du projet.

4.3.3 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Le ministère comprend les directions suivantes : la Direction Générale de l'Environnement et la Direction Générale du Développement Durable

La Direction Générale de l'Environnement est composée des directions suivantes :

- Direction de la Lutte contre les Changements Climatiques
- Direction de l'Ecologie et de la Protection de la Nature
- Direction de la Qualité de l'Environnement et de la Prévention des Risques
- Direction des Déchets Industriels et Substances Chimiques

La Direction Générale du Développement Durable est composée des directions suivantes :

- Direction des Politiques et Stratégies du Développement Durable
- Direction de la Promotion et de l'Education au Développement Durable
- Direction de l'Economie Verte et de la Responsabilité Sociale des Organisations

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable est chargé, entre autres :

- De la planification et du contrôle des politiques environnementales et de communication sur l'environnement. Il coordonne les projets environnementaux et réalise les études prospectives ;
- Du suivi de la mise en oeuvre des politiques et stratégies de protection de l'environnement, du code de l'environnement, de la législation nationale, des conventions et accords internationaux, relatifs à l'environnement. Il élabore la stratégie d'information/éducation/communication et gère le partenariat avec le secteur privé, les ONG et les organisations communautaires de base (OCB) dans le domaine de l'environnement ;
- Du suivi de la mise en oeuvre du code de l'eau en ce qui concerne la protection et l'utilisation rationnelle et durable de la ressource en eau ;
- Du suivi de la mise en oeuvre des conventions et accords internationaux relatifs aux parcs Nationaux/réserves naturelles, notamment les conventions ramsar et cites ;
- De la promotion et du suivi de la mise en valeur des sites naturels et des parcs/réserves volontaires ;
- Du suivi de la mise en oeuvre des politiques de gestion de la faune sauvage, des écosystèmes aquatiques ;
- Du suivi des politiques en matière de cadre de vie, d'économie d'énergie et de promotion d'énergies nouvelles et renouvelables ;
- De la coordination et la promotion des actions de lutte contre les pollutions de l'air, de l'eau et du sol, ainsi que contre les nuisances dans les villes et villages ;
- De l'amélioration des méthodes de collecte/traitement/recyclage/valorisation des déchets ;
- De la mise en place d'une veille sur les risques majeurs susceptibles d'affecter le cadre de vie des populations ;

- De la gestion du partenariat avec les collectivités territoriales, le secteur privé, les ONGs et les OCB en ce qui concerne l'amélioration du cadre de vie dans les villes et villages et le suivi environnemental de l'aménagement du territoire ; etc.

Ces missions sont réalisées en collaboration avec les structures sous tutelle que sont l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), le Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL), le Service d'Inspection des Installations Classées (SIIC) du CIAPOL et l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR). Le Ministère de l'Environnement interviendra dans la validation de la présente EIES, la certification environnementale du projet et le suivi de la mise en œuvre du PGES à travers l'ANDE.

L'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) est une société sous tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable de l'Etat de Côte d'Ivoire a été créée par le décret n° 97-393 du 09 juillet 1997. Ses principales missions sont les suivantes :

- Assurer la coordination de l'exécution des projets de développement à caractère environnemental ;
- Constituer et gérer un portefeuille de projets d'investissements environnementaux dans les projets et programmes de développement ;
- Veiller à la mise en place et à la gestion d'un système national d'information environnementale ;
- Mettre en œuvre la procédure d'étude d'impact et l'évaluation de l'impact environnemental des politiques macro-économiques ;
- Mettre en œuvre les conventions internationales dans le domaine de l'environnement ;
- Etablir une relation de suivi avec les réseaux d'ONG nationales de protection de l'environnement.

L'ANDE intervient ainsi en amont des projets de développement dont les projets routiers, pour prévenir les risques de dégradation de l'environnement grâce aux études d'impact environnemental et social effectuées, conformément aux dispositions du décret n° 96-894 du 08 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental et social des projets de développement. L'ANDE interviendra dans la validation des présentes EIES, la certification environnementale du projet et le suivi de la mise en oeuvre du PGES pour le compte de son ministère de tutelle.

4.3.4 MINISTERE DES TRANSPORTS

Le Ministère des Transports (MT) assure la tutelle administrative et la politique nationale des transports conformément aux objectifs gouvernementaux. Il a pour mission principale de suivre et de mettre en oeuvre la politique du Gouvernement en matière de transports, en vue de moderniser le système des transports. Les structures de ce ministère doivent réaliser les objectifs spécifiques suivants : améliorer le cadre institutionnel, juridique et organisationnel du secteur des transports, organiser les activités de transports, favoriser le développement des transports, promouvoir une offre de service de transport suffisante et de qualité, améliorer l'accessibilité des couches socioprofessionnelles aux services de transports, etc. Les structures sous tutelle du MT sont : l'Office de Sécurité Routière (OSER), le Port Autonome d'Abidjan (PAA), le Port Autonome de San-Pédro (PASP), la Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF), , l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), l'Autorité Nationale de l'Aviation Civile de Côte d'Ivoire (ANAC), l'Aéroport International d'Abidjan (AERIA), la Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM), etc.

Le MT interviendra dans la zone du projet pour améliorer les services de transport des populations de la zone en raison du développement économique attendu de la zone.

L'Office de Sécurité Routière de Côte d'Ivoire (OSER) est une structure sous tutelle du Ministère des Transports (MT) de l'Etat de Côte d'Ivoire. Elle a été créée par la loi n° 78-661 du 04 Août 1978, sous la forme d'un établissement public national à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Le Décret 91-761 du 14 novembre 1991 portant modification des attributions de l'OSER et fixant les règles d'organisation définit trois grands types de domaines : les études, la formation et les campagnes de sensibilisation et d'information. Les actions qui sont menées au niveau de ces trois domaines s'inscrivent dans la prévention routière. Les études permettent de mieux appréhender les accidents en tant que phénomène. Sur la base des résultats obtenus, par exemple, au plan des statistiques et du comportement des usagers de la route, des actions sont définies de façon précise et les bénéficiaires mieux ciblés.

S'agissant de la formation, l'OSER intervient sur les axes suivants :

- La formation initiale et le recyclage des moniteurs d'auto-école ;
- La formation initiale et le recyclage d'inspecteurs de permis de conduire ;
- Le recyclage des conducteurs professionnels ;
- L'éducation routière en milieu scolaire.

Au titre de la sensibilisation et de l'information, l'OSER organise régulièrement des campagnes au plan national ou régional sur des thèmes précis. Certaines de ces actions sont parfois menées en partenariat avec des structures privées ou des clubs de services. L'OSER interviendra dans la mise en oeuvre de mesures destinées à assurer la sécurité des usagers des voies de la zone du projet en raison de l'accroissement du trafic et des risques accrus d'accidents de la circulation.

4.3.5 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) contribue au financement des activités de divers projets en Côte d'Ivoire et assure la sécurisation de fonds. Les structures sous tutelle technique et administrative du MEF sont la Banque Nationale d'Investissement (BNI), la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI), la Caisse d'Epargne (CE), le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP), le Fonds Nationale de Solidarité (FNS), la Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI), la Société Nationale de Développement Informatique (SNDI) et la Cellule Nationale de Traitement de l'Information Financières de Cote d'Ivoire (CENTIFI-CI). Aussi, le MEF assure-t-il la tutelle économique et financière de plusieurs structures dont l'AGEROUTE. A ce titre, il assurera la tutelle financière pour la mise en oeuvre du projet.

4.3.6 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable a en charge la politique environnementale. Il est donc chargé de la conception et de la mise en oeuvre de la politique nationale pour la protection de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles à travers la Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable (DGEDD).

Le ministère comprend les directions suivantes : la Direction Générale de l'Environnement et la Direction Générale du Développement Durable. La Direction Générale de l'Environnement est composée des quatre directions suivantes : la Direction de la Lutte contre les Changements Climatiques, la Direction de l'Ecologie et de la Protection de la Nature, la Direction de la Qualité de l'Environnement et de la Prévention des Risques et la Direction des Déchets Industriels et Substances Chimiques . La Direction Générale du Développement Durable est composée de trois directions : la Direction des Politiques et Stratégies du Développement Durable, la Direction de la Promotion et de l'Education au Développement Durable et la Direction de l'Economie Verte et de la Responsabilité Sociétaledes Organisations.

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable est chargé, entre autres :

- De la planification et du contrôle des politiques environnementales et de communication sur l'environnement. Il coordonne les projets environnementaux et réalise les études prospectives ;
- Du suivi de la mise en oeuvre des politiques et stratégies de protection de l'environnement, du code de l'environnement, de la législation nationale, des conventions et accords internationaux, relatifs à l'environnement. Il élabore la stratégie d'information/éducation/communication et gère le partenariat avec le secteur privé, les ONG et les organisations communautaires de base (OCB) dans le domaine de l'environnement ;
- Du suivi de la mise en oeuvre du code de l'eau en ce qui concerne la protection et l'utilisation rationnelle et durable de la ressource en eau ;
- Du suivi de la mise en oeuvre des conventions et accords internationaux relatifs aux parcs Nationaux/réserves naturelles, notamment les conventions ramsar et cites ;
- De la promotion et du suivi de la mise en valeur des sites naturels et des parcs/réserves volontaires ;
- Du suivi de la mise en oeuvre des politiques de gestion de la faune sauvage, des écosystèmes aquatiques ;
- Du suivi des politiques en matière de cadre de vie, d'économie d'énergie et de promotion d'énergies nouvelles et renouvelables ;
- De la coordination et la promotion des actions de lutte contre les pollutions de l'air, de l'eau et du sol, ainsi que contre les nuisances dans les villes et villages ;
- De l'amélioration des méthodes de collecte/traitement/recyclage/valorisation des déchets ;
- De la mise en place d'une veille sur les risques majeurs susceptibles d'affecter le cadre de vie des populations ;
- De la gestion du partenariat avec les collectivités territoriales, le secteur privé, les ONGs et les OCB en ce qui concerne l'amélioration du cadre de vie dans les villes et villages et le suivi environnemental de l'aménagement du territoire ;
- Etc.

Les missions du MINEDD sont réalisées en collaboration et en liaison avec les structures sous tutelle que sont l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), le Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL) et l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR). *Dans le cadre de ce projet, le MINEDD interviendra dans la surveillance, le suivi et l'approbation des EIES à travers l'ANDE.*

L'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) est un Etablissement Public National, à caractère administratif créé par le décret n°97-393 du 09 juillet 1997 pour assurer l'exécution des projets et programmes environnementaux en Côte d'Ivoire. Ses attributions sont entre autres :

- l'assistance technique aux différentes structures impliquées dans la protection de l'environnement, notamment l'Administration, les ONG et tous les autres partenaires au développement (bureaux d'études, sociétés privées, bailleurs de fonds, etc.)
- l'enregistrement et l'évaluation des Constats d'Impact et des Etudes d'Impact Environnemental aux fins d'approbation ou d'autorisation, sous le sceau du Ministre chargé de l'Environnement ;

- l'audit et le suivi des mesures préconisées par l'Etude d'Impact Environnemental ;
- l'organisation des enquêtes publiques, avec les administrations concernées ;
- la diffusion en cas de besoin, des informations susceptibles d'éclairer objectivement l'appréciation des mesures envisagées et de leurs portées.

L'ANDE intervient ainsi en amont des projets de développement, pour prévenir les risques de dégradation de l'environnement grâce aux études d'impact environnemental et social effectuées, conformément aux dispositions du décret n° 96-894 du 08 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental et social des projets de développement. L'ANDE interviendra dans la validation des présentes EIES, la certification environnementale du projet et le suivi de la mise en oeuvre du PGES pour le compte de son ministère de tutelle.

Le Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL) est un établissement public à caractère administratif créé par le décret n° 91-662 du 09 octobre 1991. Il est Placé sous la tutelle du Ministre chargé de l'Environnement, des Eaux et Forêts et est dirigé par un directeur Administratif central. Les missions du CIAPOL sont entre autres :

- l'analyse systématique des eaux naturelles, des déchets et des résidus;
- l'évaluation des pollutions et nuisances ;
- la mise en place d'un système de surveillance continue des milieux, dénommé « Réseau national d'Observation de Côte d'Ivoire (RNO-CI) » en liaison avec tous les ministères et organismes concernés par la protection de l'environnement ;
- la diffusion des données environnementales et des résultats du RNO-CI aux divers ministères et organismes concernés par les problèmes de sauvegarde de l'environnement ;
- la surveillance permanente du milieu marin, lagunaire et des zones côtières par des patrouilles régulières ;
- le contrôle de l'application des lois, décrets et conventions édictées ou signées par la Côte d'Ivoire conformément aux règles de prévention et de lutte contre les pollutions en milieu marin et lagunaire par les entreprises, les navires et engins marins et lagunaires ;
- la lutte contre les pollutions marines et lagunaires.

Dans le cas du projet 2PAI NORD CI, le CIAPOL interviendra dans la gestion des polluants issus de la phase de réalisation et de la phase d'exploitation du projet.

4.3.7 MINISTERE DES EAUX ET FORETS

Le Ministère des Eaux et Forêts (MINEF) est chargé de la mise en oeuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de protection des eaux et forêts. Il assure, à ce titre, la protection et la mise en valeur des écosystèmes forestiers, aquatiques, fluviaux, lagunaires et littoraux et des zones humides. En conséquence, toute activité susceptible d'affecter les ressources forestières et de polluer les ressources en eau ou nécessitant l'utilisation d'une quantité significative de ces ressources doit se faire sous son autorisation. Le MINEF assure la tutelle technique de la Société de Développement des Forêts de Côte d'Ivoire (SODEFOR). A travers sa Direction des Ressources en Eau (DRE), le MINEF interviendra dans la protection de la ressource en eau située dans la zone du projet (Bagoué, Bandama, etc.) pendant la mise en oeuvre du projet. Par ailleurs, il interviendra dans le cadre de la coupe d'arbres.

4.3.8 MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME

Le Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme (MCLAU) est chargé de la conception et de l'exécution de la politique du Gouvernement en matière d'urbanisation, d'occupation de l'espace et de la protection des zones sensibles. En liaison avec les différents départements ministériels intéressés, et à travers plusieurs services et structures, il assure la gestion de l'espace urbain, la mise en place des plans d'urbanisme, l'élaboration des plans d'occupation des sols, la réalisation des études sur les dynamiques urbaines, l'inventaire des ressources foncières, la délivrance des actes autorisant l'occupation du sol et son utilisation, la supervision des travaux de construction, de réhabilitation et de rénovation des bâtiments publics, etc. Plusieurs structures sont sous la tutelle du MCLAU. Il s'agit de la Société de Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat (SOGEPIC), de la Société Nationale Ivoirienne de Travaux (SONITRA), etc. Le MCLAU sera chargé de la gestion de la compensation des bâtis qui seront détruits pendant la mise en œuvre du projet et la construction des ouvrages d'assainissement.

4.3.9 MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Commerce et d'Industrie. A ce titre et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Commerce

En matière de Commerce Extérieur

- promotion et organisation de la commercialisation des produits ivoiriens sur le marché international ;
- initiation et coordination des négociations et suivi des conventions et accords commerciaux bilatéraux, notamment en matière de produits de base à l'exportation ;
- suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales et intergouvernementales opérant dans le domaine du commerce ;
- information périodique du Gouvernement sur la situation des matières premières, produits finis et semi-finis destinés à l'exportation, en liaison avec le Ministère chargé de l'Agriculture ;
- amélioration de l'environnement des exportations ;
- participation à l'animation des activités des attachés et conseillers commerciaux des ambassades ivoiriennes et suivi des représentations commerciales étrangères en Côte d'Ivoire, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- réglementation portant définition et contrôle du régime du commerce extérieur ;
- gestion des importations et des exportations des produits soumis à réglementation ;
- participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique tarifaire et non tarifaire d'entrée et sortie.

En matière de Commerce Intérieur

- promotion et organisation de la commercialisation des produits ivoiriens sur le marché national ;
- organisation des activités commerciales ;
- mise en œuvre d'une réglementation en matière d'implantation commerciale, de marchés d'intérêt national ou régional, de marchés de détail, de marchés spécialisés, de magasins

- généraux, d'hypermarchés et de supermarchés ;
- gestion des équipements commerciaux nationaux ;
- amélioration des circuits de distribution et d'approvisionnement des centres urbains et ruraux ;
- organisation des consommateurs ;
- promotion, incitation, formation et encadrement des nationaux à l'exercice des professions commerciales ;
- participation aux mécanismes de distribution et de fixation des prix des produits et services soumis à réglementation ;
- promotion de la loyauté dans les transactions commerciales et protection des consommateurs ;
- définition et mise en œuvre d'une métrologie moderne et contrôle des instruments de mesure dans le secteur du commerce ;
- mise en œuvre et suivi de la concurrence et des prix ;
- répression de la fraude et de la contrefaçon ;
- participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Urbanisme, à la mise en œuvre d'une réglementation en matière d'urbanisme commercial, à la création et l'animation de la Commission d'Urbanisme Commercial ;
- mise en œuvre d'une politique de gestion des équipements commerciaux d'intérêt national ou régional.

En matière d'Industrie

- mise en œuvre de la stratégie industrielle ;
- élaboration des lois et règlements en matière d'industrie ;
- gestion des terrains industriels, en liaison avec les Ministres chargés de la Construction, de l'Economie et des Finances et du Budget ;
- recherche des opportunités de création et de développement de productions industrielles, en vue de répondre aux évolutions de la demande nationale et internationale, et soutien à ces opportunités ;
- conception et mise en œuvre de nouveaux instruments de développement industriel, notamment de zones franches, de centrales d'exportation, de zones et parcs industriels et d'assurances à l'exportation ;
- prospection des opportunités d'implantation des unités industrielles ;
- promotion de la transformation en produits finis ou semi-finis des matières premières importées ou de produits du cru ;
- modernisation de l'industrie du bois et promotion de l'agro-industrie ;
- adaptation et valorisation des résultats de la recherche appliquée ;
- suivi et évaluation des accords et processus de transfert de technologies ;
- promotion, coordination et suivi des activités industrielles ;
- élaboration, mise en œuvre et contrôle des normes industrielles ;
- gestion de la propriété industrielle et des brevets ;
- sensibilisation, assistance-conseil en matière de démarche qualité ;
- contrôle de la qualité des produits industriels nationaux et internationaux ;
- participation à l'incitation à l'initiative privée des nationaux ;
- participation à la définition d'un cadre incitatif pour le développement du secteur privé ;
- conception, mise en œuvre et gestion d'une banque de données ;
- élaboration, mise en œuvre et suivi des actions visant l'amélioration de la compétitivité des entreprises nationales.

4.3.10 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE

Le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale (MEPS) est chargé de la mise en oeuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'emploi, d'affaires sociales et de formation professionnelle. Il veillera au respect de la réglementation en vigueur en République de Côte d'Ivoire, sur le plan des conditions salariales et sociales des employés, pendant les différentes phases du projet.

4.3.11 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) est chargé de la mise en oeuvre et du suivi de la politique du Gouvernement dans les domaines de la santé et de l'hygiène publique. Ses missions principales sont, entre autres, l'élaboration et le suivi de l'application des textes en matière de santé, la protection sanitaire des populations, l'organisation des soins, la lutte contre les grandes endémies, notamment le paludisme, la tuberculose, les infections sexuellement transmissibles, les maladies liées à la lèpre, à l'Ulcère de Buruli et au VIH-SIDA, la prise en charge thérapeutique des malades du VIH-SIDA, la prévention thérapeutique de la transmission mère-enfant, le développement de la médecine du travail en liaison avec le Ministère en charge du travail, etc. Le MSHP interviendra en appui à la sensibilisation du personnel du chantier et des populations riveraines en matière d'hygiène publique et contre le VIH-SIDA, mais aussi en cas d'administration de soins suite à des accidents de chantier.

4.3.12 MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

Le Ministère du Plan et du Développement (MPD) est chargé de la mise en oeuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de planification et de programmation du développement. Il a en charge les actions suivantes :

- Elaboration, coordination et suivi de l'exécution des matrices d'actions menées par l'Etat et du programme triennal d'investissement public ;
- Programmation et suivi de l'application des politiques et stratégies de développement économique, social et culturel à moyen et long termes, et l'évaluation de leurs résultats.

4.3.13 MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

Le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité est le département ministériel chargé de la sécurité intérieure et de l'administration du territoire. Il assure sur l'ensemble du territoire le maintien et la cohésion des institutions du pays. Son organisation, ses moyens humains et matériels constituent l'outil privilégié de l'État pour garantir aux citoyens l'exercice des droits, devoirs et libertés réaffirmés par la Constitution de la III^{ème} République.

Dans le cadre de ce projet, le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité sera impliqué dans la sensibilisation et les consultations des populations situées dans la zone d'influence du projet. Elle pourra même exercer ses compétences pour assurer la sécurité du personnel de chantier et les riverains par la régulation de la circulation.

4.3.14. MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE (MINAS)

Le Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité est chargé de la lutte contre les nuisances et pollutions urbaines, de l'encadrement des acteurs économiques du secteur de la salubrité urbaine, de l'entretien et de la réalisation des ouvrages d'assainissement. Il assure ses différentes missions en liaison avec les ministères en charge de la ville ; de l'industrie, de l'urbanisme et de l'environnement. Dans le cadre de ce projet, ce ministère interviendra dans le contrôle, le suivi de

la salubrité et de l'assainissement des sites à travers l'Agence Nationale de Gestion des Déchets de Côte d'Ivoire (ANAGED) et l'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD).

Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED)

Créée à l'issue du Conseil des Ministres du mercredi 25 octobre 2017 à Abidjan à la suite de la dissolution du Fonds de Financement des programmes de salubrité urbaine (FFPSU) et de l'Agence Nationale de la Salubrité Urbaine (ANASUR), l'ANAGED a pour but de fusionner les synergies et de remédier aux insuffisances du secteur pour une meilleure qualité du cadre de vie et du bien-être des populations.

Elle a essentiellement pour mission, la délégation de service public de propreté, incluant la collecte, le transport, la valorisation, l'élimination des déchets, ainsi que le nettoyage dans les régions et communes.

Dans le cadre du projet, l'ANAGED devra assurer le suivi de la salubrité sur les sites des travaux.

Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD)

L'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) est une Société d'Etat, créée par décret n° 2011-482 du 28 décembre 2011 et a pour mission d'assurer l'accès aux installations d'assainissement et de drainage, de manière durable et à des coûts compétitifs, à l'ensemble de la population nationale. L'Office est l'acteur unique national agissant dans le cadre d'une convention de délégation de missions de service public, en matière d'assainissement et de drainage avec l'Etat de la Côte d'Ivoire.

Dans le cadre du projet, l'ONAD va assurer le suivi de l'assainissement et la réalisation des infrastructures de drainage qui seront réalisées.

4.3.15 ONG ET ASSOCIATIONS COMMUNAUTAIRES

Dans le domaine de l'Environnement, il existe plusieurs ONG en grande partie organisées en réseaux. La Fédération Nationale des Réseaux, ONG et Associations de l'Environnement et du Développement Durable (FEREAD) a pour but de protéger l'environnement ; promouvoir le développement durable ; coordonner et animer la vie des ONG, Associations, Collectifs, Réseaux, Forum d'ONG, Union Ecologique et autres acteurs non étatiques en Côte d'Ivoire. De plus en plus, il existe une volonté politique de la part du gouvernement d'associer la société civile et les ONGs nationales au processus pour concilier l'économie dynamique, la cohésion sociale et la protection de l'environnement autour de la thématique du développement durable.

4.3.16 ANALYSE DES CAPACITES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DES ACTEURS IMPLIQUES DANS LE PROJET

La prise en compte de la dimension environnementale et sociale dans le cadre des activités du projet constitue une préoccupation majeure. Toutefois, en dehors de l'Agence Nationale de l'Environnement, le fonctionnement et l'efficacité des autres acteurs restent à améliorer dans le domaine des sauvegardes environnementales et sociales (manque de moyens humains suffisants et compétents en gestion environnementale et sociale). Le Ministère de l'environnement prépare et met en oeuvre la Politique du Gouvernement dans les domaines de l'environnement, du développement durable et de la salubrité. A ce titre, il est directement responsable de la lutte

contre la pollution de toutes natures, de la protection et de la régénération des sols, des forêts et autres espaces boisés, de l'exploitation rationnelle des ressources forestières, ainsi que de la défense des espèces animales et végétales et des milieux naturels. Dans la conduite et le suivi des procédures des EIES, le ministère de l'environnement s'appuie sur l'ANDE. Les structures sous tutelle telles que le Centre Ivoirien Antipollution, (CIAPOL), l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves, (OIPR), l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGED) y compris l'ANDE disposent de capacités réelles pour la gestion environnementale et sociale.

L'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) a pour mission l'évaluation et l'approbation de l'ensemble des études environnementales et sociales ainsi que le suivi de la mise en œuvre des Plans des Gestion Environnementale et Sociale (PGES). L'ANDE dispose d'un effectif suffisant d'agents pour accomplir ses missions dans le domaine des Évaluations Environnementales et Sociales. Toutefois, bon nombre de son personnel a besoin soit d'un recyclage soit d'une formation plus renforcée pour mener à bien les missions de l'Agence. Par ailleurs, ses capacités matérielles et financières sont relativement réduites pour lui permettre d'assurer les missions de suivi des PGES.

V. DELIMITATION DES ZONES HOMOGENES ET DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

Les impacts doivent être identifiés sur des entités spatiales homogènes (HYDRO-QUEBEC, 2013): Synthèse des connaissances environnementales pour les lignes et les postes, 1973-2013). Pour ce faire, trois zones homogènes ont été identifiées dans le cadre de ce projet : la zone restreinte, la zone riveraine et la zone d'intervention du projet.

5.1 DESCRIPTION DES DIFFERENTES ZONES D'ETUDE

L'aire d'étude a été stratifiée en trois zones selon la nature et l'intensité des changements qui seront observés : la zone I ou zone restreinte ; la zone II ou zone riveraine et la zone III ou la zone d'intervention du projet (ZIP) ou zone élargie qui correspond à la Région visée par le projet.

La zone restreinte ou zone I est l'espace consacré à l'implantation des infrastructures. C'est l'espace qui va subir le plus d'impacts en particulier au niveau des composantes biophysiques (sol, végétation, paysage, faune). La superficie de cette zone est de 100ha.

La zone riveraine sera appelée également zone périphérique. La zone riveraine est l'espace situé autour de la zone restreinte. La zone riveraine est la zone qui est en contact direct avec la zone restreinte. Elle subit les effets directs de la zone restreinte. A la phase des travaux se déroulant dans la zone restreinte, de nombreux impacts seront enregistrés au niveau de la zone riveraine : nuisances sonores, poussières, déviation des chemins habituels empruntés par les populations, risques d'accidents de la circulation pour les communautés riveraines, risques de propagation de maladies transmissibles par les ouvriers, risques de conflits avec les populations de ces zones riveraines, risques de grossesses indésirées pour les jeunes filles. Les communautés riveraines peuvent aussi saisir l'opportunité de la présence du projet pour développer des activités génératrices de revenus (femmes) ou obtenir des emplois sur le chantier (jeunes). La zone riveraine du site de Boundiali contient des habitations ce qui signifie que lors des travaux d'aménagement et de construction, les populations riveraines vont connaître certaines nuisances : bruit, vibrations, poussières, risques d'accidents, etc.

La zone élargie (zone III) : La zone III est la Région du Poro. Elle a une superficie de 13 400 km²

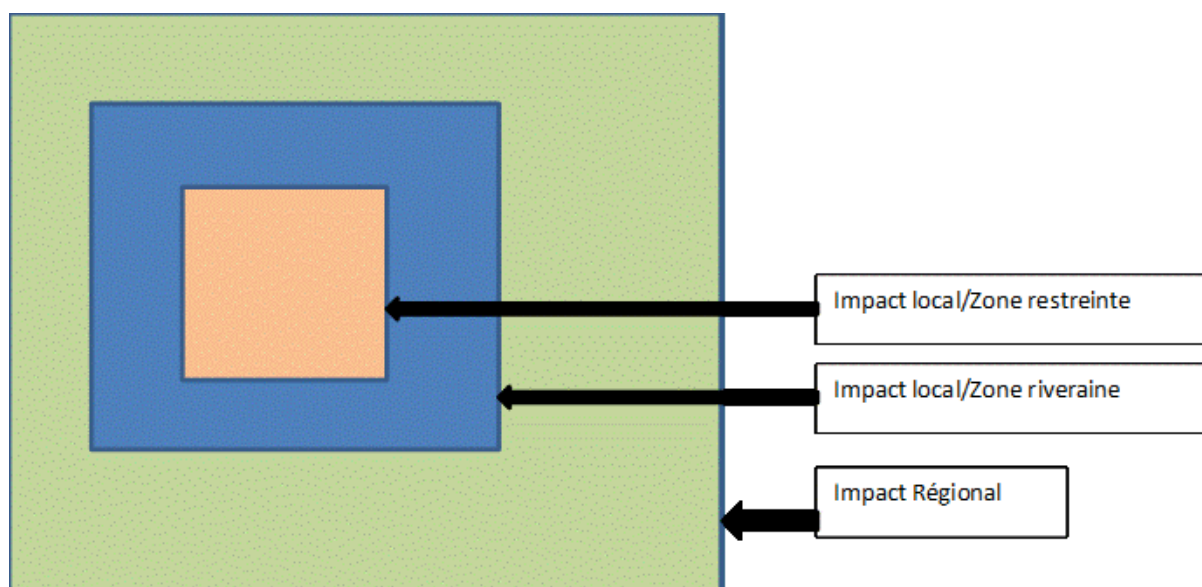


Figure 2: stratification de la zone d'influence du projet

Source : Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, février 2021

5.2 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX ASSOCIES A CHAQUE ZONE D'ETUDE

Le tableau ci-dessous resume les enjeux environnementaux et sociaux associés à chaque zone d'étude selon la phase du projet.

Au niveau de la zone restreinte par exemple, les enjeux à la phase d'acquisition des terres concernent la gestion rationnelle des indemnités des propriétaires fonciers et des exploitants de ces terres. A la phase d'aménagement et de construction, les enjeux concernent la préservation de la santé et de la sécurité des riverains. A la phase d'exploitation, les enjeux visent la préservation de la santé/sécurité des travailleurs, la gestion des rejets solides, liquides et gazeux,. A la phase de fermeture, c'est la préservation de la santé/sécurité des ouvriers chargés de la démolition qui constitue l'enjeu le plus important.

Tableau 10 : Enjeux environnementaux et sociaux selon les zones d'études et la phase du projet

ZONE	Phase Acquisition des terres	Phase Aménagement et construction	Phase Exploitation
zone restreinte	Une bonne gestion des indemnités des propriétaires terriens et des exploitants	Préservation de la sécurité des travailleurs ; Gestion des déchets de chantier	Préservation de la santé/sécurité des travailleurs
zone riveraine	xxxxxx	Préservation de la sécurité des populations riveraines et de l'emploi des jeunes	Maintien d'une bonne relation entre le projet et les communautés riveraines
Zone d'intervention du projet	xxxxxx	xxxxxxx	Amélioration des conditions de production ; accès au marché pour les produits agricoles

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, février 2021

VI. IDENTIFICATION ET EVALUATION DES RISQUES ET IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DU PROJET

6.1. METHODOLOGIE D'IDENTIFICATION DES IMPACTS DU PROJET

Un impact environnemental se définit comme une réaction à un changement dans l'environnement résultant d'une activité liée à un projet. On distingue fréquemment les impacts directs et indirects, mais l'EIES couvre les deux types d'impact. Les impacts directs sont les modifications physiques immédiates à l'environnement qui découlent d'une activité par une relation directe de cause à effet. Les impacts indirects sont produits ou stimulés par le projet, mais ne peuvent y être reliés par une relation directe de cause à effet (ex. : la construction d'un chemin d'accès dans une région éloignée peut engendrer un développement secondaire le long de la route). La prévision des impacts doit aussi porter sur les impacts cumulatifs d'une installation dans un environnement donné. Une EIES doit inclure les impacts cumulatifs, qui risquent de résulter du projet, combinés à ceux d'autres projets ou activités, existants ou planifiés, de même nature ou différents. On conçoit souvent les impacts environnementaux comme étant isolés ou distincts les uns des autres. En réalité, ils sont en interrelation dans le temps et dans l'espace.

L'identification et l'évaluation des impacts potentiels positifs ou négatifs constituent ensemble la première étape de l'évaluation environnementale et sociale. L'identification concerne des impacts jugés significatifs. Il s'agit d'impacts à la fois probables dans le contexte du projet et de sa zone d'intervention et suffisamment importants en termes d'effets sur les milieux biophysique et humain de par leur intensité, leur portée et leur durée. L'identification des impacts doit essentiellement se focaliser sur les risques avérés. Ceci afin d'éviter de présenter un catalogue d'impacts dont un grand nombre est sans importance.

Les impacts du projet ont été identifiés en mettant en relation les facteurs d'impact d'une part et les composantes de l'environnement susceptibles d'être affectées d'autre part (tableau ci-dessous). Les récepteurs du milieu qui seront influencés par le projet directement ou indirectement, négativement ou positivement à différents degrés pendant et/ou après les travaux d'aménagement et de construction et pendant l'exploitation sont : la végétation, le sol, l'eau, l'air, faune, le milieu socio-économique (population, santé, effets socio-économiques, sécurité, etc.).

Tableau 11: Matrice d'identification des impacts du projet

Facteurs d'impact	Air	Eaux	Sol	Paysage	Végétation	Faune	Biodiversité	MH (emplois, revenus, propagation des maladies infectueuses comme le VIH/SIDA ; grossesses précoces ; accidents du travail ; accidents de la circulation ; conflits sociaux ; sécurité alimentaire, revenus, etc.
Production de Déchets								
Production d'Eaux usées								
Production d'Huiles usées								
Déversements accidentels de produits chimiques								
Utilisation de Pesticides								
Utilisation d'Engrais								
Emission de Poussières								
Bruit								
vibrations								
Abattage d'arbres								
Destruction des sols								
Utilisation des ressources en eau								
Utilisation d'Energie fossile								
Recrutement de personnel								
Expropriation de terres								
Accroissement du Trafic								
Etc.								

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, février 2021

6.2. METHODOLOGIE D'EVALUATION DES IMPACTS

La méthode retenue est l'évaluation de **l'importance de l'impact** par la méthode proposée par Hydro-Québec (1990 : Méthode d'évaluation environnementale Lignes et Postes. 1 : démarches d'évaluation environnementale ; 2 : Techniques et Outils. Vice-présidence Environnement, Rapport du groupe de travail, décembre 1990, Montréal, 321p.). Cette importance repose sur l'utilisation des cinq (5) critères qui sont :

- Valeur de la composante touchée ;
- Nature de l'impact ;
- Intensité de la perturbation ;
- Étendue de l'impact ;
- Durée de l'impact.

Le tableau ci-dessous récapitule la qualification retenue pour ces critères. L'identification des impacts est faite en mettant en relation les sources d'impacts avec les composantes du milieu récepteur. Cette mise en relation prend la forme d'une grille où chaque interrelation identifiée représente un impact probable d'un élément du projet (source d'impact) sur une ou plusieurs composantes du milieu (récepteur d'impact). Il est présenté sur les lignes qui suivent une description des différents critères utilisés pour l'évaluation des impacts.

Tableau 12 : Qualification des critères d'évaluation des impacts

Critères	Modalités
1. Valeur de la composante	Forte
	Moyenne
	Faible
2. Nature de l'impact	Positive (Direct ou Indirect)
	Négative (Direct ou Indirect)
	Indéterminée
3. Intensité de la perturbation	Forte
	Moyenne
	Faible
4. Étendue de l'impact	Régionale
	Locale
	Ponctuelle
5. Durée de l'impact	Permanente
	Temporaire

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, février 2021

➤ **Valeur de la composante touchée par l'impact**

Chaque composante du milieu récepteur possède une valeur qui lui est propre résultant d'une valeur intrinsèque et d'une valeur extrinsèque qui contribuent à la valeur globale. La valeur intrinsèque s'établit à partir des caractéristiques inhérentes de la composante du milieu, en faisant référence à sa rareté, son unicité, de même qu'à sa sensibilité. La valeur extrinsèque d'une composante du milieu est plutôt évaluée à partir de la perception ou de la valorisation attribuée par la population ou la société en général.

➤ **Nature de l'impact**

La nature d'un impact peut être positive, négative ou indéterminée. Un impact positif engendre une amélioration de la composante du milieu touché par le projet. L'impact négatif contribue à sa détérioration, quant à l'impact indéterminé, c'est un impact qui ne peut être classé comme positif ou négatif ou encore qui présente à la fois des aspects positifs et négatifs.

➤ **Intensité de la perturbation**

L'intensité de la perturbation est fonction de l'ampleur des modifications observées sur la composante du milieu touché par une activité du projet ou encore des perturbations qui en découleront. Une faible intensité par exemple, est associée à un impact ne provoquant que de faibles modifications à la composante visée, ne remettant pas en cause son utilisation, ses caractéristiques et sa qualité. Un impact de moyenne intensité engendre des perturbations de la composante du milieu touchée qui modifient son utilisation, ses caractéristiques ou sa qualité. Enfin, une forte intensité est associée à un impact qui résulte en des modifications importantes de

la composante du milieu, qui se traduisent par des différences également importantes au niveau de son utilisation, de ses caractéristiques ou de sa qualité.

➤ **Étendue de l'impact ou portée de l'impact**

L'étendue de l'impact fait référence au rayon d'action c'est-à-dire, à la distribution spatiale de la répercussion. Un impact peut être d'étendue ponctuelle, lorsque ses effets sont très localisés dans l'espace, soit qu'ils se limitent à une zone bien circonscrite et de superficie restreinte comme par exemple quelques mètres carrés en cas de pollution par déversement accidentel d'hydrocarbures pendant les travaux de construction. Un impact ayant une étendue locale touchera une zone ou une population plus étendue. Finalement, un impact d'étendue régionale se répercuterait dans l'ensemble de la zone du projet (province Boulgou ou Région du Centre Est) et parfois au-delà sur le territoire national.

➤ **Durée de l'impact**

Un impact peut être qualifié de temporaire ou de permanent :

- un impact temporaire peut s'échelonner sur quelques jours, semaines ou mois, mais doit être associé à la notion de réversibilité ;
- un impact permanent à un caractère d'irréversibilité et est observé de manière définitive ou à très long terme.

➤ **Importance de l'impact**

L'importance d'un impact, qu'elle soit de nature positive ou négative, est déterminée d'après l'évaluation faite à partir des critères énoncés précédemment. Ainsi, l'importance de l'impact est fonction de la valeur accordée à la composante touchée, de son intensité, de son étendue, mais également de sa durée. L'importance est en fait proportionnelle à ces quatre (4) critères spécifiques définis, plus haut. Elle sera qualifiée de faible, de moyenne ou de forte. Il peut arriver qu'il soit impossible de déterminer l'importance de l'impact, soit par manque de connaissances précises soit parce que l'impact peut à la fois être positif ou négatif. Le tableau suivant présente la grille permettant d'évaluer l'importance de l'impact.

Tableau 13 : Matrice d'analyse des impacts

	Valeur de la composante	Intensité de la perturbation	Étendue de l'impact	Durée de l'impact	Importance de l'impact
1	Forte	Forte	Régionale	Permanente	Forte
2	Forte	Forte	Régionale	Temporaire	Moyenne
3	Forte	Forte	Locale	Permanente	Forte
4	Forte	Forte	Locale	Temporaire	Moyenne
5	Forte	Forte	Ponctuelle	Permanente	Moyenne
6	Forte	Forte	Ponctuelle	Temporaire	Faible
7	Forte	Moyenne	Régionale	Permanente	Forte
8	Forte	Moyenne	Régionale	Temporaire	Moyenne
9	Forte	Moyenne	Locale	Permanente	Forte
10	Forte	Moyenne	Locale	Temporaire	Moyenne

	Valeur de la composante	Intensité de la perturbation	Étendue de l'impact	Durée de l'impact	Importance de l'impact
11	Forte	Moyenne	Ponctuelle	Permanente	Moyenne
12	Forte	Moyenne	Ponctuelle	Temporaire	Faible
13	Forte	Faible	Régionale	Permanente	Moyenne
14	Forte	Faible	Régionale	Temporaire	Faible
15	Forte	Faible	Locale	Permanente	Moyenne
16	Forte	Faible	Locale	Temporaire	Faible
17	Forte	Faible	Ponctuelle	Permanente	Faible
18	Forte	Faible	Ponctuelle	Temporaire	Faible
1	Moyenne	Forte	Régionale	Permanente	Forte
2	Moyenne	Forte	Régionale	Temporaire	Moyenne
3	Moyenne	Forte	Locale	Permanente	Forte
4	Moyenne	Forte	Locale	Temporaire	Moyenne
5	Moyenne	Forte	Ponctuelle	Permanente	Moyenne
6	Moyenne	Forte	Ponctuelle	Temporaire	Faible
7	Moyenne	Moyenne	Régionale	Permanente	Forte
8	Moyenne	Moyenne	Régionale	Temporaire	Moyenne
9	Moyenne	Moyenne	Locale	Permanente	Moyenne
10	Moyenne	Moyenne	Locale	Temporaire	Faible
11	Moyenne	Moyenne	Ponctuelle	Permanente	Moyenne
12	Moyenne	Moyenne	Ponctuelle	Temporaire	Faible
13	Moyenne	Faible	Régionale	Permanente	Moyenne
14	Moyenne	Faible	Régionale	Temporaire	Faible
15	Moyenne	Faible	Locale	Permanente	Moyenne
16	Moyenne	Faible	Locale	Temporaire	Faible
17	Moyenne	Faible	Ponctuelle	Permanente	Faible
18	Moyenne	Faible	Ponctuelle	Temporaire	Faible
1	Faible	Forte	Régionale	Permanente	Moyenne
2	Faible	Forte	Régionale	Temporaire	Faible
3	Faible	Forte	Locale	Permanente	Moyenne
4	Faible	Forte	Locale	Temporaire	Faible
5	Faible	Forte	Ponctuelle	Permanente	Moyenne
6	Faible	Forte	Ponctuelle	Temporaire	Faible
7	Faible	Moyenne	Régionale	Permanente	Moyenne
8	Faible	Moyenne	Régionale	Temporaire	Faible
9	Faible	Moyenne	Locale	Permanente	Moyenne
10	Faible	Moyenne	Locale	Temporaire	Faible
11	Faible	Moyenne	Ponctuelle	Permanente	Moyenne
12	Faible	Moyenne	Ponctuelle	Temporaire	Faible
13	Faible	Faible	Régionale	Permanente	Faible

	Valeur de la composante	Intensité de la perturbation	Étendue de l'impact	Durée de l'impact	Importance de l'impact
14	Faible	Faible	Régionale	Temporaire	Faible
15	Faible	Faible	Locale	Permanente	Faible
16	Faible	Faible	Locale	Temporaire	Faible
17	Faible	Faible	Ponctuelle	Permanente	Faible
18	Faible	Faible	Ponctuelle	Temporaire	Faible

Source : Hydro-Québec, 1995 (adapté par le Consultant)

6.2.1 PHASE ACQUISITION DES TERRES

Tableau 14: Risques environnementaux et sociaux du projet à la phase d'acquisition des terres

PHASE	COMPOSANTES	CODE	RISQUES A LA PHASE D'ACQUISITION DES TERRES	EVENEMENT	PROBABILITE	GRAVITE
acquisition des terres	MH	1	conflits entre le projet et les propriétaires des terres ayant fait l'objet d'expropriation	Mauvaise gestion des indemnisations	probable	élevée
acquisition des terres	MH	2	conflits entre le projet et les exploitants agricoles des terres ayant fait l'objet d'expropriation	Mauvaise gestion des indemnisations	probable	élevée

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Phase de construction

Tableau 15: Impacts environnementaux et sociaux du projet à la phase de construction

Éléments	Code	Impacts environnementaux et socio-économiques à la phase de construction	Nature de l'impact (positif, négatif)	Valeur de la composante affectée (Faible, Moyenne, Forte)	Intensité de la perturbation (Faible, Moyenne, Forte)	Etendue de l'impact (Ponctuelle, Locale, Régionale)	Durée de l'impact (Temporaire, Permanente)	Importance absolue de l'impact (Faible, Moyenne, Forte)
végétation	Imp1	Destruction de la végétation de l'emprise du projet et des habitats de la faune aviaire associée à cette végétation	négatif	moyenne	forte	locale	permanente	forte
sol	Imp2	Destruction de la terre arable	négatif	forte	forte	locale	permanente	forte
air	Imp3	Pollution de l'air par les poussières générées par les déplacements des camions de transport du chantier	négatif	forte	faible	Régionale	temporaire	faible
Ambiance sonore	Imp4	Augmentation du niveau sonore due au bruit et aux vibrations causées par les engins de terrassement et d'excavation, les transports d'équipement, de matériaux et de personnel	négatif	moyenne	forte	locale	temporaire	moyenne
Milieu socio économique	Imp5	Développement du petit commerce autour du chantier	positif	forte	moyenne	locale	temporaire	moyenne
Milieu socio économique	Imp6	Création d'emplois temporaires	positif	forte	forte	Régionale	temporaire	moyenne

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 16: Risques environnementaux et sociaux du projet à la phase de construction

COMPOSANTES	CODE	RISQUES A LA PHASE DE CONSTRUCTION	EVENEMENT	PROBABILITE	GRAVITE
MH ²	1	Nuisances sonores pour les populations riveraines causées par le bruit de chantier (engins de terrassement, d'excavation, de transport, etc.)	utilisation d'engins à moteur sur le chantier	probable	Moyenne
MH	2	Infections pulmonaires des populations riveraines dues aux poussières soulevées par les déplacements des camions et des engins	Poussières	probable	Moyenne
MH	3	Propagation des IST et du VIH SIDA auprès des ouvriers, des travailleurs, de la population riveraine	Présence d'ouvriers jeunes et de migrants jeunes	Très probable	Forte
MH	4	<u>Accidents de la circulation à la phase de construction</u> : La prévention et la limitation des accidents de la route doivent comprendre l'adoption de mesures de sécurité assurant la protection du personnel du projet et des usagers de la route, y compris les personnes les plus vulnérables aux accidents de la route. Les risques d'accidents de la circulation dus à l'accroissement du trafic peuvent être observés : Sur les voies d'accès aux sites par les travailleurs, Sur les voies empruntées par les camions de chantier.	Trafic élevé	probable	moyenne
MH	5	Accident du travail à la phase de construction pour les ouvriers	Environnement de travail dangereux	probable	moyenne
MH	6	Grossesses précoces des jeunes filles dues aux ouvriers du chantier	présence d'ouvriers jeunes et de migrants	Probable	moyenne
MH	7	Dépravation des mœurs au sein des communautés riveraines dues aux ouvriers du chantier	concentration humaine importante venue d'horizons divers	probable	moyenne

² MH = milieu humain ; MPH = Milieu Physique

MPH	8	Pollution des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines et risques d'altération du cadre de vie causée par les déchets de chantier, les aux usées et les substances chimiques	Déchets de chantier	probable	faible
MPH	9	Prolifération des sachets plastiques autour du chantier en rapport avec le petit commerce (vente de nourriture, d'eau conditionnée dans les sachets plastiques, etc.)	Déchets issus du petit commerce autour du chantier	Très probable	moyenne
MPH	10	Pollution ou Explosion liées au transport de produits dangereux (pollution)	Transport de produits dangereux	probable	moyenne
MPH	11	Pollution de l'air par les émissions de polluants atmosphériques notamment les polluants organiques persistants (POPs). Dans le cas de notre projet, les émissions de particules dans l'atmosphère seront essentiellement dues au fonctionnement de moteurs à combustion interne des véhicules de chantiers, des machines et des groupes électrogènes (éventuellement) pendant les travaux, et le trafic de camions de transport	Emission de polluants atmosphériques	probable	faible
MPH	12	Pollution de l'air par les poussières provenant des voies	Voie non bitumée	Probable	faible
MPH	13	Pollution des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines par les huiles usagées . Les huiles usagées constituent un autre point de préoccupation. Elles proviennent principalement des garages, du transport en commun, des ateliers d'engins à deux roues motorisées, des stations d'essence avec fosse, et ont des impacts importants sur l'environnement. En effet, non récupérées, elles sont rejetées dans la nature et sont sources de contamination des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines. Brûlées à ciel ouvert, elles dégagent des dioxines très dangereuses pour l'homme.	rejets d'huiles usagées	probable	moyenne

6.2.2 PHASE D'EXPLOITATION

Tableau 17: Impacts environnementaux et sociaux du projet à la phase d'exploitation

Éléments	Code	Impacts environnementaux et socio-économiques à la phase d'exploitation	Nature de l'impact (positif, négatif)	Valeur de la composante affectée (Faible, Moyenne, Forte)	Intensité de la perturbation (Faible, Moyenne, Forte)	Etendue de l'impact (Ponctuelle, Locale, Régionale)	Durée de l'impact (Temporaire, Permanente)	Importance absolue de l'impact (Faible, Moyenne, Forte)
Ambiance sonore	Imp7	Augmentation du niveau sonore due au bruit des machines	négatif	moyenne	forte	locale	temporaire	moyenne
Milieu socio économique	Imp8	Accroissement de la densité de la population dans les zones riveraines et augmentation de la demande en services sociaux de base : santé, éducation, eau potable, logement	négatif	forte	forte	locale	temporaire	moyenne
Milieu socio économique	Imp9	Accroissement du trafic sur les voies d'accès	négatif	moyenne	forte	locale	permanente	forte
Milieu socio économique	Imp10	Accroissement des opportunités de développement des AGR des femmes et des jeunes des zones riveraines	positif	forte	forte	Régionale	permanente	forte

Socio culturel	Imp11	augmentation de la demande en services sociaux de base (santé, éducation, eau potable) à cause de l'accroissement de la densité de la population dans les zones riveraines et	négatif	forte	forte	locale	temporaire	moyenne
Socio économique	Imp12	Accroissement du trafic routier dans la zone du projet	négatif	moyenne	forte	locale	permanente	forte
Socio économique	Imp13	Accroissement des opportunités de développement des AGR des femmes et des jeunes des zones riveraines	positif	forte	forte	Régionale	permanente	forte
Santé	Imp14	Augmentation du niveau sonore due au bruit et aux vibrations causées par les engins de terrassement et d'excavation, les transports d'équipement, de matériaux et de personnel	négatif	moyenne	forte	locale	temporaire	moyenne

Socio culturel	Imp15	augmentation de la demande en services sociaux de base (santé, éducation, eau potable) à cause de l'accroissement de la densité de la population dans les zones riveraines et	négatif	forte	forte	locale	temporaire	moyenne
Socio économique	Imp16	Accroissement du trafic routier dans la zone du projet	négatif	moyenne	forte	locale	permanente	forte
Socio économique	Imp17	Accroissement des opportunités de développement des AGR des femmes et des jeunes des zones riveraines	positif	forte	forte	Régionale	permanente	forte

Tableau 18: Risques environnementaux et sociaux du projet à la phase d'exploitation

composantes	numero	risques a la phase d'exploitation	Evenement	probabilite	gravite
MH	1	Nuisances sonores pour les travailleurs dû au bruit des véhicules et des machines	utilisation d'engins à moteur sur le chantier	probable	Moyenne
MH	2	Propagation des IST et du VIH SIDA auprès des travailleurs et de la population riveraine	Présence de travailleurs jeunes	Très probable	Forte
MH	3	Grossesses précoces des jeunes filles	présence d'ouvriers jeunes et de migrants	Probable	moyenne
MH	4	Violences aux travailleurs notamment les femmes dues au déploiement d'agents de sécurité	Présence d'agents de sécurité	probable	moyenne
MH	5	Dépravation des mœurs au sein des communautés riveraines	concentration humaine importante venue d'horizons divers	probable	moyenne
MH	6	Augmentation de la pression des populations sur les services sociaux de base dans les zones riveraines des installations due à l'afflux des migrants	Densité de la population	probable	moyenne
MH	7	Accidents de la circulation :	Trafic accru	probable	moyenne
MH	8	Accident du travail à la phase d'exploitation	Environnement de travail dangereux	probable	moyenne
MPH et HUMAIN	10	Pollution des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines et altération du cadre de vie par les déchets produits à la phase d'exploitation :	Déchets produits à la phase d'exploitation	probable	moyenne

MPH	9	Pollution des sols et des eaux par les aux eaux usées produites en phase d'exploitation par le projet	Eaux usées produites en phase d'exploitation	probable	Moyenne
MPH	11	Pollution des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines par les huiles usées	rejets d'huiles usagées	probable	Moyenne
MPH	12	Pollution de l'air par les rejets de polluants organiques persistants (POPs) par par les moteurs notamment les engins à deux roues, les camions de transport	Emission de polluants atmosphériques	probable	Moyenne

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEF COD – CAFEXI, juin 2021

VII. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

7.1. MESURES DE GESTION DES RISQUES A LA PHASE D'ACQUISITION DES TERRES

Tableau 19: Matrice de gestion des risques liés à la phase d'acquisition des terres

RISQUES DECONFLITS AVEC LES PERSONNES AFFECTEES NEGATIVEMENT PAR LE PROJET (<u>PERTES DE TERRES, PERTES D'ACTIVITES AGRICOLES, DE BIENS SITUES SUR L'EMPRISE, ETC</u>) A LA PHASE D'ACQUISITION DES TERRES					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COUT
Acquisition des terres	Milieu humain	Elaborer et mettre en œuvre un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) conformément aux textes nationaux (le Décret no 2014-25 du 22 janvier 2014 modifiant le décret n°2013-224 du 22 mars 2013 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général en toute rigueur) et aux politiques de sauvegardes environnementales et sociales internationales (BAD)	Promoteur	Existence de plan d'indemnisation élaboré et état d'exécution	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

7.2. MESURES DE GESTION DES RISQUES ET IMPACTS A LA PHASE DE CONSTRUCTION

Pour réduire les impacts négatifs suspectés lors des travaux, les entreprises de travaux devront se conformer aux exigences suivantes :

➤ **Conformité avec la réglementation environnementale**

Durant les travaux, l'entreprise devra veiller à la conformité aux dispositions relatives au Code de l'environnement ; à la gestion des déchets, aux normes relatives à la gestion des eaux usées et de la pollution atmosphérique ainsi qu'aux exigences définies par le Code de Travail. L'entreprise en charge des travaux devra également se rapprocher des services de l'Environnement pour la mise en conformité réglementaire des installations.

➤ **Conformité avec la réglementation des carrières**

Les entreprises chargées des travaux sont tenues de disposer des autorisations requises pour l'exploitation des carrières. Les sites doivent se situer à des distances prescrites par la réglementation nationale, ou à défaut, à plus de : 30 m d'une route; 100 m d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau (par rapport à la limite du lit majeur); 100 m des habitations. La priorité sera accordée à l'exploitation de sites déjà ouverts et autorisés.

➤ **Conformité avec la réglementation forestière**

Tout déboisement doit être conforme aux procédures établies dans le code forestier. Les services forestiers doivent être consultés pour les obligations en matière de défrichement. Les taxes d'abattage devront également être payées au préalable. À cet effet, l'Entreprise devra procéder, en relation avec les services forestiers à l'inventaire des espèces végétales susceptibles d'être abattues en vue du paiement des taxes forestières. Les prélèvements de matériaux (bois, piquets ; etc.) doivent également être autorisés par le secteur Forestier.

➤ **Conformité avec le Code du travail**

L'Entreprise chargée des travaux devra respecter les exigences du Code de Travail et ses textes réglementaires complémentaires relatives au personnel et son recrutement aux horaires de travail, au bruit, à la mise en place d'un Comité d'Hygiène et de Sécurité. Pour ce qui concerne la main d'œuvre locale, elle devra mettre en place une commission de recrutement en relation avec les Autorités administratives, les Collectivités territoriales concernées et l'Inspection régionale du travail et de la sécurité sociale.

➤ **Conformité avec le Code de l'eau**

L'Entreprise chargée des travaux devra respecter les exigences du Code de l'eau, notamment en ce qui concerne la réalisation de forage et les rejets dans les plans et cours d'eau.

➤ **Respect des procédures à suivre en cas de découverte de vestiges archéologiques**

Si des monuments, ruines, vestiges d'habitations ou de sépultures anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie sont découverts lors des travaux, l'Entrepreneur est tenu d'en faire la déclaration immédiate à l'autorité administrative compétente (les services chargés du patrimoine culturel) pour ce qui concerne les procédures à suivre. L'Entrepreneur doit prendre des précautions pour empêcher ses ouvriers ou toute autre personne d'enlever ou d'endommager ces objets ; il doit également avertir le maître d'ouvrage de cette découverte et exécuter ses instructions quant à la façon d'en disposer.

➤ **Mesures de santé publique lors des travaux**

La concentration d'une population importante dans une zone tropicale où prévalent de nombreux problèmes de santé liés à l'hygiène, aux parasitoses et aux MST demande la mise en œuvre d'un programme visant à prévenir le développement incontrôlé d'affections transmissibles ou d'épidémies. L'action doit être prioritairement engagée au niveau de la population d'ouvriers. Afin que les résultats de cette action soient optimisés, des mesures doivent être mises en place également au niveau de la population locale. Le programme couvrira les principaux domaines d'action suivants :

- Facilités médicales qui seront mises en place sur le site de travaux et de la base vie : un ou des centres de soins, avec des équipements et un personnel en conformité avec les besoins identifiés. Le choix se portera soit sur la création d'un nouveau centre, soit sur le renforcement d'un des centres médicaux existants dans la zone ;
- Procédures d'intervention d'urgence en cas d'accident ;
- Procédures d'évacuation en cas de blessure grave dans un hôpital régional ;
- Mesures de surveillance des employés : examen médical d'embauche, visite médicale

- annuelle ;
- Mise en place de moyens prophylactiques pour le traitement des infections parasitaires détectées (paludisme, onchocercose, amibiases, etc.);
- Nettoyage régulier des facilités sanitaires mises à disposition, en particulier les toilettes et les fosses septiques ;
- Programme de sensibilisation systématique des employés aux bonnes pratiques d'hygiène ;
- Contrôle régulier de la potabilité de l'eau distribuée (en particulier, recherche de coliformes fécaux) ;
- Suivi des conditions d'hygiène dans les cantines et au niveau des commerces (autorisés) assurant la vente de denrées alimentaires aux employés (hygiène du personnel, nettoyage des cuisines, stockage des produits frais) et l'utilisation de l'eau potable ;
- Programme de sensibilisation des employés aux MST et au VIH/Sida et mise à disposition de moyens de protection.

D'une manière générale, l'entreprise assurera des conditions de logement et de subsistance acceptables pour les ouvriers. Toutes ces spécifications seront détaillées dans le cahier des charges de l'entreprise.

En complément à ces activités qui concernent les employés du projet, un programme d'action sera mis en place au niveau des communautés environnantes, qui consistera à : (i) renforcer les moyens techniques des centres de santé situés à proximité du site et dont les familles de certains employés dépendent, afin de compléter par des moyens de dépistage et de traitement les actions menées dans les camps au niveau des employés, (ii) mettre en place, par l'intermédiaire d'une ONG compétente, un programme de sensibilisation de ces mêmes communautés aux aspects de l'hygiène corporelle et alimentaire, et aux risques de contamination par les MST et le VIH/Sida, un domaine qui semble justifier encore beaucoup d'efforts.

➤ **Mesures de sécurité publique lors des travaux**

Des mesures de sécurité publiques seront instaurées sur et autour des chantiers afin de limiter les incidents et accidents :

- Tous les chantiers amènent généralement des accidents. Afin de les limiter, les chantiers devront être clôturés pour qu'aucune personne extérieure aux travaux ne puisse y accéder et se blesser par inadvertance. De même, les accès au site seront surveillés et contrôlés.
- Les ouvriers recrutés seront formés sur les risques encourus dans le cadre de leur travail et auront à leur disposition les EPI adéquats chargés d'assurer leur protection.
- Cette mesure sera à la charge de l'entreprise qui les recrutera.

➤ **Mesures de gestion du trafic routier et des accès**

- *Construction des accès*

Afin de limiter les impacts liés au trafic et d'optimiser la circulation, il est préconisé de créer plusieurs accès à la zone tout en éloignant ceux-ci des lieux d'habitations. Aussi, il est suggéré la mise en place d'une signalétique de sécurité et d'un plan de transport en collaboration avec les instances administratives locales et précisant les itinéraires et les horaires préférentiel de circulation liée au projet.

- *Le trafic*

Les mesures suivantes sont à mettre en œuvre :

- Sensibilisation et formation des conducteurs de véhicules légers et camions aux règles de prudence élémentaires et aux risques : conduite sous l'emprise de l'alcool ou de la drogue, vitesse, contrôle des pneumatiques, mise en place du chargement (stabilité);
- Examen des capacités visuelles de tout conducteur recruté et de ses compétences de chauffeur ;
- Mise en place de signalétique de sécurité par panneaux, en particulier dans les zones sensibles (croisement, zones de forte poussière, zones sinueuses, entrée/sortie de chantier);
- Règles de sécurité et de balisage en cas d'obstruction partielle de la chaussée, de panne, d'accident.

➤ **Information, sensibilisation et communication avec les riverains**

Dans un souci d'efficacité accrue, toute action en matière d'environnement et de sécurité doit associer aux aménagements des actions de communication auprès des populations riveraines. En effet, la sensibilisation des habitants aux enjeux environnementaux et sécuritaires et leur participation à des réunions de concertation, permet d'accroître l'efficacité des dispositifs à mettre en place et d'éviter les risques de conflits. Cette communication/sensibilisation peut se traduire par : des réunions de village; un journal de chantier pour les réclamations; la responsabilisation des OCB dans l'information et le suivi.

➤ **Mesures de restauration du couvert végétal dégradé par les déboisements**

Ces mesures concernent : (i) l'information la sensibilisation préalables au démarrage et lors du défrichage et au déboisement ; (ii) le respect strict des limites des zones à déboiser et à débroussailler; (iii) le paiement des taxes de défrichage en relation avec les services forestiers; (iv) l'interdiction formelle de brûler les résidus végétaux issus des opérations de déboisement; (v) le reboisement compensatoire (forêts communautaires) et l'appui à la réalisation de pépinières communautaires. Aussi, il sera nécessaire de recenser et de protéger les espèces végétales en voie de disparition et d'apporter un soutien aux pépinières en perspective des reboisements à mener.

➤ **Protection des sites culturels et cultuels**

Il faudra éviter les sites culturels et cultuels (cimetières, lieux de cultes ; etc.) situés dans la zone du projet, afin d'éviter des conflits sociaux et des retards dans les travaux. L'entreprise devra procéder à l'identification et la location des sites et vestiges culturels et prendre des mesures de protection nécessaires.

➤ **Protection de la qualité de l'air**

Toutes les mesures doivent être prises en vue d'assurer la protection du voisinage et du personnel de chantier contre les impacts pouvant découler des rejets atmosphériques lors des préparatoires (libération des sites et opération de terrassement/nivellement). Il en est de même des travaux qui devront prendre en compte la limitation du soulèvement de poussières. Ces poussières sont susceptibles de constituer une gêne pour le personnel de chantier et les populations situées à proximité des travaux. Les mesures de prévention contre les poussières passent par la mise en œuvre de bonnes pratiques telles que :le bâchage des camions devant assurer le transport des matériaux de construction afin de minimiser la dispersion des fines et la chute pendant leur transport ; la limitation de la vitesse des camions à 30 km/heure ; etc.

➤ **Gestion des nuisances liées au bruit**

Pour les riverains du chantier, la nuisance sonore provoque une gêne, parfois importante. Le projet devra respecter les seuils sonores admis en limite du périmètre des chantiers, et procédera à une réduction des nuisances à la source (de préférence, le niveau de bruit au niveau des chantiers ne devra pas dépasser les 75 dB). Sont particulièrement visés par les normes de bruit : le matériel et les engins de chantier, les véhicules automobiles, leur remorque et leurs accessoires de sécurité (chargeuses, pelles mécaniques, etc.). Les préventives des nuisances associées au bruit et vibrations sont les suivantes : éviter le travail de nuit ; le port de protections individuelles ; équiper autant que possible les moteurs de silencieux.

➤ **Gestion des déchets solides et liquides de chantier**

S'agissant de la gestion des déchets de chantier, l'entreprise de travaux devra mettre en place un schéma de gestion des déchets solides et en confier la gestion à une entreprise agréée. Elle veillera aussi au respect strict des clauses environnementales spécifiques acceptées conjointement par les parties impliquées. La génération des déchets (ordures, déblais/gravats, lavages engins chantier, latrines, etc.) de chantier et ses effets en termes de pollution seront contrôlés à travers l'application entre autres des mesures de base suivantes : l'entreprise de travaux devra mettre en place un système de collecte des déchets ménagers et banals sur le site dès la phase d'installation du chantier, et assurer elle-même leur transport et leur dépôt dans un site autorisé par les autorités locales et les services techniques ; le recyclage de certains types de déchets pourrait être fait en priorité, notamment les déchets de papiers, de bois et de métaux ferreux ; les déchets ne doivent être ni abandonnés, ni rejetés dans le milieu naturel, ni brûlés à l'air libre ; lorsque la vidange des engins est effectuée sur le chantier, un dispositif de collecte devra être prévu et les huiles usagées cédées à une structure agréée. Un bordereau de suivi devra être mis en place pour la gestion des déchets dangereux et assimilés.

Les eaux issues des toilettes sont récupérées dans des fosses septiques et vidangées régulièrement.

Les huiles usées issues des engins et machines sont collectées dans des fûts couverts et stockés au niveau d'une aire étanche, bétonnée et couverte afin de protéger les fûts des intempéries. Les huiles usées seront récupérées selon le protocole signé avec un prestataire de la place.

➤ **Gestion des eaux de chantier**

Les besoins en eau du chantier n'étant pas maîtrisés à ce stade, il est important de rappeler à l'entreprise d'éviter les sources d'eau utilisées par les populations pour l'approvisionnement du chantier.

Il est recommandé de réaliser des forages pour les besoins des travaux. En cas d'impossibilité, il est suggéré de faire appel à des fournisseurs privés. Tout prélèvement sur le réseau de l'ONEA devra se faire en accord avec son autorisation, sans porter préjudice à l'alimentation des populations.

➤ **Gestion de la sécurité et des risques professionnels lors des travaux**

L'entreprise chargée des travaux devra : disposer d'un registre du personnel ; disposer d'un registre de suivi médical du personnel ; disposer d'un registre de consignation des accidents du travail ; disposer d'un registre de sécurité ; mettre à la disposition des travailleurs des EPI ; élaborer, avant l'ouverture du chantier, un plan de sécurité ; mettre en place un plan de circulation à l'intérieur du chantier et s'assurer que les règles de circulation définies ; s'assurer de la formation des conducteurs ; s'assurer des inspections et maintenances réglementaires et/ou préventives des engins des équipements et des installations de chantier ; installer des sanitaires en nombre suffisant et conformes ; limiter les bruits de chantier susceptibles d'importuner gravement les riverains ; tenir à jour un journal de chantier, disposer sur les chantiers d'une trousse de premier secours, etc.

Les mesures sécuritaires suivantes seront prises dans la base de chantier :

- Une campagne de sensibilisation est faite chaque semaine ;
 - Le port des gants est obligatoire pour les travaux de ferrailage, de démolition manuelle, travaux au marteau de piquage, etc. ;
 - Le port du casque est obligatoire partout sur le chantier ;
 - Le port des chaussures est obligatoire partout sur le chantier ;
 - Le port des protections anti bruit (casques antibruit, bouchons oreilles, etc.) pour les travaux dans une ambiance de bruit est obligatoire ;
 - des masques anti poussière seront distribués régulièrement ;
 - Le port des gilets fluorescents est obligatoire au chantier ;
 - Aucune source de chaleur ne doit être mise près de la station de gasoil ; pour cela deux panneaux indiquant « produit inflammable » sont mis près de la station et quatre extincteurs ;
 - La vitesse maximum de l'équipement lourd est limitée à 20km/h
- **Plan de sécurité et d'intervention pour la base-vie/base de chantier**

Un Plan de sécurité et d'intervention devra être élaboré pour faire face aux situations d'urgence pouvant survenir lors du chantier. Ce plan devra décrire l'organisation, les méthodes d'intervention, les moyens et les équipements à mettre en œuvre pour lutter contre un quelconque accident majeur (incendie, etc.) et protéger le personnel et les riverains, notamment par des mesures d'alarme et d'alerte. Il s'agira de déterminer, d'évaluer et de lutter contre les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs et qui expose, dans le détail, les moyens d'y répondre et qui spécifie les règles à suivre pour leur protection. Le plan d'intervention devra aussi faire face à l'exposition au bruit, à la manipulation des matériaux, aux accidents, conformément aux dispositions réglementaires relatives aux établissements classés. Le Plan devra préciser la stratégie de lutte contre les incendies (bouche d'incendie et stocks de terre) ainsi que les équipements de protection pour le personnel.

➤ **Prévention et règlement des conflits avec les communautés riveraines**

Plusieurs types de conflits peuvent survenir lors de la préparation et l'exécution des projets. Pour éviter les conflits sociaux, il faudra : informer/négocier avec les populations avant l'occupation des terres privées ; privilégier autant que possible le recrutement de la main d'œuvre locale, y compris les femmes pour certains postes (porte-drapeaux ; etc.) ; éviter l'extension de la carrière vers les champs de culture. Pour atténuer d'éventuelles réactions négatives des communautés locales, le promoteur devra (i) développer une campagne d'information/sensibilisation sur les enjeux et finalités du projet ; (ii) donner la priorité aux populations locales dans le recrutement de la main d'oeuvre ; (iii) assurer une large diffusion des critères de recrutement.

➤ **Gestion des pertes de biens et sources de revenus socioéconomiques**

S'agissant des pertes de terres, des biens et autres sources de revenus, le projet devra faire une évaluation exhaustive des personnes affectées par le projet et procéder à leur compensation juste et équitable selon les dispositions du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) à élaborer séparément.

➤ **Gestion du recrutement local**

Afin de contribuer au développement économique local, il est recommandé que la priorité de l'embauche soit accordée aux locaux en ce qui concerne la main d'œuvre non qualifiée ; le choix des fournisseurs locaux soit aussi privilégié. Dans cette perspective, il est important de mettre en place des commissions de recrutement, incluant l'Inspection régionale chargée du travail, et de les faire présider par les autorités administratives locales. Dans le recrutement du personnel, les femmes ne doivent pas être omises.

➤ **Prévention et gestion des risques de transmission des IST/VIH/SIDA**

Il s'agira d'informer et sensibiliser le personnel et les populations avec l'appui des Districts sanitaires et d'ONG locales. Au niveau des bases-de chantier et des bases-vie, des distributions gratuites de préservatifs devront être envisagées pour le personnel.

➤ **Procédure à suivre en cas de découverte de vestiges archéologiques**

Si des monuments, ruines, vestiges d'habitation ou de sépultures anciennes, ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie sont découverts de façon fortuite lors des travaux, l'Entrepreneur est tenu d'en faire la déclaration immédiate à l'autorité administrative compétente (les services chargés du patrimoine culturel) pour ce qui concerne les procédures à suivre. L'Entrepreneur doit prendre des précautions raisonnables pour empêcher ses ouvriers ou toute autre personne d'enlever ou d'endommager ces objets ; il doit également avertir le maître d'ouvrage de cette découverte et exécuter ses instructions quant à la façon d'en disposer. Il revient à l'État de statuer sur les mesures à prendre à l'égard des découvertes faites fortuitement.

➤ **Plantations d'arbres sur le site**

Des plantations d'arbres seront réalisées afin de permettre non seulement une séquestration importante de CO₂ mais également de favoriser une stabilisation des sols.

➤ **Gestion de la base-vie**

Un programme de gestion des camps et campements sera préparé par l'entreprise responsable. Les aspects concernés par un tel programme incluront : Le choix de la localisation, l'organisation proposée (responsable et équipe), le contrôle des accès à la base vie et base de chantier, les installations proposées pour l'alimentation en eau et l'assainissement, la gestion des déchets, le drainage des eaux pluviales ; les équipements sanitaires, les équipements collectifs et les chambres. Des installations équipées de dispositifs favorisant les économies de matières premières (eau, énergie,) pour les usages quotidiens seront privilégiées ; les services alimentaires ; les moyens de suivi de la qualité des aliments stockés et distribués dans le camp.

La présence d'un point de contrôle permanent à l'entrée comme à la sortie du camp et la mise en place d'une clôture complète autour du camp constituent des obligations de base pour le camp principal. Les dimensions de la clôture devront permettre le passage de la petite faune présente dans la zone. Afin d'éliminer les risques de développement de vecteurs de maladie, un drainage des eaux pluviales sera mis en place. Les ratios à respecter en matière sanitaire (nombre de toilettes, de douches et de lavabos) seront aussi définis. Les standards applicables aux chambres et leur équipement seront également détaillés. En particulier, la surface minimum par personne, la fourniture de moustiquaires imprégnées, de matelas, seront exigées.

Les procédures d'hygiène des parties communes et en particulier les procédures d'hygiène alimentaire pour le stockage et le suivi des produits frais utilisés par les cantines devront être détaillées par l'entreprise responsable du camp principal.

Afin de lutter contre la drogue et l'alcoolisme, des mesures de sensibilisation des employés ainsi que des mesures spécifiques de contrôle seront mises en place par l'entreprise responsable du camp principal.

La mise en place d'une sensibilisation sur la protection de la biodiversité sera aussi exigée : programme de sensibilisation des résidents du camp, affichages, interdiction formelle d'introduire des armes de chasse, pièges, viande de brousse et animaux sauvages vivants dans le camp font partie des mesures à mettre en œuvre.

D'une manière globale, les mesures de gestion des impacts négatifs sont consignées dans le tableau suivant

Tableau 20: Gestion des nuisances sonores à la phase de construction

RISQUES : NUISANCES SONORES CAUSEES AUX POPULATIONS PAR LEUR EXPOSITION AU BRUIT DE CHANTIER (ENGINS DE TERRASSEMENT, D'EXCAVATION, DE TRANSPORT, ETC,) A LA PHASE DE CONSTRUCTION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT en FCFA
CONSTRUCTION	MH	Respecter les horaires de travail	Entreprise	nombre de jours dans la semaine avec horaires de travail respecté	PM
		Choisir des équipements de travail et des engins les moins bruyants	Entreprise	Niveau sonore des engins de chantier	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 21: Gestion des risques d'infections pulmonaires des populations riveraines dues aux poussières soulevées par les déplacements des camions et des engins a la phase de construction

RISQUES D'INFECTIONS PULMONAIRES DES POPULATIONS RIVERAINES DUES AUX POUSSIÈRES SOULEVEES PAR LES DEPLACEMENTS DES CAMIONS ET DES ENGINS A LA PHASE DE CONSTRUCTION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT en FCFA
CONSTRUCTION	MH	Port de masques de protection pour les ouvriers	Entreprise	niveau d'observation de la consigne du port de masque par les ouvriers	PM
		Arrosage régulier des pistes non revêtues empruntées par les camions de transport de matériau	Entreprise	fréquence des arrosages des voies	PM
		Couverture des chargements des camions de transport	Entreprise	pourcentage de camions de transport avec chargements couverts	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 22: gestion des risques de pollution environnementale liée aux déchets de chantier, aux eaux usées, aux huiles usées, aux substances chimiques à la phase de construction

RISQUE : POLLUTION DES SOLS, DES EAUX DE SURFACE ET DES EAUX SOUTERRAINES ET RISQUES D'ALTERATION DU CADRE DE VIE PAR LES DECHETS DE CHANTIER, AUX EAUX USEES A LA PHASE DE CONSTRUCTION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT en FCFA
CONSTRUCTION	MPH	Intégrer dans les clauses contractuelles avec l'entreprise chargée des travaux, l'obligation d'élaborer : -Un plan de gestion des déchets de chantier et de la base vie, -Un plan de gestion des eaux usées et -Un plan de gestion des huiles usées -Un plan de gestion des substances chimiques	Entreprise	taux de mise en œuvre des clauses environnementales et sociales par l'entreprise	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEF COD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 23: gestion des risques liés au transport des produits dangereux à la phase de construction

RISQUES D'EXPLOSION OU RISQUE DE POLLUTION LIES AU TRANSPORT DE PRODUITS DANGEREUX A LA PHASE DE CONSTRUCTION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTE	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT en FCFA
Construction	MPH	Eviter ou réduire l'emploi de matières dangereuses	Promoteur	Existence d'une justification de l'utilisation des matières dangereuses	PM
		Elaborer un plan de gestion des matières dangereuses	Promoteur	existence d'un plan de gestion des matières dangereuses	PM
		Elaborer un Plan de préparation et d'intervention en cas d'urgence	Promoteur	existence d'un plan de préparation et d'intervention en cas d'urgence	PM
		Réaliser des formations des opérateurs dans le domaine de la prévention des déversements	Promoteur	nombre de formations réalisées au profit des opérateurs dans le domaine de la prévention des déversements	PM
		Réaliser des inspections pour maintenir l'intégrité mécanique des infrastructures de confinement	Promoteur	Nombre d'inspections réalisées pour maintenir l'intégrité mécanique des infrastructures de confinement	PM
		Veiller à assurer la disponibilité d'équipements d'intervention en cas de déversement, qui permettent de faire face aux besoins au moins aux stades initiaux d'un déversement	Promoteur	nombre d'équipements d'intervention en cas de déversement disponible pour faire face aux besoins aux stades initiaux d'un déversement	PM
		Elaborer une liste des ressources extérieures en équipements et en personnel auxquelles il est possible d'avoir recours, si nécessaire, pour compléter les ressources internes	Promoteur	Existence d'un document contenant la liste des ressources extérieures en équipement et en personnel auxquelles il est possible d'avoir recours, si nécessaire, pour compléter les ressources internes	PM

Tableau 24: Gestion des risques de prolifération des sachets plastiques autour des chantiers à la phase de construction

RISQUES : PROLIFERATION DES SACHETS PLASTIQUES AUTOUR DES CHANTIERS EN RAPPORT AVEC LE PETIT COMMERCE (DEGRADATION DU PAYSAGE ; VENTE DE NOURRITURE, D'EAU CONDITIONNEE DANS LES SACHETS PLASTIQUES, ETC.) A LA PHASE DE CONSTRUCTION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT en FCFA
CONSTRUCTION	MPH	Sensibiliser les ouvriers sur les règles d'hygiène à observer sur le chantier	Entreprise	nombre de séances de sensibilisation organisées	PM
		Installer des poubelles autour du chantier	Entreprise	nombre de poubelles installées	PM
		Assurer l'application des mesures d'hygiène sur le chantier	Entreprise	pourcentage d'ouvriers appliquant les mesures d'hygiène	PM
		Appliquer les clauses environnementales et sociales incluses dans le dossier d'appel d'offre des travaux de construction ou de démantèlement	Entreprise	pourcentage de points des clauses mis en œuvre	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 25: Matrice de gestion des risques de pollution de l'air par les émissions de polluants atmosphériques à la phase de construction

Risque : pollution de l'air par les émissions de polluants atmosphériques (notamment les polluants organiques persistants (POPs) dues au fonctionnement de moteurs à combustion interne des véhicules de chantier, des machines et des groupes électrogènes (éventuellement) pendant les travaux					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT en FCFA
CONSTRUCTION	MPH	Assurer l'entretien des moteurs conformément aux recommandations du fabricant : camions comme engins à deux roues	Promoteur	existence d'un programme d'entretien	PM

	Remplacer les véhicules les plus anciens par des véhicules plus récents, plus économes en carburant	Promoteur	qualité du parc auto	PM
	Encourager le transport commun des travailleurs	Promoteur	nombre de travailleurs utilisant les transports en commun	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFCOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 26: mesures de gestion relatives au décapage de la terre arable à la phase de construction

DESTRUCTION DE LA TERRE ARABLE						
PHASE	Eléments	Code	mesures	responsable de la mise en œuvre	indicateurs de performance	Coût en FCFA
construction	sol	1	Aménager des dépôts pour la couche supérieure de sol décapée afin de garantir que le sol décapé puisse être réutilisé dans le domaine agricole ou sylvicole. Le dépôt pour la couche supérieure sera installé directement sur une surface non décapée. La hauteur des dépôts ne doit pas dépasser 2,5m pour la couche supérieure et 6m pour le sous-sol. Les dépôts seront végétalisés dès que possible avec des plantes à racines profondes	Entreprise chargée des travaux	Fraction de sol décapé stocké	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFCOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 27: Gestion des risques d'accidents de la circulation impliquant les populations locales à la phase de construction

Phase	RISQUES D'ACCIDENT DE LA CIRCULATION A LA PHASE DE CONSTRUCTION			
	MESURES A PRENDRE A LA PHSE DE CONSTRUCTION	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT (FCFA)
Construction	Instituer l'obligation de permis pour les conducteurs	Entreprise	pourcentage de conducteurs ayant un permis de conduire	PM
	Adopter des limites d'heures de conduite	Entreprise	existence d'une note de service fixant les limites d'heure de conduite	PM
	Mettre en place de systèmes fixant de roulement pour éviter la fatigue des conducteurs	Entreprise	existence d'une note de service fixant les limites d'heure de conduite	PM
	Eviter les itinéraires dangereux et certaines heures de la journée	Entreprise	existence de liste des itinéraires dangereux	PM
	Utiliser le contrôle à distance des actions des conducteurs	Entreprise	existence d'un système de contrôle à distance des actions des conducteurs	PM
	Veiller à l'entretien des véhicules à des échéances régulières	Entreprise	nombre d'actions d'entretiens des véhicules	PM
	Veiller à l'utilisation de pièces de rechange homologuées par les constructeurs afin de minimiser les risques potentiels d'accident graves dus à la défaillance d'équipements ou à la rupture précoce de pièces.	Promoteur	pourcentage de pièces de rechange homologuées utilisées	PM
	Collaborer avec les communautés locales pour l'éducation sur la circulation et la sécurité du piéton	Promoteur	nombre de campagnes d'éducation sur la circulation en faveur des communautés locales	PM
	Collaborer avec les services de secours afin d'assurer que l'on dispose des services de secourisme appropriés en cas d'accident.	Promoteur	Existence d'un document de collaboration entre le projet et les services de secours	PM
	Utiliser dans la mesure du possible, de matériaux locaux afin de minimiser les distances de transport	Promoteur	part de matériaux locaux utilisés	PM

	Installer des aménagements connexes, par exemple les lieux de vie du personnel, à proximité de l'emplacement des projets ; et mise en place de services de transport par autobus du personnel afin de minimiser la circulation extérieure.	Promoteur	distance entre le lieu de travail et les lieux de vie du personnel	PM
	Adopter des mesures de réglementation de la circulation, y compris la mise en place de panneaux de signalisation, l'emploi de personnes chargées de signaler la présence de situations dangereuses	Promoteur	nombre de mesures de réglementation de la circulation adoptées par l'entreprise chargée des travaux	PM
	Mettre en place des séparatifs entre les itinéraires du chantier et les pistes utilisées par les populations	Promoteur	existence de séparatifs entre les itinéraires de chantier et les pistes utilisées par les populations	PM
	Réaliser un piquetage du chantier	Promoteur	existence d'un piquetage du chantier	PM
	Collaborer avec les administrations compétentes pour améliorer la signalisation, la visibilité et la sécurité générale de la chaussée, notamment à proximité des écoles et autres lieux où des enfants pourraient être présents	Promoteur	Qualité de la signalisation routière à proximité des lieux sensibles	PM
	Sensibiliser les conducteurs sur les consignes de sécurité à observer (limitation de vitesse)	Promoteur	nombre de déances de sensibilisation des conducteurs sur les consignes de sécurité	PM
	Réaliser des ralentisseurs au niveau des zones habitées	Promoteur	nombre de ralentisseurs au niveau des habitations	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 28: Gestion des risques d'accidents du travail

RISQUES : ACCIDENTS DU TRAVAIL A LA PHASE DE CONSTRUCTION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT en FCFA
CONSTRUCTION	MH	Organiser des séances de sensibilisation des travailleurs sur les règles de sécurité	Entreprise	Nombre de séances de sensibilisation réalisées ; Nombre de travailleurs touchés par les séances de sensibilisation	PM
CONSTRUCTION	MH	Doter les travailleurs d'équipements de protection individuelle	Entreprise	Nombre de travailleurs disposant des équipements de protection individuelle au complet et en bon état	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEF COD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 29: Gestion des risques de dépravaion des moeurs au sein des communautés riveraines à la phase de construction

RISQUES : DEPRAVATION DES MŒURS AU SEIN DES COMMUNAUTES RIVERAINES A LA PHASE DE CONSTRUCTION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT
CONSTRUCTION	MH	Conduire des campagnes de sensibilisation des jeunes sur le respect des valeurs culturelles locales	Entreprise chargée des travaux et Direction du projet	nombre de campagnes de sensibilisation réalisées sur le respect des valeurs culturelles locales ; nombre de personnes touchées	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEF COD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 30: Gestion des risques de propagation des IST, du VIH SIDA et des grossesses précoces à la phase de construction

RISQUES DE PROPAGATION DES IST, DU VIH SIDA ET DES CAS DE GROSSESSE PRECOCE AUPRES DES OUVRIERS, DES TRAVAILLEURS, DES JEUNES FILLES ET DE LA POPULATION RIVERAINE A LA PHASE DE CONSTRUCTION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT en FCFA
CONSTRUCTION	MH	Organiser des campagnes de sensibilisation des jeunes et des travailleurs sur les IST et le VIH/SIDA	Entreprise	nombre de campagnes de sensibilisation organisées	PM
		Réaliser des campagnes de sensibilisation en direction des jeunes filles de la zone riveraine sur la prévention des grossesses précoces	Entreprise	nombre de campagnes de sensibilisation organisées	PM
		Favoriser les recrutements des résidents (pour éviter des familles séparées)	Entreprise	pourcentage d'ouvriers locaux par rapport au nombre total d'ouvriers	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 31: mesures d'atténuation des impacts liés à la destruction de la végétation du site du projet à la phase de construction

IMPACT : DESTRUCTION DE LA VEGETATION DE L'EMPRISE DU PROJET ET DES HABITATS DE LA FAUNE AVIAIRE ASSOCIEE A CETTE VEGETATION A LA PHASE DE CONSTRUCTION						
PHASE	Eléments	numero	mesures	responsable de la mise en œuvre	indicateurs de performance	cout (cfa)
Construction	Milieu biologique	1	Réaliser des plantations de compensation dans le village	Promoteur (à faire réaliser par la Direction régionale des eaux et forêts)	Superficie reboisée, taux de survie des plants	10 000 000

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 32: Mesure de gestion des arbres abattus lors de la préparation du chantier

IMPACT : DESTRUCTION DE LA VEGETATION DE L'EMPRISE DU PROJET ET DES HABITATS DE LA FAUNE AVIAIRE ASSOCIEE A CETTE VEGETATION A LA PHASE DE CONSTRUCTION						
PHASE	Eléments	numero	mesures	responsable de la mise en œuvre	indicateurs de performance	coût en FCFA
construction	Milieu Biologique	1	Valoriser au niveau local le bois issu de l'abattage des arbres à un prix abordable pour les populations riveraines	Promoteur (à faire réaliser par Direction régionale des eaux et forêts)	Quantité de bois obtenu	PM
					Quantité de bois vendu au village	
					Prix du stère vendu aux populations locales	
					Montant total de la recette issue de la vente du bois issu de l'abattage des arbres	

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEF COD – CAFEXI, juin 2021

7.3. MESURES DE GESTION DES RISQUES ET IMPACTS A LA PHASE D'EXPLOITATION

Tableau 33: gestion des risques liés au déploiement d'agents de sécurité à la phase d'exploitation

RISQUES : VIOLENCES FAITES AUX PERSONNES VULNERABLES EN RELATION AVEC LE DEPLOIEMENT D'AGENTS DE SECURITE A LA PHASE D'EXPLOITATION				
COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT en FCFA
Milieu humain	Eviter le recours à la force sauf à des fins préventives ou défensives proportionnées à la nature et à la gravité de la menace	Promoteur	nombre de recours à la force	PM
	Informers la population sur l'existence d'un mécanisme de règlement des griefs permettant aux personnes affectées d'exprimer leurs préoccupations quant aux mesures de sécurité et aux actions du personnel de sécurité	Promoteur	Existence d'un mécanisme de gestion des plaintes	PM
	Evaluer les risques posés par les dispositifs de sécurité aux personnes sur le site du projet ou à l'extérieur de ce dernier	expert	Rapport d'évaluation	2 500 000
	Réaliser des enquêtes pour s'assurer que les agents chargés d'assurer la sécurité ne sont pas soupçonnés d'avoir participé à des actions abusives	Promoteur	Rapport d'enquête	1 000 000
	Réaliser une formation adéquate aux agents de sécurité dans l'utilisation de la force (et le cas échéant, l'utilisation des armes à feu) et à une conduite appropriée envers les employés et les communautés affectées	Promoteur	Nombre de formation organisées pour les agents	2 000 000

	Mener une enquête pour toute allégation crédible d'actes illicites ou de violations du personnel de sécurité et prendre des mesures pour empêcher que ces actions ne se reproduisent et informer les pouvoirs publics des actes illicites et abusifs	Promoteur	rapport d'enquête sur les cas d'actes illicites	1 000 000
			TOTAL	6 500 000

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEF COD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 34: Matrice de gestion des risques de pollution de l'environnement liés aux déchets solides produits à la phase d'exploitation

RISQUES DE POLLUTION DES SOLS, DES EAUX DE SURFACE ET DES EAUX SOUTERRAINES ET RISQUES D'ALTERATION DU CADRE DE VIE LIES AUX DECHETS SOLIDES PRODUITS A LA PHASE D'EXPLOITATION :					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COUT
EXPLOITATION	MPH	Construire un centre de traitement et de valorisation des déchets	PROMOTEUR	nombre de centre de traitement et de valorisation réalisés	PM
		valoriser des boues de la station de recyclage des eaux usées en foresterie		part de boue de vidange valorisée	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEF COD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 35: Matrice de gestion des risques de pollution liés aux eaux usées produites à la phase d'exploitation

RISQUES DE POLLUTION DE L' ENVIRONNEMENT PAR LES EAUX USEES PRODUITES A LA PHASE D'EXPLOITATION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COUT
EXPLOITATION	MPH	Construire une station de traitement des eaux usées	promoteur	Existence d'une station de traitement des eaux usées construites	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEF COD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 36: Gestion des risques de pollution des sols et des eaux liés aux huiles usagées à la phase d'exploitation

RISQUES : POLLUTION DES SOLS, DES EAUX DE SURFACE ET DES EAUX SOUTERRAINES PAR LES HUILES USAGEES A LA PHASE D'EXPLOITATION					
phase du projet	composantes	mesures	responsable de la mise en œuvre	indicateurs de performance	Coût en FCFA
Exploitation	MPH	Mettre en place un plan de gestion des huiles usées.	Promoteur	existence d'un document de plan de gestion des huiles usées et le taux d'exécution dudit plan	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 37: Matrice de gestion des risques liés au transport des produits dangereux à la phase d'exploitation

RISQUE : RISQUES DE POLLUTION ET D'EXPLOSION LIES AU TRANSPORT DE PRODUITS DANGEREUX A LA PHASE D'EXPLOITATION				
composantes	mesures	responsable de la mise en œuvre	indicateurs de performance	cout
MPH	Eviter ou réduire l'emploi de matières dangereuses	Promoteur	Existence d'une justification de l'utilisation des matières dangereuses	PM
	Elaborer un plan de gestion des matières dangereuses	Promoteur /Consultant	existence d'un plan de gestion des matières dangereuses	2 000 000
	Elaborer un Plan de préparation et d'intervention en cas d'urgence	Promoteur /Consultant	existence d'un plan de préparation et d'intervention en cas d'urgence	2 000 000
	Réaliser des formations des opérateurs dans le domaine de la prévention des déversements	Promoteur	nombre de formations réalisées au profit des opérateurs dans le domaine de la prévention des déversements	1 500 000
	Réaliser des inspections pour maintenir l'intégrité mécanique des infrastructures de confinement	Promoteur	Nombre d'inspections réalisées pour maintenir l'intégrité mécanique des infrastructures de confinement	2 000 000
	Acquérir les équipements d'intervention en cas de déversement, qui permettent de faire face	Promoteur	nombre d'équipements d'intervention en cas de déversement disponible pour faire face aux besoins aux stades	3 000 000

	aux besoins au moins aux stades initiaux d'un déversement		initiaux d'un déversement	
	Elaborer une liste des ressources extérieures en équipements et en personnel auxquelles il est possible d'avoir recours, si nécessaire, pour compléter les ressources internes	Promoteur	Existence d'un document contenant la liste des ressources extérieures en équipement et en personnel auxquelles il est possible d'avoir recours, si nécessaire, pour compléter les ressources internes	PM
			TOTAL	10 500 000

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 38: Matrice de gestion des risques liés à l'exposition des travailleurs au bruit des machines à la phase d'exploitation

NUISANCES SONORES CAUSEES AUX TRAVAILLEURS PAR LE BRUIT DES MACHINES <u>A</u> LA PHASE D'EXPLOITATION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COUT
Exploitation	MH	Respecter les horaires de travail	Promoteur	nombre de jours dans la semaine avec horaires de travail respecté	PM
		Choisir des équipements de travail et des engins les moins bruyants	Promoteur	Niveau sonore des engins de chantier	PM
		Doter les travailleurs exposés d'équipements de protection individuel	Promoteur	Nombre de travailleurs dotés d'équipements complets	PM

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 39: Mesures d'atténuation de la pollution de l'air par les poussières à la phase d'exploitation

IMPACT : POLLUTION DE L'AIR PAR LES POUSSIÈRES GÉNÉRÉES PAR LES DÉPLACEMENTS DES CAMIONS DE TRANSPORT PENDANT LA PHASE D'EXPLOITATION						
phase du projet	composantes	mesures		responsable de la mise en œuvre	indicateurs de performance	Coût en FCFA
Exploitation	Milieu Physique	1	Faire respecter les limitations de vitesse des véhicules	Promoteur	existence de document de limitation de vitesse	PM
		2	Veiller à arroser les pistes non bitumées empruntées par les camions du projet	Promoteur	nombre d'arrosages par jour	5 500 000
		3	Assurer la couverture des chargements des camions de transport	Promoteur	nombre de camions avec chargement couvert	2 500 000
		4	Utiliser des équipements de protection personnelle comme les masques à poussière pour les chauffeurs	Promoteur	nombre de chauffeurs utilisant les EPI	2 500 000
					TOTAL	10 500 000

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEF COD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 40 : Mesures d'atténuation de la pollution de l'air par les polluants atmosphériques à la phase d'exploitation

IMPACT : POLLUTION DE L'AIR PAR LES EMISSIONS PAR LES VEHICULES ET LES MOTEURS DE POLLUANTS ATMOSPHERIQUES A LA PHASE D'EXPLOITATION						
phase du projet	composantes	mesures	responsable de la mise en œuvre	indicateurs de performance	Coût en FCFA	
Exploitation	MPH	1	Suivre un programme d'entretien des moteurs conformément aux recommandations du fabricant : camions comme engins à deux roues	Promoteur	existence d'un programme d'entretien	PM
		2	Remplacer les véhicules les plus anciens par des véhicules plus récents, plus économes en carburant	Promoteur	qualité du parc auto	PM
		3	Encourager le transport en commun des travailleurs	Promoteur	nombre de travailleurs utilisant les transports en commun	PM
				TOTAL	PM	

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEF COD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 41: Matrice de gestion des risques de propagation des IST et du VIH SIDA au sein des travailleurs et de la population riveraine à la phase d'exploitation

RISQUES DE PROPAGATION DES IST, DU VIH SIDA, DES CAS DE GROSSESSES PRECOCES CHEZ LES TRAVAILLEURS, LES JEUNES FILLES DE LA ZONE RIVERAINE, DES POPULATIONS RIVERAINES A LA PHASE D'EXPLOITATION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT en FCFA
Exploitation	MH	Favoriser les recrutements des résidents (pour éviter des familles séparées)	Entreprise	pourcentage d'ouvriers locaux par rapport au nombre total d'ouvriers	PM
Exploitation	MH	Organiser des campagnes de sensibilisation des jeunes et des travailleurs sur les IST et le VIH/SIDA	Entreprise	nombre de campagnes de sensibilisation organisées	5 000 000
Exploitation	MH	animer des campagnes de sensibilisation des jeunes filles pour la prévention des grossesses précoces	entreprise	nombre de campagnes de sensibilisation organisées	3 000 000
Exploitation	MH			Total	8 000 000

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 42: Matrice de gestion des risques de dépravaion des mœurs au sein des communautés riveraines à la phase d'exploitation

RISQUE DE DEPRAVATION DES MŒURS AU SEIN DES COMMUNAUTES RIVERAINES DÛ A LA PRESENCE DES TRAVAILLEURS A LA PHASE D'EXPLOITATION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT en FCFA
EXPLOITATION	MH	Conduire des campagnes de sensibilisation des jeunes sur le respect des valeurs culturelles locales	Entreprise chargée des travaux et Direction du projet	nombre de campagnes de sensibilisation réalisées sur le respect des valeurs culturelles locales ; nombre de personnes touchées	1 000 000

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 43 : Mesures de réduction des risques d'accident du travail à la phase d'exploitation

RISQUES : ACCIDENT DU TRAVAIL POUR LES TRAVAILLEURS A LA PHASE D'EXOLITATION				
composante	mesures	responsable de la mise en œuvre	indicateurs de performance	Coût en FCFA
MH	Respecter la réglementation en vigueur concernant la sécurité	Promoteur	nombre de cas d'infractions contre la réglementation en matière de sécurité	PM
	Assurer la présence sur le chantier ou au niveau du service d'au moins une personne formée aux premiers secours	Promoteur	présence au cervice ou au chantier d'une personne formée au secours	PM
	Veiller au respect strict des consignes de sécurité	Promoteur	nombre d'agents pris en flagrant delit ne respectant pas les consignes de securité	PM
	Veiller à l'affichage des coordonnées téléphoniques des centres de secours	Promoteur	existence d'un affichage indiquant les contacts téléphoniques des centres de secours	PM
	Mettre en œuvre un programme de formation et d'information permanente des travailleurs sur la sécurité du travail	Promoteur	existence d'un programme de formation et état de mise en œuvre	3 000 000
	Assurer la vérification technique préventive du matériel, des engins, des machines	Promoteur	nombre de vérifications techniques réalisées sur les machines	2 500 000
	Mettre à la disposition des travailleurs des moyens d'intervention en cas de blessure (trousse de premier secours)	Promoteur	Existence de moyens d'intervention en cas de blessure	1 500 000
	Assurer un dégagement permanent de l'accès du site aux secours	Promoteur	exitence d'un dégagement permanent de l'accès du site aux secoursites	1 500 000
			Total	8 500 000

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Tableau 44: Mesures d'atténuation de l'accroissement de la pression sur les services sociaux de base des communautés riveraines à la phase d'exploitation

IMPACT : ACCROISSEMENT DE LA PRESSION DE LA POPULATION SUR LES SERVICES SOCIAUX DE BASE DANS LE VILLAGE LIE A L'AFFLUX DE MIGRANTS A LA PHSE D'EXPLOITATION					
PHASE DU PROJET	COMPOSANTES	MESURES	RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	COÛT en FCFA
Exploitation	MH	Réaliser des infrastructures sociales de base pour améliorer l'accès des population aux services sociaux de base (forages et bornes fontaine, dispensaire, écoles)	Direction du Projet	Nombre d'infrastructures sociales réalisées	400 000 000

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Le coût total des mesures de gestion des impacts et risques est égal à : **445 000 000 francs CFA**

7.4. SUIVI ET SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Le suivi est l'ensemble des activités d'observation et de mesures visant à déterminer les impacts réels d'une installation (comparativement aux pronostics d'impacts réalisés lors de l'étude d'impact sur l'environnement). Les objectifs principaux sont :

- la modification de l'activité planifiée ou la mise en place des mesures d'atténuation si des impacts négatifs imprévus sont constatés;
- la détermination de la précision des prévisions d'impacts et de l'efficacité des mesures d'atténuation afin de transmettre ces expériences à des activités futures similaires;
- le contrôle de l'efficacité du management environnemental de l'activité étudiée;
- la révision des prévisions d'impacts sur l'environnement afin de mieux gérer les risques et les incertitudes.

Le suivi environnemental est obligatoire et doit se faire systématiquement pour tous les projets soumis à une étude d'impact sur l'environnement. Le suivi environnemental ne se fait que pour certains types de projets . Le suivi environnemental est appliqué de cas en cas, selon les besoins.

La surveillance environnementale est une :

- Activité par laquelle l'entreprise s'assure que tous ses engagements et obligations en matière d'environnement, incluant les mesures d'atténuation, sont appliqués, avant (préparation du chantier), pendant (exécution des travaux) et après (exploitation et éventuellement fermeture) les travaux ;
- Activité d'inspection, de contrôle et d'intervention visant à vérifier que toutes les exigences et conditions en matière de protection d'environnement soient effectivement respectées avant,

pendant et après les travaux.

Les objectifs de la surveillance environnementale sont les suivants :

- Les engagements réfèrent principalement aux mesures d'atténuation générales et particulières prévues pour le projet, mais aussi au respect des lois, des règlements, des certificats et des décrets délivrés par les autorités gouvernementales ainsi qu'à tout autre engagement environnemental pris par l'entreprise à l'égard du projet ;
- le respect d'une saine pratique environnementale lors de l'exécution même des travaux, que ces derniers soient du ressort du promoteur ou l'un de ses partenaires entrepreneurs.

La surveillance environnementale est obligatoire et doit se faire systématiquement pour tous les projets soumis à une étude d'impact sur l'environnement.

Le projet doit mettre en place un dispositif organisationnel en lien avec les objets à suivre et l'aire d'influence du projet. Des comités de suivi environnemental et social seront mis en place dans la zone d'intervention du projet : un comité de suivi de la zone restreinte, un comité de suivi de la zone riveraine et un comité de suivi régional. Chaque comité de suivi produit un rapport annuel de suivi environnemental et social en tenant compte des indicateurs de suivi prévus. La composition du comité de suivi dépend des données à collecter. Le comité de suivi est tenu de rendre compte à la population des résultats du suivi. Le tableau ci-dessous définit les tâches des différents comités selon la phase du projet.

Tableau 45: Tâches des comités de suivi du projet

N°	Phase Acquisition des terres	Phase Aménagement et construction	Phase Exploitation	Phase Fermeture du projet
Comité de suivi de la zone restreinte				
1	Suivi de l'Evaluation des pertes et suivi du paiement des indemnités	Suivi du respect des engagements environnementaux et sociaux de l'entreprise	Suivi de la mise en œuvre effective du Plan d'engagement environnemental et social du promoteur	Suivi du respect des engagements environnementaux et sociaux de l'entreprise et du promoteur
Comité de suivi de la zone riveraine				
	xxxx	Suivi du respect des engagements environnementaux et sociaux de l'entreprise	Suivi de la mise en œuvre effective du Plan d'engagement environnemental et social du promoteur	Suivi du respect des engagements environnementaux et sociaux de l'entreprise et du promoteur
Comité de suivi régional				
	Xxxxx	Xxxxx	Suivi de la production agricole, des pratiques de gestion de la fertilité des sols et de l'utilisation des pesticides ; suivi de la qualité des sols et des eaux ; suivi des revenus, de la sécurité alimentaire des ménages avec l'appui de l'Institut National de la Statistique	Xxxxx

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

Le tableau ci-dessous donne la liste des indicateurs et des acteurs de suivi.

Tableau 46: Liste des indicateurs et des acteurs de suivi du projet

	Paramètre à surveiller	Phase du projet	Zone d'influence concernée	Méthodes/ Approche d'échantillonnage	Responsabilité	Fréquence du suivi/rapportage	Coût en FCFA
1	Qualité de l'air intérieur	Exploitation	Intérieur de l'agroparc	Identification de postes fixes pour les mesures régulières de la qualité de l'air	CIAPOL	1fois/an	2 000 000
2	Qualité de l'air au niveau local	Exploitations	Dans la zone riveraine	Identifier des points de mesure pour le suivi régulier de la qualité de l'air	CIAPOL	1 fois/an	1 000 000
2	La fertilité des sols dans la Région	Exploitation	Région	Elaborer un plan d'échantillonnage	Laboratoire spécialisé	1fois/5ans	5 000 000
3	Niveau de pollution des sols autour du CAS	Exploitation	Zone riveraine	Prélèvement de sol à la tarière sur l'horizon de surface autour du parc pour la détermination de métaux lourds	Laboratoire spécialisé	1 fois/3ans	2 000 000
4	Qualité des eaux souterraines autour du CAS	Exploitation	Zone riveraine	Installer des piézomètres et échantillonner régulièrement pour les analyses	Services en charge de l'eau	1 fois/3 ans	1 000 000
MILIEU BIOLOGIQUE							
1	La végétation (taux de couverture)	Exploitation	Région	Utilisation des images satellites	Direction générale des eaux et forêts	1 fois/3 ans	2 000 000
2	La biodiversité	Exploitation	Région	Réaliser des inventaires floristiques	Direction générale des eaux et forêts	1 fois/3 ans	10 000 000
3	La faune (diversité, effectif)	Exploitation	Région	Réaliser des inventaires de faune	Direction Régionale des eaux et forêts	1 fois/3 ans	10 000 000
MH							
1	Le nombre d'emplois créés	Phase construction	Région	Consultation de la documentation du projet	Institut de la statistique	1 fois/3 ans	PM
		Phase exploitation	Région	Consultation de la documentation du projet	Institut de la statistique	1fois/mois	PM
2	La prévalence des IST-VIH SIDA	Exploitation	Région, locale	Enquêtes	Institut de la statistique	1 fois/an	1 000 000

	Paramètre à surveiller	Phase du projet	Zone d'influence concernée	Méthodes/ Approche d'échantillonnage	Responsabilité	Fréquence du suivi/rapportage	Coût en FCFA
3	la santé et la sécurité au travail	Exploitation	Site du CAS	Enquêtes	Institut de la statistique	1 fois/an	1 000 000
24	Les revenus des ménages	Exploitation	Région	Enquêtes	Institut de la statistique	1 fois/an	1 000 000
17	Les conditions de vie des ménages	Exploitation	Région	Enquêtes	Institut de la statistique	1 fois/an	1 000 000
4	Les conditions des femmes	Exploitation	Région	Enquêtes	Institut de la statistique	1 fois/3 ans	1 000 000
5	Les conditions des jeunes filles	Exploitation	Région	Enquêtes	Institut de la statistique	1 fois/an	1 000 000
9	Les grossesses non désirées	Exploitation	Région	Enquêtes	Institut de la statistique	1 fois/an	1 000 000
12	Le flux migratoire	Exploitation	Région	Réaliser des enquêtes	Institut de la statistique	1 fois/3 ans	1 000 000
						Total	41 000 000

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

7.5. ACTIONS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES

Tableau 47 : Actions de renforcement des capacités et indicateurs de suivi

	MESURES	INDICATEURS	Responsable de la mise en œuvre	Coût en FCFA
1	Organiser des formations des éleveurs sur les cultures fourragères	Nombre d'éleveurs formés	Coordination du projet	15 000 000
2	Organiser des formations des agriculteurs sur la gestion intégrée de la fertilité des sols et l'utilisation rationnelle des engrais chimiques	Nombre d'agriculteurs formés sur la gestion intégrée de la fertilité des sols et l'utilisation rationnelle des engrais	Coordination du projet	10 000 000
3	Organiser des formations à l'intention des producteurs de la zone du projet sur la gestion intégrée des maladies et des ravageurs et l'utilisation rationnelle des pesticides chimiques	Nombre d'agriculteurs formés	Coordination du projet	10 000 000
4	Organiser des formations des agriculteurs sur les pratiques agroécologiques	Nombre d'agriculteurs formés	Coordination du projet	15 000 000
			TOTAL	50 000 000

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

7.6. MECANISME DE GESTION DES PLAINTES ET RECOURS

Au cours des différentes phases du projet (Processus de Consultations des parties prenantes, Acquisition des terres, Aménagement et Construction, Exploitation, Fermeture) des plaintes de nature diverse peuvent apparaître. Il y a donc nécessité de mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes spécifiques pour apporter une réponse appropriée.

Dans le cadre du projet de création de ce Centre d'Aggrégation et de Services (CAS), un mécanisme de gestion des plaintes liées à l'acquisition des terres (en lien avec le PAR) a été mis en place pour gérer les différentes réclamations des personnes affectées par le projet. Le MINADER en tant que promoteur du projet aura un rôle capital à jouer. Le coût de fonctionnement de ce mécanisme a été intégré dans le coût global du PGES.

Au cours de la phase d'aménagement et de travaux, l'entreprise chargée d'exécuter des travaux sur le terrain aura certainement à faire face à des plaintes d'une autre nature. La mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes spécifique est alors indispensable. L'entreprise aura un rôle capital à jouer au niveau de ce mécanisme.

A la phase d'exploitation du projet, un mécanisme de gestion des plaintes est nécessaire pour gérer les plaintes qui surviendront. A cette phase, l'Unité de Gestion du Projet va jouer un rôle capital à jouer.

LES PRINCIPES FONDATEURS DU MGP

Pour s'assurer de l'efficacité d'un MGP, il est nécessaire de l'asseoir sur des principes fondamentaux majeurs :

Participation : le dispositif garantit une participation large et inclusive des parties prenantes. Le succès et l'efficacité du système ne seront assurés que s'il est développé avec une forte participation de représentants de tous les groupes de parties prenantes et s'il est pleinement intégré aux activités de préparation (consultation, validation des différentes études). Les parties prenantes doivent être consultés et doivent participer à chaque étape du mécanisme.

Confidentialité : la confidentialité permet d'assurer la sécurité et la protection de ceux qui déposent une plainte ou une doléance et des personnes concernées par celle-ci. La confidentialité peut être levée à la demande du requérant.

Transparence : Les usagers doivent être clairement informés de la marche à suivre pour avoir accès au mécanisme de gestion de plaintes et des différentes procédures qui suivront une fois qu'ils l'auront fait. Il est important que l'objet et la fonction du mécanisme soient communiqués en toute transparence. Informer les parties impliquées de la gestion et le traitement de la plainte et fournir suffisamment d'informations sur le déroulement du processus pour inspirer confiance quant à l'efficacité du mécanisme et à sa capacité à satisfaire l'intérêt public. Le principe de la transparence vise à inspirer la confiance dans le mécanisme de règlement des plaintes en tenant les plaignants informés des progrès de leur dossier et en communiquant avec les groupes de parties prenantes au sujet du fonctionnement général du mécanisme. La transparence relative aux résultats n'implique pas l'obligation de publier les détails concernant les plaintes individuelles. Le principe implique plutôt un dialogue avec les parties prenantes sur les modalités du mécanisme. La transparence devra également être jugée par rapport à d'autres considérations comme le respect de la confidentialité et le souci d'éviter d'exacerber les tensions entre différents groupes.

Accessibilité : être connu de tous les groupes de parties prenantes concernés par les projets et offrir une assistance adéquate aux groupes ou personnes moins favorisés et ceux qui rencontreraient des obstacles particuliers pour y accéder. Le mécanisme devra être connu de toutes

les parties prenantes concernées, indépendamment de leur langue, sexe, âge, ou statut socioéconomique. Il est essentiel que le mécanisme soit accessible aux parties prenantes, en particulier celles qui sont souvent exclues ou qui sont le plus marginalisées ou vulnérables.

Sécurité : Pour s'assurer que les personnes sont protégées et qu'elles peuvent présenter une plainte ou une inquiétude en toute sécurité, il faut évaluer les risques potentiels pour les différents usagers et les intégrer à la conception du MGP. Il est essentiel d'assurer la sécurité des personnes qui ont recours au mécanisme si on veut qu'il inspire confiance et qu'il soit utilisé de manière efficace.

Mise en contexte et pertinence :

Tout processus de développement d'un système doit être localisé de façon à ce qu'il soit adapté au contexte local dans la mesure du possible en respectant les principes fondateurs ci-mentionnés, qu'il soit conforme aux structures de gouvernance locales et qu'il s'inscrive dans le cadre particulier du programme ou du projet mis en œuvre.

Légitimité : Etablir la confiance avec les groupes de parties prenantes, et donner la garantie de la conduite équitable du processus de gestion de plaintes. Les parties prenantes doivent être capables de s'assurer que des influences internes ou externes, ou d'autres parties prenantes, ne compromettent pas le déroulement équitable de la procédure. Le MGP doit offrir toute garantie de crédibilité. Toute personne qui dépose une plainte doit avoir confiance dans un traitement juste et objectif de sa plainte. Le processus et ses résultats sont importants pour l'instauration de la confiance dans le mécanisme.

Prévisibilité : le mécanisme doit comporter une procédure compréhensible et connue, assortie d'un calendrier à titre indicatif pour chaque étape, et être claire quant au processus et résultats possibles et aux modes de suivi de la mise en œuvre.

Équité : s'efforcer de garantir que les parties lésées bénéficient d'un accès raisonnable aux sources d'information, aux conseils et à l'expertise nécessaires pour une participation à un processus d'examen des plaintes dans des conditions de respect, d'équité et de clarté. L'équité renvoie à l'impartialité du processus et à la façon dont ce processus traite les déséquilibres de rapports de force et de connaissances entre le projet et le/les plaignant (s). Le principe d'équité implique également le traitement de chaque plainte de manière cohérente et en faisant montre de respect vis-à-vis du plaignant, et sans préjuger si le problème est fondé ou non.

Compatible avec les droits : Garantir que les résultats et les voies de recours soient conformes aux dispositions juridiques (réglementaires, législatifs, institutionnels) des droits de l'homme reconnus à l'échelle nationale et/ou internationale. Les droits de l'homme sont l'un des fondements sur lesquels repose tout mécanisme de règlement des plaintes. Ceci s'applique tant au processus lui-même qu'aux recours obtenus.

LES TYPES DE PLAINTES

Les plaintes à la phase de préparation du processus peuvent par exemple porter sur : l'exclusion au processus de consultation des parties prenantes (participation aux ateliers/réunions de concertation ou de validation, de sensibilisation ou d'information) ; l'absence de mise en place de mesures appropriées pour faciliter la participation des groupes vulnérables et des représentants des communautés locales ; l'absence de justification de la non prise en compte des avis/positions des parties prenantes (particulier/ plateformes/ OSC /faitières /groupes vulnérables/ handicapés/ genre/petits exploitants ; etc.) ; le manque ou l'insuffisance d'informations opportunes sur le processus ; le choix des représentants des parties prenantes aux ateliers/rencontres organisés dans le cadre du processus quand ce choix dépend du gouvernement ; la non implication des

populations locales dans la préparation du processus ; le désaccord sur le choix des lieux de la tenue des rencontres/ mode d'accompagnement des parties prenantes.

LES NIVEAUX DE RESOLUTIONS DES PLAINTES OU DOLEANCES

Dans le cadre du mécanisme, il y aura trois (03) niveaux de saisine à savoir :

- le niveau local (villages, cantons, préfectures) dont les responsables de gestion des Plaintes sont les chefs de villages, les chefs de cantons, les directeurs départementaux de l'agriculture,
- le niveau régional dont les responsables de gestion des Plaintes sont les directeurs régionaux de l'agriculture,

- le niveau national (l'Unité de Gestion du Projet 2PAI NORD) dont le responsable de gestion des plaintes est le responsable de la Sauvegarde Environnementale et Sociale du projet.

Ces trois niveaux (local, régional et national) sont des niveaux de saisine car celle-ci dépend du niveau où se trouve le plaignant.

La plainte est déposée au niveau où se trouve le plaignant et lorsque le plaignant n'est pas satisfait de la solution qui lui est proposée, il est en mesure et en droit de saisir le niveau supérieur. Si un plaignant n'est pas satisfait de la solution à un niveau de saisine (inférieur) il est autorisé à saisir le niveau supérieur en vue d'obtenir satisfaction. Celui qui réside à Abidjan peut saisir directement l'UGP.

A tous les niveaux (local, régional et national), les modes de saisine et de traitement/règlement des plaintes sont conformes avec les pratiques et les codes sociaux en vigueur : par exemple soumission des plaintes par déposition directe (expression orale avec une transcription de celui qui enregistre), par écrit (correspondance), par téléphone.

Niveau local

Au niveau local, le plaignant s'adresse soit au chef de village, au chef canton, au directeur départemental de l'agriculture. La saisine se fait généralement par voie orale et le règlement se fait par conciliation. Les chefs de villages bénéficieront d'un renforcement de capacités pour pouvoir bien gérer un registre de plaintes. En cas d'échec de conciliation à une échelle donnée, le plaignant ou le cadre de concertation (Préfectoral, régional) saisit l'échelle supérieure. Les plaintes doivent être enregistrées et les résolutions ou décisions doivent être consignées par écrit et bien documentées.

La plainte peut être déposée chez le chef (de village ou de canton) qui la fait enregistrer à son secrétariat avant toute résolution. Le chef de village ou de canton est tenu d'informer (oralement ou par écrit) le directeur départemental de l'agriculture (DD Agriculture) de l'issue de la plainte.

Les plaintes reçues au niveau du préfet seront enregistrées, traitées, résolues et documentées. Une copie du dossier de chaque plainte doit être transmise au DD Agriculture.

Les plaintes reçues au niveau du DD agriculture seront également enregistrées, traitées, résolues et documentées. Le DD agriculture devra en outre enregistrer et archiver tous les dossiers de plainte transmis par les chefs de village, les préfets, les DD Agriculture. Il transmettra pour chaque dossier de plainte une copie à la direction régionale de l'agriculture (DR agriculture).

Niveau régional

Au niveau régional, le plaignant s'adresse au directeur régional de l'agriculture (DD agriculture). La saisine se fait par écrit et est enregistrée. Le règlement se fait par conciliation matérialisée par un

procès-verbal de transaction signé par le directeur régional. Les plaintes reçues au niveau du DD agriculture seront également enregistrées, traitées, résolues et documentées.

Le directeur devra en outre enregistrer et archiver les dossiers de plaintes transmis par les DD agriculture. Il transmettra pour chaque dossier de plainte une copie à l'UGP.

Niveau national

Au niveau national, les plaintes seront reçues directement au niveau de l'UGP, puis enregistrées au niveau de la cellule des affaires juridiques, traitées et documentées. Les copies des dossiers de plaintes reçues des directeurs régionaux seront archivées.

LES CANAUX DE TRANSMISSION

Par respect au principe d'accessibilité et de mise en contexte, le mode de dépôt des plaintes sera diversifié (plaintes orales, écrites, SMS, réseaux sociaux, comportement (absence ou refus de participation)). Ainsi, les plaintes seront reçues sous plusieurs formes et de plusieurs manières :

- un appel téléphonique au numéro standard du secrétariat de l'UGP où les gens peuvent déposer une plainte ;
- une boîte de réclamation sur la page web du Projet
- boîtes à plainte dans les communautés où les gens peuvent déposer des plaintes anonymes ou non par écrit ;
- Autres.

LES DIFFERENTES ETAPES DE LA GESTION D'UNE PLAINTE³

Les plaintes peuvent provenir de plusieurs localités de la zone d'intervention du projet. Le processus de gestion des plaintes se déroule en plusieurs étapes à savoir :

1. Réception :

Selon les niveaux de gestion, les plaintes sont recevables aux secrétariats des chefs de villages ou chefs de cantons, aux secrétariats des préfectures, des directions régionale et départementales de l'agriculture.

2. Enregistrement des plaintes

En fonction du niveau de saisine, l'enregistrement se fera soit : au niveau du chef de village et de canton ; du secrétariat du directeur départemental et de l'agriculture, du préfet, du directeur régional de l'agriculture. Sur le plan national, cet enregistrement se fera au niveau de la cellule des affaires juridiques. Un outil d'enregistrement sera mis à disposition à chaque niveau de saisine et les agents responsables auront leurs capacités renforcées. L'enregistrement peut se faire à tous les niveaux par une déposition orale sur la base du renseignement du registre de recueil ; une correspondance écrite, un appel téléphonique, un SMS, etc

3. Accusé de réception

Un accusé de réception sera donné au plaignant dans un délai de cinq (05) jours ouvrables après la réception formelle de la plainte par l'autorité en charge. L'accusé de réception renseignera le

³ SOURCE :

ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière. direction générale des infrastructures et des équipements urbains ; groupe de la banque mondiale. projet d'infrastructures et de développement urbain (pidu) octobre 2020 : mécanisme de gestion des plaintes(mgp), 92p) :

destinataire sur l'avancement de sa plainte ; le cas échéant, des éclaircissements ou des informations complémentaires seront demandés pour la meilleure compréhension du problème

4. Eligibilité d'une plainte

Toute plainte doit se rapporter aux activités du projet. On recherchera le lien entre les faits incriminés et les activités et impacts du projet. L'évaluation de l'éligibilité permettra également de savoir si le cas doit être traité dans le cadre de MGP ou défermé à d'autres mécanismes (audit interne, autres institutions au plan national, police, justice...) Les plaintes pourront être catégorisées suivant qu'elles soient prioritaires ou non. Les plaintes prioritaires sont celles qui pourraient avoir un impact négatif majeur sur le processus de consultation et d'engagement de parties prenantes, ou qui peut avoir un impact négatif majeur sur la gestion du projet. Un autre critère est le fait d'impacter négativement des groupes vulnérables ou d'avoir déjà provoqué un impact négatif économique, social ou environnemental sur le plaignant. Les plaintes où ces risques sont faibles n'auront pas la même priorité. Dans tous les cas, il est garanti aux parties prenantes au processus que les plaintes seront traitées de façon confidentielle, de manière à éviter éventuellement toutes représailles ou toute atteinte gratuite à la dignité des plaignants. L'inadmissibilité de la réclamation est évoquée lorsqu'elle ne répond pas aux critères de base ou parce qu'un autre mécanisme est plus qualifié pour la traiter.

5. Traitement des plaintes

Les plaintes qui sont enregistrées au niveau régional sont réglées par un cadre de concertation régional ; il en est de même de celles qui viennent du niveau départemental et celles au niveau local (cadre de concertation local).

Les dossiers qui déposés ou transmis à la Coordination nationale sont traités au niveau national par l'Unité de Coordination Nationale.

Le traitement des plaintes aboutira à trois (03) réponses possibles notifiées aux parties dans un délai de quatorze (14) jours ouvrés :

- action directe visant à résoudre le problème (réponse directe de l'UGP pour résoudre la plainte);
- évaluation supplémentaire (une vérification large et approfondie pouvant requérir l'extension de délai de traitement ou enquête conjointe, ou engagement d'un dialogue, de négociations pour une résolution conséquent de la plainte) et engagement avec le plaignant et les autres parties prenantes pour déterminer conjointement la meilleure solution ;
- Pour les cas sensibles, le MGP peut recourir à une enquête indépendante pour une résolution appropriée basée sur les avis des experts.

6. Communication de la réponse au plaignant et recherche d'un accord

Les termes de la réponse adressée à chaque plaignant devront être adaptés à son niveau intellectuel, social et culturel. Cette réponse pourra inclure :

- les explications sur le choix de traitement,
- les procédures qui s'en suivront,
- le dialogue nécessaire pour plus d'éclaircissement,
- les organisations judiciaires ou non judiciaires proposées pour les cas qui dépassent le MGP.

7. Mise en œuvre des réponses ou des mesures proposées

Si le plaignant est d'accord on passe à la mise en œuvre de la réponse proposée, à savoir soit une

action directe, soit un examen approfondi, soit le transfert du dossier à d'autres structures plus appropriées. Si le plaignant ne croit pas à l'inéligibilité de sa plainte ou rejette la résolution proposée, le cadre de concertation doit procéder comme suit :

- relever les raisons de son refus qu'il enregistre,
- fournir les informations complémentaires,
- si possible revoir l'approche proposée.

Si le désaccord persiste, il faudra indiquer au plaignant les autres voies de recours du MGP et celles en dehors du MGP en tenant toutefois informer l'UGP et la Banque mondiale afin de prévenir par avance d'une éventuelle saisine par le plaignant et de communiquer le dossier de la plainte et des voies et moyens utilisés pour résoudre en vain la plainte.

8. Révision des réponses en cas de non résolution

En cas de non conciliation, le Cadre de concertation au niveau régional ou départemental tentera de trouver une proposition des mesures alternatives et voir si elles satisfont les préoccupations du plaignant. En cas de persistance de non conciliation, elle indiquera d'autres voies de recours disponibles, y compris les mécanismes administratifs, judiciaires. Quelle que soit l'issue, le conciliateur doit documenter et communiquer aux parties toutes les discussions et les choix offerts.

9. Appel /recours

Tout plaignant qui n'aurait pas trouvé satisfaction par rapport la solution proposée peut faire appel. Si c'est au niveau départemental qu'il n'a pas satisfaction, le plaignant peut saisir le niveau régional. En outre, si la résolution de sa plainte au niveau régional n'est pas satisfaisante, le plaignant peut saisir l'UGP. Dans le cas où, il aurait franchi ces étapes sans trouver satisfaction à sa plainte, il pourra s'adresser au tribunal territorialement le plus proche pour la voie judiciaire prenne la relève.

10. Clôture de la plainte Clôture de la plainte

La procédure sera clôturée si la réponse a eu des résultats positifs et satisfaisants pour les parties et mène à une entente. A tous les niveaux du processus, toutes les étapes doivent être documentées et il en est de mêmes pour les résultats. La résolution et la clôture du dossier devront intervenir dans les 30 jours (délai maximal) à compter de la date de réception de la plainte initiale par le secrétariat du niveau de saisine. Ce délai peut être repoussé de 15 ou 30 jours en cas de complexité. L'UGP tout comme les autres niveaux (régional et départemental) de résolution des plaintes proposera dans tous les cas la possibilité de recours. Quelle que soit l'issue, toutes les pièces justificatives des réunions qui auront été nécessaires pour aboutir à la résolution devront être consignées dans le dossier de la plainte. À toutes les étapes de résolution de la plainte et à tous les niveaux, l'UGP est informée du processus de résolution. Il est nécessaire de documenter la leçon tirée lorsque la situation a été particulièrement complexe ou inhabituelle.

CADRE ORGANISATIONNEL

Le Mécanisme de Gestion des Plaintes est intégré dans l'organigramme de la coordination du Projet 2PAI NORD CI. Elle fera partie des attributions de l'UGP. La gestion du mécanisme s'appuiera sur les expertises existantes au plan national et local et fera l'objet de formation et/ou de renforcement des capacités des acteurs impliqués pour mettre en œuvre le mécanisme.

RAPPORTAGE

L'UGP enregistrera toutes les plaintes directement reçues et celles dont les copies lui sont

transmises par la Direction Régionale du MINADER dans un registre de plaintes tenu par le Responsable de la sauvegarde environnementale et sociale du projet 2 PAI NORD CI. Le système fera un suivi et rapportera :

- le nombre de plaintes reçues ;
- le nombre et le pourcentage de plaintes qui ont abouti à un accord ou qui ont été résolues ;
- le nombre et le pourcentage de plaintes présentées par des parties prenantes considérées vulnérables ;
- le nombre et le pourcentage de plaintes qui ont été soumises à d'autres structures hors MGP ;
- le nombre et le pourcentage de plaintes qui n'ont pas abouti à un accord.

ARCHIVAGE

Il sera mis en place un système d'archivage physique pour le classement des plaintes à tous les niveaux. Ce système donnera accès aux informations sur :

- i) les plaintes reçues
- ii) les solutions trouvées et
- iii) les plaintes non résolues nécessitant d'autres interventions.

Au niveau de l'UGP en plus de l'archivage physique, il y aura un archivage électronique qui sera composé de deux modules : un module sur les plaintes reçues et un autre sur les plaintes traitées.

CAS DES DOLEANCES ET RETROACTION

Les cas de doléances et rétroaction seront gérés par les mêmes acteurs et à tous les niveaux de la même manière que les plaintes. Rentre dans le champ des doléances toute réclamation non comprise dans la liste des types de plaintes du point

SUIVI-EVALUATION

Une évaluation des capacités institutionnelles pour la mise en œuvre du MGP sera faite.

En plus un programme de renforcement de capacités notamment des organes en charge de l'enregistrement des plaintes, réclamations et doléances ainsi que ceux impliqués pour le traitement sera, à cet effet, élaboré et mis en œuvre.

Il sera tenu les statistiques sur les plaintes reçues, les mesures prises et les résultats obtenus, y compris les délais de réponse et de clôture.

Dans le souci d'améliorer l'efficacité du mécanisme, des analyses seront faites pour tirer les leçons, proposer des améliorations et envisager le renforcement des capacités des acteurs impliqués.

ESTIMATION BUDGETAIRE

L'estimation du budget prend en compte :

- le renforcement de capacités des acteurs impliqués,
- les enquêtes,
- la charge de travail (heures et personnel),
- la communication autour du MGP pour le faire connaître,
- les coûts des mesures et solutions.

Ces aspects ont été pris en compte dans le MGP qui est prévu dans le PAR.

7.7. CONSULTATION PUBLIQUE

La participation du public et des parties prenantes est maintenant reconnue comme un élément essentiel du processus d'EIES. En effet, elle permet de prendre des décisions plus adaptées et consensuelles. Par ailleurs, le public est une source importante de connaissances locales et traditionnelles sur la zone d'étude du projet et ses impacts environnementaux potentiels. En faisant participer le public, les promoteurs du projet peuvent recueillir cette information, mieux comprendre les préoccupations du public et y répondre, et informer les gens sur les décisions qui sont prises. La viabilité d'un projet s'améliore dans la mesure où les points de vue des parties prenantes sont pris en compte. Ce sont ces principes qui ont été appliqués dans le cadre de cette étude.

Objectif de la consultation publique

L'objectif de la consultation est d'assurer un large soutien communautaire pour le projet et pour veiller à ce que les personnes touchées approuvent les mesures de gestion et d'atténuation proposées (BAD, lignes directrices sur les sauvegardes ; Guidance Note 2.1).

Approche méthodologique

En raison de la pandémie due au COVID19, les principaux outils méthodologiques utilisés lors de ces différentes consultations ont été l'entretien semi structuré individuel et les focus group. Les entretiens ont visé les services techniques centraux à Abidjan, les services techniques et administratifs déconcentrés (Régions administratives, communes, villages), les acteurs de la transformation agroalimentaire, les acteurs de la gestion environnementale et sociale.

Synthèse de la consultation publique

La consultation publique s'est déroulée du 19 au 27 octobre 2020 et a porté particulièrement sur les sujets suivants :

- Les informations sur le nouveau projet,
- Les questions/réponses sur le projet,
- L'analyse de la capacité de gestion des déchets solides et liquides de la ville de Ferkessedougou,
- La sécurité des travailleurs des unités de transformation agro alimentaire de la Région
- Les attentes des populations,
- Les craintes des populations,
- Les recommandations des populations

Les détails des consultations sont en annexe. Les personnes consultées ont reconnu qu'elles ne sont pas au courant du projet. Mais elles sont toutes unanimes que va considérablement réduire le chômage et contribuer au développement de la Région de la Bagoué. Cependant les propriétaires des unités de transformation agroalimentaires redoutent que le nouveau projet ne devienne un sérieux concurrent pour leurs structures. La gestion des déchets solides urbains et liquides ainsi que les déchets des unités de transformation agroalimentaires connaît de sérieuses insuffisances.

7.8. BUDGET DU PGES

Le tableau ci-dessous présente le coût estimatif des actions du plan de gestion environnementale et sociale en phase d'exploitation. La gestion environnementale et sociale à la phase de construction est sous la responsabilité de l'entreprise en charge des travaux et est intégrée dans les clauses environnementales et sociales. Le coût total du **PGES s'élève 1 055 110 264 FCFA à y compris le coût du Plan de réinstallation**

Tableau 48 : Budget du Plan de Gestion Environnemental et Social

	Désignations	BAD (FCFA)	ETAT (FCFA)
1	Mesures d'atténuation des impacts négatifs	0	455 000 000
2	Suivi et surveillance environnementale et sociale	0	41 000 000
3	Renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre du PGES	0	50 000 000
4	Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du PGES	0	30 000 000
5	Audit environnemental	0	20 000 000
6	Inspection par l'ANDE	0	20 000 000
7	Campagne de communication et de sensibilisation des parties prenantes	0	20 000 000
8	Salaire du responsable de la sauvegarde environnementale et sociale	0	35 000 000
9	Salaire du spécialiste en sauvegarde sociale	0	35 000 000
10	Coût du Plan de réinstallation	83 490 000	265 620 264
	TOTAL PGES	1 055 110 264	

Consortium ADA Consulti,g Africa – CEFOD – CAFEXI, juin 2021

CONCLUSION GENERALE

Le projet « 2PAI NORD Côte d'Ivoire » comprend une composante « Construction d'un Parc agro industriel à Sinematiali » et une composante « Création de Centres d'Agrégation et de Services » sur quatre sites : un site dans le village de Ganon, un site dans le village de Panagana dans la commune de Dabakala, un site à Boundiali et un site à Ferkessédougou. Cette étude concerne le site de Boundiali (Région de la Bagoué) qui va abriter un sous projet de la composante II (Centre d'agrégation et de services).

L'objectif de cette étude est d'évaluer les impacts environnementaux et sociaux du sous projet de création d'un centre d'agrégation et de service à Boundiali.

L'analyse des impacts du projet a été conduite sur la base d'une stratification de la zone d'influence du sous projet en trois zones : une zone restreinte, une zone riveraine et une zone élargie ou régionale. La zone restreinte est la zone qui abritera les différentes infrastructures du sous projet. La superficie totale de cette zone est de 25 ha. La deuxième zone d'influence (zone riveraine) est constituée par la zone périphérique du site. La troisième zone (zone élargie) est la zone d'influence du sous projet dans son ensemble qui est la Région du Poro. Ces trois zones vont connaître des évolutions très différentes selon les phases du projet.

La zone restreinte est l'aire qui sera la plus profondément affectée par le projet. A la phase d'acquisition des terres, ce sont les propriétaires terriens et les exploitants du site qui seront affectés. Un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) a par conséquent été élaboré à cet effet. Pendant la phase d'aménagement et de construction, cette zone va connaître un changement profond. Le sol, la végétation, le paysage, la faune, la qualité de l'air vont connaître des impacts négatifs importants et pratiquement irréversibles. On assistera au niveau de cette zone à la production de polluants divers (déchets de chantier, eaux usées, huiles usées, poussière, bruit et vibrations), à la destruction du couvert végétal, à la déstructuration complète du sol, à la modification du paysage. Les travailleurs seront exposés à des risques d'accident de travail et aux nuisances sonores dûs au déplacement des véhicules, des engins de chantiers et autres machines.

Au niveau de la zone riveraine, les populations qui y résident seront exposées à des nuisances diverses (bruit, poussière, vibration, perturbation de la circulation, risques d'accidents). Les jeunes filles risquent de connaître des grossesses précoces non désirées ainsi que des infections par les MST et le VIH/SIDA dues à la présence des ouvriers. Par contre, les jeunes résidant dans ces zones riveraines auront la possibilité d'obtenir des emplois temporaires. Du petit commerce peut également se développer par les femmes de cette zone périphérique à la phase d'aménagement et de construction.

La zone élargie (Région) dans son ensemble n'est pas affectée par les travaux d'aménagement et de construction. Elle ne verra des changements qu'à la phase d'exploitation. A cette phase, les producteurs de toute la Région auront en effet un accès plus aisé aux intrants agricoles et aux services de conseil. La facilité d'écoulement de la production va inciter les agriculteurs à augmenter la production. Les revenus des producteurs vont s'accroître ; la sécurité alimentaire va s'améliorer. La consommation d'engrais va augmenter ainsi que celle des pesticides. Ces deux facteurs vont accroître le risque de pollution des eaux de surface et des eaux souterraines. L'extension des surfaces mises en culture va se faire au détriment de la forêt. Il y aura ainsi une déforestation progressive de la région de la Bagoué et une diminution régulière de la biodiversité. Les risques de travail des enfants dans les exploitations sont réels ainsi que l'accroissement de la charge de travail

des femmes.

A la phase d'exploitation, des polluants divers seront produits (eaux usées, déchets solides divers, émissions de gaz, boues des fosses septiques) et constitueront des risques environnementaux et sociaux à gérer au mieux. Par ailleurs les travailleurs seront exposés à des accidents de travail et il faudra prendre des mesures conséquentes.

Les mesures d'atténuation des impacts négatifs liés à l'acquisition des terres sont à la charge de l'Etat.

La gestion environnementale et sociale des impacts négatifs observés à la phase d'aménagement et de construction (au niveau de la zone restreinte et de la zone riveraine) feront l'objet d'un plan de gestion environnemental et social de chantier à la charge de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux. Ces mesures doivent être intégrées dans les clauses contractuelles. Par contre les mesures environnementales et sociales de gestion des impacts négatifs issues de la phase d'exploitation sur l'ensemble des zones d'influence du projet seront prises en charge par l'Etat et les promoteurs privés.

Le suivi environnemental et social du projet doit être intégré dans le dispositif de suivi-évaluation du projet. Cependant, il serait pertinent de mettre en place au niveau de chaque zone d'influence un comité de suivi environnemental et social. Il s'agit plus précisément de mettre en place au niveau de chaque site, un comité de suivi environnemental et social. La composition du comité de suivi doit être le plus inclusif possible.

Une consultation publique a été conduite dans le cadre global du projet de création de l'agropole mais aussi dans le cadre de la réalisation du sous projet. Les populations sont favorables au projet et souhaitent qu'il soit mis rapidement en oeuvre. Les attentes des jeunes se situent au niveau des possibilités d'emploi. Les femmes souhaitent également que le projet voit le jour à cause des emplois qu'il pourra offrir à leurs enfants. Elles espèrent en plus exercer leur petit commerce au niveau du site du projet.

Un mécanisme de gestion des plaintes participatif sera mis en place pour permettre de prendre rapidement en charge les différents griefs créés par le projet. La mise en œuvre effective des différentes mesures d'atténuation et de suivi permettront d'avoir un projet à faibles impacts environnementaux et sociaux négatifs. Pour ce faire, les principales recommandations sont les suivantes :

- Assurer une large diffusion des informations sur le projet, ses objectifs, ses activités, etc.
- Impliquer les autorités administratives, les services techniques, les communes à toutes les phases du projet ;
- Indemniser de façon équitable les propriétaires terriens et les exploitants des terres expropriées ;
- Indemniser, de manière juste et équitable, toutes personnes affectées par le projet.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

André, Pierre ; Delisle, Claude E. et Revéret, Jean-Pierre ; 2003. L'évaluation des impacts sur l'environnement ; Presses internationales ; 2^{ème} édition ; 505 pages

Banque Mondiale ; 2010. Rapport provisoire du Cadre de gestion environnementale et sociale du Programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Nigéria,) ; 96 pages

Banque mondiale ; 2012. Rapport pour l'actualisation du Cadre de gestion environnementale et sociale du Programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest, phase II (Ghana, Mali, Sénégal) ; 80 pages

Belliard, André Carmel ; 2008. Rapport du Cadre de gestion environnementale et sociale du Projet d'ouvrages d'art et de mitigation des risques et désastres ; 64 pages

Belliard, André Carmel ; 2008. Rapport du Cadre de gestion environnementale et sociale du Projet d'urgence de reconstruction des ouvrages d'art et de réduction de la vulnérabilité ; 68 pages

Belliard, André Carmel ; 2008. Rapport du Cadre de gestion environnementale et sociale du Projet de reconstruction d'urgence du Projet de transport et de développement territorial ; 53 pages

Collinet, Jean ; 1988. Comportements hydrodynamiques et érosifs de sols de l'Afrique de l'ouest. Evolution des matériaux et des organisations sous simulation de pluies. Thèse de doctorat ; Université Louis Pasteur ; 513 pages

Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine ; 2016. Projet du Plan directeur de l'Aménagement des Réseaux Logistiques pour l'Anneau de Croissance en Afrique de l'Ouest

Environmental Resources Management ; 2007. Rapport final du Cadre de gestion environnementale et sociale du Programme Régional d'infrastructures de Communications ; 125 pages

Guillot, Philippe Ch.-A. ; 2010. Droit de l'environnement ; Paris ; Ellipses ; 2^{ème} édition ; 320 pages ; Programme alimentaire mondial ; Gestion des ressources naturelles et moyens de subsistance : des ; principes à la pratique. Directives de programmation ; 155 pages

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de la République de Côte d'Ivoire, 2020. Projet de développement du pôle agro-industriel dans la région nord de la Côte d'Ivoire. Avant-Projet Sommaire ; BRL ingénierie ; Indice C ; 617 pages.

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de la République de Côte d'Ivoire, 2019. Projet de développement du pôle agro-industriel dans la région nord de la Côte d'Ivoire (2 PAI-Nord CI). Rapport de diagnostic des sites hydroagricoles ; BRL ingénierie ; Indice A ; 360 pages.

Ministère de l'Agriculture de la République du Mali ; 2009. Rapport final du Cadre de gestion environnementale et sociale du Programme d'accroissement de la productivité agricole du Mali ; 148 pages

Ministère de l'Agriculture de la République du Sénégal ; 2008. Rapport final pour l'actualisation du Cadre de gestion environnementale et sociale du Programme de services agricoles et organisation de producteurs ; 89 pages

Ministère de l'Agriculture et du développement rural de la République de Côte d'Ivoire. Recueil de textes. La déclaration de politique foncière rurale, la loi relative au domaine foncier rural et ses textes d'application

Ministre du budget et du portefeuille de l'Etat de la République de Côte d'Ivoire ; 2018. Compte rendu final des réunions de validation du projet d'arrêté interministériel portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et d'abattage d'animaux d'élevage.

Ministère de l'Education nationale de la République du Sénégal ; 2013. Rapport final du Cadre de gestion environnementale et sociale du Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité dans l'éducation de base ; 79 pages

Ministère du Plan et du Développement de la République de Côte d'Ivoire ; 2020. Atlas national de l'aménagement et du développement du territoire ; 166 pages

Ministère de l'urbanisme, de l'habitat, de l'hydraulique et de l'assainissement de la République du Sénégal ; 2009. Rapport final du Cadre de gestion environnementale et sociale du Sous-programme IDA dans les Régions de Saint-Louis, Matam et Tambacounda. 123 pages

République de Côte d'Ivoire ; Loi n°2015-537 du 20 juillet 2015 d'orientation agricole de Côte d'Ivoire

Tietenberg, Tom ; Lewis, Lynne; Naccache, Philippe ; Gallo, Jérôme ; Mauléon, Fabrice ; 2013. Economie de l'environnement et développement durable ; Paris ; Nouveaux horizons ; 6^{ème} édition ; 390 pages

République de Côte d'Ivoire. Décret no 2014-25 du 22 janvier 2014 modifiant le décret n°2013-224 du 22 mars 2013 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général

ANNEXES

ANNEXE 1: MESURES D'ATTENUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX A INTEGRER DANS LES CLAUSES CONTRACTUELLES DES ENTREPRISES

Au cours des travaux de construction dans les différents sites, de nombreux impacts négatifs peuvent être réduits si un certain nombre de dispositions sont prises par l'entreprise chargée d'exécuter les travaux. Ces mesures doivent être intégrées dans le contrat de l'entreprise chargée des travaux. Le suivi de la mise en œuvre effective de ces mesures est de la responsabilité du Promoteur.

➤ Mesures liées au choix du site d'installation du chantier

Le plan d'installation du chantier doit tenir compte des aménagements et des mesures de protection suivantes :

- Les limites du site d'installation du chantier doivent être à une distance d'au moins 30 m d'une route, 100 m d'un cours d'eau et 100 m des habitations ;
- Le site doit être choisi afin de limiter le débroussaillage, l'arrachage d'arbustes, l'abattage des arbres. Les arbres utiles et/ou de grande taille (diamètre supérieur à 20 cm) seront à préserver et à protéger.

➤ Mesures de Protection du site d'installation du chantier

Une protection générale du chantier doit être assurée pour éviter la présence de personnes non autorisées (enfants en particulier), si besoin avec l'installation de palissades (chantiers importants et/ou présence de gros engins).

Dans le cas de l'utilisation de véhicules et engins, prendre toutes mesures utiles pour limiter les nuisances des riverains, notamment en assurant un arrosage régulier de la zone du chantier pour limiter la poussière.

➤ Mesures liées au Personnel et règlement intérieur du chantier

L'entrepreneur est tenu d'engager (en dehors de son personnel-cadre technique) le plus possible de main-d'œuvre locale, dans la zone où les travaux sont réalisés (jusqu'à 60-70% de la main-d'œuvre totale) Un règlement intérieur de l'installation du chantier doit mentionner spécifiquement les règles de sécurité, interdire la consommation d'alcool pendant les heures de travail, sensibiliser le personnel à la protection de l'environnement, au danger des MST et du VIH-Sida, au respect des us et coutumes des populations et des relations humaines d'une manière générale. Le règlement intérieur du chantier doit stipuler les heures d'ouverture et de fermeture, les règles de bonne conduite vis-à-vis des populations riveraines et les règles de sécurité (tenue vestimentaire, port de gants et de casque en cas de besoin). Des séances d'informations et de sensibilisation seront tenues régulièrement. Le règlement intérieur est à afficher visiblement dans les diverses installations. Un responsable de l'hygiène et de la sécurité sera désigné parmi les employés. Si nécessaire, son employeur devra lui assurer une formation de base sur l'hygiène, la sécurité et les premiers secours. En tout état de cause, l'entrepreneur devra se conformer au Code du travail et sera tenu pour responsable de la conduite de ses employés.

➤ **Mesures d'Hygiène des installations et base vie**

Prendre toutes dispositions pour assurer une installation correcte des ouvriers en s'assurant de la mise à disposition d'un lieu d'habitation convenable, suffisamment aménagé et correctement assaini (fosse septique et/ou puits perdu. Les installations doivent comporter au moins un point de vente de préservatifs à prix réduit, bien en évidence pour les employés et diverses affiches de sensibilisation à la transmission du VIH-Sida. Les aires de bureaux et de logement doivent être pourvues d'installations sanitaires (latrines, fosses septiques, puits perdus, lavabos et douches) en fonction du nombre d'employés logés sur place. Des réservoirs d'eau doivent être installés en quantité suffisante et la qualité d'eau devra être adéquate aux besoins. Une collecte et une élimination des déchets par un moyen approprié (incinération, enfouissement, évacuation vers une décharge) doivent être assurées.

➤ **Mesures relatives au débroussaillage et abattage d'arbres**

Les règles suivantes sont à appliquer :

- Tout arbre d'alignement et arbre utilitaire (fruitier, ombrage, médicinal, etc.) ne sera abattu qu'en cas de nécessité absolue et avec l'accord préalable du service des Eaux et forêts ;
- Tous les déchets végétaux seront soigneusement enlevés des accotements, fossés ou ouvrages et évacués vers des zones préalablement identifiées où ils pourront être mis à la disposition des populations après débitage ou brûlés en toute sécurité loin des habitations. Ces tâches doivent être exécutées sous le contrôle du service des Eaux et forêts le plus proche. Si le brûlis des déchets est autorisé à cet endroit, l'entrepreneur doit disposer d'une citerne de 10 000 litres au moins et d'une pompe d'arrosage pour pallier les éventualités de propagation du feu , à la végétation ou zone de cultures avoisinant le site. Le brûlis sur place est strictement interdit.

➤ **Mesures liées à la gestion des déchets solides et liquides**

S'agissant de la gestion des déchets de chantier, l'entreprise de travaux devra mettre en place un schéma de gestion des déchets solides et en confier la gestion à une entreprise agréée. La génération des déchets (ordures, déblais/gravats, lavages engins chantier, latrines, etc.) de chantier et ses effets en termes de pollution seront contrôlés à travers l'application entre autres des mesures de base suivantes :

- L'entreprise de travaux devra mettre en place un système de collecte des déchets ménagers et banals sur le site dès la phase d'installation du chantier, et assurer elle-même leur transport et leur dépôt dans un site autorisé par les autorités locales et les services techniques ;
- Le recyclage de certains types de déchets pourrait être fait en priorité, notamment les déchets de papiers, de bois et de métaux ferreux ;
- Les déchets ne doivent être ni abandonnés, ni rejetés dans le milieu naturel, ni brûlés à l'air libre ;
- Lorsque la vidange des engins est effectuée sur le chantier, un dispositif de collecte devra être prévu et les huiles usagées cédées à une structure agréée. Un bordereau de suivi devra être mis en place pour la gestion des déchets dangereux et assimilés.

➤ **Protection de la qualité de l'air**

Toutes les mesures doivent être prises en vue d'assurer la protection du voisinage et du personnel de chantier contre les impacts pouvant découler des rejets atmosphériques lors des travaux préparatoires (libération des sites et opération de terrassement/nivellement).

Les mesures de prévention contre les poussières passent par la mise en œuvre de bonnes pratiques telles que :

- Le bâchage des camions devant assurer le transport des matériaux de construction afin de minimiser la dispersion des fines et la chute pendant leur transport ;
- La limitation de la vitesse des camions à 30 km/heure ; etc.

➤ **Gestion des nuisances liées au bruit**

Pour les riverains du chantier, la nuisance sonore provoque une gêne, parfois importante. Le projet devra respecter les seuils sonores admis en limite du périmètre des chantiers, et procédera à une réduction des nuisances à la source (de préférence, le niveau de bruit au niveau des chantiers ne devra pas dépasser les 75 dB). Sont particulièrement visés par les normes de bruit : le matériel et les engins de chantier, les véhicules automobiles, leur remorque et leurs accessoires de sécurité (chargeuses, pelles mécaniques, etc.). Les mesures préventives des nuisances associées au bruit et vibrations sont les suivantes :

- Éviter le travail de nuit ;
- Le port de protections individuelles ;
- Équiper autant que possible les moteurs de silencieux.

➤ **Destruction de bâtiments**

En cas de démolition involontaire de bâtiment, le propriétaire devra être équitablement et rapidement dédommagé par l'entreprise.

➤ **Gestion des hydrocarbures**

Les aires d'entretien et de lavage des engins devront être bétonnées. Prévoir un puisard de récupération des huiles et de graisses correctement étanchéifiées. Les aires de stockage des hydrocarbures, aires de ravitaillement, doivent être bétonnées. Les citernes devront être posées avec leur drain vers un puits de vérification de fuites. Les citernes hors terre doivent être placées sur une aire bétonnée étanche et cette aire entourée d'un mur étanche constituant un bassin de réception de volume égal à au moins 15% du volume d'hydrocarbures stockés. Des produits absorbants doivent être stockés à proximité de tous les équipements et les mesures de sécurité mis en place. Les huiles usées sont à stocker dans des fûts à entreposer dans un lieu sûr en attendant sa récupération pour fin de recyclage. Les eaux usées provenant de ces aires d'entretien devront être canalisées vers le puisard et vers l'intérieur de la plate-forme afin d'éviter l'écoulement de produits polluants vers les sols non revêtus.

➤ **Déplacements des véhicules et engins**

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions auprès des conducteurs (sensibilisation, application de sanctions, si besoin) pour le respect des règles suivantes, sachant qu'il sera tenu pour responsable de leur comportement :

- Lors des déplacements effectués entre l'entreprise et le chantier (transport de matériaux et/ou de personnes), faire respecter scrupuleusement les limitations de vitesse, soit :
 - o 20 km/heure sur les chantiers et dans les zones d'emprunt,
 - o 35 km/heure dans les déviations temporaires,
 - o 40 km/heure dans les agglomérations,
 - o 80 km/heure dans les autres cas, en rase campagne ;
- Respecter un bon état des véhicules et engins, notamment en matière de carburation et de rejet de gaz d'échappement et de particules (véhicules diesel) ;
- Être en règle vis-à-vis de la législation et du contrôle technique des véhicules ;
- Imposer aux conducteurs un strict respect des règles du Code de la route ;
- Interdire tout chargement de marchandises dont le transport est illicite, tels que produits ligneux ou non ligneux, viande de brousse braconnée, etc. ;
- Assurer toutes les consignes de sécurité pour le transport de marchandises dangereuses, telles que les produits inflammables ;
- Éviter autant que possible la circulation d'engins lourds de terrassement à proximité des habitations, du fait des nuisances engendrées et des risques dus aux vibrations sur le bâti ;
- Interdire le transport de personnes autres que les personnels de l'entreprise pour les besoins du chantier.

➤ **Chargement, transport et dépôt de matériaux et de matériels**

Lors de l'exécution de travaux, l'entrepreneur doit :

- Installer les panneaux de signalisation et les porteurs de drapeaux ;
- Humidifier régulièrement les voies de circulation dans les zones habitées ;
- Prévoir des déviations par des pistes ou des routes existantes.
- Concernant les dépôts de matériaux d'apport, l'entrepreneur doit :
 - Organiser la répartition des tas d'un seul côté de l'ouvrage (route) sur les distances restreintes ;
 - Procéder au régalaage au fur et à mesure ;
 - Mettre en place une signalisation mobile adéquate ;
 - Régler la circulation de transit par des porteurs de drapeau.

➤ **Maintien de la circulation**

Durant les travaux, l'entrepreneur est tenu d'assurer la circulation dans des conditions de sécurité suffisante et de prendre en compte les mesures de protection de l'environnement (réduction des poussières, bruits, etc.).

Les coûts afférents à la construction des pistes de déviations, leur entretien, ainsi que les mesures de protection de l'environnement sont à inclure dans les prix unitaires de bordereau de prix.

Les tracés de déviations dans le cas d'une route sont à soumettre avant toute exécution et travail au service des Eaux et forêts pour approbation. Le tracé des déviations doit être choisi hors des zones de cultures ou habitées (à moins qu'il s'agisse d'utiliser des rues ou pistes existantes), éviter le plus possible l'abattage d'arbres et de manière générale, éviter le plus possible les impacts négatifs sur l'environnement. S'il y a destruction de cultures ou dégradation de biens, l'entreprise doit indemniser les personnes concernées.

Après les travaux, l'entreprise doit restituer le tracé de déviation dans son état initial en scarifiant les sols pour les décompacter et réinstaller les clôtures. Cependant, il pourra être demandé à l'entreprise de conserver ces pistes de déviation pour utiliser en tant que voies de circulation du bétail.

➤ **Prélèvements d'eau**

Le pompage dans un cours d'eau dont le débit d'étiage est supérieur à 1 m³/s peut se faire au maximum 12 heures/jour. D'une manière générale, le volume d'eau pompée ne doit pas excéder 50% du débit d'étiage du cours d'eau.

➤ **Zones d'emprunt**

Les clauses techniques suivantes doivent être imposées à l'entreprise dans le cahier des charges en ce qui concerne les zones d'emprunt de matériaux :

- a) Les emprunts doivent être situés au-delà de 500 m du bord de la chaussée ;
- b) Les dispositions réglementaires applicables à l'ouverture du ou des sites d'emprunts doivent être scrupuleusement respectées ;
- c) L'entreprise doit élaborer et soumettre un plan de gestion de la carrière, précisant les caractéristiques du site et les différentes opérations qui seront menées depuis l'ouverture jusqu'à sa fermeture et sa remise en état ;
- d) Avant tout prélèvement de matériaux, la terre végétale doit être enlevée sur une épaisseur de 30 cm et mise en réserve en vue de la remise en état du site (revégétalisation) ;
- e) Assurer une remise en état du site à l'issue des travaux ;
- f) Les mesures restrictives suivantes doivent être scrupuleusement respectées :
- g) Tout prélèvement de matériaux est subordonné à une autorisation des autorités locales compétentes (commune rurale, conseillers municipaux, chef de village ou chef de terre...) ;
- h) Aucun emprunt ne peut être créé à l'intérieur d'une zone protégée ou ayant une importance coutumière, culturelle, archéologique, religieuse ou reconnue d'utilité publique ;
- i) En cas de présence de site d'intérêt écologique, touristique, paysager ou culturel (bois sacré, panorama...), la zone d'emprunt doit respecter une distance d'au moins 300 m pour éviter toute nuisance et ne pas altérer le proche paysage du site ;
- j) le site d'emprunt doit être situé au-delà de 30 m de la route d'accès ;

- k) le site d'emprunt doit éviter autant que possible les zones habitées et les lieux publics où l'excavation peut constituer un danger pour la population ;
- l) en cas d'implantation dans une zone habitée, le site doit impérativement être correctement sécurisé au moyen de palissades ; il doit être scrupuleusement régalé et remis en état après le chantier pour éviter tout risque rémanent.

L'entreprise doit exécuter à la fin des travaux, les travaux nécessaires à la remise en état du site. Ces travaux comprennent notamment :

- la revégétalisation du site (enherbement, plantation d'arbres...) si cela est prescrit ;
- le rétablissement des écoulements naturels antérieurs ;
- l'aménagement de fossés de récupération des eaux de ruissellement et la conservation de la rampe d'accès, si la carrière est valorisée comme point d'eau temporaire ou comme ouvrage de protection contre l'érosion ;
- Après la remise en état conformément aux prescriptions, un procès-verbal sera dressé.

➤ **Conformité avec la réglementation forestière**

Tout déboisement doit être conforme aux procédures établies dans le code forestier. Les services forestiers doivent être consultés pour les obligations en matière de défrichement. Les taxes d'abattage devront également être payées au préalable. À cet effet, l'Entreprise devra procéder, en relation avec les services forestiers à l'inventaire des espèces végétales susceptibles d'être abattues en vue du paiement des taxes forestières. Les prélèvements de matériaux (bois, piquets ; etc.) doivent également être autorisés par le secteur Forestier.

➤ **Conformité avec le Code du travail**

L'Entreprise chargée des travaux devra respecter les exigences du Code de Travail et ses textes réglementaires complémentaires relatives au personnel et son recrutement aux horaires de travail, au bruit, à la mise en place d'un Comité d'Hygiène et de Sécurité. Pour ce qui concerne la main d'œuvre locale, elle devra mettre en place une commission de recrutement en relation avec les Autorités administratives, les Collectivités territoriales concernées et l'Inspection régionale du travail et de la sécurité sociale.

➤ **Conformité avec le Code de l'eau**

L'Entreprise chargée des travaux devra respecter les exigences du Code de l'eau, notamment en ce qui concerne la réalisation de forage et les rejets dans les plans et cours d'eau.

➤ **Procédures à suivre en cas de découverte de vestiges archéologiques**

Si des monuments, ruines, vestiges d'habitations ou de sépultures anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie sont découverts lors des travaux, l'Entrepreneur est tenu d'en faire la déclaration immédiate à l'autorité administrative compétente (les services chargés du patrimoine culturel) pour ce qui concerne les procédures à suivre. L'Entrepreneur doit prendre des précautions pour empêcher ses ouvriers ou toute autre personne d'enlever ou d'endommager ces objets ; il doit également avertir le maître d'ouvrage de cette découverte et exécuter ses instructions quant à la façon d'en disposer.

➤ **Mesures de gestion du trafic routier**

Les mesures suivantes sont à mettre en œuvre :

- Sensibilisation et formation des conducteurs de véhicules légers et camions aux règles de prudence élémentaires et aux risques : conduite sous l'emprise de l'alcool ou de la drogue, vitesse, contrôle des pneumatiques, mise en place du chargement ;
- Examen des capacités visuelles de tout conducteur recruté et de ses compétences de chauffeur ;
- Mise en place de signalétique de sécurité par panneaux, en particulier dans les zones sensibles (croisement, zones de forte poussière, zones sinueuses, entrée/sortie de chantier);
- Règles de sécurité et de balisage en cas d'obstruction partielle de la chaussée, de panne, d'accident.

➤ **Information, sensibilisation et communication avec les riverains**

La sensibilisation des habitants aux enjeux environnementaux et sécuritaire et leur participation à des réunions de concertation, permet d'éviter les risques de conflits. Cette communication/sensibilisation peut se traduire par : des réunions ; un journal de chantier pour les réclamations

➤ **Mesures de protection du couvert végétal**

Il faut respect strictement les limites des zones à déboiser et à débroussailler ; payer les taxes de défrichement en relation avec les services forestiers ; éviter de brûler les résidus végétaux issus des opérations de déboisement, réaliser des plantations de compensation des arbres abattus.

➤ **Gestion des eaux de chantier**

Les eaux issues des toilettes sont récupérées dans des fosses septiques et vidangées régulièrement. Les besoins en eau du chantier n'étant pas maîtrisés à ce stade, il est important de rappeler à l'entreprise d'éviter les sources d'eau utilisées par les populations pour l'approvisionnement du chantier. Il est recommandé de réaliser des forages pour les besoins des travaux. En cas d'impossibilité, il est suggéré de faire appel à des fournisseurs privés. Tout prélèvement sur le réseau de distribution d'eau potable devra se faire en accord avec son autorisation, sans porter préjudice à l'alimentation des populations.

➤ **Gestion des huiles usagées**

Les huiles usées issues des engins et machines sont collectées dans des fûts couverts et stockés au niveau d'une aire étanche, bétonnée et couverte afin de protéger les fûts des intempéries. Les huiles usées seront récupérées selon le protocole signé avec un prestataire de la place.

➤ **Gestion de la sécurité et des risques professionnels lors des travaux**

L'entreprise chargée des travaux devra : disposer d'un registre du personnel ; disposer d'un registre de suivi médical du personnel ; disposer d'un registre de consignation des accidents du travail ; disposer d'un registre de sécurité ; mettre à la disposition des travailleurs des EPI; élaborer, avant l'ouverture du chantier, un plan de sécurité ; mettre en place un plan de circulation à l'intérieur du chantier et s'assurer que les règles de circulation définies ; s'assurer de la formation

des conducteurs ; s'assurer des inspections et maintenances réglementaires et/ou préventives des engins des équipements et des installations de chantier ; installer des sanitaires en nombre suffisant et conformes ; limiter les bruits de chantier susceptibles d'importuner gravement les riverains ; tenir à jour un journal de chantier, disposer sur les chantiers d'une trousse de premier secours, etc.

Les mesures sécuritaires suivantes seront prises dans la base de chantier :

- Une campagne de sensibilisation est faite chaque semaine ;
- Le port des gants est obligatoire pour les travaux de ferrailage, de démolition manuelle, travaux au marteau de piquage, etc. ;
- Le port du casque est obligatoire partout sur le chantier ;
- Le port des chaussures est obligatoire partout sur le chantier ;
- Le port des protections anti bruit (casques antibruit, bouchons oreilles, etc.) pour les travaux dans une ambiance de bruit est obligatoire ;
- des masques anti poussière seront distribués régulièrement ;
- Le port des gilets fluorescents est obligatoire au chantier ;
- Aucune source de chaleur ne doit être mise près de la station de gasoil ; pour cela deux panneaux indiquant « produit inflammable » sont mis près de la station et quatre extincteurs ;
- La vitesse maximum de l'équipement lourd est limitée à 20km/h

➤ **Plan de sécurité et d'intervention pour la base-vie/base de chantier**

Un Plan de sécurité et d'intervention devra être élaboré pour faire face aux situations d'urgence pouvant survenir lors du chantier. Ce plan devra décrire l'organisation, les méthodes d'intervention, les moyens et les équipements à mettre en œuvre pour lutter contre un quelconque accident majeur (incendie, etc.) et protéger le personnel et les riverains, notamment par des mesures d'alarme et d'alerte. Il s'agira de déterminer, d'évaluer et de lutter contre les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs et qui expose, dans le détail, les moyens d'y répondre et qui spécifie les règles à suivre pour leur protection. Le plan d'intervention devra aussi faire face à l'exposition au bruit, à la manipulation des matériaux, aux accidents, conformément aux dispositions réglementaires relatives aux établissements classés. Le Plan devra préciser la stratégie de lutte contre les incendies (bouche d'incendie et stocks de terre) ainsi que les équipements de protection pour le personnel.

➤ **Prévention et règlement des conflits avec les communautés riveraines**

Plusieurs types de conflits peuvent survenir lors de la préparation et l'exécution des projets. Pour éviter les conflits sociaux, il faudra : informer/négocier avec les populations avant l'occupation des terres privées ; privilégier autant que possible le recrutement de la main d'œuvre locale, y compris les femmes pour certains postes (porte-drapeaux ; etc.) ; éviter l'extension de la carrière vers les champs de culture. Pour atténuer d'éventuelles réactions négatives des communautés locales, le promoteur devra (i) développer une campagne d'information/sensibilisation sur les enjeux et

finalités du projet ; (ii) donner la priorité aux populations locales dans le recrutement de la main d'œuvre ; (iii) assurer une large diffusion des critères de recrutement.

➤ **Gestion du recrutement local**

Afin de contribuer au développement économique local, il est recommandé que la priorité de l'embauche soit accordée aux locaux en ce qui concerne la main d'œuvre non qualifiée ; le choix des fournisseurs locaux soit aussi privilégié. Dans cette perspective, il est important de mettre en place des commissions de recrutement, incluant l'Inspection régionale chargée du travail, et de les faire présider par les autorités administratives locales. Dans le recrutement du personnel, les femmes ne doivent pas être omises.

➤ **Abandon des installations en fin de travaux**

A la fin des travaux, l'entrepreneur réalise tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux. L'entrepreneur doit récupérer tout son matériel, engins et matériaux. Les aires bétonnées doivent être démolies et les matériaux de démolition mis en dépôt sur un site adéquat. Au moment du repli, les drains de l'installation devront être curés pour éviter l'érosion accélérée du site. S'il est dans l'intérêt du maître d'ouvrage ou d'une collectivité de récupérer les installations fixes, pour une utilisation future, l'administration pourra demander à l'entrepreneur de lui céder sans dédommagement les installations sujettes à démolition lors d'un repli. Après le repli du matériel, un procès-verbal constatant la remise en état du site devra être dressé et joint au procès-verbal de la réception des travaux.

ANNEXE 2: TERMES DE REFERENCES DE LA MISSION

A- INTRODUCTION

1- Cadre général

La Côte d'Ivoire a fait le choix stratégique d'axer son développement économique sur le secteur agricole, dès son ascension à l'indépendance. Ainsi, les priorités d'investissements ont été accordées à l'agriculture, ce qui a permis d'asseoir une performance économique accrue au cours des années 70. La chute brutale des prix mondiaux de ses principaux produits d'exportation et la détérioration des termes de l'échange ont entraîné une situation conjoncturelle à partir de 1980. Au cours des deux décennies, l'économie s'est encore détériorée à cause des crises sociopolitiques et militaires de 1999 à 2011. Les infrastructures matérielles et immatérielles dans tous les secteurs productifs ont subi une forte dégradation causant un ralentissement de la croissance économique du pays et l'aggravation de la pauvreté.

Pour inverser les tendances et stimuler un développement à long terme basé sur les sources de croissance et tirant les leçons des décennies passées, la Côte d'Ivoire a adopté un Plan National de Développement (PND 2016-2020). Dans le domaine agricole, le Gouvernement s'est doté en 2015 d'une Loi portant orientation agricole et en 2012 d'un Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) pour la période 2012-2015 (prorogé à 2016).

Le PNIA durant cette période a posé avec succès le cadre institutionnel nécessaire à la relance post-crise du secteur agricole, que ce soit en termes de réglementation du secteur, de définition de politiques sectorielles, ou d'appui à la structuration des filières. Aussi, la relance de la croissance agricole a été effective par un accroissement des productions. La valeur ajoutée des produits agricoles demeure au bas niveau. Ainsi, le potentiel agro-industriel du pays reste à développer

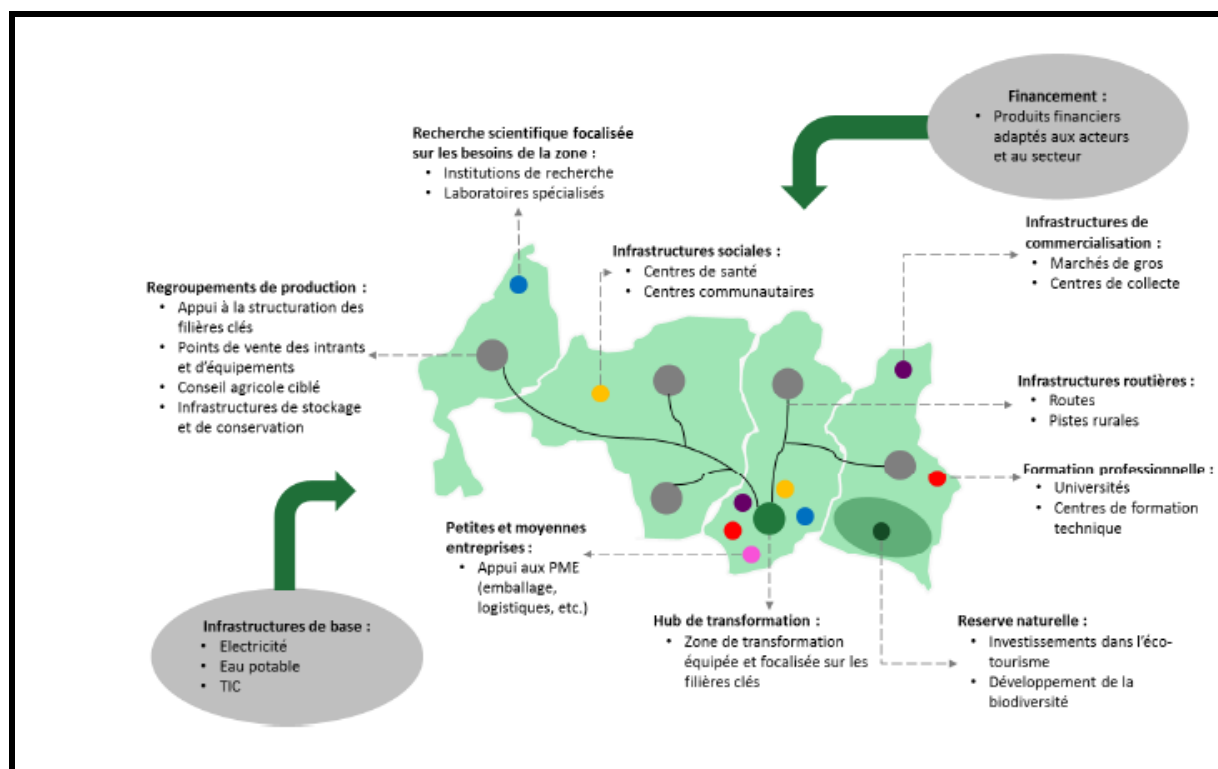
C'est pourquoi, en novembre 2017, le Gouvernement a adopté la deuxième génération du PNIA (2018-2025) qui vise la transformation structurelle du secteur agricole. L'approche de mise est basée sur le développement des Agro-Pôles ou Pôle de Développement Agricole intégré consiste en « des investissements agro-sylvo-pastoraux et halieutiques respectueux de l'environnement, fondés sur le potentiel agricole de territoires agroécologiques homogènes et les besoins des populations, et bénéficiant à l'ensemble des acteurs.

Cette approche de développement repose sur cinq axes clés :

- Une stratégie de transformation agro-sylvo-pastorale et halieutique localisée, qui tienne compte des réalités des territoires
- La définition de zones focalisées sur des filières priorisées au niveau national et local
- Une concentration de facilités et de services pertinents pour ces filières, dans chacune des zones définies
- Une forte implication du secteur privé et des communautés locales
- Une approche cohérente avec celle définie pour les pôles économiques compétitifs à l'échelle nationale.

En plus de ces investissements, des mesures ou réformes spécifiques sont identifiées selon les besoins propres de la zone et filières associées, telles que des incitations spécifiques pour les sociétés de transformation et pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME). Ces mesures peuvent être axées sur les formalités d'enregistrement des entreprises, l'accès aux terrains industriels et de toutes autres mesures susceptibles de promouvoir l'investissement privé.

Le schéma ci-dessous indique les grandes caractéristiques possibles d'une zone de développement agricole intégrée ou « agro-Pôle ».



Cette approche telle que définie plus haut est en phase avec la « Stratégie Nourrir l'Afrique 2016-2025 » du Groupe de la Banque Africaine de Développement, notamment le pilier relatif au développement de « Zones de Transformation agro-alimentaire ou SCPZ ». Ainsi, après l'implémentation du « Projet de pôle agro-industriel de la région du Bélier » depuis 2017, il convient de renforcer l'approche et de l'étendre à d'autres zones de la Côte d'Ivoire. La programmation cible la zone Nord constituée des régions de Bagoué, Poro, Tchologo et Hambol.

2- Situation et problématique de développement de la zone d'intervention

La zone d'intervention ciblée (régions de Bagoué, Poro, Tchologo et Hambol) de Côte d'Ivoire dispose d'énormes potentiels de développement agricole (végétaux et animaux) moins exploités. Cependant, les infrastructures agricoles, d'élevages et pastorales ont été fortement dégradées suite à la situation de crise militaro-politique. De plus, les situations de conflits éleveurs-agriculteurs se sont accentuées, du fait d'absence d'infrastructures : (i) d'appui au développement de l'élevage (couloirs de vaccination, bains-détiqueurs, retenues d'eau, marchés de bétail, abattoirs), (ii) de transhumance (couloirs de transhumance, postes de contrôle sanitaire aux frontières, aires d'accueil et de transit, etc.), et (iii) de zones de pâturage aménagées améliorées. En outre, les effets néfastes du changement climatique sont plus perceptibles sur les productions agricoles, ce qui met en mal le développement économique de cette zone agricole.

Par ailleurs, le niveau de transformation de produits agricoles est faible. Les producteurs ne tirent pas profit de la valeur ajoutée des produits agricoles. Les actions d'incitation ou de renforcement des initiatives du secteur privé devraient permettre d'assurer une production durable et un développement économique inclusif de cette zone agricole de la Côte d'Ivoire.

Toutes les problématiques de développement inclusif et durable doivent être abordées afin d'assurer une transformation du secteur agricole et d'améliorer les conditions de vie des populations rurales.

Ainsi, le 2PAI-NORD CI vise à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire en plusieurs denrées phares, à promouvoir les filières porteuses et à contribuer fortement à la création de la richesse en constituant un levier pour les initiatives privées et à y renforcer les incubateurs de développement économique. Il devrait permettre d'asseoir un socle agro-industriel, d'accroître la productivité agricole et d'intégrer de façon verticale les activités de production, de transformation et de commercialisation. Des modèles de financement seront développés pour répondre au besoin de modernisation du secteur agricole. Il se penchera aussi sur le développement de technologie ou d'innovation et tout autre domaine connexe au secteur agricole.

De fait, des infrastructures industrielles et de commercialisation sont nécessaires pour stimuler l'implémentation d'unités de transformation et de conditionnement de produits agricoles. La gestion efficace de cet environnement industriel requiert un dispositif particulier et autonome. Ainsi, il s'agit de développer : (i) une plateforme agro-industrielle avec des installations partagées, aménagées de manière à permettre aux transformateurs, agrégateurs et aux distributeurs de mener leurs activités dans la même zone afin de réduire leurs coûts de transaction, et d'accroître leur compétitivité ; et (ii) des Centres d'agrégation et de services agricoles (CAS) à l'usage des acteurs des filières pour faciliter la gestion des approvisionnements des parcs, ainsi que l'accès aux intrants et services agricoles (mécanisation, technologies, financements, ICT, etc.)

Le choix d'une expertise est nécessaire en vue de la réalisation des études préalables à l'implémentation d'un tel dispositif de plateforme agroindustrielle. L'assistance technique consistera à la réalisation de (i) l'étude pour l'implémentation de parcs agro-industriels de produits agricoles, (ii) les études techniques et économiques des centres d'agrégation et de services agricoles (au moins une par région), et (iii) les études d'impact environnemental et social afférentes aux différentes réalisations potentielles.

L'expertise devrait conduire à mettre en place un hub de transformation agricole relié aux centres d'agrégation et de services agricoles, avec des composantes axées sur les potentiels agricoles de chaque région de la zone d'intervention du projet. La mission de l'assistance technique devrait être corrélée avec celle liée à l'Etude de formulation du projet, des aménagements hydroagricoles et des pistes de desserte agricole sous la coordination de l'équipe de préparation du projet.

B- DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Le consultant devra déterminer la faisabilité, envisager les conditions de développement et définir le nombre probable de Parc agro-industriel tenant compte d'une rentabilité économique et financière par l'analyse des solutions techniques alternatives, prenant en compte à la fois les normes et pratiques économiques et financières, la situation institutionnelle et organisationnelle,

les contraintes environnementales et socioculturelles, ainsi que les aspects réglementaires et opérationnels. Globalement, la zone de transformation agro-industrielle doit jouer un rôle de catalyseur de la promotion des investissements privés. Ainsi, l'étude devra permettre d'informer de manière détaillée les parties prenantes du projet (investisseurs, entrepreneurs, techniciens, etc.) sur les défis attendus et permettre au gouvernement de mettre en place un dispositif d'appui aux initiatives privées pour le développement des chaînes de valeurs dont la transformation des produits agricoles. Le consultant se penchera sur les mesures juridiques ou fiscales susceptibles d'inciter à l'implémentation des acteurs du privé dans la zone du projet. De ce fait, l'étude devra prendre en compte les besoins d'infrastructures (de transformation, de conditionnement ou stockage, etc.) selon les filières porteuses et à forte valeur ajoutée, les plateformes d'échanges ou de services (mécanisation, vulgarisation, marchands, etc.), des centres de contrôle sanitaire et d'analyse de qualité, centre de formation ou de transfert de technologie, de logistique de transport intermodal, centre d'innovation technologique et de prospective. Toutes les options de valorisation (notamment énergétique) des rebus doivent être prises en compte.

La définition d'un cadre juridique d'opérationnalisation et de fonctionnement, voire la création de société de promotion et gestion des parcs agro-industriels sera nécessaire pour assurer une gestion efficace et efficiente de l'ensemble du dispositif de parcs agro-industriels. Une analyse du code d'investissement devra permettre de dégager des mesures exceptionnelles fiscales ou autres pouvant inciter les acteurs privés à s'implémenter.

Ce dispositif doit être corrélé avec un mécanisme de facilitation de l'accès au financement des besoins des initiatives privées (y compris des exploitants agricoles) bien ancré dans le cadre actuel d'intervention du système financier ivoirien (banque, microfinance, assurance, interface financier, bourse, etc.). Il devrait permettre à créer un environ favorable à l'émergence d'un secteur privé contribuant au développement local.

Par ailleurs, ces parcs agro-industriels centraux qui seront aménagés devront polariser les centres d'agrégation et/ou de développement de service de transformation agricole (relais vers les zones de production agricole) par région selon l'importance des spéculations phares ou à haut potentiel. C'est pourquoi la réalisation de cette étude doit être en toute synergie avec l'étude ET19 sur la formulation du projet et les études techniques des aménagements hydroagricoles et des pistes rurales afin de faciliter les transferts des produits agricoles vers les unités de transformation ou les plateformes marchandes.

Les réalisations physiques (Voiries et Réseaux Divers, Bâtiments Administratifs, Approvisionnement en Eau Potable, Complexe socio-culturel (zone d'hébergement, zone résidentielle, centre polyvalent de conférence et de manifestations), Laboratoires, etc.) doivent faire l'objet d'un avant-projet sommaire et détaillé (APS, APD) et d'un Dossier d'Appel d'Offre (DAO). L'implémentation du dispositif central et des centres d'agrégation ou de développement de service /de transformation doit être assujettie à une étude environnementale et sociale. Un Plan de gestion environnementale et sociale doit être élaboré et validé selon les procédures requises.

C- MISSION DU CONSULTANT

La présente mission se décline en deux (02) phases à savoir :

Phase I

Les études de faisabilité nécessaires au développement de parcs agro-industriels et des CAS au niveau du 2PAI Nord s'appuieront sur la documentation de la phase préparatoire, des documentations disponibles dans la zone du projet et des études complémentaires sur terrain pour :

i. Faire un diagnostic approfondi de l'existant basé sur les potentialités des chaînes de valeur et de l'environnement d'opportunités

La mission devra réaliser un diagnostic approfondi de l'existant (disponibilité foncière, investisseurs actuels et potentiels, services existants, et autres infrastructures socio-économiques), comme base pour les scénarios de développement de l'investissement privé dans l'agro-industrie à partir de l'analyse du potentiel de marché au niveau national et international (filières prioritaires, infrastructures nécessaires, services connexes).

Cette étude portera sur l'élaboration d'un état des lieux des chaînes de valeur et à l'organisation des filières rizicoles, horticoles, et plus largement les filières végétales porteuses (mangue, pomme de cajou...) et les filières animales et halieutiques. A partir des données tirées des documents (notamment de l'Etude 1) et de celles recueillies in situ, il déterminera les options les plus indiquées pour l'implication du secteur privé et le développement de l'agribusiness et de l'agro-industrie. Elle examinera particulièrement l'environnement juridique, physique et économique des affaires au niveau national en général et au niveau de la zone du projet en particulier (dispositions légales, code d'investissement, sécurisation foncière, etc.), la cartographie des opérateurs privés. Cette étude devra aussi mettre l'accent sur les opérateurs des filières porteuses telles la filière mangue et de pomme de cajou, notamment les questions de conditionnement ou de transformation.

Cette étude identifiera également les contraintes majeures en matière d'agrégation des productions, de conditionnement, de transformation et de commercialisation, et les besoins d'investissement prioritaires ; identification des acteurs du secteur agro-industriel : (i) Services d'appui et conseils ; (ii) agro-industriels (OP, Coopératives, privés, services techniques, etc.) ; (iii) Projets et programmes en cours (publics et privés); (iv) Services financiers ; (iii) Services de mécanisation agricole ; (iv) Accès aux intrants (engrais, pesticides, semences, etc.) ; identifier les facteurs déterminants permettant la promotion de la compétitivité des produits transformés ; identifier les mesures appropriées pour améliorer le climat des affaires et accélérer les projets des opérateurs privés dans le domaine de la transformation et de la commercialisation. Cette étude devra aboutir à un cadre d'appui technique, financier et organisationnel pour accélérer l'implication du secteur privé (PME, partenariat avec des industriels). Les besoins des agro-industriels en termes d'infrastructures structurantes seront particulièrement recensés (voie d'accès, TIC, énergies, eau, assainissement). Elle devra particulièrement faire le recensement des ilots industriels dans le Grand Nord de Côte d'Ivoire, identifier les contraintes majeures auxquelles elles sont confrontées et par la suite identifier des actions d'accompagnement que le secteur public devra apporter pour créer des véritables hub (ou parcs agro-industriels à même asseoir un socle d'industrialisation dans la zone). Les investigations devront examiner en particulier les interactions avec le port sec de Ferkessedougou dont les études ont prévu un certain nombre d'équipement public (abattoir moderne...), la zone économique de Sikasso (au Mali) et la région agricole de Banfora (Burkina Faso).

Enfin, le consultant analysera la proximité des infrastructures principales de transport et/ou d'expédition (routes, chemins de fer, ports, aéroports, etc.) pour le développement des grandes entreprises et PME dans les secteurs industriels et des services.

ii. Analyse des aspects économiques, environnement juridique et incitation fiscale, marché et stratégie de marketing

- ☞ Mettre à la disposition des parties prenantes publiques, privées et de ses partenaires des outils de décision permettant de mesurer les résultats attendus au plan économique et social, notamment à travers la création d'emplois et de valeur ajoutées des filières agricoles, l'augmentation des exportations et/ou la diminution des importations alimentaires, la rentrée de devises et de ressources fiscales indirectes, etc.
- ☞ Mettre en valeur les différentes analyses économiques portant sur les dispositions d'incitation, le code d'investissement, la comparaison coût/avantage sur l'économie et les finances publiques des mesures d'incitations fiscales, douanières, financières et sociales avec des modèles économiques reflétant les retombées à court et moyen terme des mesures d'incitations.
- ☞ Procéder à une revue rapide des textes applicables (sur les investissements, les régimes spécifiques, le foncier, les secteurs prioritaires, le PPP, etc.) ainsi que les études/rapports réalisé(e)s sur les filières ciblées et rencontrer et discuter avec les parties prenantes clés, tant publiques que privées.
- ☞ Analyser les avantages ainsi que les inconvénients des emplacements des sites proposés pour le parc agro-industriel et les CAS, en termes de caractéristiques naturelles et topographiques, des investissements nécessaires et des normes environnementales et sociales à respecter, afin de déterminer leur viabilité par rapport aux activités économiques envisagées (chaque site fera l'objet d'une fiche documentée)
- ☞ Evaluer les infrastructures externes nécessaires au succès de l'AgroParc à Korhogo, les CAS à Katiola, Ferkessedougou, Boundiali et Dikodougou notamment en termes de capacités de frêt, connectivité des sites et disponibilité d'infrastructures indispensables pour la compétitivité (routes, pistes, chemins de fer, électricité, eau, TIC, ports, aéroports, etc.).
- ☞ Dégager les investissements à initier pour l'implémentation des infrastructures lourdes ou autres en articulation avec les besoins des privés dans le cadre de PPP ou d'investissements propres.

iii. Etude technique (1ière Etape) et cadre socio-économique

Cette partie de l'étude se focalisera sur la détermination des détails techniques de réalisation et des embranchements socio-environnementaux et économiques.

Aspect technique : Il consacre avec l'étude 1 du 2PAI- Nord CI (ET1) à :

La définition du concept Parc agro-industriel adapté à la zone du projet, de sa taille (entre 100 à 150 ha), sa composition (modules internes et externes 0 avec leurs infrastructures et services), localisation géographique et filières retenues ;

- ☞ Le dimensionnement (sous forme de variantes) des infrastructures publiques à prévoir pour viabiliser les parcs agro-industriels : parcs agro-industriels, centre d'agrégation et de services agricoles et préciser les compositions de ces entités. Une proposition basée sur les coûts, le design et l'approche de fonctionnalité devraient être faits à l'équipe de préparation pour choix final. Cette proposition devra prendre en compte la mise en place d'unités de transformation de produits agricoles autour des filières porteuses, des entrepôts, aires de stockage, un centre d'affaires et de conférences, structures d'accueil et d'hébergement, services hôteliers, structures médicales, activités récréatives, etc.
- ☞ Aussi, les services publics (électricité, eau, traitement des déchets, routes et drainage, éclairage extérieur, communication, incendie, mesures de sécurité, permis et autorisations/agréments, etc.) constituent des équipements ou dispositifs indispensables pour la viabilité à long terme.
- ☞ Plus orienté vers l'agroalimentaire, un dimensionnement complet autour des filières retenues dont mangue associée à la pomme de cajou devra être élaboré. Il s'agit du dispositif de conditionnement, du séchage, du stockage sur 5 à 7 mois et de transformation en jus concentré avec des chambres ou espace de transition.
- ☞ la définition des choix technologiques des itinéraires techniques et procédés de transformation des parcs agro-industriels (Agro-Park principal à Korhogo et les 4 CAS). Il sera question de définir le dimensionnement des infrastructures et de confirmer le processus technologique en réponse aux besoins réels du marché et compte tenu des contraintes relevées dans les différentes études des potentialités existantes. Sur la base du choix technologique adopté et des itinéraires techniques optimaux, l'étude définira les spécifications techniques des intrants et équipements (procédés de transformation, dimensionnement des capacités, et coûts estimatifs) pour chaque plateforme à développer.
- ☞ Le dimensionnement des centres d'agrégation et de services agricoles à prévoir dans chacune des quatre régions ciblées en veillant à ce qu'ils répondent : i) aux exigences besoin des agro-industriels des parcs industriels ; ii) aux besoins des exploitants agricoles et prestataires de services ; et iii) aux préoccupations des populations riveraines. Sur la base des capacités d'agrégation à prévoir et des services attendus, l'étude définira les technologies et les types d'infrastructures appropriés, les équipements à prévoir, et fera l'estimation financière des investissements.

De façon spécifique, cette partie de l'étude définira les Plans d'aménagement des sites. Elle aura pour objectif de proposer un plan de l'installation, un plan d'aménagement et d'implantation des infrastructures liées au parc agro-industrielle et aux Centres d'agrégation et de services agricoles (CAS). La mission devra fournir des informations complètes et détaillées sur la structure du sol sur laquelle l'infrastructure sera établie ainsi que sur celle des ouvrages y afférent. Le consultant effectuera des reconnaissances géotechniques nécessaires des sols en place compte tenu des travaux à prévoir et des équipements à installer.

Le consultant procédera aussi aux levées topographiques des sites, à l'établissement de la carte topographique et de la carte des pentes et contraintes en vue de documenter l'aménagement du site.

L'étude d'impact environnemental et social permettra de proposer les plans architecturaux d'implantation et d'agencement des différents compartiments des sites.

L'étude permettra de produire le Master Plan, le plan de l'ossature de la voirie et des réseaux divers (VRD), les plans particuliers d'aménagements en 2D et en 3D, les vues en plan avec légendes (les vues en plan cotées, les assolements, les vues en plan d'électricité, drainage et de plomberie), les façades et les coupes, les perspectives des structures, les détails des poteaux et poutres, ainsi qu'une maquette des bâtiments en 3D. Une maquette et des plans animés des infrastructures et ses constituants organiques seront également produits dans le cadre de la promotion de la plateforme agro-industrielle et des Centres d'agrégation et de services agricoles (CAS).

L'étude pour l'électrification se fera avec Côte d'Ivoire Energie et pour l'approvisionnement des en eau potable avec l'Office National de l'Eau Potable (ONEP).

Embranchements socio-environnementaux et économiques

L'étude d'impact environnemental et social : le Consultant devra réaliser cette étude de manière à :

i. Examiner les interactions entre les émetteurs de nuisance des parcs agro-industriels, des CAS et de leurs infrastructures connexes (VRD) et les récepteurs de l'environnement subissant les immixtions correspondantes tout en excluant les aspects qui ont peu ou pas de pertinence par rapport aux impacts environnementaux de l'action proposée ;

ii. Identifier les éléments de l'environnement biophysique et social qui peuvent être affectés par le projet et pour lesquels une préoccupation publique et/ou professionnelle se manifeste ;

iii. Identifier tous les impacts potentiels du projet sur l'environnement et les évaluer à l'aide d'une méthode appropriée qui permettra de les classer par ordre d'importance. Seuls les impacts significatifs feront l'objet d'un examen approfondi. La mission proposera alors pour ces derniers des mesures d'atténuation ou de bonification et un programme de surveillance réalistes et faisables. Notamment la question de gestion des effluents liquides, solides et gazeux pouvant être générés avec l'activité des parcs agro-industriels et des CAS et les impacts potentiels sur les activités connexes devront être étudiés en détail ;

iv. Proposer un plan de gestion des installations des parcs agro-industriels et des CAS et des sites d'emprunt et de carrières ;

v. Proposer également un plan de gestion des déchets (y inclus la gestion des effluents liquides, solides et gazeux) produits par les activités des parcs agro-industriels, des CAS et des ouvrages connexes ;

vi. Proposer également un plan de réinstallation des personnes dont l'activité serait affectée par l'implantation des parcs agro-industriels, des CAS et des ouvrages connexes au site ciblé.

Phase II

i. Modèle de mise en œuvre et de gestion des Parcs Agro-industriels et des CAS

- ☞ **Proposer un schéma de structuration du financement du parc agro-industriel et des 4 CAS** tenant compte des besoins estimés et du rôle des acteurs, de manière à préciser les sous-projets (SP) à financer (i) entièrement par le secteur privé (unités industrielles, logistique,

etc. ?); (ii) partiellement par le secteur privé –PPP (énergie, ICT, etc. ?) et (iii) entièrement par le secteur public (VRD, centres de formation, salle de conférence, guichet unique, etc. ?); les deux derniers types de SP seront couverts par les prestations prévues en phase II (APD/DCE, DAO, etc.). Ce schéma de structuration constituera la base de travail du Gouvernement pour l'organisation d'un Forum de l'investissement dans l'agro-industrie en faveur de la zone de projet.

- ☞ **L'Etude élaborera un Dossier d'Appel d'Offre (DAO) complet pour les infrastructures (Voiries et Réseaux Diverss, Bâtiments Administratifs, Approvisionnement en Eau Potable, Complexe socio-culturel (zone d'hébergement, zone résidentielle, centre polyvalent de conférence et de manifestations), Laboratoires, etc.),** objet du présent appel d'offre, au format prévu par le Code des Marchés Publics ivoirien. Le DAO doit comprendre toutes les informations utiles qui permettront de lancer un appel d'offre pour la réalisation des ouvrages. Les services prévus consisteront donc à présenter une maquette de ce projet dans la forme la plus élaborée possible, afin d'amener les études de faisabilité et les plans d'opérations à des niveaux d'intérêt acceptables pour des investisseurs privés potentiels. Le consultant devra produire un cahier de charges et un bordereau confidentiel des prix des travaux à réaliser.
- ☞ **Dresser le profil des investisseurs** souhaitant s'établir dans le Parc Industriel ciblé dans les secteurs sus-indiqués, y compris l'horizon temporel des investissements à réaliser et le profil des installations souhaitées compte tenu des normes admises en matière de sites de production et d'infrastructures en identifiant clairement les industriels des pays pourvoyeurs de sous-traitance et ceux menacés sur certains produits par la hausse des coûts de production/des facteurs ou l'éloignement des marchés importateurs, ainsi que le potentiel de création d'emplois dans les différents secteurs ciblés.
- ☞ **Proposer un modèle de gestion approprié :** L'étude vise à proposer différents scénarii des statuts juridiques des parcs agro-industriels et des CAS, définir les cadres organiques idoines avec organigramme cohérent sous fond de la prise en compte des aspects de la rentabilité financière, dans le respect de la législation ivoirienne. L'étude identifiera la possibilité de structurer un Partenariat Public Privé (PPP) composé de l'Etat et du secteur privé, notamment pour ce qui concerne les parcs agro-industriels. Les compétences y seront développées suivant la spécificité de chaque acteur au projet.
- ☞ **Proposer un schéma foncier :** L'objectif est de parvenir à identifier, à sécuriser et à mettre à la disposition des parcs agro-industriels et des CAS l'assiette foncière nécessaire à leur mise en œuvre. L'étude définira le mode d'acquisition et sa libération de toute occupation (y inclus les indemnités). En outre, l'étude élaborera un schéma foncier dont la mise en œuvre permettra d'arriver à la mise à disposition des terres au profit des promoteurs à installer. Enfin un plan d'action permettant d'exécuter toutes les opérations foncières sera élaboré.
- ☞ **Déterminer la rentabilité financière des investissements :** L'objectif est d'estimer le coût des investissements des aménagements, des infrastructures et équipements (y compris la technologie retenue) et son incidence sur le prix de revient des produits primaires transformés en produits finis. L'étude permettra de calculer les taux de rentabilité interne et économique sur le court, moyen terme et long-terme, suivi de l'impact social (par effet

d'entraînement positif et négatif), proposer des solutions adéquates économiques et écologiques, le seuil de rentabilité pour les parcs agro-industriels, afin de s'assurer de la viabilité du projet. Il sera proposé un plan chiffré d'entretien des ouvrages à réaliser afin de décrire les mesures à prendre pour assurer la durabilité desdits ouvrages. L'étude déterminera également les besoins en ressources humaines, les compétences techniques requises ainsi que les fiches de postes des profils clés. Un plan d'investissement (business plan) sera également élaboré, y compris une analyse des risques et de la sensibilité.

D- RAPPORTS A FOURNIR

Au terme de la prestation, le consultant délivrera les versions provisoires et définitives, sous format numérique éditable et format papier (en dix exemplaires chaque), des différents rapports cités dans la partie qui suit :

(i) un rapport sur la situation de référence de l'intervention du secteur privé comprenant un état des lieux sur les initiatives en cours dans les différentes chaînes de valeur, la situation actuelle de l'environnement des affaires et les mesures d'incitations en place, et les résultats de l'analyse du potentiel de marché au niveau national et international, pour les filières présentes dans la zone de projet (phase I) ;

(ii) un rapport détaillant les propositions d'amélioration de l'environnement (juridique, réglementaire, institutionnel, opérationnel, etc.) de l'agro-industrie (parcs agro-industriels et centres d'agrégation et de services agricoles notamment) pour les filières prioritaires de la zone de projet incluant des actions d'appui technique et financier pour accompagner les initiatives naissantes, y inclus les questions ci-après : sécurisation foncière, normalisation/ métrologie, certification, labélisation, incitations, guichet unique, financements, cadres de concertation des filières, de renforcement des capacités, etc.) , phase I;

(iii) un rapport incluant un master-plan relatif au dimensionnement des parcs agro-industriels et des Centres d'agrégation et de services agricoles (CAS) incluant : (a) une cartographie et un diagnostic des cités industrielles (problèmes fonciers, équipements en énergie, eau et TIC ; (b) une proposition de développement de parcs agro-industriels et des Centres d'agrégation et de services agricoles (CAS) devant constituer la plateforme de l'industrialisation et du développement des chaînes de valeur et (c) une proposition de développement des infrastructures et équipements connexes (VRD). Ce travail devra être fait en interaction avec l'équipe chargée de la formulation du projet (ET1) : phase I.

(iv) Les rapports prévus en phase I (avant-projet sommaire -APS) et en phase II (avant-projet détaillé -APD, et Dossier d'appel d'offres -DAO) des infrastructures prévues pour faciliter l'investissement privé dans les parcs agro-industriels et les centres d'agrégation et de services agricoles (y inclus les infrastructures connexes); ces APS/APD/DAO devront intégrer les rapports d'étude d'impact environnemental et social (EIES), de plan de gestion environnemental et social (PGES) et de plan d'actions pour la réinstallation-PAR (en cas de besoin).

(v) Le rapport sur les résultats de la structuration des sous-projets à financer dans le parc agro-industriel et les 4 CAS (public, privé, et PPP), de l'étude d'opportunité juridique des mesures prévues pour le Parc agro- Industriel compte tenu de la modélisation économique. Ce rapport sera établi pour validation par le Client et les partenaires publiques et privés, nationaux et internationaux, phase II.

E- PERSONNEL DU BUREAU D'ETUDES

Pour la réalisation des prestations dans les conditions de qualité et de délai prescrites, le bureau d'études mettra en œuvre un dispositif en personnel fondé sur son expérience dans le domaine de développement des agro-industries. La composition de ce personnel sera définie et proposée par le bureau d'études dans son offre technique. Ce personnel comprendra au moins :

Le cabinet devra avoir le profil ci-dessous :

- ☞ Être un Bureau d'études ayant une expérience générale d'au moins huit (08) ans dans le domaine des stratégies de développement de l'agro-industrie, et/ou la préparation d'étude de faisabilité de projets agroindustriels ;
- ☞ Disposer d'une expérience avérée de plus de cinq (05) ans dans la conduite d'études de faisabilités de projets similaires, avec preuves des prestations antérieures jugées satisfaisantes par le bénéficiaire ;
- ☞ Faire preuve d'une bonne connaissance des questions agricoles et/ou agro-industrielles impliquant le secteur privé ;
- ☞ Disposer d'une équipe d'experts multidisciplinaires capables de travailler dans un environnement sectoriel et disposant d'une expérience à internationale.
- **Un (01) Chef de mission : Expert en développement dans l'agro-industrie spécialiste du secteur privé :** Il aura en charge l'étude des filières d'activités économiques, de chaînes de valeur agricoles. Il devra également apporter un soutien par le biais d'initiatives visant à identifier les mesures qui seront nécessaires afin d'améliorer le cadre réglementaire et promouvoir le commerce et les investissements et des orientations pour faciliter et renforcer la compétitivité du secteur privé. Il proposera les actions et mesures visant à favoriser le développement efficace des partenariats public-privé.
- ✓ **Qualification :**
 - Avoir un diplôme d'étude supérieure ou universitaire en gestion/administration d'entreprise, économie, droit commercial ou tout diplôme équivalent de niveau BAC+5 au moins.
- ✓ **Expérience professionnelle générale :**
 - Avoir au moins huit (08) ans d'expérience professionnelle dans le domaine des stratégies de développement du secteur privé notamment dans les secteurs agricoles et de l'agro-industrie
- ✓ **Expérience spécifique :**
 - Avoir au moins cinq (05) ans d'expérience avérée dans la préparation et la mise en œuvre de programmes/projets de développement agro-industriels impliquant le secteur privé ;
 - Avoir au moins cinq (05) années d'expérience professionnelle dans la formulation et l'appui à la mise en œuvre de politiques et stratégies de développement du secteur de l'agro-industrie ;

- Avoir réalisé au moins cinq (05) missions similaires ayant trait au développement de projets d'appui à l'investissement privé dans le secteur agricole et préférentiellement dans les pays en voie de développement ;
 - Avoir réalisé au moins cinq (03) projets d'études des procédés industriels de transformation agro-alimentaire et d'utilisation de technologies de traitement des produits agricoles ;
 - Avoir de l'expérience dans l'étude de filières d'activités économiques, de chaînes de valeur agricole et de développement économique territorial serait un atout.
 - Avoir cinq (05) ans d'expérience en matière d'analyse de montages contractuels dans le domaine du Partenariat Public Privé en Agriculture avec au moins une expérience de montage de contrat type PPP dans le secteur agricole ;
 - Avoir au moins cinq (05) développement des outils de suivi, de contrôle et d'évaluation des projets de PPP dans le domaine agricole ;
 - Avoir une expertise dans l'évaluation des opportunités d'investissement dans les parcs industriels, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de projets et programmes agricoles dans le cadre des PPP.
- **Un (01) ingénieur, Expert agro-industriel ou en technologie agro-industriel** : qui sera en charge de la formulation et la préparation du projet. Il aura le profil suivant :
- ✓ **Qualification :**
 - Avoir un diplôme d'ingénieur ou d'étude supérieure ou universitaire en sciences agronomiques, agroalimentaires, agro-industrie ou tout diplôme équivalent de niveau BAC+5 au moins.
 - ✓ **Expérience professionnelle générale :**
 - Au moins huit (08) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'agro-industrie.
 - ✓ **Expérience spécifique :**
 - Avoir au moins cinq (05) ans d'expérience avérée dans la conduite des études similaires ;
 - Avoir réalisé au moins cinq (05) projets d'études des procédés industriels de transformation alimentaire et technologies de traitement des produits agricoles, de conditionnement et de logistique.
- **Un (01) expert en analyse économique et financière spécialiste en inclusion financière** : il sera responsable de l'étude de faisabilité économique et financière des parcs agro-industriels et des Centres d'agrégation et de services agricoles. Il sera également en charge de la réalisation de l'étude de marché, de l'amont à l'aval avec l'assistance d'une équipe d'enquêteurs. De plus il sera en charge de l'identification et de la définition des stratégies de financement des très petites, petites et moyennes entreprises des filières à développer y compris les mécanismes de partage de risque, le financement des chaînes

d'approvisionnement, le financement agricole et le rôle des institutions de financement. Il mettra également en place des mécanismes de paiement électronique en collaboration avec l'expert TIC de l'étude ET1.

✓ **Qualification :**

- Avoir un diplôme d'étude supérieure ou universitaire en agroéconomie, en économie, en gestion financière, ou autre diplôme équivalent de niveau BAC+5 au moins ;

✓ **Expérience professionnelle générale :**

- Avoir au moins sept (07) années d'expérience professionnelle générale dans le domaine des études économiques et financières ;

✓ **Expérience spécifique :**

- Avoir au moins cinq (05) années d'expérience en tant que spécialiste chargé des études de faisabilité économique et financière de projets de développement
- Avoir au moins cinq (05) années d'expérience en étude de marché, élaboration de Business Plan, conseil et en stratégie marketing ;
- Avoir réalisé au moins trois (03) ans d'expérience dans la structuration de gammes de produits tel que les instruments d'atténuation des risques liés aux prêts notamment pour le secteur agricole et les produits de garantie ;
- Avoir réalisé au moins trois (03) projets dans des fonctions similaires (expert en inclusion financière) ;
- Avoir réalisé au moins deux (02) prestations similaires, notamment des modèles financiers de projets agro-industriels.

- **Un (01) expert en logistique et chaîne de valeur ou d'approvisionnement /distribution :** Il sera responsable du dimensionnement et de la mise en relation des Centres d'agrégation et de services agricoles et les parcs agro-industriels.

✓ **Qualification :**

- Avoir un diplôme d'étude supérieure ou universitaire en logistique ou autre diplôme équivalent de niveau BAC+5 au moins ;

✓ **Expérience professionnelle générale :**

- Avoir au moins huit (08) années d'expérience professionnelle générale dans les études et réalisations des projets comprenant des plateformes logistiques.

✓ **Expérience spécifique :**

- Avoir au moins cinq (05) années d'expérience en localisation et dimensionnement des unités de production, hubs, entrepôts et dépôts ;
- Avoir au moins cinq (05) années d'expérience en analyse de chaîne logistique pour la grande distribution ;

- Avoir réalisé au moins deux (02) études d'optimisation de réseau de d'approvisionnement et de distribution ;
 - Avoir réalisé au moins deux (02) prestations similaires.
- **Un (01) expert Sociologue:** Il sera en charge des aspects socio-économiques du projet. Spécialiste en mesure de sauvegardes sociales et plan de réinstallation des populations impactées, il sera également responsable de l'élaboration d'un schéma foncier, et co-responsable de l'Évaluation environnementale et sociale Stratégique (EESS), de l'étude d'impact environnemental et social (EIES), du plan de gestion environnementale et sociale (PGES) et du Plan d'actions pour la Réinstallation-PAR (éventuellement).
- ✓ **Qualification :**
- Avoir un diplôme d'étude supérieure ou universitaire en socio-économie, en science sociologique ou équivalent de niveau BAC+5 au moins.
- ✓ **Expérience professionnelle générale :**
- Avoir au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans le foncier rural et l'atténuation des impacts sociaux dans le domaine agricole ou agro-industriel.
- ✓ **Expérience spécifique :**
- Avoir au moins cinq (05) ans d'expérience en matière d'études de faisabilité de projets agricoles ou agro-industriels ;
 - Avoir réalisé au moins deux (02) projets similaires ;
 - Avoir de bonnes connaissances des enjeux du système foncier et de la gestion des impacts sociaux des projets de développement en Afrique de l'Ouest.
- **Un (01) expert architecte concepteur :** Il sera en charge de conception architecturale et des calculs liminaires de structure des parcs agro-industriels et des centres d'agrégation et de services agricoles :
- ✓ **Qualification :**
- Avoir un diplôme d'étude supérieure ou universitaire en architecture ou tout autre diplôme équivalent de niveau BAC+5 au moins ;
- ✓ **Expérience professionnelle générale :**
- Au moins cinq (5) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la conception architecturale et des calculs.
- ✓ **Expérience spécifique :**
- Avoir au moins trois (03) ans d'expérience dans le cadre de l'étude et de la réalisation de plans d'aménagement, d'architecture et de maquettes ;
 - Avoir au moins trois (03) en conception et planification de projets architecturaux et urbanistiques ;
 - Avoir réalisé au moins deux (02) projets similaires ;

- Maîtriser au moins deux (02) logiciels de conception architecturale et de calculs de structures.
- **Un (01) ingénieur Civil** : Il sera en charge des études d'ingénierie liées à la réalisation des installations prévues dans les parcs agro-industriels et les centres d'agrégation et de services ainsi que les voiries et réseaux divers (routes, assainissement, énergie, etc.), les bâtiments et ouvrages connexes et rendre disponible les APD et Dossiers d'Appel d'Offre.
 - ✓ **Qualification** :
 - Etre Ingénieur du Génie Rural, des Travaux Publics, Ingénieur Génie Civil ou équivalent de niveau BAC+5 au moins ;
 - ✓ **Expérience professionnelle générale** :
 - Avoir au moins cinq (05) ans d'expérience dans le domaine de la maîtrise d'oeuvre (Etudes et Contrôle) des travaux de réalisation des voiries et réseaux divers (routes, assainissement, énergie, TIC, etc.)
 - ✓ **Expérience spécifique** :
 - Avoir au moins trois (03) ans d'expérience en tant qu'Ingénieur d'Etudes ;
 - Avoir réalisé au moins deux (02) projets similaires.
- **Un (01) expert énergétique** : Il aura en charge les études et réalisations des réseaux électriques, le calcul des puissances nécessaires aux machines, dimensionner les alimentations électriques et autres études similaires. Il devra disposer de compétence en énergie renouvelable.
 - ✓ **Qualification** :
 - Etre un Ingénieur électromécanicien, énergétique, ou équivalent avec un niveau BAC+5 au moins
 - ✓ **Expérience professionnelle générale** :
 - Avoir au moins cinq (05) années d'expérience professionnelle générale dans les études et réalisations d'équipements et réseaux électriques ;
 - ✓ **Expérience spécifique** :
 - Avoir au moins trois (03) d'expériences en tant que chargé d'études, chef de projet, dans une structure technique exerçant dans le domaine de l'électricité ;
 - Avoir au moins trois (03) années d'expérience dans les études similaires d'alimentation en électricité des zones industrielles et production d'énergie (y compris verte) ;
 - Avoir réalisé au moins trois (03) projets similaires.
- **Un (01) expert environnementaliste** : il sera responsable de l'évaluation environnementale et sociale stratégique (EESS). Il devra contribuer à l'élaboration des Etudes d'Impact Environnementale et Sociale (EIES), du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES),

et éventuellement du Plan d'Action pour la réinstallation (PAR), pour la gestion des impacts environnementaux et sociaux. Il devra disposer de compétence en gestion des effluents et valorisation des déchets.

✓ **Qualification :**

- Avoir un diplôme d'étude supérieure ou universitaire en environnement, agronomie, ou autre diplôme équivalent avec un BAC+5 au moins.

✓ **Expérience professionnelle générale :**

- Avoir au moins dix (10) années d'expérience professionnelle générale dans le domaine des études d'impact environnemental et des questions de développement durable.

✓ **Expérience spécifique :**

- Avoir au moins cinq (05) années d'expérience avérée dans le domaine de l'évaluation environnementale et sociale des projets des grandes envergures et dans la préparation de documents d'évaluation d'impact environnemental et social ;
- Avoir réalisé au moins trois (03) projets similaires.

- **Un (01) expert juriste fiscaliste :** Il est chargé de monter le cadre juridique et institutionnel nécessaire pour le bon fonctionnement des parcs agro-industriels et le mode de gestion du système dans le cadre d'un partenariat public privé. Il sera également de la préparation des projets de textes juridiques pour la mise en place de cadres réglementaires et institutionnels pour la promotion et la gestion des parcs agro-industriels et des CAS. Il sera aussi chargé du droit fiscal et de faire de proposition de réformes spécifiques de finances publiques pour captiver le secteur privé de façon stratégique.

✓ **Qualification :**

- Avoir un diplôme d'étude supérieure ou universitaire en Droit ou équivalent, spécifiquement dans les questions juridiques et institutionnelles de niveau BAC+5 au moins (Bac+5 et plus = 10 points)

✓ **Expérience professionnelle :**

- Avoir au moins cinq (05) années d'expériences générales dans les questions juridiques et institutionnelles nécessaires au montage des projets publics-privés.

✓ **Expérience spécifique:**

- Avoir au moins cinq (05) années en tant juristes/ avocat d'affaire dans des projets similaires du secteur agro-industriel ;
- Avoir au moins réalisé trois (03) projets similaires ;
- Avoir une bonne connaissance des expériences de développement de projets PPP en Afrique ;

- Avoir un diplôme d'étude supérieure ou universitaire en Droit fiscal, expertise-comptable ou équivalent, de niveau BAC+5 au moins :
- **Un (01) ingénieur réseaux télécoms** : Il est chargé de concevoir les réseaux et autres équipements nécessaires à la viabilisation des parcs agro-industriels et des CAS et à leur connexion aux réseaux existants (fibres optiques, etc.).
 - ✓ **Qualification** :
 - Avoir un diplôme d'étude supérieure ou universitaire en sciences et Technologies, en réseau et télécom ou autre diplôme équivalent de niveau BAC+5 au moins :
 - ✓ **Expérience professionnelle** :
 - Avoir au moins huit (08) années d'expérience en développement des compétences en infrastructures de réseaux d'opérateurs de réseaux téléphonique et certaines technologies associées.
 - ✓ **Expérience spécifique**:
 - Avoir au moins cinq (05) ans d'expériences générales dans la production, l'exploitation et le support en IT dans le domaine des plateformes réseaux TCP (Transmission Control Protocol) et IP (Internet Protocol) ;
 - Avoir au moins deux (02) ans d'expérience en administration de réseaux informatiques et l'interconnexion de réseaux ;
 - Avoir au moins réalisé trois (03) projets similaires.

En plus des Experts ci-dessus définis, le Consultant devra s'attacher les services :

- ☞ D'une brigade topographique qui aura en charge les levés topographiques (profils en long et en travers, etc).
- ☞ D'un laboratoire reconnu par le Maître d'Ouvrage Délégué et qui aura en charge d'effectuer les mesures et essais de laboratoire ;
- ☞ D'une équipe en charge d'examiner les aspects géotechniques (fondation des infrastructures, matériaux de remblai, recherche de carrières, etc).

Tous les essais et mesures de laboratoire sont aux frais du Consultant. Le Consultant pourra proposer toute autre expertise qu'il juge utile à l'étude.

ANNEXE 3: FICHE D'ENREGISTREMENT DES PLAINTES

projet :	
Nom du plaignant :	
Adresse du plaignant:	
Date de la plainte:	
Mode de saisie :	
Objet de la plainte :	
Description de la plainte	

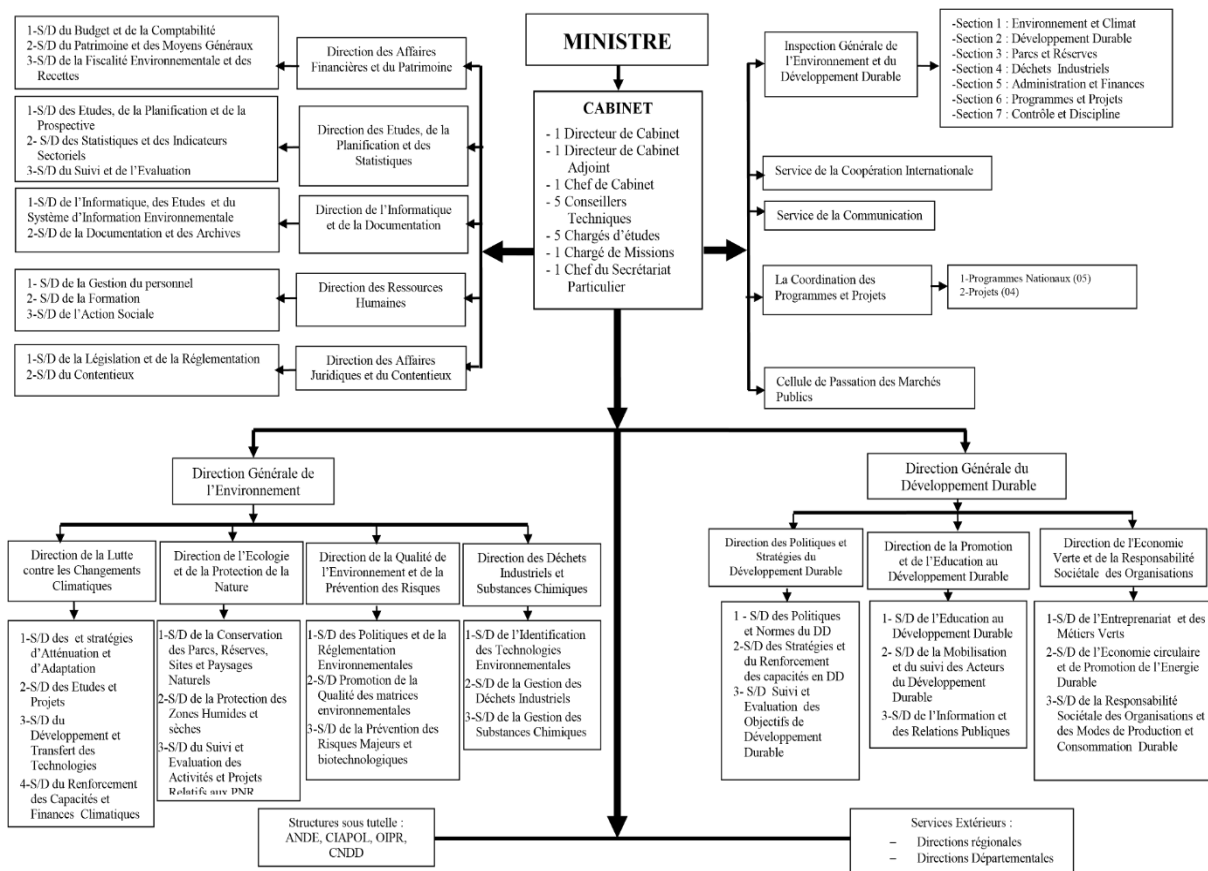
Annexe 4 : fiche d'information de resolution de la plainte

RESOLUTION	
Date :	
Pièces justificatives (Compte rendu, Contrat, accord,)	
Signature du plaignant	
Signature du Coordonnateur du	

ANNEXE 5 : MODELE DE REGISTRE DE PLAINTES

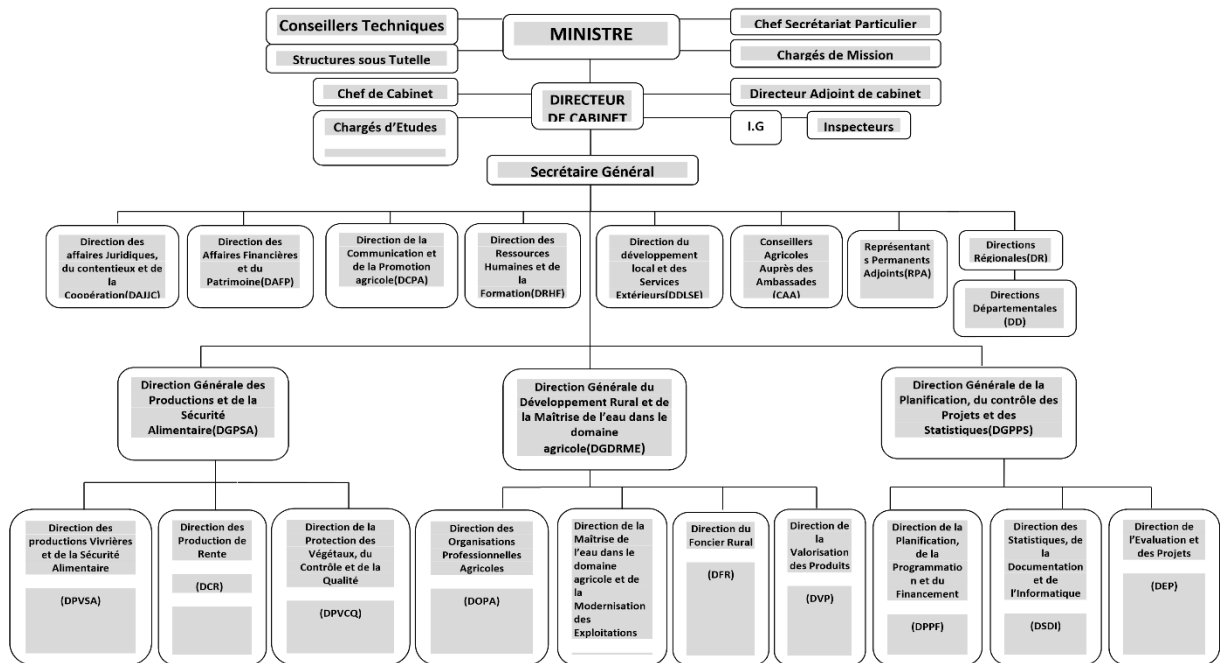
Informations sur la plainte					Suivi et traitement de la plainte			
N°	Nom, prénom et contacts du plaignant	Date de dépôt	Description sommaire	Site Concerné du projet	Orientations du Coordonnateur	Délai de traitement	Suite donnée	Transmission des résultats au plaignant

Annexe 6: organigramme du ministere de l'agriculture et du developpement rural

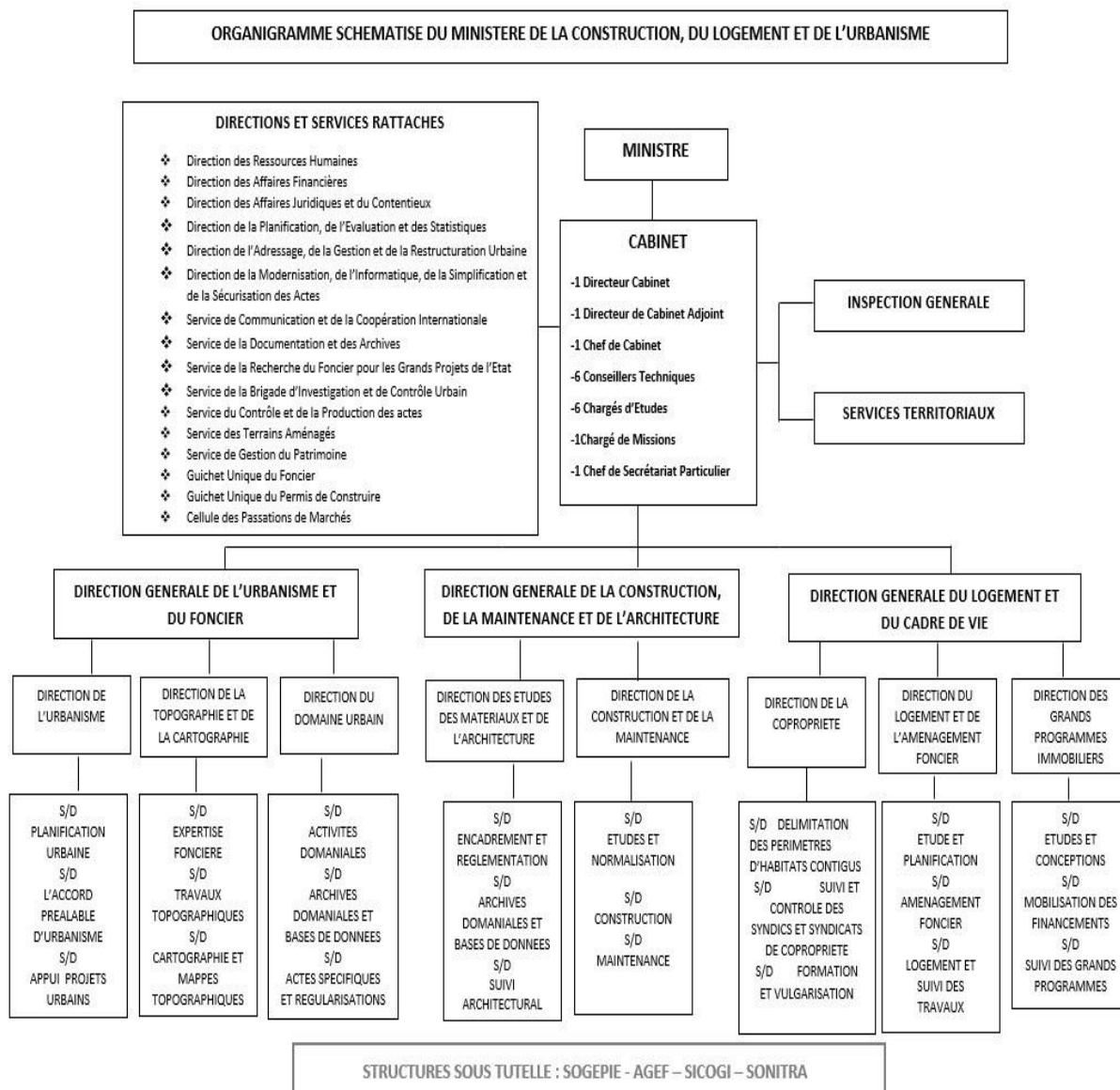


ANNEXE 7: ORGANIGRAMME DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

ORGANIGRAMME DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT RURAL



ANNEXE 8: ORGANIGRAMME DU MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME



ANNEXE 9: LISTE DES STRUCTURES RENCONTREES

Localisation	Date	Structures	Fonction	Personne rencontrée	Contact	
Abidjan	14 octobre 2020	FIRCA (Fonds interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricole)	Directeur de Département cultures d'exportation et Productions Forestières au	Coulibaly épouse Traoré		
Abidjan	15 octobre 2020	Direction des Etudes et de la Planification du Ministère des eaux et forêts		Kouassi Amian	09387911	
Abidjan	15 octobre 2020	id		Guélabé Jean Marc	47 64 10 21	
Korhogo (Région du Poro)	20 octobre 2020	ANADER				
Tioro Dassoungbo	21 octobre 2020	Mairie de Tioro Dassoungbo	1 ^{er} adjoint au maire	Legué COULIBALY		
Ganon (Région du Poro)			Chefferie de Ganon	Notable du chef de Canton	Tuo Vallé	06 09 28 88
					Tuo Torna	44 70 55 49
					Soro Djoma	
					Soro Madou	56 30 57 63
					Tuo Kaki	46 19 89 76
					Soro Tènèpièna	54292777
					Tuo Djoma	
					Soro Abou	07611267
Boundiali(Région de la Bagoué)	22/10/2020	Direction Regionale MINADER de la Bagoué	Directeur régional	GBOGBO Kando		
		Direction Regionale de la Bagoué	Agent foncier	Yapo Ayéhoua Gael Romaric	49 71 51 14/ 66 00 07 30	
		Mairie de Boundiali	SG de la Mairie de Boundiali	Didier Zakéi	09 15 05 78	
			Chef du service Cadastre	Emian André	47 76 48 91	
			Responsable du service d'Assiète	Allechy N'san	47 39 37 49	
		Chefferie Traditionnelle de Boundiali, famille YEREHEDALA	Chef de village	Traoré Donignonmon	07 53 09 24	
		Chefferie Traditionnelle de Boundiali	Gestionnaire des terres	Bamba Yassoungo	59 52 52 48	

Boundiali(Région de la Bagoué)	22/10/2020	Chefferie Traditionnelle de Boundiali, 2eme adjoint au maire	notable	Bamba Bakary	57 17 68 39	
	22/10/2020	Chefferie Traditionnelle de Boundiali	notable	Koné Dardjèguè	44 09 35 78	
	23/10/2020	SODEFOR Boundiali	Responsable SODEFOR Boundiali	Lieutenant Diaby	08 82 73 32	
	23/10/2020	DR eaux et forêts de la Bagoué	Directeur régional des eaux et forêts	Colonel Ouanti	48 68 97 18	
Korhogo (Région du Poro)	24 octobre	SODEFOR	Directeur du centre de gestion de Korhogo	Commandant Diabaté	02 69 94 09	
Katiola (Région du Hambol)	20/12/2020	Direction Regionale MINADER du	Commissaire enquêteur assermenté du foncier rural	NDA Ndri Valentin	47 00 32 94	
			Commissaire enquêteur assermenté du foncier rural	Kouamé Daniel	40 02 18 80	
			Directeur régional	DOSSO Lassana	05 33 83 04/ 01 67 53 78	
Sinematiali (Région du Poro)	23/12/2020	Direction Départemental du MINADER	Service foncier rural de Sinematiali	N'GUESSAN serge	57 53 73 88	
			Mairie	Maire	Coulibaly Nandoh	48 70 10 67
				4eme adjoint au maire	Soro Doh Olouesa	07 76 08 53/01 64 26 41
				Assistant au Maire	Coulibaly Doyere	08 84 84 76
			Direction Départementale du MINADER Sinematiali	Chef de service OPA	KONE Karamoko	02 79 88 90
			Direction Départementale du MINADER	Directeur Départemental du MINADER Sinematiali	KOUAME Adjoumani	47 48 21 81
Ganon (Région du Poro)	26/12/2020		Representant du chef de village	Soro Soungalo	66 31 81 33	
			Fils du chef de village	Soro Kouloutioloma	06 63 01 90	
			Neveu du chef de village	Soro Abou		

			Résident à Ganon	Sorou Madou	
Dabakala (Hambol)	28/12/2021	Mairie de Dabakala	Maire de Dabakala	Ouattara Souleymane	05 66 88 12 07 90 93 76
Panagana(Hambol)	19/12/2021	Habitant de Panagana	Notable du chef de village	Touré Bakounadi	47 37 56 75
Panagana (Hambol)	19/12/2021	Ressortissant de Panagana	Personne ressource du village, fonctionnaire résidant à Abidjan	OUATTARA Basouleymane	07 98 42 18
Ferkéssédougou (Tchologo)	28/12/2021	Service foncier rural, MINADER, Ferkéssédougou	Service foncier rural de ferké	Diomandé Mamadou	59 95 54 12

ANNEXE 10 : LISTE DE PRESENCES A LA RENCONTRE DU 23 OCTOBRE 2020 AVEC LES JEUNES DE BOUNDIALI

Partie prenante : Jeunes de Boundiali

	Nom et Prénoms	Téléphone	Profession	signature
Date et lieu : 23/10/2020 Boundiali	KONE Amara	49025841	Apiculter	
	KONE Doussa	07256366	Apiculter	
	DORO Abdoulaye	95221629	Apiculter	
	COULIBALY N'GOLA Daniel	54888921	Apiculter	
	COULIBALY Amadou	79181361	Apiculter	
	COULIBALY Nougou	47057097	Apiculter	
	BOMBE Tenna	04619903	Apiculter	
Points discutés	1. Présentation du projet			
	2. Impact			
	3. opportunités offertes			
Recommandations/ Souhaits/craintes/ attentes	1. souhaitent trouver un emploi dans le projet.			
	2.			
	3.			
Président de séance		Secrétaire de séance		
Ramadan Ouattara 07128609/01944291				

ANNEXE 11: RENCONTRE DU 26 OCTOBRE AVEC LES FEMMES DE BOUNDIALI

Partie prenante : ... Femmes de Boundingali

	Nom et Prénoms	Téléphone	Profession	signature
Date et lieu : 26/10/2023 Boudingali	KONE Wanipolo	78456492	Agriculteur	
	Coulibaly Awa		Agriculteur	
	Ouattara Batai		Agriculteur	
	Ouattara Nagbe		Agriculteur	
	Soro Kaidja		Agriculteur	
	Fofana Leguomon		Agriculteur	
	Coulibaly Aminata	07960973	Agriculteur	
Points discutés	1. Présentation du projet			
	2. Impact			
	3. opportunités offertes			
Recommandations/ Souhaits/craintes/ attentes	1. les femmes sont favorables au nouveau projet. le projet aura un impact positif sur leurs activités de commerce			
	2.			
	3.			
Président de séance		Secrétaire de séance		
 Ouattara 07125409/01942291				

ANNEXE 12 : ENTRETIEN AVEC LA DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE DU PORO (KORHOGO)(DREDD)

Responsables rencontrés			Points discutés
Nom et Prénoms	Fonction	Contact	
Binaté Falikou	Chef du Service de l'information et de la gestion environnementale de la DREDD	06 45 15 21	<p><u>Point 1 : Présentation de la structure et opinions</u></p> <p>-La DREDD couvre les régions du Poro, Bagoué et du Tchologo</p> <p><u>Opinion sur le projet :</u></p> <p>Nous sommes au courant du projet 2PAI -NORD-CI. Nous pensons que c'est un très bon projet qui peut considérablement réduire le chômage et développer les 4 régions concernées et au-delà la Côte d'Ivoire.</p> <p><u>Souhait :</u></p> <p>Souhaite qu'un accent particulier soit mis sur l'impact environnemental avant, pendant et après la réalisation du projet pour éviter les situations déplorables que nous vivons actuellement avec certaines entreprises de la place qui s'étaient installées pendant la crise et n'ont fait aucune étude environnementale ;</p> <p><u>Point 2 : Gestion des déchets de la ville : rôle de la structure</u></p> <p>La DREDD est membre du Comité local de salubrité de Korhogo qui siège toutes les 2 semaines pour faire le point de la gestion des déchets de la ville. Les membres sont toutes les structures qui interviennent dans la gestion des déchets : la Mairie de Korhogo, le BNETD, la DREDD, l'ANAGED, l'opérateur GI2E chargé de la collecte des déchets, les 3 pré collecteurs (GAP ; CGCAK ; FAFA Service) ;</p> <p>-La gestion des déchets de la ville de Korhogo est confiée à l'ANAGED sous la supervision et l'arbitrage du BNETD ;</p> <p>-La salubrité en Côte d'Ivoire relève du Ministère de l'assainissement et de la salubrité ;</p>

ANNEXE 13: ENTRETIEN AVEC L'AGENCE NATIONALE DE GESTION DES DECHETS

	Date de la consultation	
	Lieu de la consultation	Korhogo
	Structure	L'ANAGED couvre 3 régions : Poro, Bagoué et Tchologo
	Personnes rencontrées (Nom – prénoms ; fonction, téléphone)	Kaba Sékou, Assistant du Délégué, 03 76 45 76.
		Kouakou Hermann, Assistant du Délégué, 53 22 22 36
	Point de discussions 1	<p>Présentation de la structure : L'ANAGED couvre 3 régions : Poro, Bagoué et Tchologo</p> <p>-</p> <p><u>Rôle dans la gestion des déchets et difficultés</u></p> <p>Depuis 2012, la gestion des déchets est confiée à l'ANAGED. Ce n'est plus l'affaire des Mairies. Cependant à part la ville de Korhogo, dans toutes les autres communes du Poro, Bagoué et Tchologo, la gestion des déchets est faite par les mairies ;</p> <p>-L'ANAGED est chargée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1-La gestion de tous types de déchets solides ; 2-La valorisation des déchets solides ; 3- La gestion du cadre de vie ; 4-La lutte contre la nuisance sonore ; 5-La mobilisation des ressources financières. <p>Pour cela, en collaboration avec le BNETD, l'ANAGED contrôle quotidiennement le travail des opérateurs de salubrité, veille sur le respect des cahiers de charges, assure la formation, le coaching et fait souvent des dons en nature (poubelles, tricycles) ;</p> <p>L'unique décharge de la ville de Korhogo est gérée par l'opérateur GI2E. Elle est appelée décharge de Lofiné parce qu'elle est située dans le terroir du village de Lofiné. Actuellement cette décharge est à moins de 2 km de Lofiné et à moins de 2 km des premières habitations de la ville de Korhogo. Une étude du BNETD est en cours pour le choix d'une nouvelle décharge sur la route de Boundiali.</p> <p>La principale difficulté que rencontre l'ANAGED est le manque de civisme de la population (vol de poubelles, les déchets qui sont versés dans les caniveaux ou à côté des poubelles, les eaux usées qui sont versées dans les poubelles, le non-respect des consignes) ;</p>

ANNEXE 1410: ENTRETIEN AVEC LE GESTIONNAIRE ET VISITE DE LA STATION PILOTE DE TRAITEMENT DES BOUES DE VIDANGE DE KORHOGO (OFFICE NATIONAL D'ASSAINISSEMENT ET DE DRAINAGE)

Responsables rencontrés			Points discutés
Nom et Prénoms	Fonction	Contact	
Coulibaly Adama	Gestionnaire	01 71 26 37	<p><u>Présentation de la structure</u></p> <p>Station créée en mars 2017 par l'Office National d'Assainissement et de Drainage (ONAD) du Ministère de l'assainissement et de la salubrité ;</p> <p>-En Côte d'Ivoire, il y a 2 stations en service (Korhogo et San pédro) . 1 troisième est en construction à Bouaké. 12 sont prévues d'ici 2025 ;</p> <p>-Superficie de la station : 05 ha. -Le site a été obtenu avec l'appui de la Mairie de Korhogo auprès des autorités villageoises de Djégbè, un village devenu un quartier de Korhogo, situé après l'Ecole de police, sur l'axe Korhogo-M'Bengué. Il correspond aux normes et conditions exigées ;</p> <p>- ONAD a construit un centre de santé à 200 mètres de la Station pilote pour le village. Il sera très bientôt livré à la population ;</p> <p>-A Korhogo l'ONAD et les 7 opérateurs de vidange sont les seules structures chargées de la gestion des boues de vidange. Les vidangeurs se rendent dans les ménages, vident les fosses septiques de façon mécanique et viennent vider leurs contenus à la station pilote de Djégbè moyennant une redevance de 2000 fca par voyage. La station se charge du traitement (voir tableau gestion des eaux usées et excréta) ;</p> <p>-La Station ne traite que les boues de vidange (eau de lessive, vaisselle, eau de chasse issues des fosses septiques), aucun rejet industriel ;</p> <p>-Le traitement est naturel. Aucun produit chimique n'est utilisé ;</p> <p>-La Station est régulièrement traitée par l'Institut National d'Hygiène Publique, surtout pour détruire les larves de moustiques ;</p> <p>-Le compost obtenu avant d'être mis à la disposition des villageois est toujours testé par le Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL). Il est très apprécié des agriculteurs ;</p>

		<p>-En 2020 la Station a produit plus de 100 tonnes de compost distribués gratuitement aux producteurs agricoles ;</p> <p>-Conditions pour travailler avec la Station de traitement des boues de vidange : Avoir un camion de vidange, se constitué en Entreprise, faire une étude technique, obtenir un agrément, respecter un cahier de charges ; -Les opérateurs de vidange bénéficient de l'appui financier et de l'encadrement technique de l'ONAD (équipement, traitement des travailleurs, état des camions de vidange) ;</p> <p>-Une redevance de 2000 francs est payée par voyage à la Station;</p> <p>-La Station est beaucoup fréquentée et elle tourne à 100% de sa capacité ;</p> <p>-Difficultés rencontrées :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les camions de vidange ne peuvent parvenir à certains ménages à cause de l'état des routes ; 2. Plusieurs ménages ont encore des toilettes traditionnelles qui ne peuvent être vidées mécaniquement (ils font leur vidange manuellement) ; 3. Plusieurs fosses septiques ne sont pas conformes à la vidange mécanique ; 4. Non respect des normes de construction des fosses septiques ; 5. Plusieurs manages ont raccordé leurs toilettes à des caniveaux ;
--	--	--

ANNEXE 15 : ENTRETIEN AVEC LA COOPERATIVE AGRICOLE GNINNANGNON DE KORHOGO (UNITE DE TRANSFORMATION AGRO-ALIMENTAIRE).

Date de la consultation	21/10/2020,
Lieu de la consultation	Région : PORO, Département : KORHOGO, Village/ ville : KORHOGO
Personnes rencontrées (Nom - prénoms ; fonction, téléphone)	Madame Ouattara Namina gérante de l'unité de transformation Contact : 06 37 09 44 .
structure	Cooperative agricole gninnangnon de korhogo(unite de transformation agro-alimentaire). une petite unité de transformation de la mangue en mangue séchée
Préoccupations	<p>Que les parcs agro-industriels ne deviennent pas pour les petites unités de transformation des concurrents mais plutôt des partenaires qui vont nous appuyer techniquement et financièrement.</p> <p>Que ce projet voit vraiment le jour. Qu'il ne reste pas dans les tiroirs quelque part</p> <p>Le projet contribuera à réduire considérablement le chômage et à développer les régions concernées. Elle pense que le projet est à encourager</p>

ANNEXE 16 : ENTRETIEN AVEC LA COTRAF-SA

Personnes rencontrées	souhaits/recommandations/craintes/
<p>: Philippe Mabri responsable Hygiène Sécurité Environnement (HSE) Contact : 47 99 55 97 ;</p> <p>Date de la consultation : 21/10/2020 ;</p> <p>ville : KORHOGO ;</p> <p>-Grande unité de transformation. Elle transforme les graines de coton en huile végétale et produit aussi du savon et des tourteaux de coton pour l'alimentation des animaux</p>	<p>Mon souhait est que ce projet se réalise effectivement afin de réduire vraiment le chômage qui fait peur.</p> <p>Je souhaite que ce projet ne soit pas un concurrent pour la COTRAF-SA.</p> <p>Mettre l'accent sur l'environnement, la sécurité des biens et des personnes avant, pendant et après le projet. Il va permettre de réduire le chômage, d'améliorer les conditions de vie des producteurs et de développer le pays.</p> <p>Est-ce que les parcs agro-industriels ne seront pas des concurrents pour la COTRAF-SA ?</p>

ANNEXE 17 : ENTRETIEN AVEC L'UNITE DE TRANSFORMATION AGRO-ALIMENTAIRE VISITEE : MAJOTA SCFEL (UNITE DE TRANSFORMATION AGRO-ALIMENTAIRE).

Date	Lieu	Personnes rencontrée	Souhais/suggestions/questions/craintes
Date de la consultation : 22/10/2020,	Lieu : SINEMATIALI	<p>Quinsou Laetitia épouse M'Bandama Secrétaire et responsable du personnel Contact : 07 18 56 93.</p> <p>-Entreprise familiale. Elle fait la production, le conditionnement, l'exportation. Grande unité de transformation de la mangue en mangue séchée, en pulpe de mangue, en sirop de mangue et en confiture</p>	<p>Notre souhait est que le projet ne soit pas pour nous un concurrent.</p> <p>Il permettra de réduire le chômage et de développer la région. Il est à encourager.</p> <p>Comment le projet va travailler avec les entreprises comme la nôtre qui sont sur le terrain ?</p>

**ANNEXE 18 : ENTRETIEN AVEC L'UNITE DE TRANSFORMATION AGRO-ALIMENTAIRE VISITEE :
COOPERATIVE TCHEREGNIMIN DE PETIT PARIS (KORHOGO).**

Personnes rencontrées	Intitulé de la suggestion/ recommandation/attente
<p>Soro Séhétio Présidente Contact : 06 68 28 68 ; Mariam Yéo Secrétaire Générale Contact : 04 39 82 84 ;</p> <p>Date de la consultation : 22/10/2020</p> <p>Ville : KORHOGO</p> <p>Coopérative constituée uniquement de femmes. Elles possèdent un moulin qui permet d'obtenir mécaniquement la pâte de karité. Tout le reste du processus de transformation se fait manuellement</p> <p>-Tous les déchets sont valorisés (combustibles et production de gaz)</p>	<p>Notre souhait est que ce projet se réalise le plus tôt possible afin de fournir des emplois à nos enfants</p>

ANNEXE 19 : GESTION DES DECHETS URBAINS

	Nom de la ville	Structures chargées de la gestion des déchets urbains	Mode de gestion des déchets urbains (recyclage, transformation, etc.). Expliquer
1	Korhogo	<ul style="list-style-type: none"> -Mairie de Korhogo ; - Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) ; - Groupe Ivoire Eco-Environnement (GI2E) Opérateur collecteur - 3 prés collecteurs (GAP, CGCAK et FAFA Service) -Bureau National d'Etude Technique et de Développement (BNETD) -Direction régionale de l'environnement et du développement durable 	<p>-Un comité local de salubrité, regroupant toutes les structures chargées de la gestion des déchets de la ville de Korhogo, siège toutes les deux semaines pour faire le point de la gestion des déchets ;</p> <p>-La ville de Korhogo est divisée en 3 zones :</p> <p>Les zones 1 et 2 sont séparées par la route qui part de Waraniéné jusqu'à la route de Ferké en passant par le rondpoint de la Mairie, la rue des banques, le Boulevard Allassane Ouattara. Tous les quartiers situés à la droite de cette voie constituent la Zone 1 et tous les quartiers situés à gauche constituent la Zone 2. La Zone de la décharge de Lofiné constitue la Zone 3.</p> <p>-Les déchets sont gérés en 2 étapes : la pré-collecte et la collecte. La pré-collecte est assurée par les 3 pré-collecteurs (GAP, CGCAK et FAFA Service). Ils prennent les déchets des ménages jusqu'aux centres de groupage mais chacun dans une zone bien définie.</p> <p>La collecte est assurée par l'opérateur GI2E (Groupe Ivoire Eco-Environnement) qui prend les déchets des centres de groupage et les transporte jusqu'à la décharge municipale de Lofiné. Il intervient sur l'ensemble des 3 zones. Il faut noter que la décharge n'est plus gérée par la Mairie mais par l'opérateur GI2E (Groupe Ivoire Eco-Environnement) ;</p> <p>-Les déchets ne sont ni recyclés ni transformés. Ils sont déversés à la décharge de Lofiné où des machines se chargent de les étaler sur le site qui fait près de 05 ha;</p>

ANNEXE 20 : GESTION DES DECHETS ET DES EAUX USEES DES UNITES DE TRANSFORMATION AGRO ALIMENTAIRE DE LA REGION DU PORO

	Nom de l'unité de transformation agro alimentaire	Taille de l'unité de transformation (petite, moyenne, grande)	Matière première transformée	Nature des déchets produits (décrire)	Mode de gestion des déchets produits (non valorisé, valorisé). Expliquer	Mode de gestion des eaux usées
1	Coopérative Agricole Gninnangnon de Korhogo	Petite	Mangue	-Epluchures de mangue, -Noyaux de mangue, -Mangues pourries	-Les déchets ne sont pas valorisés. Ils sont stockés et transportés aux frais de la coopérative jusqu'à la décharge municipale.	Les eaux usées sont stockées dans des puits perdus
2	COTRAF-SA (Usine de Trituration de Graines de Coton et de Raffinage d'Huile Végétale) de Korhogo	Grande	Graines de coton	-Linters, -Cendre, -Coques pourries, -Emballages plastiques vides	-Déchets valorisés : coques pourries et Emballages plastiques vides. Les Coques pourries sont transformées en fumier et les Emballages plastiques vides sont vendus -Déchets non	-Les eaux usées coulent dans le quartier voisin et dégagent une mauvaise odeur

					valorisés : Linters et cendre	
3	LA et FRUITS (Lassina et Fruits) de Sinématiali	Moyenne	Mangue	-Epluchures de mangue, -Noyaux de mangue, -Mangues pourries	-Les déchets ne sont pas valorisés. Ils sont entassés dans des caisses que la Mairie vient vider chaque jour au cours de la campagne,	Les eaux usées sont stockées dans des fosses septiques
4	COPROMASI (Coopérative des Producteurs de Mangues de Sinématiali)	Petite	Mangue	-Epluchures de mangue, -Noyaux de mangue, -Mangues pourries	-Les déchets (noyaux et épluchures de mangue) sont stockés dans des petites caisses. Les coopérateurs qui en ont besoin s'en servent gratuitement pour nourrir leurs animaux ou pour en faire du compost. Le reste est transporté au frais de la coopérative jusqu'à la décharge municipale	-Les eaux usées sont évacuées dans des fosses septiques
5	MAJOTA-SCFEL	Grande	Mangue	-Epluchures de mangue,	-Les déchets ne sont pas	-Les eaux usées sont en

	de Sinématiali			-Noyaux de mangue, -Amandes	valorisés. Ils sont stockés et transportés par le tracteur de l'entreprise jusqu'à la décharge municipale de Sinématiali. Mais une recherche est en cours pour la valorisation des déchets.	partie stockées dans des fosses septiques et en partie évacuées par un système de canalisation hors de l'entreprise.
6	Coopérative Yébênougouan des Transformatrices de Beurre de Karité de Sinématiali	Transformation artisanale	Noix de karité	-Coques des noix de karité, -Pâte rougeâtre composée des résidus des amandes de karité	-Les coques sont utilisées pour produire du compost : -La pâte rougeâtre est séchée et utilisée comme combustible en lieu et place du bois de chauffe et aussi comme fumier dans les champs ;	-Les eaux usées sont quelques fois déversées dans des fosses à compost pour ceux qui en ont mais généralement elles sont déversées n'importe où.
7	Société coopérative simplifiée des Producteurs de	-Petite	Noix de cajou	-Coques, -Pellicules, -Cendre,	-Les coques et les pellicules sont	-Les eaux usées ne sont pas valorisées

	coton et d'anacarde de Sinématiali				utilisées comme combustibles pour la cuisson des amandes de cajou ; -La cendre non valorisée est jetée.	
8	Coopérative tchérégnimin de Petit Paris	Transformation semi- artisanale	Noix de karité	-Pâte rougeâtre composée des résidus des amandes de karité	-La pâte rougeâtre est séchée et utilisée comme combustible en lieu et place du bois de chauffe pour la cuisson des amandes de karité;	Les eaux usées sont déversées dans des fosses pour produire du gaz ;

ANNEXE 21 : POINTS DISCUTES : SANTE/ SECURITE DES TRAVAILLEURS DES UNITES DE TRANSFORMATION AGRO ALIMENTAIRE DE LA REGION DU PORO

	Unités de transformation agro alimentaire	Taille de l'unité (petite, moyenne, grande)	Produits issus de la transformation	Les travailleurs possèdent des cache – nez (oui/non/non pertinent)	Les travailleurs possèdent des casques (oui/non/non pertinent)	Les travailleurs possèdent des gants (oui/non/non pertinent)	Les travailleurs possèdent des chaussures de sécurité (oui/non/non pertinent)
1	Coopérative Agricole Gninnangnon de Korhogo	Petite	Mangue séchée	Oui	Oui (Les travailleurs portent des bonnets)	Oui	Oui
2	COTRAF-SA (Usine de Trituration de Graines de Coton et de Raffinage d'Huile Végétale) de Korhogo	Grande	-Huile végétale -Savon -Tourteau de coton (aliment du bétail)	Oui	Oui	Oui	Oui
3	LA et FRUITS (Lassina et Fruits) de Sinématiali	Moyenne	Mangue séchée	Oui	Oui (Les travailleurs portent des bonnets)	Oui	Oui
4	COPROMASI (Coopérative des Producteurs de Mangues de Sinématiali)	Petite	Mangue séchée	Oui	Oui (bonnet)	Oui	Oui
5	MAJOTA SCFEL de Sinématiali	Grande	-Mangue séchée -Pulpe de mangue -Sirop de mangue -Confiture de mangue	Oui	Oui (Les travailleurs portent des bonnets)	Oui	Oui
6	Coopérative Yébénougouan des Transformatrices de Beurre de Karité de	Transformation artisanale	Beurre de karité	Non	Non	Non	Non

	Sinématiali						
7	Société coopérative simplifiée des Producteurs de coton et d'anacarde de Sinématiali	Petite	Amande de cajou grillée	Non	Non	Oui	Oui
8	Coopérative tchérégnimin de Petit Paris	Transformation semi-artisanale	Beurre de karité	Non	Non	Non	Non